

EN MARCHE
VERS LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

OUVRAGES DEJA PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE :

1. — La Conquête du Pain, par *Pierre Kropotkine* Un volume in-18, avec préface par *Elisée Reclus*, 5e édition. Prix. 3 50
2. — La Société Mourante et l'Anarchie, par *Jean Grave*. Un volume in-18, avec préface, par *Octave Mirbeau*. (*Interdit*. — Rare). Prix. . . . . 5 fr.
3. — De la Commune a l'Anarchie, par *Charles Malato*. Un volume in-18, 2e édition. Prix. 3 50
4. — Œuvres de *Michel Bakounine*. Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme Lettres sur le Patriotisme. Dieu et l'Etat. Un volume in 18. 2e édition Prix 3 50
5. — Anarchistes, mœurs du jour, roman par *John-Henry Mackay*, traduction de *Louis de Hessem*. Un volume in-18. (*Epuisé*) Prix. . . . . 5 fr.
6. — Psychologie de l'Anarchiste Socialiste, par *A. Hamon*. Un volume in-18, 2e édition Prix 3 50
7. — Philosophie du Déterminisme. Réflexions sociales, par *Jacques Sautarel*. Un volume in-18, 2e édition. Prix 3 50
8. — La Société Future, par *Jean Grave*. Un vol in-18, 6e édition. Prix 3 50
9. — L'Anarchie Sa philosophie. Son idéal, par *Pierre Kropotkine* Une brochure in-18. 3e édition. Prix . . . . 1 fr.
10. — La Grande Famille, roman militaire, par *Jean Grave*. Un vol. in-18, 3e édition. Prix 3 50
11. — Le Socialisme et le Congrès de Londres, par *A Hamon*. Un volume in-18, 2e édition 3 50
12. — Les Joyeusetés de l'Exil, par *Charles Malato*. Un volume in-18, 2e édition Prix 3 50
13. — Humanisme Intégral. Le duel des sexes. La cité future, par *Léopold Lacour*. Un volume in 18, 2e édition. Prix . 3 50
14. — Biribi, armée d'Afrique, roman, par *Georges Darien*. Un volume in-18, 2e édition Prix 3 50
15. — Le Socialisme en danger, par *Domela Nieuwenhuis*. Un vol in-18, avec préface par *Elisée Reclus*. Prix . . 3 50
16. — Philosophie de l'Anarchie, par *Charles Malato*. Un vol. in-18, 2e édition. Prix 3 50
17. — Les Inquisiteurs d'Espagne. Montjuich. Cuba. Philippines. par *F. Tarrida del Marmol* Un vol. in-18, avec préface, par *Charles Malato*, 2e édition. Prix 3 50
18. — L'Individu et la Société, par *Jean Grave*. Un vol. in-18, 2e édition. Prix 3 50
19 — L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par *Elisée Reclus*. Un vol. in-18, 2e édition. Prix. 3 50
20. Soupes, nouvelles, par *Lucien Descaves*. Un volume in-18. 2e édition. Prix 3 50
21 — L'homme Nouveau, par *Charles Malato*. Une brochure in 18. . . . . 1 fr.
22 — La Commune, par *Louise Michel*. Un volume in 18, 2e édition. Prix 3 50
23 — Sous la Casaque. Notes d'un soldat, par *G. Dubois-Desaulle*. Un volume in-18, 2e édition Prix 3 50
24 — Le Militarisme et la Société Moderne, par *Guglielmo Ferrero*: traduction de *M. Nino Samaja*. 1 vol. in-18 3 50
25. — Au pays des moines (noli me Tangere), par le *Dr Rizal*; traduction de *R. Sempau* et *H. Lucas*. Un volume in-18. Prix 3 50
26 — L'Amour libre, par *M. Charles Albert*. Un vol. in-18, 2e édition . . . . 3 fr. 50
27. — L'Anarchie. Son but, ses moyens, par *Jean Grave*, 1 vol. in-18, 3e édition Prix . . . . 3 fr. 50
28 — L'Unique et sa Propriété, par *Max Stirner*. Avant-propos et traduction par Reclaire 1 vol. in-18. Prix . . . . 3 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE — N° 29

Christian CORNÉLISSEN

EN MARCHE

VERS LA

SOCIÉTÉ NOUVELLE

Principes — Tendances

Tactique de la Lutte de Classes



PARIS

P.-V. STOCK, ÉDITEUR

(*Ancienne librairie Tresse et Stock*)

8, 9, 10, 11, GALERIE DU THÉATRE FRANÇAIS

PALAIS-ROYAL

1909

Il a été tiré à part, de cet ouvrage, cinq exemplaires sur papier de Hollande, numérotés à la presse.

AVANT-PROPOS

Ce livre a pour objet d'exposer la lutte de classes du prolétariat moderne, telle qu'elle se produit réellement dans la vie sociale.

Nous montrerons que son but ne consiste pas dans le remplacement d'un système ou d'un parti gouvernemental par un autre, ni dans l'élection d'un certain nombre de délégués auxquels les masses se confieraient ainsi qu'elles l'ont fait jusqu'ici, mais dans le développement de toute la race humaine par ses propres efforts.

C'est une erreur de croire qu'on puisse dans son essence modifier la vie sociale, qu'on puisse transformer toute la structure de la société par de simples articles de loi, ou par quelques réformes, dont les gouvernements gratifieraient les peuples comme d'une manne céleste, d'ailleurs les inconvénients considérables résultant de ces réformes mêmes seraient loin d'être rachetés par des services équivalents.

Ces réformes, non seulement il faudrait les mul-

tiplier chaque jour, non seulement le développement du système de production et d'appropriation capitaliste leur enlèverait en grande partie toute efficacité, même avant leur réalisation, mais prises dans leur ensemble, elles n'auraient d'autre effet que de rendre les masses de plus en plus dépendantes des réformateurs placés au-dessus d'elles, — c'est-à-dire des gouvernants éventuels — et à la longue, elles énerveraient le corps social.

Si au contraire, nous modifions la réalité partout où nous pouvons avoir sur elle une puissante nfluence matérielle, intellectuelle et morale, nous ferons d'autres hommes et en même temps créerons d'autres rapports de la vie réelle. De ces nouveaux rapports sortiront les règles suivant lesquelles les hommes se conduiront entre eux et alors naîtra le nouveau contrat social.

C'est à cette condition seulement que la race humaine pourra s'élever à un plus grand bonheur matériel et à une plus grande liberté.

Que ceux que nous aurons convaincus de ces vérités nous apportent leur concours actif! Nous avons eu assez de théories et nous aspirons maintenant à l'action. Que par l'exemple hardi de leurs actes, ils nous aident à réveiller tous nos camarades, à les fortifier, à les organiser, à les développer intellectuellement et moralement, à leur enseigner comment les faibles peuvent se soutenir entre eux dans les mille circonstances de la vie. Qu'ils nous aident à rendre le courage à ceux

qui l'ont perdu, à en donner à ceux qui n'en ont pas pour les entraîner dans la lutte que soutiennent les masses exploitées contre leurs exploiteurs. Qu'ils soient la force directrice vers la société communiste, mais que tous sachent bien que notre cause a surtout besoin de sacrifices.

C. C.

EN MARCHE
VERS LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

CHAPITRE PREMIER

LA « QUESTION SOCIALE » ENVISAGÉE COMME UNE LUTTE DE CLASSES ESSENTIELLEMENT ÉCONOMIQUE ET INTERNATIONALE.

En examinant à fond tout mouvement historique on s'aperçoit qu'il repose toujours sur une base économique.

Les éléments de cette base se divisent en deux catégories qui se fusionnent : la première, universelle, est constituée par les conditions naturelles telles que le sol, le climat, l'aspect général de la nature ; la seconde, particulière à chaque période de civilisation est constituée par la forme de production et de répartition des objets de première nécessité.

Cette base économique détermine en général tout le développement intellectuel et moral des hommes, mais celui-ci peut à son tour réagir sur les conditions matérielles de la vie, c'est-à-dire sur les conditions économiques.

Cette constatation est évidente à notre époque de lutte acharnée pour la vie quotidienne, le fait est compréhensible dans notre siècle de ma-

chinisme où les faits économiques ont une telle prédominance qu'ils relèguent au second plan toute aspiration d'ordre idéal, pour les peuples en général comme pour les individus en particulier.

La vie des peuples n'est qu'une lutte continuelle pour se maintenir *économiquement* de même que la vie de l'individu est avant tout une lutte pour son existence matérielle.

Pour chaque individu la recherche du pain quotidien domine, règle même sa vie intellectuelle et morale : affaires, divertissements, religion, amitié, amour.

Il en est ainsi pour les peuples en général. Leur vie intellectuelle et morale : fêtes nationales, religion, rapports d'amitié ou d'hostilité avec les autres peuples — tout cela doit être rapporté à des intérêts matériels.

Ce sont ces mêmes intérêts matériels qui ont engendré et prolongé jusqu'à maintenant les antagonismes entre les peuples eux-mêmes et perpétué la division de classes dans chaque peuple moderne.

On peut donc dire que l'histoire de l'humanité, d'un peuple quelconque à toute période de son existence, n'est que l'histoire de l'exploitation systématique d'une catégorie ou d'une classe par une autre.

La forme de l'exploitation diffère suivant l'époque. On l'appelle *esclavage* dans l'Antiquité, et on la retrouve parfois aussi sous ce nom dans l'histoire des colonies de nos états modernes. C'est le *servage*, *vasselage*, *travail gratuit sous forme de redevances au seigneur*, au Moyen Age et jusqu'au milieu du XIXe siècle dans l'Europe orientale qui nous offre encore cette forme de servitude sous des noms différents.

Enfin l'exploitation de l'homme par l'homme est désignée du nom de *salariat* à notre époque où les masses ouvrières sont réduites en classe non possédante, en prolétariat.

Quelque forme qu'elle revête, c'est toujours l'exploitation systématique des uns par les autres et pendant tout le cours des siècles la lutte se poursuit ininterrompue entre les masses asservies et leurs maîtres.

L'histoire de la société moderne telle qu'elle est issue de la société féodale dans les pays de l'Europe occidentale et centrale, est l'histoire du développement de la propriété privée. Elle nous représente un processus continu de spoliation et d'accaparement du travail utile par la force ou par la ruse.

Nous pouvons citer comme exemples :

Au Moyen Age la spoliation du sol des paysans. Ces paysans sortis de la condition de serfs, et parvenus à quelque indépendance, à quelque prospérité, ne devaient pas tarder à s'apercevoir que la petite propriété reposant sur le travail personnel ne peut ni prospérer, ni procurer le bien-être. Ils voyaient avec quelle facilité les fruits de leur travail passaient dans les mains des hobereaux indigents ou entre celles de l'Eglise, qui pendant tant de siècles a pillé et volé tout ce qu'elle pouvait saisir.

De son côté l'Eglise romaine — la grande spoliatrice de la propriété d'autrui — pendant la Réforme perdit beaucoup de ses biens au profit des protestants, princes allemands, familles de gueux hollandais, Eglise anglicane.

Nous devons mentionner aussi les vols commis sur une échelle gigantesque par les autorités civiles. Nous citerons comme exemple l'Angleterre où les *enclosure acts* aliénaient par-

tout le sol communal au bénéfice des seigneurs, des *Landlords*, dont il devenait la propriété privée.

Nous ne ferons que signaler les vols ordinaires, vulgaires pour ainsi dire, que commettaient aussi les autorités en captant pour d'autres les héritages des pauvres trop naïfs et crédules. Il faut y ajouter les confiscations en temps de troubles, le rançonnement de certaines populations par des bandes de soldats errants, enfin la spoliation commerciale telle qu'elle est encore pratiquée aujourd'hui dans les colonies.

C'est à travers toute cette suite de violences, de ruses, dont nous n'avons cité que quelques-unes, que la propriété privée est arrivée à son état actuel, qui en fait un vrai danger pour le bien-être du genre humain.

Toute la différence que l'on aperçoive dans la manière d'exploiter les masses est la suivante : Il n'est plus d'usage que le plus fort mange le plus faible après l'avoir rôti. Les anthropophages sont devenus rares sur la terre. Mais il n'en est pas moins vrai que les classes dirigeantes maintiennent des mœurs sauvages qui, dans les corps disciplinaires, les bagnes militaires de certaines nations telles que la France et la Russie, font appliquer des tortures rivalisant avec celles qu'en Espagne on fait subir aux prisonniers politiques ou avec les traitements féroces appliqués aux indigènes des colonies. La torture de la prison cellulaire ne subsiste-t-elle pas dans les pays les plus avancés, raffinée, il est vrai, et appliquée d'une façon « scientifique » ?

En règle générale, sous l'impulsion de la civilisation l'esclavage direct est remplacé actuellement par l'esclavage indirect. Ce n'est pas seulement la méthode de répression et de punition qui est raffinée et « humanisée », pour

parler le langage de la science, mais aussi l'ordre social lui-même ; c'est-à-dire que le mode d'exploitation a subi une transformation analogue.

Par ce que nous avons dit précédemment on peut juger que la Question Sociale est tout d'abord une question économique, née des antagonismes économiques. Cependant elle est plus que cela.

A notre époque où le grand machinisme courbe irrésistiblement tout sous la loi du capitalisme, les idées sont plus que jamais déterminées par les intérêts matériels.

Mais inévitablement, cette situation se modifiera dans un temps prochain, l'idée pourra alors se dégager, se manifester plus franchement et exercera une influence plus efficace sur l'humanité entière.

C'est l'homme pensant qui a créé la machine qui, de nos jours, condamne la grande masse à la servitude du salariat. Mais l'homme pensant qui a créé la machine peut aussi la gouverner.

Le prolétariat laborieux, courbé maintenant sous le système de production capitaliste, brisera ses fers dans l'avenir. Il prendra la haute direction de la production et de la distribution de toutes les richesses. C'est ainsi qu'à la période capitaliste de l'histoire succédera une période communiste.

Lorsqu'une nouvelle génération aura conquis une situation économique plus favorable que celle de notre époque, les idées se déploieront plus librement dans chaque direction. La littérature, les arts et les sciences qui ne seront plus enchaînés au service du capitalisme, ni voués aux intérêts des classes possédantes et de leurs gouvernements, pourront porter une plus riche floraison.

A mesure que les forces physiques et intellectuelles seront moins complètement accaparées par le souci des intérêts matériels, la vie publique gagnera en grandeur et en beauté.

Délivré du travail si pénible et si abrutissant imposé par le salariat, le journalier de notre temps manifestera plus d'inclination pour le beau et les charmes de la nature.

Ainsi, la Question Sociale est tout d'abord une question de bien-être matériel, mais en même temps elle est une question de développement intellectuel et moral. Ce n'est donc pas une simple question de ventre.

Qu'on ne croie pas qu'en parlant ainsi, je veuille me ranger du côté de ceux qui demandent que le prolétariat militant se conduise envers les classes exploitantes selon des idées de « Justice », d' « Amour », ou de « Droit », ou n'importe quelles autres idées aussi vagues que prêchent si souvent certains moralistes qu'on trouve même dans le mouvement ouvrier.

Nous avons suffisamment entendu parler de Droit, de Justice et d'Amour !

Pour le prolétariat luttant pour s'émanciper de l'exploitation et de la tyrannie des classes possédantes et de leurs gouvernements, il ne s'agit que d'une question de force, ce qui comprend aussi bien la force matérielle que la force intellectuelle et morale.

La question de force deviendra d'elle-même une question de droit par le triomphe du prolétariat, conformément à cette vérité qu'en ce monde la Force est le Droit.

On nous dit : « Il faudrait exercer le *Droit* vis-à-vis de nos oppresseurs. Mais quel Droit donc ? Le *Droit national*, le *Droit éternel*, ou bien le *Droit humain ?*

Avons-nous besoin de toute cette phraséologie ?

La classe ouvrière n'a-t-elle pas dans la lutte émancipatrice son *Droit* à elle, son droit de prolétariat ?

En prétendant que la Question Sociale est une Question de développement aussi bien intellectuel et moral que matériel, je ne m'occupe pas immédiatement des relations des classes belligérantes entre elles, mais du développement intellectuel et moral des masses ouvrières elles-mêmes.

Je veux dire que les masses ouvrières courbées sous le joug du salariat ne pourront se délivrer qu'à la condition de s'élever non pas seulement à un plus grand bien-être matériel, mais en même temps à une culture intellectuelle et morale supérieure, ainsi qu'à une sensibilité plus affinée. Il faut que de cette façon elles aient, dans l'avenir, la conscience de la puissance directrice de la civilisation humaine.

Qu'elles se conduisent alors envers leurs oppresseurs et leurs exploiteurs d'autrefois avec plus de clémence et d'humanité, cela ne fait pas de doute, mais ce n'est en réalité qu'une conséquence naturelle de l'évolution de la classe ouvrière vers son émancipation et nullement un facteur effectif.

*
* *

Ce qui donne à la Question Sociale un aspect complexe et touffu, c'est surtout le caractère international de la vie sociale à notre époque.

C'est justement ce fait remarquable qui empêche les peuples les plus civilisés de se déve-

lopper dans une direction plus particulièrement communiste.

Notre civilisation est faite du travail international ; ce sont des produits internationaux qui, jusque dans les plus petits villages, composent notre nourriture, nos vêtements, nos ustensiles de ménage.

Considéré un peu superficiellement, ce phénomène ne semble guère caractéristique de notre période de production capitaliste.

Dès l'époque où un peuple quelconque montre un certain degré de civilisation, le commerce avec d'autres peuples donne un cachet plus ou moins international à la vie populaire.

Déjà les anciens Phéniciens importaient de l'ambre, de l'ivoire, et toutes sortes d'épices d'autres parties du monde ; leurs vaisseaux atteignaient aussi bien les côtes occidentales de l'Europe, que les rivages de l'Afrique. Avant la découverte des Indes occidentales par voie de mer, les caravanes apportaient déjà par terre jusqu'au Levant, les produits de l'Orient, de même que les navires de Venise et de Gênes les transportaient vers les différents pays de l'Europe. Mais ce commerce était restreint à quelques villes ou quelques peuples particuliers.

Aujourd'hui, au seuil du xxe siècle, la vie sociale des peuples est devenue essentiellement internationale.

A aucune époque de l'histoire nous ne trouvons ce caractère international aussi général et aussi profondément enraciné dans les mœurs et les coutumes. C'est le machinisme qui a développé ce phénomène.

Et voici comment :

Le capitaliste a dû déployer tous ses efforts, dans ces dernières années pour se maintenir

dans la lutte industrielle, que la libre concurrence rend si acharnée. Il a dû augmenter et améliorer son capital constant (bâtiments, machines, etc.,), économiser de toutes façons sur les matières premières et secondaires de son industrie, tenter d'abaisser constamment son capital variable (les salaires) même en augmentant la masse, en s'arrêtant juste au niveau où il était encore possible à ses salariés de vivre sans se révolter et sans troubler la marche de la production.

Dans les pays les plus développés, pour accélérer cette concentration de la production et augmenter ainsi leur profit, les capitalistes ont été conduits à s'associer entre eux pour l'exploitation de chaque branche d'industrie et de commerce. Ainsi se sont fondés des syndicats d'entrepreneurs, des *cartells* ou des *trusts*, qui sont devenus les maîtres des branches d'industrie qu'ils pouvaient monopoliser entre leurs mains.

Il n'en est pas résulté, comme le prédisent quelques économistes socialistes depuis le milieu de ce siècle, une diminution du nombre des capitalistes particuliers dont la grande masse devait être expropriée par quelques-uns d'entre eux (1). Au contraire, cette même concentration crée parmi les peuples de nouveaux besoins qui eux-mêmes développent de nouvelles industries. La nécessité de se déplacer, de voyager, a créé le tramway à vapeur et le tramway électrique à côté des omnibus et des voitures. Ainsi s'est accru dans bien des

(1) V. le chap. xi de cet ouvrage sur la doctrine de l'économiste *Karl Marx* concernant la « concentration des capitaux ».

pays le nombre des voies ferrées et des lignes de bateaux à vapeur.

Aux nouveaux besoins correspondent de nouvelles découvertes qui font pénétrer, même dans les ménages les moins aisés, l'éclairage au gaz à côté de la lampe à pétrole, de nouveaux aliments comme le cacao, des objets maintenant de toute nécessité comme les allumettes. La facilité de la reproduction met à la portée de la grande masse, les gravures, les estampes, les revues illustrées.

En même temps que surgissent ces besoins jusqu'alors inconnus, de nouveaux débouchés s'ouvrent par le commerce.

Le développement du capitalisme dans les pays industriels les plus avancés excite les entrepreneurs de contrées plus arriérées à suivre cet exemple. La France, l'Allemagne, l'Australie, la Russie et tout dernièrement le Japon ont pris rang à la suite de l'Angleterre et des Etats-Unis, dans la production pour le marché mondial. Ils inondent de leurs produits agricoles et industriels toutes les contrées du monde, sur une échelle inconnue auparavant.

D'un autre côté, les entrepreneurs établis dans les différentes colonies, puisant dans les masses indigènes bien moins avancées des forces de travail à meilleur marché, commencent à pourvoir aux besoins de la population de ces contrées mêmes, puis fournissent aux demandes du marché international. C'est ainsi qu'ils fondèrent des filatures et des tissages à vapeur dans l'Inde en deçà du Gange, des fabriques de voitures et de wagons à Java et dans le sud de l'Afrique. Ils transportèrent l'une après l'autre leurs industries dans les diverses contrées qui fournissaient directement les

matières premières dont elles avaient besoin.

A côté des pays industriels de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Australie, prirent place surtout les Indes, l'Afrique du Sud, divers pays de l'Amérique du Sud — notamment le Brésil — en lançant sur le marché des masses toujours croissantes de marchandises. En important dans nos pays, le blé, les bestiaux, la laine, le fromage, ils portèrent à l'agriculture et à l'élevage le même coup qu'autrefois à l'industrie.

A mesure que la Question Sociale devient de plus en plus internationale, à mesure que la politique de nos grandes puissances militaires et navales prend pour but de coloniser les vastes contrées de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Australie pour ouvrir de nouveaux débouchés aux grands capitalistes, la question de savoir quelle route suivra la civilisation moderne devient de jour en jour plus compliquée et plus difficile à résoudre.

Nous exposerons que les peuples modernes seront conduits par le progrès social à une société communiste, qui seule pourra garantir à tous les membres un bien-être relativement plus grand qu'aujourd'hui et une liberté individuelle aussi étendue que possible.

Par la force des choses, c'est-à-dire par le jeu même de leur égoïsme, les hommes parviendront à une organisation sociale où les moyens d'existence — sol, fabriques, machines, outils, magasins et entrepôts, moyens de transport et de communication, ainsi que tous les objets de consommation — seront la propriété collective de l'humanité. — Corrélativement et aussi nécessairement on verra grandir l'autonomie de la population de chaque pays, de chaque région,

de chaque commune, ainsi que pour les ouvriers de chaque fabrique, de chaque atelier la possibilité d'organiser toutes leurs affaires eux-mêmes. Ainsi la tâche de cette société communiste de l'avenir sera de développer et d'assurer le bien-être et la liberté de chaque individu à son plus haut degré sans nuire au bien-être et sans violer la liberté d'autrui.

Ce développement général de l'humanité dans une direction communiste se manifeste tout d'abord comme une question internationale, mais c'est de plus un problème qui ne peut pas être résolu dans l'espace de quelques années. La solution exigera certainement l'effort de plusieurs générations humaines.

En Australie, en Amérique du Nord, en Angleterre, c'est-à-dire dans les pays où la population ouvrière est très développée et jouit de salaires élevés et d'une journée de travail relativement courte, les rapports sociaux sont tout autres que dans les pays de l'Europe centrale ou en Russie, où l'industrie est à peine née.

Ils sont aussi différents pour le Japon, la Chine et les Indes, où les nouvelles conditions, dues à l'influence de l'Occident, s'ajoutent aux vestiges d'un état barbare et de la vieille civilisation asiatique.

De même, pour chaque pays, le développement de ces rapports sociaux diffère pour la campagne et pour les villes.

Malgré toutes ces divergences, ces formes de développement ont toutes une direction commune, comme les affluents d'un même fleuve coulent tous vers la mer. Nous les verrons s'acheminer lentement vers la transformation internationale de la société humaine en société, que nous qualifions de « communiste ». Cette

prévision n'est pas moins fondée, même en admettant que l'avenir prochain sera bien différent pour les divers peuples du monde.

En voyant le marché mondial niveler les différences économiques nous pouvons espérer que d'ici peu un pays comme le royaume du Japon, après une époque de production frénétique et d'un sacrifice énorme de forces humaines, s'élèvera lentement à une période de prospérité avec une hausse des salaires ouvriers.

En même temps les mêmes causes anéantiront de plus en plus l'ancien métier de l'artisan dans l'Inde en deçà du Gange et la transformation de l'industrie y introduira le paupérisme européen à côté de la richesse la plus fabuleuse.

Mais il est probable que ces populations douces et ignorantes, endormies depuis des siècles, subiront ces nouvelles conditions de vie sans songer à se révolter. Au contraire, dans les pays de l'Europe occidentale ainsi qu'en Amérique et en Australie, cette évolution économique suscitera des collisions sérieuses et une lutte de classes de jour en jour plus acharnée.

Des pays, comme les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et l'Australie tenteront, il est vrai, de résoudre la question de l'Immigration en masse — comme la « question chinoise » d'aujourd'hui — en fermant leurs ports aux étrangers qui viendront offrir leurs forces de travail à un prix inférieur au salaire moyen. Comme plusieurs Etats du continent européen, ils essaieront longtemps d'arrêter l'invasion des produits industriels étrangers en les surchargeant de droits d'entrée, mais le nivellement que le marché mondial est en train d'accomplir rendra illusoires à la longue toutes ces mesures.

Il en résultera des conflits internationaux soit

sous la forme de « guerres commerciales », ou « guerres coloniales » entre les puissances modernes, soit aussi sous la forme de grèves et de guerres civiles.

Ces derniers conflits, si étroitement subordonnés au degré de développement des masses ouvrières, éclateront assurément plus fréquemment et plus généralement dans l'Europe centrale et occidentale que dans l'Europe orientale, davantage enfin chez les Anglo-Saxons de la Grande-Bretagne, de l'Amérique du Nord et de l'Australie que sur le continent européen.

Si difficile qu'il soit de préciser le chemin que suivra la civilisation humaine dans son évolution, on peut déjà prévoir cependant qu'une solution pacifique de la Question Sociale, en tant qu'internationale, est impossible. De plus, on peut assurer que dans les pays les plus avancés, la lutte des masses ouvrières contre leurs exploiteurs — capitalistes et propriétaires fonciers — éclatera en guerre civile plus tôt, plus généralement et plus violemment, que dans les pays arriérés, qui ne sont entrés que plus tard dans le mouvement industriel et commercial.

Les conflits ne pourront être dans ces derniers Etats qu'un faible retentissement du bouleversement social qui va s'accomplir dans les Etats industriels les plus développés, et qui s'annonce déjà par des épisodes remarquables par leur rapidité, leur continuité et leur étendue de plus en plus formidable.

Pour étudier la marche du genre humain dans le développement de sa civilisation, nous observerons donc surtout les Etats industriels et commerciaux qui tiennent la tête du progrès. C'est eux qui donnent l'indication la plus exacte sur

la direction du mouvement international. C'est eux qui se trouvent à la tête des masses ouvrières et évidemment c'est eux surtout qui seront appelés à se prononcer dans toutes difficultés issues de la Question Sociale. Les autres Etats ne feront que suivre.

Nous n'avons en vue que la marche générale et internationale du développement social, abstraction faite des influences secondaires, nationales ou locales, réglées elles-mêmes par les rapports sociaux particuliers, par certains événements spéciaux qui peuvent évidemment modifier partout la physionomie générale de la lutte.

Des questions particulières, comme l'abolition dans l'Europe centrale des restes de l'absolutisme et, en Russie, du gouvernement absolu du czar, ne devront pas détourner notre attention de cette question primordiale :

De quelle manière la classe ouvrière se délivrera-t-elle, dans les divers pays du monde, de l'exploitation et de l'oppression des classes dominantes, c'est-à-dire des capitalistes et des propriétaires fonciers ?

Telle est, formulée en termes généraux, la grande Question Sociale de notre époque, la question vitale des peuples pour l'avenir prochain.

CHAPITRE II

DE L'UTOPIE A LA THÉORIE, DE LA THÉORIE A LA PRATIQUE

Ainsi que l'ont formulé plusieurs économistes socialistes, la dissolution de la société capitaliste est inévitable, par le fait : que la production capitaliste engendre et développe elle-même la classe destructive, qui n'a aucun intérêt à la conservation de la propriété privée, c'est-à-dire : le prolétariat industriel et agricole.

Ce prolétariat n'ayant d'autre propriété que sa force de travail — travail manuel ou intellectuel — devient de plus en plus, dans nos pays modernes, le cœur vivant de la société.

La société capitaliste n'engendre pas seulement ses propres destructeurs, « ses propres fossoyeurs », comme le dit *Marx ;* mais elle indique en même temps à ceux-ci les voies par lesquelles la transformation de la société capitaliste en société communiste s'opérera, et règle elle-même la lutte émancipatrice des masses prolétaires.

En observant dans les pays du capitalisme le

plus développé le mouvement de résistance contre le système d'exploitation moderne, nous percevons un processus général, commun à tous les mouvements de masses.

Lorsque dans un ordre social usé et condamné à disparaître, la misère générale se faisait sentir et faisait prévoir les crises qui suivraient dans l'avenir, cela ne pouvait éveiller dans les grandes masses du peuple, et pendant la première période de malaise, qu'un sentiment vague de mécontentement. Ces masses vivant dans le train accoutumé de leurs affaires et des distractions qu'elles occasionnaient, ne pouvaient pas se rendre compte des causes profondes du malaise.

Plus tard ce sont les penseurs les plus éclairés du peuple qui s'éveillent. C'est eux qui trouvent si souvent leur mort sur une croix comme dans l'antiquité, ou dans la prison comme dans nos temps modernes !

Ils dénoncent au peuple l'ordre social établi dans lequel ils vivent eux-mêmes.

Des cris de douleur, d'inquiétude, de colère et des avertissements se font entendre, d'abord en plaintes vagues et générales, exprimées par les chants des poètes ; plus tard en formules plus précises, précédant toujours le réveil des masses et leurs réclamations.

Lorsque, au Moyen Age, les paysans en Angleterre se soulevèrent, sous les ordres de Wat Tyler, contre l'oppression de leurs seigneurs, les nobles, les poètes nationaux s'étaient déjà demandé à quoi servaient ces seigneurs et si par hasard Dieu avait créé des nobles dans le paradis terrestre.

When Adam delved and Eve span,
Who was then the gentleman (1)*?*

Après les croisades, la lutte, que dans les régions les plus avancées du nord-ouest de l'Europe — la Hollande et la Flandre — le Tiers Etat avait entreprise contre la noblesse, était précédée par les paroles du poète (Jacob van Maerlant) qui demandait si les villageois étaient plus méprisables que les nobles et si ces villageois méritaient d'être traités par ceux-ci avec dédain :

Twi seghetmen ten dorpre : « Fi !
Ganc wech, God onnere di !
Du best der werelt scame (2)*! »*

Les masses s'agitent seulement, après que les paroles hardies des précurseurs, s'adressant immédiatement à elles en langue intelligible, leur ont ouvert les yeux sur l'injustice de leurs souffrances et sur la possibilité de l'amélioration de leur sort.

Alors les masses prêtent l'oreille aux utopies, à des projets chimériques de reconstruction de la société ; plus tard à des théories déterminées avec plus de précision — des théories qui, au Moyen Age comme à l'heure présente, indiquaient la propriété privée comme source de tous les maux du monde et s'en référaient au « Saxenspiegel », le code saxon médiéval, pour prouver que la propriété provient de violence injuste.

« (1) Quand Adam bêchait et qu'Eve filait, qui était donc le noble ? »

(2) « Pourquoi est-ce qu'on dit au villageois :
« Fi, va-t-en, que Dieu te déshonore,
« Tu es la honte du monde. »

C'est après cela seulement que, dans le domaine de la vie réelle, commence à se dresser le lourd colosse de la société humaine ; les masses prennent des mesures décisives et mettent en pratique ce qu'il y a de force vitale dans les théories, suivant les conditions historiques nationales et locales. La révolution effective, la naissance d'un nouvel ordre social sortant de la vieille société s'accomplit.

La période antérieure à la société bourgeoise, du XVIe siècle jusqu'à la Grande Révolution de 1789, a suivi le même développement dans l'Europe centrale et occidentale.

Les aspirations à une transformation sociale se manifestèrent de bonne heure dans les descriptions poétiques d'une société idéale de *Thomas Morus*, *Campanella* et d'autres auteurs d'utopies. Plus tard suivirent les systèmes des socialistes français du XVIIe siècle : du passionné et mystérieux *Morelly*, de l'*abbé de Mably* ; puis les théories du sarcastique *Linguet*, qui voulait voir rétablir l'ancien esclavage, vraiment plus doux pour les pauvres, pensait-il, que la servitude libre.

Ces théories pénétrèrent dans les masses, cela fut prouvé par les projets d'amélioration des conditions sociales, que les délégués à l'Assemblée Nationale de 1789 apportaient dans leurs « cahiers ». La population, en élaborant ces propositions, avait essayé de formuler au hasard les plaintes exprimées par les précurseurs.

Cependant, il parut alors une fois de plus qu'il n'y avait rien à espérer du gouvernement, de même qu'il n'y aura jamais autre chose à en attendre au milieu d'une civilisation en décadence, que le maintien du vieil ordre social.

Alors l'ouragan de la Grande Révolution éclata ; encore une fois les masses réalisèrent à leur manière les théories.

En ces jours si tourmentés, les théories les plus divergentes se manifestaient et s'entrechoquaient dans la lutte féroce des passions et des intérêts.

Derrière les éléments réformateurs des *Girondins* s'élevèrent tout d'abord les fractions révolutionnaires : les *Jacobins*, représentants de l'Idée Etatiste (*Robespierre, Saint-Just*), qui, après avoir anéanti à droite le courant plus modéré des *Dantonistes* (*Danton, Camille Desmoulins*), à gauche le courant plus ou moins socialiste (*Chaumette*, les *Hébertistes*), se virent traîner eux-mêmes à la guillotine après s'être avancés jusqu'au seuil du socialisme.

Comme une répercussion à ce formidable orage, surgirent *Babœuf* et *les Egaux*, qui reprochaient à cette Révolution d'être incomplète et d'avoir été simplement politique, alors qu'elle aurait dû être, avant tout, économique.

La Grande Révolution est devenue la révolution de la bourgeoisie par excellence et elle a trouvé son achèvement dans les mouvements de révolte du commencement et du milieu du XIXe siècle (1830 et 1848). Elle ne pouvait pas être plus ; elle ne pouvait pas devenir une révolution ouvrière, vu l'impuissance des classes ouvrières de diriger elles-mêmes comme producteurs, la production et la distribution des richesses à la fin du XVIIIe siècle.

Quelle est la situation à l'heure actuelle, au moment où nous nous trouvons sur le seuil du XXe siècle ?

La Grande Révolution de 1789 et les mouvements révolutionnaires qui l'ont complétée,

n'ont liquidé jusqu'à présent que de nom la société féodale. En vérité, ces mouvements révolutionnaires n'ont pu achever cette liquidation dans aucun pays de l'Europe, si grande que fût leur influence.

Les pays de l'Europe centrale sont tombés, même après les guerres civiles du XIXe siècle, sous la domination des prêtres et des hobereaux, domination directe parfois dans la campagne, domination indirecte sous des formes capitalistes dans les villes.

En outre, ces mouvements révolutionnaires ont toujours épargné la propriété privée et, par ce fait même, ils ont préparé une nouvelle révolution pour les temps à venir.

Car, si ces mouvements révolutionnaires que nous avons vu s'accomplir dans l'espace d'un demi-siècle, ont aboli dans la campagne et les droits féodaux de la noblesse et les dîmes dues au clergé, abrogé en même temps tous les règlements des corps de métiers qui gênaient le libre développement du commerce et de l'industrie — s'ils ont rendu *le travail « libre »*, comme on l'a prétendu si souvent, assurément ils n'ont affranchi nulle part *le travailleur lui-même.*

La bourgeoisie qui commençait à s'enrichir montrait déjà qu'il était impossible d'en attendre des preuves d'amour ou de pitié envers la classe ouvrière ; les entrepreneurs capitalistes : commerçants, fabricants, petits paysans-propriétaires, eurent les coudées plus franches, ce fut tout l'acquit de ces mouvements.

Les ouvriers salariés, au contraire, qu'on proclamait affranchis et libres dans leurs mouvements en réalité ne pouvaient pas travailler en concurrence avec les fabricants-parvenus.

La grande masse des ouvriers n'avaient ni sol, ni machines ; souvent il leur manquait et les outils et les aliments nécessaires pour la vie pendant tout le temps que durait un certain travail, ou que les produits de ce travail se trouvaient encore entre leurs mains. Ils étaient trop simples, trop naïfs et trop incultes pour comprendre même leur situation.

Ils étaient obligés de revenir de nouveau à tous ceux qui, autrefois comme maîtres de métier, comme nobles ou comme gouvernants laïques ou ecclésiastiques, s'étaient servis de leur force de travail pour arriver eux-mêmes à la puissance.

Tous ces privilégiés de longue date auxquels se joignaient ou succédaient tous ceux qui s'étaient emparés pendant la révolution des « biens nationaux », c'est eux qui disposaient des machines et des outils, des matières premières et secondaires, qui possédaient des maisons et des magasins et qui avaient fait du sol leur propriété privée.

L'ouvrier restait aussi faible sous le nouveau régime qu'il l'avait été sous l'ancien. La révolution capable de lui donner la libération économique et politique n'était pas encore venue, les théories égalitaires des révolutions de la bourgeoisie n'ayant pas de valeur dans la vie réelle du travailleur.

La Grande Révolution et les mouvements révolutionnaires du XIXe siècle qui lui succédèrent, même dans les pays du capitalisme le plus développé, n'ont fait que mettre au second plan la domination de la religion et du droit de naissance, c'est-à-dire la puissance du clergé et de la noblesse en les remplaçant par la seule puissance financière, par la domination brutale du riche sur le pauvre.

En dernière instance, ces révolutions ont abouti à la tyrannie exercée sur les peuples par une tourbe de banquiers cosmopolites et sans pitié, n'étant guère douée d'autres sentiments humains que d'un égoïsme grossier et cupide.

Elles ont remplacé les artisans habiles d'autrefois, tombés sous le joug des exploiteurs capitalistes, par des masses d'êtres humains — des hommes, des femmes, des enfants — sans capacités spéciales, épuisées par le travail dans les périodes d'activité de l'industrie, jetées sur le pavé dans les temps de crise. En somme, ces révolutions ont placé les masses de la population dans une situation bien plus dépendante et elles leur ont donné des maîtres, sous le joug desquels la vie humaine semble être plus dure que sous la domination des ci-devants aristocrates.

L'aristocrate de naissance pouvait encore se montrer humain et bienveillant. L'état social auquel il appartenait ne comptait qu'un nombre restreint de membres. Par la raison que ses ancêtres avaient volé pour lui, il pouvait, s'il le voulait, manifester du moins des sentiments de charité et de miséricorde envers la population rurale au milieu de laquelle il vivait et dont il pouvait connaître les souffrances. Il pouvait tenter de diriger comme magistrat « honnête » le gouvernement de sa ville, de sa province ou de son empire.

Mais tous ces favoris de la fortune qu'a vu naître le xixe siècle, tous ces seigneurs de la Bourse et de l'Usine qui se jettent férocement dans la lutte présente de tous contre tous, ressemblent vraiment aux mouches de la fable qui, après avoir sucé tout leur soûl le corps couvert d'ulcères d'un pauvre malade, ne le

quittent que pour être remplacées par d'autres qui ne sont pas encore rassasiées et qui, vraiment, sont pires encore que leurs prédécesseurs.

C'est pour cette raison même que la démocratisation du gouvernement ne pourra jamais nous sauver de la révolution prochaine, parce que, en tous cas, dans cette période de domination brutale de la puissance financière, la caisse de la commune, de la province ou de l'empire pourrait être confiée avec plus de sécurité à l'aristocrate, dont les ancêtres ont volé, qu'au démocrate affamé qui doit encore voler lui-même.

Le XIXe siècle a eu également ses fondateurs de systèmes sociaux, tout achevés et tout prêts à être substitués à la vieille société d'injustice. Il a déjà vu, immédiatement après la Grande Révolution, apparaître la figure héroïque et l'esprit si puissant du *comte de Saint-Simon*, vraiment confus encore dans l'exposé de ses doctrines et marchant lui-même à tâtons, pour ainsi dire, vers les grandes réformes propres à reconstruire des fondations jusqu'au faîte, la vieille société, mais dont la voix pénétrante a reproché si éloquemment à cette société la souffrance des pauvres.

Après lui vinrent, en France, *Charles Fourier*, le roturier-philosophe ; en Angleterre, *Robert Owen*, fabricant lui-même, qui s'était élevé de jeune ouvrier à la situation de patron. Ils nous ont donné tous deux une ébauche complète d'une société humaine fondée sur des bases nouvelles.

Les théoriciens du milieu et de la fin du XIXe siècle, particulièrement ceux de l'école sociale-démocrate allemande de *Marx* et d'*Engels*,

ont traité ces hommes de rêveurs, d' « utopistes ». Je préfère ne pas leur appliquer ces épithètes et je veux seulement les considérer comme les *précurseurs du mouvement socialiste moderne*.

Nous tous, nous sommes un peu des « utopistes » quand nous ne pouvons pas nous contenter des injustices et des cruautés existantes ; nous sommes des « utopistes » dans les meilleurs et les plus beaux moments de notre vie.

Bien souvent, la différence entre nous, mécontents de la société capitaliste, n'est qu'en ceci, c'est que l'un de nous regarde un peu plus loin que l'autre dans les temps à venir.

Ce qui, dans l'histoire d'hier, nous semblait encore être de l'utopie, devient si souvent la revendication immédiate d'aujourd'hui, pour devenir la réalité de demain.

Aussi, les penseurs comme *Fourier* et *Owen* ne sont pas transformés en utopistes par le seul fait qu'à plusieurs égards la société humaine s'est développée tout autrement qu'ils ne l'avaient soupçonné ou souhaité.

La société humaine de nos temps modernes, dominée par le grand-machinisme, a trompé dans la direction de son développement aussi bien les théoriciens, comme *Karl Marx*, que leurs prédécesseurs de la première moitié du XIX[e] siècle.

La vie réelle des hommes suit son cours en réalisant par parties, soit dans une évolution régulière, soit dans les chocs d'une révolution violente, ici une idée, là une autre.

La société humaine prise en grand, a toujours montré et montrera toujours dans l'avenir une sorte de mosaïque des situations les plus variées, qui nous apparaissent comme des ex-

périences des systèmes les plus différents.

Nul penseur sérieux ne pourra plus nous donner dans le domaine de la sociologie que la marche générale de développement que prendra la société existante.

C'est toujours la différence qui se montre ici entre la pratique et la théorie. La première, c'est la vie, elle s'adapte partout où elle trouve des points de contact selon les conditions vitales nationales ou locales, collectives ou individuelles, les plus variées ; la théorie bien au contraire est morte.

Fourier et *Owen*, si loin de la réalité qu'ils se soient laissé emporter en flottant dans les airs sur les ailes de leur fantaisie, nous ont proposé assez d'idées, ils nous ont esquissé assez de plans, dont la réalisation s'est effectuée déjà en partie même dans notre temps, pour ne pas être traités par leurs successeurs de rêveurs utopistes.

Fourier et *Owen* nous ont donné tous deux sur l'éducation et l'instruction de la jeune génération des avis précieux, qui ont conservé leur valeur jusqu'à l'heure présente, bien que les « Phalanstères » de l'un parussent avoir aussi peu de force vitale que les « Communautés » et les « Parallélogrammes » de l'autre.

Owen devint le véritable instigateur des écoles maternelles, qui, sur son exemple, furent fondées dans toute l'Angleterre.

Fourier prévit et annonça par une sorte d'inspiration la surproduction, à laquelle mènerait la concurrence libre et frénétique entre les producteurs capitalistes.

Owen démontra en pratique dans sa fabrique à New-Lanarck, quelle influence civilisatrice un milieu salubre exerce même sur une popu-

lation ouvrière tout à fait dégénérée et il appliqua la journée de dix heures au personnel de ses établissements. Ainsi, par son exemple, par le soutien efficace qu'il prêtait aux organisations ouvrières, il devint le fondateur des coopératives ouvrières, tandis que ce fut également sous son influence que, en 1834, les corporations ouvrières de toute l'Angleterre s'unirent dans l'*Union générale de tous les métiers*, dont *Owen* devint le principal propagandiste.

Malgré tout cela nous ne saurions nier la différence essentielle qui existe entre ces précurseurs du socialisme moderne et les théoriciens venus après eux.

Ces premiers, aussi bien *Saint-Simon* qui s'écartait moins des conditions sociales existantes que *Fourier* et *Owen*, lâchant plus la bride à leur fantaisie, vivaient tous dans un temps où la grande industrie et le gros commerce de notre époque étaient encore en enfance. Ils pouvaient vraiment pressentir, pour ainsi dire, la situation compliquée et tendue à laquelle aboutirait à la longue le développement du système de production capitaliste, mais ils ne pouvaient pas étudier d'une façon aussi pénétrante que les théoriciens d'une période historique ultérieure, la direction que la société réelle prendrait dans les pays les plus avancés du monde.

Ils se sentaient facilement disposés à nous donner des plans sociaux bâtis dans leur propre tête et même à nous construire toute une société nouvelle, qu'ils voulaient substituer, comme une machine neuve, au vieil organisme hors d'usage.

Aussi étaient-ils des philanthropes avant tout; ils n'étaient pas des théoriciens de la lutte de

classes et encore moins des meneurs pratiques de cette lutte. Ces précurseurs ne travaillaient pas pour l'émancipation d'une certaine classe d'hommes, mais plutôt pour le bien-être de tous.

Ils n'avaient pas vu l'antagonisme de classes, auquel aboutit le système de production capitaliste avec la nécessité d'une loi de la nature. Ils ne connaissaient donc pas dans la vie réelle la lutte de classes comme la génération suivante et ils ne pouvaient pas la connaître, si révolutionnaires, si radicalement subversifs que semblaient parfois leurs systèmes. Ils ne croyaient que dans l'Amour et dans l'Humanité.

Les théoriciens du socialisme de toutes nuances qui vinrent après eux rapportaient tous leurs théories à la société actuelle.

Les social-démocrates entre autres nous ont exposé des doctrines qui toutes doivent être regardées plus ou moins comme une continuation de l'économie politique de l'école bourgeoise.

Mais tous ces théoriciens sans exception différaient à cet égard des anciens économistes en ce qu'ils ne se sont pas contentés de nous donner leur analyse des conditions sociales existantes, mais qu'ils ont tous tenté de prévoir et de nous dire à quoi aboutirait naturellement le développement même de ces conditions.

J. B. Say a dit une fois en parlant de *Charles Fourier* :

« Il (Fourier) s'est absolument mépris sur l'objet de l'Economie politique. Il a cru, comme nos devanciers, qu'elle avait pour objet la bonne direction, le bon gouvernement de la société ; mais il a été prouvé invinciblement qu'une science n'a pas pour but de *faire* (c'est l'objet de l'art) mais de dire ce qui est.

« L'économie politique fait connaître la physiologie sociale. Il faut partir de là pour diriger la société. Vouloir que les économistes fassent la société, c'est demander au physiologiste qu'il change notre manière de nous diriger ou de nous reproduire (1) ».

Si l'économie politique ne servait qu'à nous dire strictement *ce qui est*, nous pourrions différer dans l'estimation de sa valeur et prétendre même qu'elle ne saurait remplir d'une manière sérieuse sa mission de nous faire connaître la physiologie sociale, mais nous serions contraints aussi de lui disputer en tous cas le nom de *science*.

Ce qui caractérise la science, c'est justement qu'elle peut *prévoir*, parce qu'elle *sait*. L'économie politique comme science nous enseigne les lois de développement de la société humaine, comme l'astronomie nous fait connaître les lois de la mécanique céleste.

La science de l'économie politique pourra nous donner plus que de simples hypothèses, elle est vraiment en état de nous faire constater des phénomènes exactement fixés et dont le développement ne peut pas nous être inconnu.

Elargissant ainsi notre savoir, l'économie politique, par la force de réaction qu'ont les idées sur la vie sociale doit pouvoir *faire* en dernier ressort, aussi bien que l'art.

L'économie qui n'a pas d'autre but que de dire ce qui est, afin qu'on parte de là pour « diriger la société », c'est l'économie politique des universités officielle et conservatrice, ré-

(1) J. B. Say dans une lettre écrite à un ami et copiée par *Fourier*. Voir page 275 : *Manuscrits de Fourier*, année 1851. Paris, librairie Phalanstérienne.

glée généralement non pas par des savants, mais par des fonctionnaires, par ceux qui ont pour tâche de défendre et de justifier *ce qui est*.

C'est aussi bien aux précurseurs du mouvement socialiste du XIXe siècle, comme aux théoriciens venus après eux qu'appartient l'honneur d'avoir prédit, d'avoir tenté de voir dans l'avenir, en s'appuyant justement sur leur science, et d'avoir essayé de nous montrer la nouvelle marche, que la vie humaine pourrait prendre dans le développement des nouvelles conditions sociales.

Ils l'ont tenté, les uns en s'imaginant une nouvelle société, tout à fait délivrée des mauvaises influences qui se manifestent dans la nôtre, les autres en rattachant leurs théories au développement de la société existante, tel qu'ils le voyaient s'accomplir sous leurs yeux, en nous traçant la route que devrait prendre nécessairement la race humaine dans sa marche en avant.

L'un d'eux aura jeté les yeux dans l'avenir plus loin que l'autre ; le précurseur « utopiste » se sera avancé peut-être d'un millier d'années ; le théoricien, son successeur, mieux armé par une connaissance plus exacte des rapports économiques, d'un siècle seulement. Même à l'égard de certains phénomènes l'un et l'autre pourront s'être trompés, étant donné, comme nous l'avons supposé plus haut, que la société réalisera par parties les idées de l'un et de l'autre, nous montrant ainsi tout ce qui a quelque force vitale pour chaque période historique et pour chaque peuple.

Et pourtant l'un et l'autre de ces groupes de socialistes auront toujours le mérite d'avoir fait voir dans l'avenir et, par ce fait, d'avoir donné

la première impulsion pour le réveil et la future action révolutionnaire des masses.

Aussi ces masses ont-elles pris à chacun de ces socialistes ce qui leur tenait à cœur. Ils n'ont pas fait de différence entre les nouveaux théoriciens et leurs devanciers, les soi-disant « utopistes ».

Ce qu'ils leur empruntaient, ce n'étaient pas des plans achevés d'une future société ni des théories abstraites. C'étaient des pensées courtes, des phrases dites peut-être mille fois auparavant, mais qui, lancées dans les masses à une époque fixe, avaient le mérite d'être attendues à ce moment par elles et de pouvoir tomber sur la génération humaine comme des éclats de foudre.

Le Manifeste Communiste, œuvre collective de *Karl Marx* et de *Frédéric Engels*, après être tombé dans l'oubli pendant un quart de siècle, a fait le tour du monde, après la fin de l'Internationale (1872), l'Appel avec lequel il finit : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* a plus fait pour porter le nom de *Karl Marx* sur les lèvres des ouvriers organisés de nos temps, que son ouvrage obscur sur le *Capital*, vraiment illisible pour quatre-vingt-dix-neuf pour cent des lecteurs et vieilli déjà à plusieurs égards.

« *L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». « *Devoirs égaux, droits égaux !* » C'étaient des mots qui prenaient des ailes, pénétrant dans tout atelier et dans les têtes de milliers de prolétaires dans chaque pays du monde.

Maintenant nous sommes si avancés qu'on doit se demander sérieusement si ce n'est pas la pratique qui, pour l'avenir, demande tous nos efforts.

Nous avons eu assez de théories de toutes sortes ; maintenant nous devons pénétrer dans les conditions vitales de l'humanité, qu'elles soient produites collectivement par l'exemple de quelques-uns comme force organisée, ou individuellement par l'action personnelle de chacun.

Il y a des périodes historiques, pendant lesquelles les paroles peuvent agir comme des actes, mais ces périodes ne sont pas de longue durée et dans la phase de développement de notre société capitaliste, on peut dire que ce n'est plus le moment d'employer des paroles pour la délivrance des masses ouvrières.

C'est ma ferme conviction que de la manière dont les peuples et les individus interviennent et agissent eux-mêmes dans une période historique décisive comme la période actuelle, dépendent, pour une grande partie, les idées et les théories qui seront réalisées dans les différents pays.

Les hommes ont à forger leur propre destin ; les matières seules leur sont fournies.

Justement, parce que je crois que la période de théorie et d'agitation doit se transformer en une période d'organisation et d'action révolutionnaire, j'attends, en général, un déplacement du centre de gravité du mouvement ouvrier international de la France et de l'Allemagne vers l'Angleterre et les peuples anglo-saxons de l'Amérique et de l'Australie.

C'est dans ces derniers pays que nous trouvons le plus haut développement de la société capitaliste et l'antagonisme le plus prononcé entre les intérêts du prolétariat organisé et ceux des grands monopolisateurs du sol et des instruments du travail.

S'Il est vrai que l'Allemagne a été pendant

le dernier demi-siècle, tout particulièrement le pays de la théorie, des spéculations philosophiques dans le domaine du mouvement ouvrier, c'est cependant à tort que les meneurs du mouvement ont cru pouvoir figurer comme l'avant-garde du mouvement international, et exercer une influence décisive sur l'organisation et l'action du prolétariat des pays plus avancés.

Il n'en sera pas ainsi, si nous considérons comme le vrai but du mouvement ouvrier,—but réalisable, non pas par l'application de quelques réformes démocratiques sur les bases économiques de la société capitaliste existante, mais, au contraire, par le bouleversement de ces bases économiques, — la délivrance complète de la classe ouvrière du salariat moderne.

Dans cet ouvrage nous nous placerons toujours à ce point de vue pour juger l'action d'un parti, d'un groupe ou d'un individu quelconque. Nous nous demanderons toujours en quoi ils peuvent servir à la transformation de la société actuelle dans une direction communiste, c'est-à-dire au développement d'une société basée sur la propriété collective de tous les moyens de production et de consommation et avec une direction du travail organisée par les ouvriers eux-mêmes.

Frédéric Engels a écrit, en 1882, parlant de son pays natal : « Le degré de développement de l'Allemagne, au début de la période entre 1840 et 1850. économiquement et politiquement encore plus arriéré qu'à présent, ne pouvait produire alors, tout au plus, que des caricatures socialistes (1). »

(1) « *Le développement du socialisme de l'Utopie à la Science* ». Préface pour l'édition allemande de 1882.

Ce jugement est encore, en grande partie, exact aujourd'hui, vu le développement économique et politique de l'Allemagne et malgré l'essor de l'industrie allemande dans ces dernières années. C'est surtout l'asservissement politique qui paralyse momentanément la force révolutionnaire du prolétariat allemand.

La France est le berceau de tant de mouvements révolutionnaires, qu'on pourrait considérer un peu comme le devoir historique de ce pays, de marcher encore une fois à la tête des nations dans les conflits internationaux à venir. Malgré la force vitale et révolutionnaire qui bouillonne dans les veines de toute la population, l'organisation du prolétariat, de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, est décidément trop faible en France, me semble-t-il, pour que la force ouvrière de ce pays soit en état de prendre la direction du mouvement ouvrier international.

J'attends plutôt la première secousse du mouvement révolutionnaire et décisif du prolétariat de l'Angleterre ou des Etats-Unis, bien mieux préparé à livrer bataille que celui des autres nationalités par son organisation plus perfectionnée et par ses meilleures conditions de vie matérielle.

Dans les pays anglo-saxons les masses ouvrières montrent déjà qu'elles se trouvent en état d'imprimer à la lutte de classes sa direction définitive.

CHAPITRE III

LE COMMUNISME COMME FORME DE LA SOCIÉTÉ FUTURE

La propriété, la famille et la religion caractérisent la vie sociale des hommes dans tous les pays de civilisation moderne. En réalité c'est le premier facteur qui domine et auquel les deux autres, dans leur fonction, restent toujours subordonnées. La propriété des forces productives de la société, c'est-à-dire la propriété des moyens d'existence du genre humain, décide à la fin de la structure de la société.

De même il est certain qu'aussi longtemps que la propriété des moyens de production, — et par conséquent, celle des produits mêmes — restera entre les mains d'une petite minorité, la grande masse de la population de chaque pays sera dépendante de cette minorité. Elle restera donc en servitude, même sous la forme du salariat moderne.

Pour justifier la propriété privée on ne peut pas invoquer de *droit divin* ni de *droit naturel.*

L'instinct de conservation, la volonté de

vivre, commune à tous les êtres vivants, a eu pour conséquence inévitable la prise de possession des forces naturelles, des moyens de production : sol et instruments de travail. C'est là l'origine de la propriété privée, mais nullement sa justification.

Si, d'une part, la volonté de vivre est le seul droit que puisse invoquer l'individu pour s'accaparer les richesses de la nature, il faut objecter, d'autre part, que ce droit ne saurait être considéré que comme un droit qu'il s'est donné lui-même et qu'il fera valoir tant qu'il aura la force de se conserver. Seulement ce n'est pas un droit qu'*à priori* doivent respecter ses semblables.

Même il se peut que l'action de l'individu qui veut vivre s'oppose à nos sentiments plus développés et que nous ne voudrions pas la tolérer.

Si le sauvage ne se contente pas de prendre autour de lui les fruits du sol, mais s'empare de ses semblables pour s'en nourrir, nous, hommes modernes, nous ne voudrions certes pas respecter cette manifestation spéciale de son droit de vivre.

Le respect du droit de vivre tel qu'il existe généralement, n'est qu'un phénomène existant, le résultat d'une sorte de contrat instinctif, et pas plus que cela. Quant aux produits de son propre travail, ce n'est qu'en raison du désir irrésistible de vivre que l'homme peut les accaparer pour lui seul. Ces produits, il les acquiert toujours avec l'aide de certains produits naturels qu'il n'a pas créés lui-même. Sans cesse, comme producteur, il prend certains matériaux à la nature, qu'il lui redonnera, il est vrai, sous une autre forme,

puisque rien ne se perd dans l'univers ; mais en prenant ces matériaux il empêche, en tout cas, d'autres êtres vivants de s'en servir aussi.

Celui qui a pris possession d'un certain coin de la terre, bien qu'il fût le premier venu dans la région où il se trouve, prive toujours d'autres personnes de l'occasion de se choisir le même terrain.

Le droit de propriété, réduit à sa plus simple expression, reste toujours un droit par accaparement, un droit du plus fort, droit basé seulement sur le grand principe *de la volonté de vivre*.

Tout autre droit sur lequel on voudrait asseoir la propriété, n'existe pas plus pour l'individu vis-à-vis de ses semblables, qu'il n'existe un droit spécial sur les forces naturelles pour le genre humain vis-à-vis des autres êtres vivants (1).

Or, si nous considérons le droit de vivre et de se conserver comme le seul droit que l'homme

(1) Nous nous appesantissons sur ce point précisément parce que certaines écoles philosophiques, comme les théologiens chrétiens, prétendent que le genre humain est destiné à dominer sur toutes les autres espèces. Quand, d'autre part, *Henri Heine*, le poète allemand, laisse son héros, l'ours : *Atta Troll*, déverser sa colère sur toute cette race humaine, « peuple d'hommes, serpents bipèdes », qui, en se croyant bien élevée au-dessus de tous les autres animaux, se couvre avec la laine d'autrui, cette race humaine contre laquelle il appelle à l'aide tous les êtres vivants ; ou quand *Jonathan Swift*, l'écrivain satirique anglais, nous transporte dans le pays des *Houyhnhnms*, où les chevaux sont les êtres civilisés, tandis que des animaux ressemblant aux hommes se trouvent dans leurs étables, nous pouvons voir au fond de pareilles fantaisies poétiques de nouvelles plaintes sociales qui s'élèvent contre notre civilisation humaine.

puisse réclamer, aussi bien que tout autre être vivant, ce droit ne vaudra donc pas seulement pour chaque homme en particulier et sans exception, mais également pour le genre humain en tant que collectivité.

Nous avons fait observer déjà que nous choisissons toujours ce mot de droit, à défaut d'autres, comme la traduction d'une certaine force matérielle.

Dès l'instant où la propriété privée aurait cessé d'être la forme de propriété garantissant le plus grand bien-être pour le genre humain en général, pour la race en tant que race, elle serait condamnée, bien que, jusque-là elle eût sa raison d'être, son droit d'existence.

Aussi dès ce moment la disparition de cette forme de propriété ne saurait être qu'une question de temps.

A une certaine époque la propriété collective dans ses formes principales — en premier lieu comme propriété du sol — a été aussi nécessaire et par cela même aussi inévitable pour les tribus nomades de pasteurs, chasseurs, pêcheurs, que le fut plus tard la propriété privée pour une tribu de laboureurs, s'installant à demeure fixe dans une région par eux choisie.

Lorsque dans les premiers siècles du labourage, l'agriculteur avait, par son propre travail, donné à la culture un petit coin de terre, il était tout naturel qu'il se mit à le considérer comme sa propriété personnelle. Il commençait à parler de *sa* terre, ainsi qu'il parlait de *son* cheval et de *sa* charrue. De même il parlait de *ses* enfants et même de *sa* femme. Il est naturel que ces prétentions personnelles devinssent le principe dominant, le principe du

droit général, pour le rester aussi longtemps que ce principe satisferait aux conditions vitales dans lesquelles vivait la masse des hommes par contrainte ou par consentement. Il est également compréhensible que ces principes de droit général, combattus déjà dès leur naissance par les déshérités, les révoltés, ne peuvent se maintenir comme tels qu'aussi longtemps que la majorité des hommes ou même une minorité influente restera intéressée à l'existence de la propriété privée comme base de leur vie sociale. Il faut que le peuple sente que son plus grand bien-être est vraiment sous la dépendance de cette forme privée de propriété.

Etant une institution humaine, la propriété privée ne peut être un *droit*, que tant que ceux qui sont intéressés à sa conservation ont la *force* de la maintenir.

Pour le développement des abus provenant de la propriété privée je renvoie particulièrement aux œuvres de *Fourier*.

Charles Fourier, dans sa *Théorie de l'Unité Universelle*, a ébauché en traits caractéristiques tous les inconvénients que cause aux hommes, dans leur vie journalière la propriété privée, morcelée. Sous la forme actuelle de civilisation, comme il le remarquait déjà si justement, nous devons nous soumettre à toutes sortes d'incommodités ; là, où la misère n'amène pas les maux, c'est l'ignorance et l'inintelligence qui exercent leur influence :

« L'un met en prairie telle pente que la nature destine à la vigne ; l'autre place du froment là où conviendrait le fourrage ; celui-ci pour éviter l'achat de blé, défriche une pente roide que les averses déchausseront l'année suivante ;

celui-là pour éviter l'achat de vin, plante des vignes dans une plaine humide. Les trois cents familles (posées comme exemple par Fourier) perdent leur temps et leurs frais à se barricader par des clôtures et plaider sur des limites et des voleries ; toutes se refusent à des travaux d'utilité commune qui pourraient servir des voisins détestés ; chacun ravage à l'envi les forêts et oppose partout l'intérêt particulier au bien public (1). »

Les 7/8 du bois que l'on consomme dans le système actuel, ainsi que le croyait *Fourier* à son époque, pourraient être épargnés par les hommes dans l'usage de cuisine et de chauffage, s'ils voulaient s'entendre au lieu d'appliquer le mode incohérent et morcelé qui règne dans nos ménages.

On pourrait avoir un seul et vaste grenier bien surveillé au lieu de trois cents greniers exposés aux rats et aux charançons, à l'humidité et à l'incendie. Dans les villages où la population s'adonne à la culture de la vigne, une seule cuverie pourvue de foudres économiques pourrait suffire au lieu de trois cents cuveries, remplies souvent de futailles malsaines et gérées par des ignorants.

Cent laitières qui vont perdre cent matinées à la ville seraient remplacées par un petit char suspendu portant un tonneau de lait. Cent cultivateurs qui vont avec cent charrettes ou ânons, un jour de marché, perdre cent journées dans les halles et les cabarets, seraient remplacés par trois ou quatre chariots que deux hommes suffiraient à conduire et à servir. Au

(1) Charles Fourier. *Œuvres complètes*, t. III. Introduction, p. 12. (Edition, Paris, 1841).

lieu de trois cents cuisines exigeant trois cents feux et distrayant trois cents ménagères, un petit village de trois cents familles pourrait en avoir une seule (1).

Ce n'est pas notre intention de défendre chacun de ces moyens d'épargne cités ici comme exemple par *Charles Fourier*.

On pourra remarquer que l'épargne du bois dans la cuisine collective ne dédommagerait pas de leur manque de liberté personnelle et de l'impossibilité de suivre leurs propres vues, tous ceux qui, dans leur propre petite cuisine, peuvent se servir d'un simple fourneau à gaz.

Mais nous constatons, avec *Fourier*, cette grande vérité, que la vie quotidienne n'est si triste actuellement pour la grande masse du genre humain que parce que les hommes ne savent pas se régler au milieu de toutes les richesses que la nature est à même de leur procurer dès maintenant et qu'elle leur procurera dans l'avenir en bien plus grande quantité.

Toutes ces théories, même en contenant les améliorations les plus grandes que les hommes *pourraient* se créer, les modifications les plus estimables qu'ils *pourraient* introduire dans leur manière de vivre, n'auraient aucune valeur, si les hommes n'avaient pas le désir de les réaliser dans le fait.

Nous avons d'autant plus à tenir compte de ce fait incontestable, que, prise en général et dans la campagne aussi bien que dans nos grandes villes, la population non seulement montre un certain penchant pour un mode de production plus communiste et conséquemment plus efficace que la production du passé, mais

(1) CHARLES FOURIER. *Œuvres complètes*, *l. c.*, p. 11.

aussi pour toutes sortes de jouissances communes qui rendent plus intensif le bonheur humain.

Qu'on laisse notre grande famille humaine libre dans ses actions, de façon qu'elle puisse suivre ses propres inclinations sans être contrainte par des mesures législatives et cette vie sociale caractérisée par le mot « communiste » se déploiera véritablement sous des formes toujours nouvelles.

Dans les grandes capitales comme Paris, Londres, New-York on applique déjà à présent dans les maisons, habitées par plusieurs familles, divers principes du genre de ceux que *Fourier* a cités pour sa ville de la sixième période, sa « Nouvelle Ville » de la période de transition :

« Par exemple », nous fait remarquer *Fourier*, « si l'édifice réunit cent ménages, on n'y fera pas 20 pompes qu'exigeraient 20 maisons logeant chacune 5 ménages (1) ». Les citadins modernes se servent souvent de beaucoup moins de vingt pompes pour cent familles.

L'aqueduc a rendu possible l'apport de l'eau en quantités suffisantes pour les besoins communaux de toute la population d'une ville et cela non seulement dans les grandes capitales mais aussi dans presque tous les bourgs de quelque importance. De même les grandes maisons habitées par plusieurs familles ont déjà en commun l'éclairage, le gaz nécessaire à la cuisine et parfois même le chauffage. Les maisons de Londres ont bien souvent une buanderie commune.

(1) CHARLES FOURIER. *L. c.*, t. IV. Extroduction, p. 303.

Si ce mode communiste de production et de consommation n'est pas plus répandu, cela est dû surtout à la propriété privée qui en empêche l'extension. Et cependant considérons les faits suivants : Actuellement les hommes possèdent déjà en commun des rues, des grandes routes, des canaux servant tant au transport de leurs marchandises, qu'à leurs propres déplacements. Les hommes savent ce que c'est que d'étaler leurs marchandises au marché commun, d'admirer dans les musées également communs et à entrée gratuite des objets d'art, appartenant à la communauté, que de chercher leur divertissement en se promenant dans les parcs et les jardins également communs, les hommes envoient leurs enfants à l'école communale souvent gratuite, ils se servent de bains et de piscines gratuits, les hommes d'une religion quelconque se rendent à l'église commune ainsi qu'ils enterrent leurs morts dans un cimetière commun, etc.

Tous cela est la preuve que dans les masses se manifeste de plus en plus le désir de produire et de se réjouir en commun, et que ce n'est pas une question de partis politiques, qui tous, sans exception, ont à tenir compte de la poussée populaire.

Nous sommes donc en droit de prédire que ces hommes, leurs enfants ou leurs petits-enfants auront dans l'avenir leurs fabriques et leurs ateliers aussi en commun avec tout l'outillage y compris ; qu'ils connaîtront des moyens de transport et de communication (chemins de fer, bateaux, etc.), également communs et libres à tous les hommes comme nos rues et nos grandes routes le sont aujourd'hui ; que de même seront changés en propriété com-

mune les magasins et les greniers, tous remplis des richesses de la grande communauté humaine.

Ainsi dans l'avenir, à ce qu'il semble, les hommes vivront plus en commun bien que la plus grande variété de goûts et de préférences existera toujours, soit pour la vie solitaire, ou familiale, soit pour celle en société. Sur ce terrain, plus que sur n'importe quel autre, la liberté de mouvement laissera exister différentes formes de la vie sociale ou sexuelle les unes à côté des autres.

Chaque pas vers une production plus communiste avec des jouissances également plus en commun, deviendra en même temps un progrès vers une civilisation plus développée de l'humanité.

Pour la classe ouvrière, pour ces masses immenses de prolétaires esclaves, il signifie l'obtention d'un bonheur matériel et moral toujours croissant. Ces masses pourront déployer toutes leurs facultés physiques et intellectuelles sous un régime de production et de jouissance en commun, tandis que sous notre régime actuel de propriété privée et de jouissance personnelle ce ne sont que les natures les plus fortes, ou pour mieux dire les plus aptes (ce qui signifie dans la société capitaliste les plus rusés, les plus adroits et les plus égoïstes de notre race humaine) qui parviendront au pouvoir. Ce sont ces privilégiés qui, à la longue, ont acquis en possession personnelle ce qui pourrait être utile pour tous.

Pour les masses laborieuses la réalisation du communisme dans ses principes fondamentaux est une question d'existence. L'émancipation

de la classe ouvrière signifie en même temps l'application des principes de production et de jouissance communistes.

De la lutte de tous contre tous, de cette lutte de concurrence sans pitié dans laquelle nous vivons actuellement, nous pouvons voir surgir dans l'avenir des conflits vraiment sérieux et d'un caractère général.

Il n'y aura pour les peuples une période de repos stable et de prospérité générale, que lorsque la société sera basée sur la propriété collective de toutes les forces productives et cela internationalement, du moins dans les pays modernes, dont la forme de civilisation domine notre époque historique.

A la vérité, dans le courant des siècles la vie sociale, une fois arrangée, se modifiera dans les différents pays selon les influences du climat, de la race, etc., en se développant toujours vers cet ordre communiste caractérisé plus haut à grands traits.

Celui qui examine de près les principes fondamentaux du communisme, devra reconnaître que, si dans la société humaine se manifeste véritablement cette tendance à produire et à jouir en commun, cette forme communiste de la société dominera donc dans l'avenir, surtout pour cette raison qu'elle est la forme de société la plus naturelle qu'on puisse s'imaginer pour des hommes habitant ensemble.

Toutes les objections, faites si souvent de la part des défenseurs de l'ordre social actuel, qui prétendent que les principes communistes sont opposés à la nature humaine n'ont pas de raison d'être pour tous ceux qui y réfléchissent sérieusement.

Il doit nous sembler tout naturel — abstraction faite de l'exécution des détails — que les champs soient cultivés suivant le mode choisi dans chaque commune par la population adulte. De même, il est naturel que la moisson soit entassée non pas dans les trois cents greniers, dont nous a parlé *Fourier*, mais dans un seul grenier commun ou du moins dans un nombre restreint de magasins de provisions.

On peut continuer à s'imaginer comme tout naturel que ces magasins ruraux soient ouverts à la population industrielle des villes, comme, d'autre part, les campagnards puissent se fournir d'articles de ménage, de vêtements, d'outils, de machines, de matières premières, etc., dans les grands magasins des villes voisines, centres d'industrie ou de communication.

On peut se figurer comme tout aussi naturelle et aussi simple, l'organisation des fabriques et des ateliers communaux, devenus propriété collective et dirigés non plus par des propriétaires particuliers ou au nom d'un certain nombre d'actionnaires par des directeurs responsables, mais directement par les ouvriers eux-mêmes, travaillant dans leurs établissements respectifs. Dans chaque branche d'industrie ils pourront pourvoir aux besoins éventuels en remplissant les magasins communs.

Tout cela, pour exprimer clairement mon opinion, me semble bien en harmonie avec la nature humaine, de même qu'il est dans la nature des abeilles, de remplir ensemble les cellules de la ruche commune.

Je ne crois pas qu'il existe dans la nature de l'homme un trait caractéristique qui le montre

réfractaire à une vie en commun. Bien au contraire, je crois que la tendance à produire et à jouir selon le mode communiste se manifestera dans l'avenir, parmi les hommes, d'une façon toujours croissante, précisément parce qu'elle se fonde sur ce penchant égoïste à une satisfaction intellectuelle et morale ou sensuelle de plus en plus grande, penchant qui prend sa source dans la volonté de conservation propre à tous les êtres vivants.

Je sais qu'il est bien difficile de définir d'une manière précise toute cette évolution : difficile parce que nous pouvons déjà différer sur le sens même de ce qu'est la « propriété collective » ou « propriété commune ».

Dans les discussions des réunions publiques la question m'a été souvent posée de savoir ce qu'il faut entendre sous le nom de propriété commune, puisqu'en définitive ce n'est pas le nom de la propriété dont il s'agit de se rendre maître, mais de la puissance à régler le travail socialement nécessaire et à se servir des produits de ce travail.

C'est là que se trouve la grande difficulté, non seulement pour l'homme de la vie pratique qui, dans la réunion publique, pose ses demandes, mais aussi pour le vrai philosophe.

Ce qui caractérise la propriété d'une chose quelconque, c'est la liberté d'en disposer, le plein pouvoir, reconnu comme un « droit » par la société elle-même, non seulement d'user *soi-même* de cette chose selon son bon plaisir, mais également de l'*aliéner*.

Lorsque dans la société communiste les champs communs seront cultivés de la manière qu'il en sera convenu entre les habitants

adultes des communes, il ne saurait être question que du droit reconnu de la direction du travail dans l'enceinte des communes respectives.

Cependant ces communes ne seraient pas « propriétaires » de ces champs dans le sens où le mot de *propriété communale* est compris dans notre société bourgeoise.

Les mandataires des habitants ne pourraient pas aliéner les domaines des communes respectives. Cela est déjà la conséquence de la constitution même de ce qu'on appelle une société communiste. Mais les habitants d'une commune pourront s'entendre avec ceux d'une autre sur la meilleure forme de culture de certaines parcelles, sur l'enmagasinage, le transport, etc., des produits récoltés et en général sur tout ce qui regarde l'organisation du travail nécessaire.

De même les ouvriers d'une mine, d'une fabrique ou d'un atelier collectifs, ainsi que ceux qui travaillent dans les établissements d'un chemin de fer ou d'une ligne de bateau à vapeur décideront assurément, selon l'ordre communiste de la société, sur tout ce qui concerne l'exécution de leur propre travail, étant aussi *autonomes* dans le domaine de leur propre activité.

Le droit de propriété leur manquera cependant en ce sens qu'ils ne pourront pas avoir la liberté d'*aliéner*, *d'anéantir* ou même de *détériorer* dans leurs établissements respectifs les édifices ou les machines, les matériaux ou les outils confiés à leurs soins. Ils n'auraient pas ce qu'appelle le droit romain : *jus utendi et abutendi*.

Lorsque tous les moyens de production et

les produits seront la propriété de la communauté, cette communauté en entier saura faire valoir ses droits, sous la forme d'*opinion publique*, partout où la propriété collective serait violée.

Supposons, pour choisir un exemple dans une certaine branche d'industrie, que les verreries d'un pays quelconque, soient véritablement *socialisées*, il s'ensuivra cette conséquence que les ouvriers organisés de toutes les verreries du pays taxeront, pour une certaine période, la quantité de verrerie de différentes sortes qui, d'après la consommation des années précédentes, sera demandée pour l'usage du pays même, ou exportée à l'étranger. Cette quantité devra être répartie proportionnellement entre les verreries dans les différentes contrées du pays selon la force productive de chacun de ces établissements.

Si les verreries existantes ne suffisaient pas pour la production voulue, les ouvriers organisés des verreries de ce pays devraient, pour fonder de nouvelles usines dans cette même branche d'industrie, entrer en relations avec les ouvriers du bâtiment. La quantité du produit à fournir par chaque verrerie du pays, une fois fixée, ce serait au personnel de chaque établissement qu'appartiendrait toute l'organisation du travail, pourvu qu'il prît soin que la quantité fixée de verrerie fût vraiment livrée et qu'elle fût de la qualité voulue. Ainsi, ce serait aux ouvriers eux-mêmes, de régler la durée et la division du travail ainsi que la fixation des jours de travail. Prise en détails cette production sera dirigée par la nature même du travail, modifiée d'après les conditions locales éventuelles.

Les ouvriers organisés réduiront-ils la journée de travail dans les métiers les moins recherchés, ou dans certaines fabriques et ateliers, ou bien attacheront-ils des privilèges à certaines professions, afin d'assurer le nombre de travailleurs nécessaires à leur fonctionnement ? Voilà des questions qui ont été examinées théoriquement et traitées jusqu'au radotement et dont pourtant la solution ne saurait être donnée que par la vie pratique.

La liberté de mouvement, celle du choix du métier dont jouira bientôt l'ouvrier dans une société communiste lui permettront de se déplacer à chaque instant d'un atelier à un autre, d'une équipe à une autre tout en suivant son goût et sa préférence personnels, et créeront entre les ouvriers des différents établissements de production une émulation qui ne pourra que contribuer à la perfection du travail au profit de la production même.

Par ma description, un peu détaillée, d'un mode de production et de consommation appartenant à une période historique à venir, je suis allé déjà plus loin que semble me le permettre une étude scientifique du développement général de la future société. Je le sais parfaitement.

Je sais que personne ne saurait fixer avec une exactitude scientifique de quelle manière se développera la vie sociale des générations humaines postérieures.

D'autant moins pouvons-nous savoir les principes vitaux des générations humaines postérieures que nous ne pouvons connaître essentiellement les progrès futurs de la science dans chacun de ses domaines, ou toutes les nouvelles

découvertes à faire qui seront propres à changer la physionomie sociale.

Aussi je n'ai eu l'intention que de donner mon opinion personnelle sur la manière dont la société communiste *pourrait* être organisée, supposé qu'elle *doive* se développer en société communiste. C'est donc de propos délibéré que j'ai traité cette organisation communiste plus à fond qu'il n'était nécessaire, afin d'établir ce que je comprends sous l'expression de *propriété commune* ou *propriété collective*, autrement dit *propriété sociale*.

Malgré le peu de possibilité de donner une exposition détaillée de la société future nous pouvons pourtant considérer comme chose certaine, que de quelque manière que soit organisée la production et la consommation des richesses *dans une société vraiment communiste, ce sera en tous cas la collectivité des ouvriers mêmes qui aura la haute direction de la production et de la distribution des biens en opérant toujours comme le font les entrepreneurs particuliers de nos jours, sous le contrôle de l'opinion publique*.

La différence caractéristique entre une société communiste et la société capitaliste actuelle consistera donc toujours en ceci, que les entrepreneurs particuliers, dirigeant et administrant actuellement les fabriques et les ateliers comme grands ou petits patrons, ou cultivant la terre comme paysans, seront remplacés, non pas par des actionnaires de sociétés anonymes, favorisés sous une forme quelconque par l'Etat, ni même par certains corps gouvernementaux, mais par les organisations ouvrières dans les différentes branches de l'industrie, du transport, des communications et de l'agriculture.

Ainsi que dans la société capitaliste les entrepreneurs particuliers ont à tenir compte malgré tout de l'opinion publique, c'est-à-dire de la pression des besoins éventuels dans leur branche de production — à moins qu'ils ne veuillent produire pour rien — cela se manifestera également dans une société communiste pour les organisations ouvrières.

L'humanité ne s'occupe pas de la production pour son bon plaisir, mais bien pour suffire à ses besoins matériels, intellectuels ou moraux.

Ensuite il doit être constaté d'avance, que sous le nom de travailleurs ou producteurs collectifs, il faut comprendre non seulement les ouvriers salariés proprement dits de notre temps, mais également tous ceux qui font un travail quelconque, exécuté ordinairement par les entrepreneurs capitalistes de la société actuelle.

C'est-à-dire que la collectivité des producteurs comprendrait naturellement tous ceux qui font du travail manuel ou intellectuel dans le grand processus de la production et de la distribution des richesses, ainsi que dans la vie intellectuelle du genre humain. Elle comprend donc aussi bien les dirigeants responsables d'une fabrique ou d'un atelier, les employés de bureau et les ingénieurs, que les manœuvres travaillant les matières premières ou les mécaniciens, ou encore les médecins, les littérateurs, les artistes, dévoués à leur science ou à leur art, les laboureurs ou les ouvriers de fabrique.

Du reste, le contraste bien prononcé, qui existe à présent entre le travail manuel et le travail intellectuel, commencera à disparaître à la longue dans une société communiste, par la

raison même que chacun pourra se dévouer de bonne volonté aux deux sortes de travail.

Examinons encore une raison particulière qui permet difficilement de se prononcer dès maintenant sur tout l'arrangement des affaires de l'avenir :

Il est incontestable que dans toute décision à prendre en ce qui concerne les choses administratives et l'organisation du travail dans une société communiste, ce sera en général la majorité qui verra exécuter sa volonté. Un tel arrangement, sans doute, restera toujours une sorte d'obligation ; ce sera même une certaine transgression de la volonté de la minorité.

Bien que la minorité dans une décision ne soit pas la même que celle qui peut se produire au sujet d'une autre, elle se trouvera chaque fois placée dans l'alternative ou de se soumettre à la décision prise — ce qui pour des choses secondaires n'aura pas de grands inconvénients pour elle — ou de quitter le travail et de fonder un nouveau groupe productif, s'affilier à un autre groupe existant.

La direction et l'administration du travail dans son ensemble selon la volonté de la majorité des collaborateurs ne saurait donc être maintenue à la longue que sous condition que la minorité ne puisse être en rien contrariée pour se grouper de nouveau.

D'ailleurs la liberté de mouvement, qui existera quand les premières nécessités de la vie matérielle seront vraiment garanties à tous les hommes, facilitera le groupement libre pour un but productif quelconque ainsi que la production isolée d'un individu quelconque s'occupant d'un métier à part. Il subsistera toujours

des métiers comme ceux qui s'occupent de la réparation de divers articles de consommation, où le travail productif pourra être exercé par des personnes isolées. De même il restera toujours l'occasion de se livrer à la pratique des arts, de la littérature ou d'une science spéciale, avec laquelle l'individu vit pour ainsi dire une existence séparée, entre les pores des grandes organisations productives.

Toutes ces difficultés cependant n'exigent que pour quelques moments notre attention. Dans la vie réelle elles se résoudront suivant la manière exigée par les circonstances. Nous pouvons espérer que cette solution s'effectuera plutôt d'après les principes de camaraderie et de bienveillance, que d'après les règles absolues d'un certain principe de « droit » fixé d'avance.

La solution des difficultés, née de la pression des besoins éventuels, aura lieu spontanément, à ce qu'il me semble, et les formes de cette solution seront aussi multiples que le caractère de ces difficultés.

Dans la lutte commune contre l'exploitation actuelle des masses, on peut déplorer de voir dans les rangs ouvriers des individualistes se servir si volontiers d'expressions comme « tyrannie » et « oppression » pour défendre les intérêts de la minorité contre la volonté de la majorité.

Il se présente des difficultés dans la vie quotidienne, partout où on laisse agir en pleine liberté la masse des hommes. Mais nous pouvons observer qu'il serait assurément bien plus conforme à la vérité de se servir de l'expression « s'entendre les uns avec les autres », que d'employer des mots comme ceux que nous

venons de citer, mots qui nous présentent la situation comme si, dans la vie sociale, une minorité impuissante d'hommes était toujours mise en sujétion par une majorité tyrannique.

Me rangeant de côté dans un sentier étroit avec l'intention de laisser passer un groupe de personnes,je ne puis entendre parler d'une violation de mon individualité et d'une oppression de ma personne de la part d'une majorité de gens tyranniques ! Je ne pourrais le comprendre même si j'avais dû mettre un pied dans la boue, car si je fais place, c'est en général parce que mes propres sentiments humains, et la facilité de l'acte m'y incitent. D'autre part, dans la vie ordinaire ces personnes trouveront ma conduite si naturelle, que mon acte attirera à peine leur attention et qu'ils ne le récom penseront guère qu'avec un simple et rapide merci.

Pour la plupart des accidents de la vie courante, dans une société vraiment communiste, je ne crois pas à l'oppression exercée par la majorité des hommes sur la minorité ! Je considère bien au contraire, comme une chose naturelle, que la pression de ce qu'on appelle « l'opinion publique » sera bien moins sensible dans l'avenir qu'elle l'est à présent, surtout si l'on considère que bien des préjugés locaux et nationaux disparaîtront dans le peuple par une communication plus vive et plus intime entre les différentes nationalités.

J'estime que dans l'exécution d'une œuvre quelconque d'utilité publique : l'établissement d'un aqueduc, d'une fabrique, d'une grande route, le desséchement d'un marais ou l'enlèvement d'une ruine, la minorité de la popula-

tion aura encore moins raison de parler de l' « oppression » en voyant ces travaux faits d'après la volonté de la majorité, que nous aurions raison de parler d' « oppression » en faisant place dans la rue au profit l'un de l'autre. Aussi j'estime que dans les deux cas la minorité ne se plaindra pas trop en réalité, pourvu qu'on lui laisse une liberté d'agir aussi grande que possible.

Une seule personne, deux, dix, ou même cent personnes dans toute la population d'une commune, s'opposeront-ils en vérité à chaque œuvre entreprise par la majorité de leurs concitoyens, lorsqu'ils sauront que leur propre opinion est celle d'une minorité et lorsqu'ils auront eu toute occasion de porter leurs réclamations dans les réunions politiques de la commune?

S'opposeront-ils encore après avoir été priés de se rendre à l'opinion de la majorité pour une entente cordiale nécessaire?

Et même s'ils s'opposent à une entreprise d'une œuvre commune de quelque importance, auront-ils raison de se plaindre, en voyant la majorité aller son chemin quand même, pourvu qu'étant la minorité, ils ne puissent être contraints en aucune façon de donner leur collaboration directe à l'œuvre voulue?

Auront-ils raison de se plaindre, puisqu'enfin ils auront pleine liberté de quitter la commune où l'on n'accepte pas leurs réclamations ou bien de s'affilier ailleurs à une autre organisation productive, ou respectivement d'en fonder une eux-mêmes, partout où ils le voudront?

Quant à la grande masse des accidents ordinaires de la vie quotidienne, une entente sera

bien facile à trouver, et elle s'établira sans doute, spontanément, par un mouvement volontaire.

Quant aux accidents sérieux, là où il s'agit d'une œuvre commune qui *doit être exécutée* ou *non*, mais pour laquelle il n'existe pas de moyen terme, simplement parce que, comme le dit un proverbe français, *il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*, la majorité aura la force et le droit d'entreprendre ou de ne pas entreprendre l'œuvre projetée, *attendu qu'autrement ce serait la volonté de la minorité qui dominerait.*

Pour tous les cas, où l'on n'a qu'à choisir entre la sujétion de la minorité des hommes à la volonté de la majorité, et celle de la majorité aux désirs de la minorité, la première issue doit être considérée comme la plus raisonnable pour une société où existe pleine liberté de mouvement et pleine assurance d'existence pour tous les hommes.

Si dans un cas semblable la minorité reste convaincue d'avoir quand même raison et que son opinion est bien supérieure à celle de la majorité, elle pourra toujours espérer que cette vérité se manifestera bientôt par la pratique même et qu'ainsi la minorité du moment deviendra la majorité du lendemain.

Aussi je ne donne pas à ces plaintes une haute importance, parce que dans ma vie j'ai pu observer tant de fois combien peu en réalité pèsent les différends théoriques, dès le moment que se présentent les difficultés pratiques. Se trouvant dans les mêmes circonstances de la vie et placés devant les mêmes difficultés, les hommes agiront ordinairement de la même manière, mettant de côté leurs propres prin-

cipes théoriques. Les personnes les plus hardies et les plus audacieuses en même temps que les plus tenaces dans le domaine de la théorie, ne les voit-on pas souvent céder dans la vie pratique ?

On peut remarquer que la solidarité réciproque, l'action et le vouloir communs, se révèlent plus efficacement, à mesure que les difficultés augmentent, ou lorsque survient un malheur. Même dans la société capitaliste actuelle cela se voit, dès que menace un danger général : le feu, l'ouragan, l'inondation.

Je ne veux pas non plus trop me préoccuper de savoir si par un bouleversement profond des bases de la société bourgeoise actuelle sera réalisé, dans un espace de temps assez court, l'idéal que je me fais d'une société communiste : *la vision d'une communauté, où chaque membre volontairement donne selon ses capacités en prenant en pleine liberté selon ses besoins.*

Ne nous trompons pas, le grand problème social à résoudre comprend le développement physique, intellectuel et moral de toute une race humaine, c'est-à-dire de plusieurs peuples élevés à des degrés de civilisation bien différents. Il nous semblera sans doute que bien des siècles devront s'écouler avant que, même parmi les peuples les plus avancés, puisse se réaliser approximativement l'idéal communiste dépeint plus haut.

Nous pouvons admettre comme chose certaine, que la société communiste, de quelque façon qu'elle puisse s'organiser dans les différents pays, devra toujours être considérée partout comme une suite de la société capitaliste

et même partiellement de la société féodale, qui l'auront précédée et dont elle portera toujours en elle quelque survivance (1).

Ayant devant les yeux cette vérité incontestable, nous pouvons attendre que le principe de *rémunération selon le travail donné* ne sera pas abandonné généralement ni non plus partout à la fois dans la société communiste et que dans les premiers siècles à venir, le principe plus élevé de *consommation selon les besoins* ne sera pas réalisé en même temps, ni strictement pour tous les articles de consommation et parmi tous les peuples du monde.

Nous pouvons admettre aussi qu'après un mouvement international et révolutionnaire des masses le développement de la société communiste *dans ses formes principales* ne commencera pas dans tous les pays du monde à la fois, de même que dans chaque pays le développement social de la campagne différera beaucoup de celui des grandes villes — aussi longtemps du moins que l'antagonisme prononcé existant entre la ville capitale et la campagne ne sera pas effacé. Il se pourrait même que dans la campagne la forme de petite propriété indivi-

(1) *Karl Marx* appelle ces survivances « les envies » de la société-mère. Voir la critique de *Karl Marx* sur l'ancien programme (de Gotha) de la social-démocratie allemande : *Neue Zeit*, année 1890-91, t. I, p. 566. *Marx* suppose ici que dans la société communiste de l'avenir le plus prochain ainsi qu'elle sortira de la société capitaliste actuelle, le producteur particulier recevra de la société un « bon de travail », prouvant qu'il a livré à la société une telle quantité de travail et qu'il pourra aller chercher avec son bon dans les magasins communs une quantité d'articles de consommation ayant coûté le même travail. Toujours *Karl Marx* s'est trop préoccupé de réglementer systématiquement la société humaine.

duelle du sol se maintienne encore par endroits longtemps après que la forme communiste de la propriété foncière aurait commencé à devenir de plus en plus la forme générale dominante.

La nature de la vie humaine se manifestera assurément sous des formes aussi riches et aussi multipliées que la nature de la vie végétale et zoologique (1).

De la part des anarchistes individualistes, nous avons entendu émettre l'opinion que les théories communistes sont frappées sérieusement et définitivement dès que les dits commu-

(1) En ce qui regarde la réalisation des principes communistes mon opinion est donc un peu différente de celle de *Pierre Kropotkine*, qui écrit dans son œuvre : *La conquête du pain* : « En nous plaçant à ce point de vue général, synthétique, de la production, nous ne pouvons pas admettre avec les collectivistes, qu'une rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun à la production des richesses puisse être un idéal, ou même un pas en avant vers cet idéal ».

Avec l'auteur de *La conquête du pain*, nous admettons que ce ne soit pas un idéal et nous pensons avec lui que le salariat, lors même que l'on chercherait à le déguiser sous forme de « bons de travail », mourra avec la société capitaliste elle-même. Seulement la mort de cette société capitaliste si compliquée en ses formes, ne s'accomplira pas d'un seul coup. L'histoire nous enseigne qu'après chaque mouvement révolutionnaire, si efficace qu'il soit, il survécût encore différentes formes de la vieille société, quelquefois pendant plusieurs siècles, en dedans du cadre des nouveaux rapports sociaux, sans qu'il nous soit défendu, cependant, de parler quand même d'un « pas en avant ».

Ainsi que la société actuelle nous représente plusieurs restes de la société féodale du Moyen Age, même dans les pays les plus avancés (douanes et octrois, dîmes, restes d'une juridiction féodale), de même la société communiste, après avoir remplacé en grand et en général les formes sociales du capitalisme nous montrera pendant plusieurs siècles les traces de ses origines capitalistes.

nistes se trouvent placés dans l'alternative de choisir entre l'atteinte à la liberté individuelle, ou l'atteinte à la propriété collective.

« Dans l'état social que vous appelez le « communisme libre », ainsi parle un anarchiste individualiste (1), empêcheriez-vous les individus d'échanger leur travail entre eux à l'aide d'un moyen d'échange créé par eux? Et ensuite : les empêcheriez-vous de prendre le sol en possession personnelle dans un but d'utilisation personnelle ? »

Et voilà donc la grande question, la question capitale !

Si le communiste disait : « Oui ! » — ainsi raisonne l'auteur qui laisse son héros poser la demande — « il avouerait que la société a le droit de faire violence à l'individu et il renoncerait par là catégoriquement à cette autonomie de l'individu qu'il avait défendue toujours avec chaleur ; si, au contraire, il répondait : « Non ! » il admettrait le droit de la propriété privée, nié tout à l'heure si emphatiquement ».

Ne nous servons pas, en ce qui concerne ces questions économiques, du mot « droit », dont le sens se modifie selon les périodes historiques et les peuples que nous avons en vue, ainsi que parmi les peuples mêmes selon les individus.

Le « Droit », comme nous l'avons déjà fait entrevoir, n'est que telle condition sociale, ou tel acte personnel, qui peut être maintenu et qui est maintenu par la force ; on ne peut parler d'un droit absolu et fixé *à priori* pour l'individu en particulier pas plus que pour la société humaine en général.

(1) Auban, figure principale dans le livre de *John Henry Mackay* : « Les anarchistes ». Edition allemande, p. 178.

Considérons donc immédiatement la question formulée ci-dessus, au point de vue de la force. Et en se plaçant ainsi devant le dilemne posé, le communiste, qui tient à ses principes, n'hésitera pas un moment à se prononcer.

Il répondra : « Non ! nous ne les empêcherions pas ! »

Seulement il fera suivre cette réponse des restrictions nécessaires.

En vérité, dans l'état social que nous appelons le « communisme libre », la société pourra, en général, laisser travailler tranquillement et en toute liberté chaque individu, cultivant personnellement un coin quelconque de terre. Mais il y aurait à cela une condition : c'est, comme nous le supposons d'ailleurs plus haut, qu'il s'agirait d'un *usage personnel*, c'est-à-dire que le sol serait véritablement cultivé ou utilisé de toute autre manière par le propre travail du possesseur et non pas qu'un coin de la terre propre à être cultivé soit enlevé à l'utilisation générale. Si ce dernier cas se produisait, alors la société entière devrait intervenir, poussée par l'intérêt de sa propre conservation. Elle en aurait le *droit* en même temps que *la force*.

Je me suis servi ci-dessus de l'expression *en général*, afin que les cas spéciaux ne soient pas catégoriquement exclus, où l'individu pourrait être dépossédé quand même au profit de l'intérêt général.

Il en arrive ainsi, même dans la société capitaliste actuelle, dans laquelle la propriété privée est pourtant si respectée, que l'expropriation a lieu quand elle est rendue nécessaire pour l'exécution d'un chemin de fer, d'un canal, d'une grande route, ou pour la construction d'un édifice public.

Ceci pris en considération, la solution serait donc très facile. Que fera cet individu avec les pommes de terre ou les légumes qu'il a cultivés sur sa parcelle? A l'aide d'un moyen d'échange, créé par lui et par d'autres gens, il pourra, dit-on, échanger les produits de son travail contre ceux d'autrui.

Mais qui lui donnera donc dans une communauté communiste un équivalent pour la valeur de ses pommes de terre ou de ses légumes, lorsque chacun pourra se procurer ces produits d'une manière bien plus facile et plus simple en les prenant dans les magasins communs?

Dans une société communiste, assurément, ce phénomène ne se présenterait que par exception, par exemple quand les produits demandés n'existeraient pas en quantité suffisante. C'est ce qui, en particulier, pourrait se produire dans la période où la société communiste ne serait pas encore bien d'aplomb, c'est-à-dire dans la phase de transition.

Mais si dans cette période de transition l'argent, ou n'importe quel autre moyen d'échange, était accepté éventuellement dans certaines régions, jouissant cependant d'une civilisation communiste, le propriétaire particulier verrait diminuer tous les jours le nombre de personnes disposées à faire avec lui de telles transactions. Nous pouvons l'admettre, vu la marche générale de la civilisation dans une direction communiste.

Assurément il serait plus facile et en général préférable, de n'avoir qu'à se rendre aux magasins communs pour se procurer tous les articles nécessaires.

Le commerce d'échange entre les habitants, commerce de blé, de pommes de terre, de lé-

gumes et d'autres produits que le propriétaire particulier pourrait récolter sur sa parcelle, n'aura pas plus besoin d'être défendu dans une société « communiste libre », que le commerce d'échange d'eau potable dans la société qu'on appelle « capitaliste ». Tous deux n'auraient lieu qu'exceptionnellement dans une période de disette passagère.

Mais peut-être notre propriétaire foncier, poussé par sa passion d'avarice, héritage de l'ancienne société capitaliste, pourrait vouloir se procurer dans les magasins publics ce qu'il jugerait nécessaire à son entretien, sans apporter d'autre part aux mêmes magasins communs les produits de son propre travail, pommes de terre, légumes ou n'importe quels autres articles de consommation.

Or, si la masse des habitants de la région avaient véritablement atteint ce degré plus élevé de civilisation humaine qu'on peut supposer être général dans une société communiste, ils pourraient avoir pitié de leur compatriote, le mépriser peut-être, mais ils n'auraient pas à lui faire « violence ».

On peut admettre que, dans un pareil cas, les pommes de terre, légumes, etc., les produits du travail de cet individu, pourriraient tout simplement, autant qu'ils ne seraient pas consommés par lui-même. Cela pourrait convaincre occasionnellement notre homme de ce qu'il n'y a plus de place dans une société communiste pour un genre quelconque de commerce d'échange particulier.

Cependant, avec tout cela, ainsi peut nous répliquer l'anarchiste, vous avez « reconnu la propriété, la propriété du sol et des matières premières » (Mackay, *l. c.*).

Vous avez sauvé l'autonomie de l'individu, mais aux dépens des principes fondamentaux du communisme, défendus par vous-même.

Pas le moins du monde ! Parce qu'on distingue bien, qu'à la fin, c'est non pas *la propriété privée* qui est accordée à l'individu susdit, mais *la possession privée*.

L'individu pourra-t-il faire avec son coin de terre tout ce qu'il voudra comme dans la société actuelle ? Par exemple, pourrait-il céder son sol à d'autres pour son profit, ou faire *travailler* des personnes sur *ce sol à lui* et *à son service*, sans que la société ait à faire usage de sa *force* et de son *droit* comme société communiste, pour expliquer à cet homme qu'elle ne lui a pas empêché de prendre personnellement *possession* du sol dans un but d'intérêt personnel, mais que *usage personnel*, ou *possession personnelle* est toute autre chose, que *propriété privee* ! Non, la propriété privée ne pourrait être accordée à l'individu en ce qui concerne les produits de son propre travail, qu'autant que cette propriété ne gênât pas la liberté d'autrui ; en ce qui concerne le sol elle ne pourrait être jamais accordée.

La nouvelle société aura à faire comprendre à cet individu qu'il n'en est plus comme dans la vieille société capitaliste, où la propriété privée du sol étant accordée à l'individu, celui-ci pouvait faire avec sa parcelle de terre ce que bon lui semblait, pouvait en empêcher d'autres de prendre possession du sol lui appartenant, quoique non utilisé par lui, de même qu'il pouvait aussi accorder cette prise de possession sous des conditions faites par lui comme propriétaire : cette sorte de *propriété privée*, fera-t-on remarquer à notre propriétaire récalcitrant, ne

saurait être reconnue dans la société plus développée qu'on appelle « communiste libre ».

Dans une société communiste libre, la liberté de l'un de ses membres vaut autant que la liberté de l'autre !

L'anarchiste individualiste lui-même ne pourrait faire d'objections contre toutes ces dispositions, vu que, lui aussi, veut l'extirpation « de la propriété injuste », basée sur le travail d'autrui. En ceci, tous les anarchistes individualistes, depuis *Josiah Warren* et *Proudhon* jusqu'à *Benjamin Tucker* et *Mackay*, sont parfaitement d'accord. Ils combattent tous l'Etat, précisément parce qu'ils le considèrent comme la force, qui maintient la base de tous les privilèges par lesquels un individu peut vivre du travail de l'autre.

Nous avons pris en considération sérieuse les objections qui nous sont faites par les anarchistes individualistes contre la propriété communiste. Cependant nous estimons, pour le remarquer encore une fois, qu'elles trouveront toujours leur solution naturelle dans la vie pratique des hommes.

Malgré tout, nous pouvons admettre qu'un prochain avenir nous rapprochera de l'idéal dépeint plus haut. En ce qui regarde le progrès matériel, intellectuel et moral du genre humain, nous en aurons fait de très grands dans tous les pays modernes, après les conflits internationaux qui nous attendent.

Supposons même que le travail commun et l'échange mutuel des services — qui caractérisent pour moi l'idéal d'une société communiste — ne donnent pas aux générations des siècles suivants une jouissance satisfaisante, cela n'empêchera pas les hommes les plus avan-

cés de voir quand même dans cet idéal la direction de leur vie et de leur lutte hardie et ininterrompue, s'ils veulent donner ainsi un exemple digne d'être suivi, à la longue, par les individus plus faibles.

Et maintenant passons aux objections portées contre l'organisation communiste de la société par ceux dont les intérêts demandent la conservation de la société bourgeoise.

Ces objections regardent aussi bien les principes communistes fondamentaux, que l'organisation de la société future dans ses détails.

En taxant la valeur du travail, disent les uns, les communistes oublient toujours que le travail des grandes masses devient de plus en plus productif, parce que ce travail s'exécute sous la direction d'une minorité plus intelligente, qui, d'autre part, exigera toujours une partie plus considérable du produit commun.

Les grands génies de l'humanité, dans les inventions et les découvertes : les *Colombs*, les *Copernics*, les *Watts*, les *Bessemers*, les *Arkwrights*, ne forment qu'une minorité qui représente, pour ainsi dire, le chiffre par lequel le travail des masses doit être multiplié pour l'estimation de la productivité totale du travail.

Les grands penseurs et philosophes comme *Spinoza*, *Kant*, *Darwin*, les créateurs de chefs-d'œuvre comme *Rembrandt*, *Raphaël* et *Michel Ange* ont apporté aux richesses de l'humanité une contribution à laquelle on ne peut comparer le travail de la grande masse. Or, nous dit-on ensuite, dans la société communiste toute cette élite intellectuelle ne pourrait recevoir la rémunération plus grande que leur doit la société.

En raisonnant ainsi, les adversaires du communisme mettent les travailleurs les plus hardis et les plus énergiques du passé, en opposition avec leurs contemporains qui étaient moins privilégiés, mais dont le travail a été assurément aussi utile et nécessaire pour le bonheur commun. Du moins on s'efforce de séparer ces deux catégories du genre humain : une grande majorité exerçant le travail le plus dur et le plus abrutissant, et une petite minorité plus intelligente.

Les hommes plus intelligents que les gouvernants de leur temps ont laissés ordinairement dans la plus grande misère, les hommes d'énergie qui le plus souvent ont dû lutter et peiner durement en développant parfois des efforts presque surhumains pour parvenir à avoir de quoi vivre, les esprits nobles dont les uns furent chargés de chaînes ou poursuivis cruellement comme *Colomb* et *Galilée*, d'autres moururent pauvres comme *Spinoza* et *Erasme*, furent torturés sur une croix comme *Jésus* ou sur un bûcher comme *Huss* et *Giordano Bruno* ; tous ces personnages dignes de l'éloge des siècles doivent ainsi servir après leur mort à la défense et à la justification de la forme actuelle de répartition des biens terrestres sous laquelle les frelons mangent le miel des abeilles ouvrières !

Ces grands travailleurs de l'humanité . philosophes hardis, réformateurs, inventeurs, artistes de génie, ne recevraient pas dans la société communiste une rémunération matérielle proportionnée à leur travail !

Il s'agit de savoir s'ils souhaiteront plus une telle rémunération, qu'ils n'estimeront le respect de leurs contemporains et la gloire de la

postérité ; ensuite la question que nous avons à nous poser est celle-ci :

Dans la société actuelle ces génies reçoivent-ils en premier lieu une rémunération matérielle proportionnée à leur travail ?

Nous demandons si l'inventeur d'une machine tire véritablement les avantages de la production que cette machine a fournis ? S'il les gagne *entièrement* et si c'est bien *lui* qui les gagne ? Ou si ce ne sont pas plutôt les fabricants, les actionnaires des grandes entreprises industrielles qui les accaparent ! Si c'est *Pasteur*, par exemple, qui a joui surtout des fruits des découvertes que lui doivent l'agriculture, la culture de la vigne et l'élevage des vers à soie, ou si ce sont les propriétaires fonciers ?

Ensuite chacun de ces travailleurs de génie ne doit-il pas reconnaître que son génie repose tout entier sur ses prédécesseurs, sur les exécuteurs de son travail, sur une foule de personnes destinées à rester elles-mêmes dans l'obscurité, bien que leur collaboration lui permît de travailler avec toutes ses forces ?

Est-ce que les architectes qui ont conçu les plans des cathédrales de Cologne et d'Amiens peuvent être séparés facilement des générations d'ouvriers qui ont érigé peu à peu ces superbes colosses d'architecture, peuvent-ils même être séparés facilement de tous ceux du milieu dans lequel ils vivaient ?

Les mêmes obligations que la grande masse des ouvriers ordinaires ont incontestablement vis-à-vis des penseurs, des inventeurs et des artistes de génie, ces mêmes obligations les hommes de génie les ont contractées envers la grande masse. Ils les doivent aux plus humbles et aux plus simples de leurs compa-

triotes, à tous ceux qui ont cuit leur pain, tissé leurs habits, nettoyé leur logis et qui, donnant ainsi leur travail pour les entretenir, les ont mis en état de développer toutes leurs facultés d'esprit et de cœur ou de déployer toutes les forces de leur énergie !

A qui donc donner une plus grande rémunération s'il est vrai qu'il faille en distribuer une ?

En vérité, l'inventeur d'une machine qui créerait une économie de travail pourrait dire aux ouvriers qui construisent cette machine, ainsi qu'à ceux qui s'en serviraient après : Mes amis, je ne vous considère que comme *mes* instruments, laissez-moi les bénéfices créés en surplus et qui sont vraiment dûs à mon invention !

Mais pourraient arriver à leur tour tous ceux qui ont habillé, nourri et logé l'inventeur et ceux qui lui ont enseigné toutes les sciences, qu'il a si bien su mettre en pratique, et lui dire avec la même raison : Prenez garde, cher ami, que nous ne vous considérions que comme *notre* instrument, veuillez nous restituer ce que vous avez reçu !

Où commencent donc et où finissent les droits et les obligations réciproques ?

Parmi ceux dont les intérêts personnels exigent la conservation de la société bourgeoise, il y en a qui dirigent plutôt leur critique contre le concours mutuel et la division du travail dans une société communiste.

Qui fera dans la communauté communiste les travaux durs et pénibles, qui nettoiera les cloaques, qui balaiera les rues ?

Ces adversaires oublient que les ouvriers organisés, une fois capables de diriger avec leurs

groupes productifs tout le travail socialement nécessaire, sauront trouver les moyens pour exécuter aussi le travail le plus lourd et le moins agréable. C'est d'ailleurs une partie d'entre eux qui, dans notre société bourgeoise, supporte la charge de ces sortes de travaux.

Même les ouvriers n'attendront pas une collaboration sérieuse à ce travail désagréable de tous ceux qui, actuellement, ont coutume de faire de telles objections. Dans notre société bourgeoise ce ne sont pas spécialement les critiques qui nettoient les cloaques et qui balaient les rues !

Comment voulez-vous résoudre la question domestique ? Ainsi s'expriment d'autres en formulant l'objection précédente en termes plus généraux.

Et peut-être se réfèrent-ils à des jugements comme ceux de l'historien bourgeois allemand *H. von Treitschke* qui disait : « Sans domestiques point de culture », comme le philosophe grec, le savant *Aristote*, pensait dans son temps, que la société ne pouvait exister sans esclaves !

Les ouvriers organisés répondront à tous ces gens-là : *Nous saurons être nos propres domestiques !*

Mais les plus intelligents et les plus énergiques refuseront de travailler s'ils ne reçoivent pas de rémunération plus grande des fruits du travail commun que celle attribuée à la masse des ouvriers ordinaires. L'architecte, le médecin, l'ingénieur ne voudront pas mettre à la disposition de tous leurs capacités théoriques et techniques !

Et que feront-ils donc ? Resteront-ils complètement inactifs ? Seront-ils moins que le plus humble et le plus simple de ces « ouvriers ordi-

naires » ? Ou bien feront-ils eux-mêmes ce « travail ordinaire », ce « travail non qualifié », eux, les intellectuels ? Cultiveront-ils la terre comme *Cincinnatus*, la charrue en main ? Ce seraient de beaux exemples, vraiment !

Porteront-ils les briques, la chaux et le sable comme les manœuvres des maçons ?

Ah, ne nous laissons pas leurrer par ces bêtises-là ! Ils ne porteront pas de briques, ni de chaux ou de sable sous les rayons du soleil, *parce qu'ils ne le pourraient pas !*

Non seulement ce « travail ordinaire », ce « travail non qualifié » leur semblerait bientôt trop dur et trop fatigant, et moins « simple » qu'ils ne l'auraient cru, mais aussi le travail intellectuel aura toujours des qualités plus attrayantes pour eux. De même il y a d'autres personnes, qui peuvent soulever les fardeaux les plus lourds mais sans avoir des aptitudes et des dispositions particulières pour le travail intellectuel.

L'un a besoin du travail de l'autre et c'est seulement dans une société communiste, que l'homme pourra choisir le travail qui correspond le mieux à ses dispositions physiques et intellectuelles.

— Donnez-nous une description détaillée ; comment la nouvelle société communiste sera-t-elle organisée ? nous demandent d'autres.

Comme si cela est possible ! Les détails d'organisation, nous l'avons déjà dit, ne différeront-ils pas nécessairement pour chaque pays et dans chaque période historique de la vie des peuples, autant que les grands principes fondamentaux de l'ordre social seront les mêmes !

Mais nous nous égarons dans toutes sortes d'objections réfutées mille fois et plus par les

communistes et revenant sans cesse sous des formes nouvelles.

En général, les ouvriers n'ont à s'occuper de toutes les objections de ce genre qu'autant qu'il est nécessaire, pour corriger eux-mêmes leurs propres actions. Du reste, ces objections sont trop variées pour pouvoir même être mentionnées et elles diffèrent selon les préjugés de classes et les intérêts individuels de ceux qui les proposent.

Ce n'est pas du raisonnement dont il faut se servir avec ces gens, mais de l'organisation et de l'intervention par la force !

La classe ouvrière doit prouver par ses actes mêmes qu'elle est déjà capable, ou qu'elle le deviendra, de prendre entre ses mains toute la haute direction de la production et de la distribution des biens.

Si en réalité elle peut nous fournir cette preuve, dès lors sa cause est gagnée et elle sera victorieuse. Si elle ne le peut pas, elle demeurera sous la dépendance de ses gouvernants, fussent-ils ses propres députés. Le salariat sera donc maintenu comme base de la production sociale, jusqu'au moment où une nouvelle génération ouvrière aura acquis la force nécessaire à son affranchissement.

En premier lieu, la question, qui se pose ici, est de savoir si, par leur organisation, la masse des ouvriers du travail manuel et intellectuel auront les capacités de procurer à l'humanité tous les produits dont elle a besoin pour vivre. En second lieu, il faut qu'il y ait une entente suffisamment solide entre les ouvriers organisés eux-mêmes en ce qui concerne leur lutte de classe contre les entrepreneurs particuliers.

C'est cette lutte de classes, dont la direction

nous est indiquée par les faits de la production elle-même, que nous avons l'intention de caractériser à grands traits dans les chapitres suivants.

Lorsque les ouvriers auront la force de mener la lutte de classes avec l'énergie nécessaire, alors les éloges succéderont à la critique. Ces éloges ne tarderont pas à se manifester, car les peuples civilisés attendent la puissance qui mettra bon ordre à cette situation pénible et hideuse sous laquelle se courbe le genre humain.

Lorsque le prolétariat, grâce à son organisation, mettra fin à l'oppression internationale, oppression économique, politique, intellectuelle et morale, alors les poètes feront l'éloge de ces masses ouvrières, combattants révolutionnaires des XIXe et XXe siècles. Les philosophes de leur côté viendront analyser les bases théoriques de ce mouvement révolutionnaire de notre temps pour en démontrer la « justice » ; ils couvriront de leur risée toutes les objections faites contre l'organisation communiste libre de la société humaine par les savants bourgeois, défenseurs de la société capitaliste. Les artistes créeront avec le pinceau et le ciseau les tableaux de cette lutte gigantesque du prolétariat, combattant pour l'émancipation du genre humain !

CHAPITRE IV

LA ROUTE VERS LE COMMUNISME. LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Toute la tactique de notre mouvement ouvrier moderne, se renferme dans la formule suivante :

L'émancipation de travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Si dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions sociales, les masses ouvrières se fient à l'œuvre de leurs délégués dans les différents corps représentatifs gouvernementaux, ou même à l'œuvre des membres administrateurs de leurs propres organisations, leur action parlementaire ou économique ne saurait avoir d'autre résultat que d'aider quelques personnes de leur milieu à parvenir à une meilleure situation sociale. Ces personnes, douées ordinairement d'une énergie plus qu'ordinaire, pourront s'émanciper de leur état de salariés pour s'élever jusqu'au niveau du petit bourgeois aisé. Au contraire, le mouvement pour la délivrance de toute la classe ouvrière de la servitude du capitalisme, échouera inévitablement.

Dans le développement de cette thèse, je vais si loin que j'attends la plus grande déception du mouvement ouvrier moderne, si le prolétariat ne sait pas s'émanciper du pouvoir des individus qui viennent se jeter au premier rang ; l'inclination qu'ont les masses ouvrières à se reposer sur d'autres du soin de leurs affaires, est une tendance néfaste, qui doit être combattue de la manière la plus catégorique. Cela est indispensable, si on ne veut pas, qu'à la fin, le mouvement révolutionnaire du prolétariat soit paralysé pour plusieurs siècles.

L'histoire même du mouvement ouvrier pendant le dernier demi-siècle nous prouve suffisamment que les ambitions personnelles font le plus souvent servir à leur profit ce mouvement et qu'il en sera ainsi tant que le mouvement ne sera pas guéri des individus.

Tantôt nous avons vu le mouvement ouvrier s'user, pour appuyer en Allemagne un agitateur politique, afin qu'il eût derrière lui un parti politique opposé à celui de *Bismarck*. Tantôt nous avons vu un économiste et politicien de grande capacité pousser si loin la domination personnelle, qu'il voulût diriger de Londres le mouvement révolutionnaire de la Commune de 1871 !

Autour de nous nous avons vu s'élever pendant les dernières années, menaçant au milieu du mouvement ouvrier, un gouvernement de club international, une fédération puissante de politiciens, qui — si restreint que soit leur nombre — empruntent néanmoins une grande influence au soutien réciproque, qu'ils se donnent dans les journaux et les revues. Grâce à leur entente ils réussirent à dominer aux congrès nationaux et internationaux les éléments

ouvriers proprement dits et même à exclure de ces congrès tous ceux qui ne représentaient pas les principes politiques de leur fédération internationale. Nous avons vu les opinions personnelles des membres de cette fédération, formulées en résolutions générales, être déclarées l'opinion du prolétariat international.

La force révolutionnaire de la classe ouvrière n'est pas dans les assemblées représentatives et ne doit donc pas être cherchée dans l'éloquence des députés ouvriers aux collèges gouvernementaux, mais bien là où s'agite la vraie vie sociale, là où s'effectue le travail.

Suivons dans son origine le mouvement ouvrier moderne et nous verrons comment cette force a surgi des rapports du travail dans les fabriques et les ateliers ainsi que dans la campagne.

Notre mouvement ouvrier est un mouvement prolétaire, né avec l'apparition même du prolétariat.

Si nous comparons le mouvement ouvrier moderne aux corps de métiers du Moyen Age, auxquels il ressemble par quelques traits spécifiques, nous trouvons dans les deux cas un mouvement de masses sur le terrain du travail et un mouvement se fondant sur l'organisation de personnes, vivant dans les mêmes rapports de travail.

Cependant les guildes de métiers du Moyen Age se montraient en tout un mouvement de petits patrons et de leurs manœuvres, d'artisans indépendants se trouvant en possession de leurs propres instruments de travail et ordinairement aussi des matières premières qu'ils mettaient en œuvre.

Le mouvement ouvrier moderne, au contraire, a le caractère d'un mouvement de non-possesseurs, séparés de leurs moyens de production.

La situation du travailleur comme prolétaire, l'antagonisme effectué, par le développement même de la production, entre le travailleur et ses instruments de production, voilà la grande force historique, qui a fait naître le mouvement ouvrier.

Aussi longtemps que l'ouvrier travaillait dans un petit atelier, même en n'étant pas patron lui-même, il pouvait avoir l'espoir de le devenir un jour, surtout s'il comptait parmi les ouvriers les plus énergiques.

Dans ces temps passés, où le travail à la main restait la forme caractéristique, les ouvriers les plus intelligents étaient sûrs de pouvoir devenir indépendants du patronat direct. De nos jours les petits patrons ne peuvent se maintenir qu'en quelques métiers spéciaux et surtout dans les petites communes. Cependant la grande masse des petits cordonniers, menuisiers, forgerons, tailleurs, peintres, ont bien souvent une vie plus pénible encore que celle des ouvriers travaillant dans les grands ateliers.

Déjà, grâce à la division du travail dans les grandes usines et ateliers, la perspective du patronat indépendant s'est amoindrie ; aujourd'hui avec le nouveau système de la grande industrie moderne, cet espoir a disparu complètement pour la plupart des travailleurs.

Dès que des dizaines et même des centaines et des milliers d'ouvriers travaillent dans une même fabrique, les espérances de parvenir un jour à la situation d'entrepreneur indépendant disparaissent, même pour les ouvriers les plus

capables et les plus intelligents. Désormais les capacités et l'intelligence ne suffisent plus pour parvenir au patronat et peuvent manquer même entièrement. Capacités et intelligence peuvent être achetées. Ce qui est nécessaire cependant de nos jours, c'est avant tout un certain capital plus ou moins considérable et dont l'importance change avec le métier, en vue de l'achat de terrains à bâtir, de la fondation de fabriques et d'ateliers ainsi que de l'installation de ces établissements ; et puis de l'achat de machines, de divers instruments, de matières premières et secondaires de toutes sortes. Restent encore après tout cela les salaires que le capitaliste moderne doit pouvoir payer aux ouvriers qu'il exploite.

Avec cette modification fondamentale de la production les ouvriers les plus intelligents se trouvent réduits à la nécessité de se louer — de vendre leur force de travail et avec cela leurs propres personnes — à n'importe quel capitaliste qui veut les acheter. En cela, ils sont égaux, dorénavant, au plus simple de leurs camarades.

Les ouvriers tous ensemble et sans distinction, se trouvent placés dans les mêmes conditions collectives de dépendance vis-à-vis du capitaliste moderne, au service duquel ils travaillent. Le groupe collectif d'ouvriers repousse au dernier plan l'ouvrier comme individu. Dans l'atelier, l'entrepreneur ne marchande plus avec chacun de ses ouvriers en particulier, mais tous ses ouvriers salariés ensemble sont devenus pour lui une sorte de marchandise.

D'autre part, pour les ouvriers mêmes, les différends existant entre leurs personnes disparaissent, ou du moins sont devenus secondaires. Il s'est développé un intérêt collectif et

la nécessité de la défense des conditions vitales communes à tous les salariés d'une même usine et à ceux d'une même branche d'industrie contre les intérêts du capitaliste qui les exploite.

C'est à partir de ce moment que dans l'histoire nous voyons se fonder les organisations ouvrières (1).

Ces organisations se montraient déjà, même en divers métiers, avant le développement du machinisme moderne, partout où un capital considérable était nécessaire, ainsi que partout où la division du travail mettait ensemble dans un même atelier un grand nombre d'ouvriers salariés.

Cependant, la naissance de l'industrie moderne, ainsi que du gros commerce et de la grande agriculture changea le phénomène particulier en phénomène général et créa, avec le prolétariat international comme base de la vie sociale de nos temps actuels, une résistance permanente et internationale des ouvriers organisés contre leurs exploiteurs.

Le but du mouvement ouvrier moderne est fixé avec son organisation même.

La séparation des producteurs isolés du sol et de leurs instruments de travail fut le grand motif qui donna naissance à ce mouvement historique. Soustraire le sol et les instruments de travail à la puissance des capitalistes et des propriétaires fonciers pour les remettre entre les mains des producteurs, placer ainsi toute la

(1) Ceci est très bien développé pour l'Angleterre et d'après des renseignements puisés à des sources historiques sincères, par SIDNEY et BÉATRICE WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*. Chapitre : « Les origines du Trade-Unionisme. »

production et la distribution des richesses du genre humain sous la haute direction des ouvriers organisés — voilà le but final et la grande tâche historique du mouvement ouvrier de nos jours.

Il se présente ici deux solutions du problème social qui s'opposent l'une à l'autre. La première c'est la solution capitaliste, l'autre la solution prolétarienne du problème.

Jamais je n'ai vu formuler la solution capitaliste du problème social avec autant de cynisme et d'effronterie que par un américain, partisan de l'esclavage, qui écrivit ceci :

« *La vraie solution du conflit de toutes les époques entre le travail et le capital c'est que le capital possède le travailleur blanc ou noir* (1). »

Contre cette solution s'élève la solution prolétarienne qui, formulée également de la manière la plus catégorique et la plus conséquente, déclare :

La vraie solution du conflit de toutes les époques entre le travail et le capital c'est que les travailleurs blancs ou noirs possèdent en commun le capital.

Chacune de ces deux conceptions du problème social représente une des deux grandes puissances, qui, dans tous les pays modernes du monde, se disputent la victoire dans la lutte de classes.

Dans cette lutte de classes, qui est engagée internationalement entre le prolétariat et les capitalistes, entre possesseurs et non-possesseurs des moyens d'existence du genre humain,

(1) Formule attribuée à Henry Clay et citée par Sydney et Béatrice Webb : *Histoire du Trade-Unionisme*. Traduction française, p. 171.

ce n'est pas seulement le but final qui est fixé d'avance, mais aussi le chemin qui doit aboutir à ce but.

Les capitalistes et propriétaires fonciers peuvent déclarer : C'est à nous qu'appartiennent les fabriques et les ateliers avec tout leur machinisme et tous leurs outils ; à nous les magasins et les greniers avec leurs provisions abondantes ; à nous le sol, la terre à cultiver ! Et lorsque vous autres, non-possesseurs, vous voulez travailler, soit au-dessus, soit en dessous de la terre, soit dans les usines ou dans les chantiers, soit sur la surface de l'eau, vous ne pouvez le faire qu'avec notre permission et en vous louant à notre service !

Mais en face de la puissance, qui permet aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de parler de la sorte, s'élèvent les forces ouvrières, qui, dès le moment où les ouvriers sauront agir solidairement dans leurs organisations, pourront répondre :

Ah ! vous avez bien raison, vous, capitalistes et propriétaires fonciers ! En vérité, c'est à vous que, pris en grand, appartiennent et le sol et les instruments de travail, tout ce qui est nécessaire pour nous procurer le bien-être matériel.

Nous sommes vos esclaves modernes, les esclaves du salariat, nous sommes contraints encore à nous vendre à vous. Vous avez, pour nous contraindre, la législation dans toute sa sévérité, une législation pourtant qui ne pourrait guère vous servir, si vous ne disposiez en outre de soldats, de canons et de fusils, ainsi que de votre puissance judiciaire et policière pour supprimer toute tentative de résistance.

Cette puissance brutale de la violence, par

laquelle vous pouvez maintenir votre régime d'oppression, vous échappera à la longue, vu qu'elle ne peut exister que par notre ignorance et notre lâcheté et par la facilité avec laquelle nous nous sommes laissés diviser entre nous en nous combattant les uns les autres. Mais ces temps-là passeront et les idées grandiront.

Ainsi il se lève déjà contre votre force tyrannique une autre puissance, que vous ne pouvez pas dompter avec vos armes et vos prisons, puisque les hommes armés auxquels vous pouvez encore vous confier ne sauraient nous remplacer dans notre travail.

Voici nos bras, vous en avez besoin pour l'entassement de vos richesses ! Si vous désirez que par ces bras, dirigés par notre esprit, nous exécutions le travail auquel vous nous appelez, vous aurez à vous soumettre bientôt à notre volonté.

Dans un avenir qui n'est peut-être pas très éloigné, vous verrez que c'est nous qui commanderons dans vos propriétés à vous — ces propriétés qu'un jour vous perdrez tout entières et qui appartiendront à la communauté.

En voyant ainsi ces deux partis, celui du capital et de la propriété foncière et celui du travail, placés l'un en face de l'autre, il faut reconnaître tout d'abord que le parti du travail a ce grand avantage dans la lutte de classes, que le travail sera toujours la grande force vivifiante indispensable à l'entretien des hommes.

A mesure qu'avec le progrès de la civilisation les travailleurs apprendront à s'entendre entre eux, ils trouveront de plus en plus les moyens de prendre entre leurs mains la direction de la vie sociale : moyens directs en donnant ou en refusant leur travail selon la décision à prendre,

moyens indirects parce qu'ils cesseront de fournir aux gouvernants les instruments d'oppression — soldats, police, prisons — par lesquels ils se voient assujettis.

Dans les manuels de nos économistes de l'école bourgeoise on trouve communément exposé, que pour la production de toutes les richesses trois facteurs sociaux sont également indispensables, à savoir : *le sol, le capital* et *le travail.*

C'est pour cette raison, comme nous disent les savants de l'économie classique bourgeoise, ayant toujours en vue les intérêts de leur propre classe, qu'une partie raisonnable de tous les produits du travail national appartient aux propriétaires du sol, une deuxième partie aux propriétaires du capital, tandis qu'une troisième partie reste à tous ceux qui, ensemble, représentent ce troisième facteur du travail social nécessaire, c'est-à-dire à la collectivité des ouvriers.

Ils oublient pourtant, ces économistes de l'école bourgeoise, que, si le sol, ou plutôt la nature entière, est un facteur indispensable dans le processus social de la production des richesses, il n'en est pas ainsi des *propriétaires* du sol, qui, en tant que personnes, sont tout à fait superflus. De même le capital — machines, outils, etc., combinaison antérieure de nature et de travail — doit être considéré, à la vérité, comme rigoureusement nécessaire à toute production de richesses, mais on pourrait très bien se passer des *capitalistes* qui sont les seuls obstacles à cette production. N'empêchent-ils pas les ouvriers du travail manuel et intellectuel de faire usage du capital social de la manière la plus productive !

Il en est tout autrement du troisième facteur : le travail. Ayant une fois accepté que le travail est indispensable pour la production des richesses, on ne saurait prétendre qu'il n'en est pas de même des *travailleurs*, puisque ce sont eux qui possèdent la force de travail.

Si les capitalistes et les propriétaires fonciers sont superflus en leur qualité de possesseurs et gênent même de plus en plus la bonne marche de la production, la classe ouvrière est la seule classe de la société réellement nécessaire. C'est la seule classe sur laquelle s'appuie en réalité toute la vie sociale de l'humanité.

Ayant devant les yeux cette vérité incontestable, nous pouvons donc être assurés que dans la lutte de classes, qui caractérise notre société moderne, la classe laborieuse sera le parti vainqueur et que c'est seulement grâce à leur peu de développement intellectuel et moral, ainsi qu'à la division qui existe entre eux, que les représentants du travail n'ont pu acquérir dans les siècles passés la direction de la vie sociale.

La solution prolétarienne de la Question Sociale est ainsi la seule solution qui se pose pour l'histoire de l'humanité.

Cette solution ne saurait être qu'une question de temps, une question du développement des rapports économiques et politiques existants.

Nous voyons la lutte de classes devenir plus véhémente de jour en jour, aussi bien sur le terrain de l'agriculture, que dans le domaine de l'industrie et du commerce.

Cette lutte n'en est encore qu'à sa première phase de développement dans certains pays, et il en est ainsi, même dans les plus avancés,

pour certaines branches spéciales de métier comme l'agriculture.

Les ouvriers salariés non organisés résistent spontanément à la cupidité et à la tyrannie de l'exploiteur particulier isolé, ils le font en tâtonnant, pour ainsi dire, en essayant de trouver entre eux un appui mutuel.

Dans les branches de métiers les plus développées, ainsi que dans les pays où domine le capitalisme, le prolétariat a fait, au contraire, des progrès considérables et la lutte de classes n'y présente plus l'aspect d'un combat sans ordre.

Là, les prolétaires se sont organisés dans les fabriques et les ateliers, dans les magasins de commerce, ainsi que dans les établissements de transport et de communication. Dans les métiers les plus différents ils forment déjà des unions permanentes et les petites escarmouches qui s'engagent se multiplient dans le monde entier.

Ce sont là des combats de postes avancés, ce sont les signes évidents que le prolétariat commence à se remuer et à se lever dans tous les pays.

Bientôt ces petites escarmouches, ces conflits locaux et nationaux s'étendront et se confondront en une lutte internationale — lutte formidable engagée sur toute la ligne.

Les pronostics d'une telle lutte de classes internationale se présentent déjà dans les grands syndicats ouvriers dans la fédération des organisations ouvrières d'un même métier, fédération d'abord nationale, puis internationale, comme elle se manifeste à l'heure présente dans diverses branches d'industrie et de commerce. Ces pronostics se montrent également dans l'en-

tente générale des organisations ouvrières de différents métiers, dans la fraternisation des masses ouvrières de tous les pays modernes.

C'est une puissance formidable, qui se révèle et s'accroît sous nos yeux mêmes. Il n'y a que les aveugles, les hommes de mauvaise volonté qui ne la voient pas.

Il est vrai que l'esprit de clocher, l'orgueil de métier, les nombreux préjugés locaux et nationaux existant encore dans les masses ouvrières doivent avoir le temps de mourir peu à peu. En même temps les millions d'ouvriers de tous les pays peuvent trouver l'occasion d'exercer pratiquement la lutte et de se solidariser partout où il faut qu'ils prennent à cœur leurs intérêts communs. De plus en plus ils doivent apprendre à se soutenir les uns les autres, non seulement par la théorie, mais surtout dans les actes de la vie journalière.

Les syndicats ouvriers, que je considère comme les groupes directeurs de la lutte de classes, ne peuvent être avant tout que des organisations de lutte, même dans les pays où le capitalisme a atteint son plus haut développement. Ils ne sauraient être des groupements productifs, propres à remplacer les entrepreneurs particuliers dans tous les métiers et à diriger dorénavant la production et la distribution des richesses. Ils ne pourraient l'être dans aucune branche de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et dans aucun pays du monde.

Dans une période de lutte de classes plus prononcée que jamais, telle que nous la constatons de nos jours, les partis se forment par eux-mêmes, et bien plus d'après les nécessités de cette lutte, que d'après celles de la direction des affaires après la victoire ; aussi les masses ou-

vrières ne pourraient-elles disposer d'un nombre suffisant de personnes assez préparées scientifiquement et techniquement, pour remplacer entièrement les entrepreneurs particuliers de tous les métiers. Il faut avouer que ceux-ci, recrutés dans les classes possédantes bien instruites, exercent, en grande partie, un travail intellectuel pour la fonction duquel une instruction spéciale et scientifique est non seulement nécessaire, mais encore rigoureusement indispensable pour la bonne direction et administration des affaires dans chaque genre de production. A cet égard et parce qu'ils exécutent ce travail, ces entrepreneurs particuliers de nos jours sont eux-mêmes des travailleurs. En outre, les personnes sorties de la classe ouvrière, mais parvenues à des conditions matérielles plus élevées que celles de la moyenne du prolétariat, et qui, sont en état d'exécuter un travail intellectuel compliqué, tels : l'inventeur, l'ingénieur, l'architecte, prennent généralement le parti des ennemis de leur classe. Ils font cause commune avec la petite bourgeoisie — à la hauteur de laquelle ils se trouvent élevés — contre la classe ouvrière et ils se montrent parfois pires que les bourgeois et les aristocrates nés. Comme ces derniers cependant ils seront contraints par la nécessité de renoncer dans l'avenir à toute résistance contre l'émancipation et la civilisation des masses.

Le développement physique, intellectuel et moral des masses ouvrières étant encore incomplet, leurs organisations, qui se forment partout, bien éloignées d'attaquer immédiatement et d'une manière catégorique la propriété privée, se bornent ordinairement à

combattre pour la défense et pour l'amélioration immédiate des conditions de vie sur les bases mêmes de la société capitaliste.

C'est là la première phase de la lutte, pour se conserver et pour tenir la tête au-dessus des ondes de ce turbulent fleuve social, dans lequel ils nagent.

Mais est-ce que le nageur traversant le fleuve et tenant la tête hors de l'eau, ne fait pas en même temps plus que cela par les mouvements fermes de ses bras et de ses pieds ? Bien qu'il fasse un travail qui ne pourrait, à la longue, l'empêcher de couler au fond, il s'avance pourtant à chaque mouvement, qu'il fait dans la même direction.

Non seulement il se maintient dans sa situation au-dessus de l'eau, mais en même temps, il approche de plus en plus de la rive.

Voilà expliquée par une comparaison la haute importance que ces premières escarmouches ont incontestablement pour l'émancipation intégrale de la classe ouvrière.

Bien que la lutte engagée par ces masses ouvrières, à peine conscientes, n'ait souvent pour objectif qu'une infime augmentation de salaire, ou qu'une diminution peu considérable du temps de travail, bien qu'elle ne soit souvent engagée que pour la disparition des abus les plus scandaleux, ou pour mettre fin à la tyrannie insupportable d'un seul patron, cette lutte a cependant l'avantage de concentrer les forces combattives des masses ouvrières et de faire des recrues nouvelles pour l'armée prolétarienne. Ces recrues venues de contrées ou de métiers, où les masses ouvrières manquent encore de toute conception profonde des rouages de la société capitaliste ne peuvent être re-

muées que pour leurs propres intérêts matériels immédiats.

De plus, cette lutte pour la défense et l'amélioration des intérêts matériels immédiats, ainsi que pour l'abolition des abus excessifs, montre ce trait caractéristique qu'elle est dès son début et qu'elle devient de plus en plus, *une luttc en vue de la haute direction en tout ce qui concerne la fixation des rapports du travail.*

Même les plus petites escarmouches posent déjà en principe cette question : Qui aura la direction du travail dans les grandes usines, les ateliers, les magasins, ainsi que pour le travail rural ? Chaque fois que les deux partis se disputent le terrain de la direction, nous trouvons d'un côté les entrepreneurs particuliers, les propriétaires des moyens de production, de l'autre les ouvriers organisés qui doivent travailler avec ces moyens pour les rendre productifs.

C'est la grande période de transition avant d'arriver à l'abolition complète de la propriété personnelle du sol et du capital et à la mise de côté définitive de tous les entrepreneurs particuliers.

Quoiqu'elle ne soit au début qu'une résistance contre les abus les plus extravagants, ou un simple mouvement pour l'entretien immédiat des ouvriers qui l'engagent, cette lutte de classes est déjà dans son origine et dès qu'elle se manifeste, une menace contre la propriété individuelle des capitalistes et des propriétaires fonciers. Aussi amènera-t-elle inévitablement dans le cours de son développement l'expropriation complète des entrepreneurs particuliers.

Prenons comme exemple l'exploitation d'une mine de charbon et demandons-nous quelle in-

fluence la lutte des ouvriers mineurs pour la hausse de leurs salaires et pour l'amélioration des rapports généraux du travail doit avoir sur le progrès du communisme, c'est-à-dire pour la transmission des mines et des instruments de travail, des mains des compagnies de mines en celles de la communauté, avec, en même temps, la réglementation intégrale du travail par les ouvriers mineurs organisés eux-mêmes.

Dans une période de prospérité — prospérité bien comprise pour les capitalistes — particulièrement dans cette première phase où, sans ordre, une foule d'ouvriers venus de partout, offre sa force de travail, les dividendes des actionnaires s'élèvent parfois à un degré si exorbitant, qu'un grand propriétaire de mines peut ramasser, en quelques années, des millions de francs, fournis par le travail de ses ouvriers et de leurs surveillants.

Un de ces grands propriétaires, en voyant augmenter continuellement la valeur de ses actions de mine, peut gagner parfois, en une seule année de prospérité, un revenu princier ; il peut le gagner en dormant, ou, mieux, en logeant dans une ville d'eaux ou en se reposant des fatigues de ses voyages dans une maison de campagne, d'où il peut visiter de temps en temps ses possessions.

Mais ces beaux jours commencent à disparaître, non seulement dès que la concurrence entre les diverses compagnies de mines limite les dividendes, mais, lorsqu'en outre les mineurs s'organisent, tâchent de hausser leurs salaires et tiennent tête au système d'exploitation intensive du sol accompagné d'un sacrifice impitoyable de la force humaine.

Il se forme pour les divers entrepreneurs de l'industrie minière un taux de profit moyen.

Si donc les ouvriers organisés réussissent à hausser les salaires, bien que leur production reste la même, les actions de la mine commencent à baisser dans la mesure où les entrepreneurs ne peuvent trouver dans l'augmentation des prix de leurs produits une compensation à la hausse des salaires. La vie paresseuse et improductive que l'actionnaire menait jusqu'alors dans les villes d'eaux et les maisons de campagne — simplement en vertu de sa qualité d'actionnaire — subit une première secousse. Les privilèges que donne cette qualité d'actionnaire sont déjà attaqués et disputés dans leur origine.

Cependant, lorsque ces actions de mines continuent à baisser d'année à année, grâce aux efforts communs des ouvriers organisés, lorsque même la sûreté du propriétaire de la mine et de sa famille commence à être menacée, quand il se trouve dans le voisinage de ses propriétés les jours d'un conflit sérieux, le moment n'est pas éloigné où ce propriétaire — en supposant qu'il ait assez gagné et qu'il désire, enfin se reposer — voudra vendre ses propriétés. La possession d'une propriété disputée ne donne pas de jouissance pure et on peut toujours croire, assurément, avoir assez fait pour le progrès de l'humanité.

Seulement, sa mine aura-t-elle la valeur qu'elle avait dans le temps de prospérité et d'exploitation intensive d'autrefois ? Assurément non, car ce n'était pas la quantité de charbons, se trouvant enfoncée dans le sol qui faisait hausser les actions des mines, mais c'était l'occasion supposée d'exploiter cette

mine et de créer par le travail de plusieurs centaines de simples ouvriers manuels et de quelques dizaines de surveillants et de représentants du travail intellectuel (directeurs, ingénieurs de mine, comptables), la plus-value nécessaire pour payer les dividendes.

La valeur de cette mine sera diminuée, supposons, de 4 à 2 millions de francs, ce qui veut dire, par conséquent, *que la mine sera déjà expropriée de la moitié de sa valeur primitive.*

Or, si les ouvriers mineurs continuent à renchérir leur force de travail et à augmenter leurs réclamations — peut-être à tort et à travers, parce qu'ils ne savent pas exactement quel profit leurs exploiteurs tirent annuellement de leur force de travail — alors se présenteront des conflits sérieux, comme il arrive déjà dans chaque branche d'industrie et dans tous les pays du monde.

En face de ses concitoyens et du gouvernement qui le protège avec les soldats et la police, le propriétaire de la mine, qui a pris la place de son prédécesseur, sera obligé de donner raison de son refus de céder aux réclamations de ses ouvriers. De plus, s'il se trouve en face d'une masse ouvrière solidaire et bien organisée, il pourra être contraint de faire contrôler ses livres, soit par une commission élue par ses ouvriers, soit par une commission mixte ou commission arbitraire.

Les ouvriers une fois qu'ils disposeront de l'organisation nécessaire, pourront et devront soutenir une telle revendication, s'ils veulent contrôler la production.

Dès ce moment, le propriétaire a déjà reconnu la force et, par cela même, le droit pour ses ouvriers

de se mêler de ses affaires et même plus catégoriquement, quand ceux-ci réclament l'abolition de certains abus dans l'exploitation de la mine, leur droit d'intervenir dans son administration.

Dans de telles conditions, la mise de côté du capitaliste même et son remplacement par les ouvriers organisés, approche de plus en plus.

Supposons maintenant l'organisation des ouvriers perfectionnant de jour en jour, et comprenant non seulement les mineurs d'une seule exploitation, mais la grande masse des ouvriers mineurs d'un pays entier ou même leur organisation internationale, comme elle commence déjà aujourd'hui à se former.

Grâce à une telle organisation, les ouvriers pourront faire encore plus que hausser les salaires, ils pourront faire plus que réclamer le contrôle des livres des compagnies des mines. Ils pourront tâcher de fixer dorénavant définitivement la quote-part que les propriétaires retiendront du profit produit et leur disputer le droit d'augmenter arbitrairement les prix de leurs produits.

Par cette mesure ils avanceraient de plus en plus l'expropriation de ces propriétaires.

Dans une période de lutte de classes s'aggravant de jour en jour, les ouvriers pourraient même arriver à harceler de telle façon les propriétaires des mines que ces derniers deviendraient convaincus à la longue, qu'ils cesseraient d'avoir quelque profit de leurs propriétés, s'ils voulaient accorder toutes les concessions que réclament les organisations ouvrières ou que même, en faisant cela, ils exploiteraient leurs mines avec perte.

Or, cette conviction étant juste, leur propriété

d'autrefois n'existerait plus, dans ce cas, qu'en apparence. Elle deviendrait illusoire.

Mais les propriétaires ne possèdent pas des moyens de production seulement pour leur plaisir ou pour courir le danger d'exploiter avec perte ! Ils menaceront donc de fermer les mines qui ne leur procurent pas de dividendes suffisants, puis, peut-être, les fermeront-ils en agissant d'après un contrat international établi entre plusieurs grands propriétaires de mines, ce qui leur permettrait de réussir dans la contrainte à imposer aux ouvriers.

Dans ce cas qu'arriverait-il ? Est-ce que la population vivra sans charbon, parce que messieurs les propriétaires ne voudront pas exploiter leurs mines avec perte ? Non, ce serait une absurdité et une impossibilité à cause des besoins de l'industrie moderne et des grandes masses de charbon qui sont consommées tous les jours dans les établissements de transport et de communication.

Il faut compter ici avec un nouveau facteur. Si les ouvriers mineurs dans différents pays dont la production de charbon est décisive pour le marché mondial, sont assez fortement organisés et solidarisés pour placer les propriétaires dans l'alternative susdite, ils seront aussi assez avancés, par conséquent, pour ouvrir eux-mêmes les mines fermées et pour continuer à extraire du charbon. Ils placeraient alors toute la production sous la direction de leurs organisations après la mise de côté définitive des ci-devants propriétaires et des directeurs subalternes.

Mais cela, c'est la révolution !

Oui, c'est la révolution. Mais que nous importe le nom ? La question qui se pose est

celle-ci : Qui aura raison devant l'Histoire dans une période de conflits sérieux ? Sont-ce les propriétaires opiniâtres qui commencent à fermer les mines de charbon, ou bien les ouvriers mineurs organisés qui décident après de les ouvrir en refusant de s'occuper des soi-disants droits de propriété ?

L'humanité parvenue à la période actuelle de la civilisation a besoin d'être pourvue de charbon. Le parti qui lui procurera ce qui est nécessaire, aura raison, et c'est de son côté que sera *le droit*, puisqu'il aura prouvé qu'il a *la force* !

Pour cette raison, dans chaque branche de production et de distribution, non seulement dans l'industrie minière, mais dans tous les métiers, les efforts immédiats des ouvriers doivent avoir pour but : *de rendre de plus en plus illusoire la propriété personnelle.*

On pourra laisser le reste aux conflits de l'avenir prochain, conflits qui ne tarderont pas à éclater. Le chemin parcouru, en tout cas, sera le vrai, la direction sera la bonne. *Voilà ce qui suffit en principe.*

En cas de guerre, comme l'écrivit *Charles Fourier*, on sait fort bien assujettir les possessions individuelles aux besoins de la masse : « On n'hésite pas à raser, incendier tout ce qui gêne la défense ; on ne donne pas 24 heures de répit, et on y est bien fondé, parce qu'il s'agit de l'utilité générale devant laquelle doivent tomber les prétentions de l'égoïsme et de la propriété simple, vraiment illibérale (1). »

Fourier avait raison. Il pouvait se plaindre

(1) *Œuvres complètes*, t. IV, p. 308.

que les coutumes civilisées n'admettent plus ce principe, lorsqu'il s'agit de garanties autres que celles de guerre ou de routes et de canaux et que, partout ailleurs, chacun oppose son caprice au bien général, mais dans l'histoire de l'humanité tout cela se réglera de soi-même.

Dans une période décisive de la lutte de classes on agira comme en cas de guerre, pour cette unique raison déjà, que l'humanité doit pouvoir vivre, et que pour vivre elle a besoin de sol et de capital.

Dans la période de lutte qui annoncera l'expropriation des capitalistes et propriétaires fonciers, cependant, l'action des ouvriers d'une seule branche d'industrie, si énergique qu'elle soit, ne suffirait pas. Ces ouvriers seraient affamés ; ils trouveraient opposée à eux toute la puissance policière, militaire et judiciaire, dont disposent les classes dirigeantes.

La période la plus sérieuse de la lutte de classes pendant laquelle la révolution sera « permanente », se manifestera par un chômage complet du travail et ne pourra que coïncider avec un temps de grève et de manque de travail général dans plusieurs grandes branches de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Les ouvriers peuvent assurément être préparés à une telle période. Aussi la grève générale peut-elle être propagée, mais ni l'une en général, ni l'autre en particulier, ne pourrait se faire par décret.

La grève générale doit croître en raison de la nature même des rapports de production sociale. Et elle croît, nous la voyons approcher dans les efforts que font les ouvriers de diffé-

rents pays pour arriver à une fédération d'ouvriers organisés de tous les métiers.

Cependant, dira-t-on, les dernières grèves ont échoué, l'une après l'autre, en Angleterre, pays d'organisation par excellence.

Au commencement de 1898, les mécaniciens d'Angleterre étaient contraints de se rendre après une lutte énergique de sept mois. Et pourtant la fédération des mécaniciens, l'*Amalgamated Society of Engineers*, était une des mieux organisées du pays.

Qu'est-ce que cela prouve ? Que la grève n'est pas l'arme formidable que l'on prétend ? Ou bien que l'organisation des grèves doit être modifiée ?

Lorsque les ouvriers organisés d'un seul métier, — si forte que soit leur organisation et si développés que soient leurs sentiments de solidarité, — ne semblent pas capables de tenir tête aux entrepreneurs pendant sept mois, c'est un signe que la lutte doit plutôt être entreprise par sept organisations pendant une semaine par exemple.

Aussi nous pouvons voir croître ce mouvement efficace avec la fédération même dont nous avons fait mention.

Pendant la grève des 80 000 mécaniciens environ de l'Angleterre, les cotonniers de ce pays menacèrent du même mouvement à la fin de 1897. Ils étaient au nombre de 120 000. En même temps, des conflits faillirent éclater entre certaines compagnies de chemins de fer et leur personnel, lequel, avec quelques dizaines de milliers d'hommes, préparait une grève pour les jours de Noël 1897.

Le coton, le fer et les chemins de fer parurent sur le point de s'allier. Mais les grands entrepre-

neurs, les grands actionnaires, si condescendants dans ces jours-là, étant ordinairement plus habiles et plus au courant des affaires que les ouvriers, surent prévenir le danger.

On dit parfois, que le charbon, le fer et le coton sont les trois puissances qui gouvernent l'Angleterre. En vérité, une grève des ouvriers mineurs, mécaniciens et cotonniers, surtout si elle était fortifiée par les ouvriers des moyens de transport et de communication, serait quelque chose d'épouvantable pour les classes dirigeantes d'Angleterre. Ces quatre métiers ensemble forment une puissance vraiment invincible. En outre, il y a encore d'autres branches d'industrie, de commerce, de transport dont l'influence est formidable et immédiate.

Cependant, la forme que tend à prendre la grève générale ne saurait pas être une forme artificielle, cela se manifeste déjà par ce fait remarquable que dans l'accroissement même de ce mouvement on voit se réfléchir le caractère spécial du peuple.

A Paris, vers la fin de l'été de 1898 on vit naître, pour ainsi dire spontanément, un mouvement de salariés, se développant dans la direction de la grève générale. Les terrassiers chômèrent; ils furent suivis d'abord par les démolisseurs, puis par les ouvriers des différentes branches du travail de bâtiment, et à la fin le mouvement comprenait encore différents autres métiers.

Il se manifestait dans tout le développement de ce mouvement un caractère populaire, non pas flegmatique et froidement calculé comme celui du peuple anglais, mais prime-sautier et agité comme nous le trouvons parmi les peuples du sud.

Ce n'est qu'un seul fait que je veux choisir ici pour caractériser le mouvement.

Cependant, c'est particulièrement sur l'Angleterre que je veux fixer l'attention parce que, malheureusement, les ouvriers du continent de l'Europe sont évidemment en arrière en tout ce qui concerne l'efficacité de leur organisation, comparativement à leurs frères d'Angleterre, et de plus, parce que je crois que la solution de la Question Sociale doit être cherchée dans la direction que la classe ouvrière a prise plus catégoriquement en Angleterre que partout ailleurs.

En automne 1896 — immédiatement après ce congrès socialiste parlementaire international de Londres qui avait proclamé qu'il ne voyait pas « *la possibilité d'une grève générale internationale* » (1) — les débardeurs, les marins, les ouvriers des docks de l'Angleterre commen-

(1) Ce qui est dit ici de la résolution sur l'action économique et industrielle adoptée au Congrès de Londres concerne le texte *français* de cette résolution, qui dit :

Le Congrès considère que la grève et le boycott sont des moyens nécessaires à la réalisation des fins syndicales. Mais il ne voit pas la possibilité d'une grève générale internationale.

La nécessité la plus urgente est l'organisation syndicale des masses ouvrières, car, c'est de l'étendue de l'organisation que dépend l'étendue des grèves dans des industries entières et dans des pays entiers.

Le texte allemand est conforme au texte français. Qu'on compare cependant ces textes à la traduction du texte anglais. Ce texte-ci dit seulement :

Le Congrès considère que la grève et le boycott sont des moyens (weapons, armes) *nécessaires à la réalisation des fins syndicales. Ce qui est essentiel, c'est l'organisation parfaite des classes ouvrières ; car c'est de la force de l'organisation d'une grève que dépend son succès.*

C'est autre chose, que de nier la possibilité d'une grève générale internationale !

cèrent à préparer une organisation internationale dans le but de pouvoir arriver, au moment voulu, à une grève internationale dans ces branches de commerce et de navigation.

Des agitateurs furent envoyés dans divers ports du continent pour gagner au mouvement les ouvriers des métiers susdits. Ils vinrent prier leurs confrères du continent de ne débarder aucun vaisseau anglais dans le cas où la grève éclaterait.

Mon opinion m'ayant été demandée par certains membres de l'administration d'une organisation d'ouvriers débardeurs sur cette tactique anglaise de la lutte de classes, je n'ai pas hésité de l'appeler la seule tactique possible, et la tactique que les ouvriers suivront de plus en plus dans l'avenir dès que la tactique parlementaire et petite bourgeoise aura prouvé qu'elle ne peut effectuer l'émancipation de la classe ouvrière.

J'ai dit : « Quand vous pourrez abandonner le travail seulement pendant deux fois 24 heures dans tous les ports de l'Angleterre, vous paralyserez le commerce de ce pays industriel ; et quand vraiment cette tentative de grève générale sera soutenue par les ouvriers dans certains ports du continent, alors les grands capitalistes : commerçants, courtiers, fabricants, éprouveront la vraie force ouvrière, dans l'espace de quelques heures vous gagnerez plus que vous ne pouvez vous l'imaginer vous-mêmes. »

Pendant les premières 24 heures les grands exploiteurs du travail d'autrui se demanderont, dans la plus grande consternation : Qu'est-ce que cette merveille qui se présente dans le monde ? Puis, pendant les 24 heures suivantes, ils supplieront les ouvriers de reprendre le travail et

de ne pas menacer tout ce que « l'ordre », « la civilisation », « la fraternité », etc., ont effectué de bon parmi notre race humaine. Les paroles, les promesses de toutes sortes ne manqueront pas !

Il arrivera peut-être un jour, que dans une contrée assez étendue du monde, cette tactique de la lutte de classes pourra être suivie dans quatre ou cinq des grandes branches d'industrie, de commerce, de communication. Quand le travail pourra être abandonné, à un moment déterminé d'avance, par les masses ouvrières dans les grands ports et dans les mines de charbons, aux omnibus, tramways et chemins de fer, aidées par les compositeurs et imprimeurs des grands journaux bourgeois qui sèment tous les jours leurs mensonges — alors nous serons entrés dans une période où les peuples feront des travaux splendides pour le progrès de la civilisation humaine.

Dans deux fois 24 heures nous pourrions donc faire plus pour le progrès de la civilisation que dans 24 années de pourparlers et d'intrigues au sein des parlements !

CHAPITRE V

EN PLEINE RÉVOLUTION

A notre époque la dissolution inévitable de la société capitaliste peut se prévoir par l'irrégularité et l'incertitude de la production, par l'entassement, — dans la lutte impitoyable de la concurrence — de quantités énormes de marchandises, auxquelles le débouché manque, de sorte qu'un arrêt de l'afflux et une crise internationale des affaires ne sauraient être prévenus.

Bien que les capitalistes modernes tâchent de trouver de nouveaux marchés pour leurs marchandises chez les races moins civilisées des colonies, cela ne pourra qu'étendre la crise, puisque toutes ces tentatives attirent sans cesse de nouveaux concurrents dans le mouvement mondial.

Dans une société, basée non sur la production pour l'entretien direct de tous ses membres, mais sur la production effrénée de marchandises destinées à la vente, la crise devient un résultat immédiat de la marche des affaires et

un complément, pour ainsi dire, de la production irrégulière elle-même.

Le caractère général que doivent prendre de plus en plus les crises, est donc un phénomène aussi naturel que la généralisation de la production capitaliste même et son extension sur tous les pays du monde.

C'est pour toutes ces raisons qu'un sentiment d'incertitude, en ce qui concerne les conditions de la vie, pèse, comme un lourd fardeau, sur les hommes dans tous les cercles de la société, et rend une situation de tranquillité et de bien-être impossible, surtout pour le prolétariat courbé sous le salariat.

Si les salariés dans une branche de métier quelconque étaient capables d'élever, si peu que ce soit, mais d'une façon durable, le niveau de leur vie au moyen d'un mouvement de salaires, la lutte politique et économique des syndicats ouvriers serait propre à amener la création d'une aristocratie du travail, sorte de quatrième état plus ou moins privilégié qui laisserait derrière lui une partie considérable de la classe ouvrière formant comme un cinquième état des bas-fonds du prolétariat.

Dans quelques pays, où le capitalisme est très développé comme en Angleterre et aux Etats-Unis, c'est déjà le cas, du moins actuellement.

Si ce phénomène pouvait durer nous aurions plutôt reculé : ce n'est que par le développement de la société dans une direction vers le communisme et l'établissement d'une société de bien-être et de bonheur pour tous, qu'il y aurait lieu de parler d'un progrès. La lutte serait devenue plus désespérante que jamais pour ce cinquième état abandonné, qui aurait contre lui

non seulement l'aristocratie de la naissance et de la fortune, mais aussi la nouvelle aristocratie du travail.

Quelques jeunes économistes de l'école bourgeoise, ainsi que certains autres qui s'intitulent socialistes, ont exposé cette théorie : que jusqu'à un degré donné, il n'y a pas contradiction entre les intérêts des capitalistes comme entrepreneurs et l'augmentation du bien-être matériel de leurs ouvriers. Ils ont donné à cette théorie un caractère de tendance générale et l'ont développée ainsi :

Les capitalistes peuvent contribuer dans une certaine mesure, quoique mus par leur propre égoïsme, à l'augmentation des salaires ou à la diminution des heures du travail. Cela s'applique surtout à la grande industrie.

Tant que, par l'intensification du travail, le perfectionnement du machinisme, etc., s'accroît la quantité de surtravail livré par le salarié à son entrepreneur, et qu'ainsi augmente la quantité de surproduit dans lequel s'incarne ce surtravail, les propres intérêts du capitaliste ne s'opposent pas à une hausse corrélative des salaires. Les deux phénomènes peuvent marcher de front ; ce n'est que dans le cas où la perte contrebalance le bénéfice que l'entrepreneur commence à s'opposer à l'augmentation des salaires.

La même observation est exacte en ce qui concerne la diminution de la journée de travail. L'intensification du travail, telle qu'elle se manifeste dans la grande industrie comparativement à la petite industrie ou à la manufacture, permet au capitaliste d'extorquer à ses ouvriers autant de surtravail en huit heures qu'en dix auparavant. La quantité de surproduit dans

laquelle s'incarne le surtravail et qui constitue le profit restera donc constante, et dans ce cas, il sera indifférent au capitaliste que la journée de travail soit de huit ou de dix heures.

Il préférera même ordinairement la plus courte journée de travail, en raison de certaines économies dans l'éclairage et le chauffage de ses établissements, et d'une usure moindre de son outillage, etc.

Mais si une plus grande productivité du travail, résultant de la diminution de la journée de travail, ne compense pas suffisamment la perte du temps de production, le capitaliste ne concédera jamais cette amélioration.

La théorie ainsi exposée est complètement exacte. Elle nous explique le niveau relativement élevé des salaires dans certaines grandes industries. Elle nous fait comprendre aussi comment pendant une période de plusieurs années, dans certains pays, il a pu se développer une sorte d'aristocratie du travail.

Mais, à cette théorie, le développement de la production et des communications internationales en oppose une autre que nous devons envisager aussi.

A mesure que les pays modernes et leurs colonies commencent successivement à produire pour le marché mondial, un autre facteur intervient. Dans les pays où les salaires sont relativement bas, les entrepreneurs capitalistes, pourvu qu'ils emploient les machines les plus perfectionnées, peuvent se créer d'aussi grands profits tout en livrant sur le marché international leurs marchandises à meilleur marché que leurs concurrents des pays où les salaires sont plus élevés. Ceux-ci sont donc forcés de

diminuer les salaires de leurs ouvriers en dépit de la théorie ci-dessus énoncée.

En effet, malgré que le travail de leurs salariés s'intensifie, malgré qu'ils emploient eux-mêmes les meilleures machines, il est possible qu'ils soient contraints par la concurrence internationale à lutter contre la hausse des salaires, ou même de baisser ceux-ci.

Dans ce cas, les bénéfices de l'intensification du travail sont perdus pour les ouvriers, tandis que ses inconvénients persistent.

Et voilà les ouvriers privilégiés, les aristocrates du travail menacés de plus en plus dans leur existence même !

Une telle aristocratie du travail, comme nous l'avons supposé plus haut, pouvait exister temporairement dans un pays comme l'Angleterre et cela pendant une période où ce pays avait un véritable monopole dans le domaine de l'industrie et du commerce sur le marché international. Cependant, avec l'extension du régime capitaliste en régime mondial son existence devient de plus en plus insoutenable. Le vieux trade-unionisme de l'Angleterre réussissait encore ; vers le milieu du XIXe siècle, à élever le niveau de vie de certaines couches de la classe ouvrière anglaise jusqu'à un degré relativement haut. Il pouvait même condamner vers 1850 la tactique des grèves — suivie autrefois généralement par les ouvriers anglais — vu la situation privilégiée de l'Angleterre comparée à d'autres nationalités. Les différentes crises qui se sont suivies pendant le dernier demi-siècle dans l'industrie et le commerce de l'Angleterre, leur ont fait entendre déjà quelque raison. Comment maintiendront-ils dans l'avenir leur situation privilégiée, lorsque

sur le marché mondial seront apportées de plus en plus les marchandises de tous les pays du monde ?

C'est ici ce caractère international de la lutte de classes auquel je me réfère encore une fois, ce caractère international qui, à la longue, paralysera chaque amélioration temporaire et locale des conditions de vie et qui transformera à la fin toute la lutte de classes de notre époque en lutte directe contre la propriété individuelle.

Même pour les membres de la classe ouvrière qui, pour des causes passagères, se trouvent dans une situation privilégiée en comparaison des ouvriers d'autres pays et d'autres métiers, l'incertitude générale, le malaise régnant dans d'autres branches de métier, la situation des sans travail dont la rigueur s'accroît sans cesse, auront pour effet de détruire la confiance qu'ils ont dans le gain assuré du lendemain.

La construction d'une nouvelle machine pourra mettre en disponibilité une partie de ces ouvriers privilégiés ; la banqueroute d'un entrepreneur, d'une grande maison de banque, une nouvelle crise dans le métier qu'ils exercent, une guerre qui éclate, peuvent les jeter dans les rangs des sans travail et par suite dans la situation des plus malheureux de leurs frères. Jamais sur la base de cette société capitaliste les ouvriers ne trouveront assuré l'avenir d'eux-mêmes ni de leur famille.

Aussi, à la longue, le nivellement général des salaires ne pourra pas être évité par des mesures réactionnaires, comme la limitation du nombre des apprentis dans les métiers les plus privilégiés ou par des alliances entre patrons et ouvriers d'une même branche pour maintenir les prix et les salaires.

Le développement de la production capitaliste le montrera de plus en plus aux ouvriers privilégiés. Il les jettera sur le pavé par dizaines de milliers et cela à des époques où les magasins et les greniers seront pleins de richesses, c'est-à-dire à des époques où le travail s'arrêtera et où la crise générale aura commencé.

Toutes les améliorations qu'ils auront acquises de leurs patrons, toutes les réformes dans les conditions du travail et du salaire, la perspective d'une pension de retraite dans le cas de vieillesse ou d'invalidité, toutes les mesures de protection législative seront rendues inefficaces d'un seul coup.

Les entrepreneurs dans ces périodes de crises restent en possession de leurs capitaux amassés, parce que si leurs affaires ne prospèrent pas pour un temps, ils ne manqueront pas du moins de moyens d'existence au milieu de leurs magasins et de leurs greniers d'abondance. Les ouvriers, au contraire, sentent plus que jamais que même dans les conditions les plus privilégiées ils n'ont été rien de plus que des prolétaires, des non-possédants devant vendre leur force de travail et ne pouvant gagner par leur travail plus que ce qui suffit pour vivre au jour le jour.

Ils sentent qu'il ne leur était permis de travailler qu'autant qu'ils pouvaient produire une certaine plus-value en sus de ce qui leur était accordé pour leur propre existence. Ils restaient toujours des machines de production dans les mains du capitaliste.

C'est avec une telle période de crise et de malaise général que coïncidera la phase décisive de la lutte de classes et que commencera l'enfantement de la nouvelle société communiste.

Que cette période prochaine de révolution soit née d'une grève générale et internationale des ouvriers dans quelques grandes branches d'industrie ou de transport, qu'elle vienne après la fermeture des fabriques par les entrepreneurs et le renvoi de millions d'ouvriers par suite du manque de travail ou qu'elle soit la conséquence de banqueroutes financières et commerciales, le résultat final est toujours le même.

Nous pouvons même supposer que dans une période de crise internationale les deux phénomènes se complèteront l'un l'autre : d'une part la grève générale, d'autre part le manque de travail et le malaise !

Dans ces deux cas ce sera une manifestation de millions de salariés se voyant frustrés de leurs moyens de vie, au milieu des magasins regorgeants de richesses : vivres, vêtements, objets de luxe-propriété d'une bourgeoisie satisfaite et provocante.

C'est à ces deux signes unis ensemble : la grève et le défaut de travail, que se reconnaîtra la crise décisive et la fin de l'ordre capitaliste de la société. Les millions de prolétaires se jetteront sur les propriétés des milliers d'exploiteurs !

Si pendant cette période décisive les masses ouvrières, trop peu instruites, sont seulement poussées par leurs passions sans savoir ce qu'elles veulent, si, par conséquent, elles tournent à toutes les directions où le vent peut souffler, nous pourrons seulement attendre des révoltes d'affamés, comme cela arrive si souvent dans les pays méridionaux et orientaux de l'Europe. Les *milliers*, qui résistent à l'ordre établi de la société, seront donc partiellement as-

sommés par les troupes, par leurs propres frères et fils armés. Les masses faibles seront de nouveau assujetties, et condamnées à retomber dans la misère et l'abrutissement.

Au cas où ce phénomène serait général dans les pays dont le progrès est décisif pour la civilisation, les classes des capitalistes et propriétaires fonciers obtiendraient plus que jamais la domination sur le travail des masses serviles. Ce serait la solution capitaliste de la Question Sociale dont il a été fait mention plus haut et cela élèverait la puissance des capitalistes et propriétaires fonciers à une hauteur où la vie sociale serait vraiment insupportable pour la grande masse des hommes. Ce serait la servitude universelle !

Si, au contraire, les masses ouvrières sont conscientes de leur situation, si elles comprennent suffisamment la grande tâche qui les attend, celle de s'émanciper et de se délivrer de la domination du salariat, les millions de prolétaires qui les constituent prendront des mesures radicales et continueront la production.

Ce serait la solution prolétarienne du problème social — le sol et le capital tomberaient entre les mains des ouvriers manuels et intellectuels.

Pierre Kropotkine a rendu un service réel au prolétariat du monde entier en posant surtout cette question dans son livre sur : « La conquête du pain » : quelles mesures devront être prises au lendemain même d'une révolution sociale ?

La prise de possession de toutes les richesses par la population révolutionnaire des pays les plus avancés n'est en vérité qu'une question de temps, et la manière dont elle s'accomplira ne

doit pas être laissée sans plus au cours éventuel des événements.

Non seulement la prise de possession commune de toutes les richesses, l'installation dans les appartements, l'appropriation des magasins de vêtements et d'aliments par la communauté et leur ouverture pour tous, mais aussi la continuation de la production par les organisations ouvrières, supposent des difficultés qui méritent d'être examinées dès aujourd'hui dans chaque organisation ouvrière.

Car dans une telle période de révolution sérieuse, où s'arrête momentanément tout le travail, les organisations ouvrières se trouveront dans une situation qui est comparable à celle des colons se trouvant dans une région inconnue, au milieu de toutes les richesses d'une nature abondante. Les matériaux sont sous la main à foison, seulement il faut être déterminé sérieusement et il faut pouvoir s'entendre harmoniquement et volontairement les uns avec les autres.

Pour ce qui est de la continuation de la production sociale par les ouvriers mêmes, *Kropotkine* ne compte pas assez avec les difficultés qui se présenteront sans doute. Il attache trop peu de valeur à tous les obstacles qui, cependant, doivent être examinés d'avance.

Assurément, ces difficultés ne commenceront à se manifester qu'au moment où, dans différentes grandes villes, sera proclamée la Commune et lorsque des milliers d'hommes se presseront dans les rues et se rassembleront le soir dans les clubs improvisés en se demandant : « Que faire ? »

Et alors, en nous transportant à ces jours d'agitation et de révolte, nous pensons que *Kro-*

potkine se montre trop optimiste quand, en traitant des denrées dans un beau chapitre idyllique de son livre, il suppose que sur le champ des citoyens et des citoyennes de bonne volonté s'appliqueront à inventorier ce qui se trouvera dans chaque magasin, dans chaque grenier d'abondance : « En vingt-quatre heures, la Commune révoltée saura ce que Paris ne sait pas encore aujourd'hui, malgré ses Comités de statistique, et ce qu'il n'a jamais su pendant le siège, — combien de provisions il renferme. » (« *La conquête du pain* », p. 77).

En vingt-quatre heures, on ne fait rien de tel pendant ces jours de révolution !

Il faut s'attendre à ce que les masses qui se précipiteront dans les rues viennent voir le résultat de la révolution ! Dans les magasins et greniers elles apaiseront leur faim et se pourvoiront d'habits. Sans doute, elles n'inventorieront pas la provision des denrées, mais la mangeront ; les révoltés auront, du reste, parfaitement raison, à condition, toutefois, qu'ils commencent immédiatement à produire de nouvelles richesses. Encore moins pouvons-nous attendre que, en huit jours, « le service des denrées se fera avec une régularité admirable » (*L. c.*, p. 77), ou que Paris s'apercevant qu'au bout de huit mois il va se trouver à court de blé, le cultivera (*L. c.*, p. 95).

Ah ! qu'il en soit ainsi ! Mais envisageons les difficultés réelles, et n'attendons pas ce cours merveilleux des événements. Surtout ne comptons pas trop sur les soi-disants « volontaires, » les « citoyens et citoyennes de bonne volonté ». Ils se trouveront peut-être en masse, mais ils auront la main malheureuse, ne pouvant pas être aptes à rendre toutes sortes de services, s'ils

se mêlent de métiers qu'ils ne connaissent pas parfaitement et par une longue expérience dans les établissements mêmes, où ils voudront intervenir (1). Leur intervention pourrait même nuire, non seulement en ce qui concerne l'action d'inventorier les denrées et les vêtements dans les magasins, mais aussi quant à la continuation de la production et à la distribution des richesses en général.

Seulement nous pouvons espérer que les organisations des travailleurs, qui sont déjà fondées dans toutes les branches de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et des communications, seront assez fortes dans ces jours-là pour se charger de diriger les affaires en proclamant dans les vingt-quatre heures, que dans toutes les fabriques et les ateliers, ainsi que dans les grands magasins, ce sont elles qui remplacent les entrepreneurs particuliers.

Ainsi l'heure sera venue pour les syndicats ouvriers *de se transformer d'instruments de lutte contre les patrons en organisations productives, fonctionnant avec la haute idée directrice de la production et de la distribution des richesses.*

Ces organisations productives pourront donc devenir les cellules du grand organisme de la société de l'avenir, la base de ce ménage communiste dans lequel on ne produira plus en vue de la vente, mais en vue de la consommation directe par les membres mêmes.

Il faudra donc immédiatement que dans tous les quartiers des grandes villes, comme dans chaque commune, les grands édifices publics

(1) Voir ce qui est dit dans le chap. VI de cet ouvrage (p. 160), sur la désorganisation du service des postes pendant la Commune de Paris.

soient transformés — sous la direction de ces organisations — en magasins centraux ouverts à tous les hommes et où chacun pourra se procurer librement les vêtements, les aliments, les articles de ménage dont il aura besoin.

Les citoyens et les citoyennes de bonne volonté, les volontaires, pourront trouver assez à faire à côté de ces groupements existants qui seront tout à fait familiers avec leur sphère d'activité. Ils pourront remplir les places vides dans ces organisations et exciter au travail par leur zèle et leurs sacrifices en exerçant une influence vraiment révolutionnaire.

Ils pourront se chercher de nouveaux cercles d'occupation en prêtant, par exemple, leur concours aux pauvres habitants des taudis lorsqu'ils iront s'installer dans les grands appartements vacants. Certes, ils trouveront du travail utile partout où cela leur plaira.

Le fait que déjà dans la vieille société capitaliste se sont formées des organisations de producteurs, destinées par la nature même des choses à rester le noyau de toute cette grande association du travail productif et à être le pivot sur lequel tournera toute la machine de production et de consommation, ce fait-là est un phénomène qu'on ne doit pas mépriser pour le succès d'une révolution internationale.

Ces organisations créeront, dès le commencement de la révolution, un certain système de collaboration, arrangé volontairement et capable d'être modifié plus tard par la liberté de groupement de tous les individus. Ainsi elles représentent une force révolutionnaire que les efforts des volontaires, accourus de tous côtés, ne peuvent pas remplacer si grands que soient leurs sacrifices.

Les ouvriers organisés qui, dans chaque métier et jusqu'au dernier moment avant la Révolution, auront disputé pied à pied, aux entrepreneurs capitalistes, la domination dans les fabriques, les ateliers, les grands magasins, les établissements de transport, n'auront rien d'autre à faire, dans les jours de bouleversement révolutionnaire, que d'achever leur victoire.

Que ces salariés d'autrefois placent alors immédiatement leurs représentants dans les bureaux de direction de leurs établissements respectifs ; qu'ils s'unissent dans leurs réunions pour discuter provisoirement les heures du travail et toutes les conditions qu'ils fixeront plus tard définitivement pour effectuer le travail sous le contrôle de l'opinion publique.

Qu'ils ouvrent les ateliers et les fabriques, les magasins de vêtements et d'aliments, les halles aux viandes, aux légumes, aux vins, les théâtres et tous les lieux de divertissements, qu'ils organisent les moyens de communication.

Après tout cela nous pourrons attendre avec confiance les résultats.

Confiant les uns dans les autres et aussi dans cet admirable esprit d'organisation spontanée du peuple dont nous parle *Kropotkine*, nous pouvons espérer avoir fait assez. Que l'évolution des événements prenne donc son cours !

Un avertissement que, bien à propos, fait *Kropotkine* dans le même livre, est qu'un futur mouvement révolutionnaire des masses ne doit pas se perdre dans un mouvement électoral, pour le remplacement du personnel des hôtels de ville et des parlements.

Prenons le dernier mouvement révolutionnaire et organisé des masses prolétariennes,

celui de la Commune de 1871. Ce mouvement nous a montré combien peu alors, dans les masses de la population, on comprenait que c'est avant tout la propriété qui doit être attaquée et qu'une transformation des corps représentatifs par un changement de personnes ne saurait être une révolution prolétarienne.

Celui qui, à l'heure présente, après un quart de siècle de propagande pour le communisme, envisage les idées qui avaient cours, en 1871, dans le prolétariat de Paris, s'étonnera de la naïveté des masses populaires précisément sur ce point-là. En suivant le développement des évènements pendant cette période révolutionnaire, il verra plus clairement de jour en jour comment le mouvement parlementaire a fait échouer à la fin toute la révolution du prolétariat de la capitale.

Le *Père Duchêne*, pendant cette période, réfléchit exactement les opinions de tout ce qui s'agitait et bouillonnait dans le peuple. Suivons ses plans, ses propositions, ses objections, tombant comme des balles de mitraille dans les milieux ouvriers :

« Et maintenant, que tout est fini.... », lisons-nous après la première victoire du 18 mars..... « il n'est plus question que d'une chose, c'est de faire ces braves élections qui vont rendre aux patriotes de Paris leur municipalité..... » (*Père Duchêne*, n° 6, p. 2).

« Et quand vous aurez nommé notre chère Commune, la flamme de la Révolution, l'idéal de la justice ; aux urnes encore, vous tous, les combattants du 18 mars, qui savez réprimer l'émeute sans coups de fusil, et déjouer tous les sacrés projets des misérables qui tremblent

à Versailles au milieu de leurs argousins » (*L. c.*, n° 7, p. 4).

Combien étranges nous semblent ces paroles à l'heure présente.

Car ce n'était pas à cause des élections prochaines que Thiers et les ruraux de l'Assemblée Nationale tremblaient à Versailles, mais c'était à cause de la force militaire de deux cent mille gardes nationaux armés que possédait Paris dans ces premiers jours de la Révolution et dont il sut si peu tirer parti.

A Paris même un temps précieux fut perdu par les élections. Et pourtant, dans les premiers jours du mouvement victorieux, le *Père Duchêne* se trouvait obligé de constater que ceux qui avaient défendu Paris et refusé de tirer sur le peuple, manquaient de pain.

Il les avait vus, les « bons bougres de soldats, » « traînant la semelle sur les trottoirs, sac au dos et le ventre vide, à la recherche des riz-pain-sel, qui ont le toupet de leur refuser des vivres..... » (*L. c.*, n° 6, p. 6).

Le *Père Duchêne* avait beau crier :

« Paris ne peut être ingrat, Paris ne peut pas les oublier.

« Qu'on prenne de l'argent n'importe où, mais que nos frères les soldats ne manquent de rien..... »

Avec tout cela le temps se perdait.

Au bout de quelques jours, ce n'étaient plus seulement les soldats auxquels les vivres manquaient. La détresse fut générale. Les plaintes commencèrent à s'élever contre « les jean-foutres de bouchers qui augmentent la viande pour que les patriotes crèvent de faim », et contre « tous les marchands de denrées qui spéculent sur la misère du Peuple ».

Encore quelques semaines et les gouvernants ne trembleraient plus à Versailles !

C'était maintenant au prolétariat de Paris de trembler pendant la semaine sanglante de mai 1871 !

La Commune de Paris est un avertissement donné par l'Histoire même, elle nous montre que pendant une révolution du prolétariat le temps ne doit pas être perdu à des élections et des mesures parlementaires !

Il nous semble que les masses populaires sont dans un étrange aveuglement, dès le moment qu'une révolution commence à avoir le caractère d'un mouvement parlementaire.

Prenons le *Journal Officiel*, publié par la Commune de Paris. Nous y trouverons si clairement caractérisé le cours du mouvement pendant les premiers jours de la révolution de 1871, que chacun aurait pu savoir ce qu'il y avait à faire dans ces jours-là, exceptés, comme ce fut prouvé, les meneurs mêmes de la révolution. Le lecteur se demande avec stupéfaction si c'était par aveuglement ou par mauvaise volonté qu'on n'a pas su prendre à Paris des mesures décisives dans les premiers jours qui suivirent le 18 mars 1871.

Lisons un peu les communications de la première page, sixième colonne du *Journal Officiel de la République française*, n° 80 du 21 mars 1871.

D'une part, nous comprenons comment l'anxiété régnait alors à Versailles :

« Les premières nouvelles que nous recevons de Versailles constatent l'agitation et l'anxiété auxquelles il fallait s'attendre, mais constatent aussi la prédominance des idées de conciliation

sur presque tous les bancs de l'Assemblée. »

...« On parle à Versailles d'un mouvement qui aurait éclaté à Lyon.

« Orléans serait également fort agité. »

D'autre part, les communications nous montrent dès le commencement les sentiments d'hostilité entre les politiciens, les hommes d'Etat de Versailles.

« On lit dans l'*Electeur libre :*

« Nous avons d'excellentes nouvelles de Ver-
« sailles. 40 000 hommes de troupes sûres doivent
« s'y trouver réunies aujourd'hui.

« M. Thiers est d'un calme imperturbable, et
« se montre plein de confiance dans l'issue finale.
« La France, a-t-il dit aux députés réunis, est ici
« avec vous, et c'est ici que nous la défendrons. »

Ensuite, comme si tout cela ne suffisait pas pour montrer au prolétariat révolutionnaire de Paris le chemin de Versailles, viennent les nouvelles, indiquant évidemment combien néfaste pourrait être dans ces jours-là toute temporisation inopportune, vu surtout la perspective d'un retour prochain de milliers de soldats prisonniers revenant peu à peu d'Allemagne et employés plus tard par le gouvernement de Versailles dans sa lutte contre le Paris révolutionnaire :

« L'autorité militaire vient de recevoir avis de la prochaine arrivée dans Saône-et-Loire de 60.000 de nos soldats prisonniers revenant d'Allemagne. Ils seraient répartis entre les villes de Mâcon, Châlon et Autun, mais n'y feraient qu'un court séjour. Ils recevront dans ces villes les effets dont ils manquent, et seront dirigés sur les corps auxquels ils appartiennent »...

De plus, dans ces mêmes colonnes du *Journal*

Officiel que nous citons toujours nous voyons le chemin à suivre, indiqué par les adversaires même de la Commune. Seulement Paris était trop occupé de la préparation des élections communales !

Voici une nouvelle des départements : « D'autre part, on assure que les bataillons de gardes nationaux, formant près de 10.000 hommes, seraient partis pour Versailles, afin de s'emparer de l'Assemblée et du gouvernement »...

A cette nouvelle le *Journal Officiel* n'avait à ajouter, dans ces premiers jours d'un mouvement révolutionnaire, que cette remarque curieuse :

« Il y a des gens qui ne doutent de rien !»

Après tant d'années nous constatons avec étonnement, que ceux-là mêmes qui écrivaient ceci ont eu les yeux couverts d'un bandeau dans leur passion de prêcher la voie légale, la prudence et le calme tout en étant les meneurs d'un mouvement révolutionnaire victorieux !

Les politiciens de la Commune de Paris, qui ne surent pas attraper les grands voleurs, résidant à Versailles, purent bien publier, quelques jours après la date susdite, une proclamation contre les petits voleurs de la capitale même :

« *Mort aux voleurs.*

« Tout individu pris en flagrant délit de vol sera immédiatement fusillé. »

Tel est l'avis publié dans la partie officielle du *Journal Officiel* numéro du vendredi 24 mars 1871. Nous pouvons admettre que tout cela avait pour but d'informer le monde que le mouvement révolutionnaire de mars 1871 était tout à fait régulier et légal.

Nous ne voulons dire en aucune façon, par la critique que nous faisons ici du mouvement révolutionnaire de la Commune, que, au jour d'une révolution en masse, il n'y aurait pas à prendre certaines dispositions pour maintenir l'ordre matériel. Nous ne voulons pas soutenir non plus qu'une élection de mandataires, aptes à exécuter la volonté des masses révolutionnaires, serait une chose superflue ou du moins d'une faible importance.

Ces dispositions seront prises partout où elles seront nécessitées par le cours naturel des événements.

J'ai voulu dire seulement en quelques lignes, combien peu la Commune de Paris savait prendre des mesures décisives, combien peu elle mérite d'être appelée un mouvement communiste prolétarien.

Et je pose ici cette hypothèse : *Qu'à mesure que les masses révolutionnaires entraînées dans l'avenir dans un mouvement d'insurrection sauront pousser immédiatement leur révolte plus énergiquement et plus catégoriquement dans la direction communiste, plus général sera le succès du mouvement, et plus grand le progrès de la civilisation, que notre génération pourra accomplir de façon durable.*

Si nous voulons donner tous nos efforts et faire notre possible pour l'émancipation des masses, nous ne tiendrons pas à des caractères distinctifs de quelque sorte : une ceinture rouge, un képi chamarré. Ces choses peuvent nous être aussi indifférentes que les titres comme : « Comité de Salut public », « Comité révolutionnaire provisoire » ou d'autres de la même sorte. Les révolutionnaires, du moins les convaincus,

seront insensibles à de telles distinctions personnelles.

Qu'un nombre restreint d'hommes résolus, agissant avec ensemble et convaincus de ce qu'il y a à faire, puissent exercer une grande influence surtout pendant la première période d'un mouvement révolutionnaire, qu'ils puissent même diriger le mouvement de ces masses, tiraillées par toutes sortes d'aspirations incertaines, c'est assurément un fait incontestable.

Par ce qui est exposé plus haut, on a vu que le succès d'une révolution prolétarienne ne dépendra que de cette question décisive : La classe ouvrière, prise en masse, est-elle capable de remplacer les entrepreneurs capitalistes et de diriger par ses associations productives toute la production et la distribution des richesses sociales ?

Mais un mouvement révolutionnaire prolétarien, né de l'urgence des cas et une fois en marche, prendra-t-il tout d'abord et avec la rapidité désirable son vrai cours ? A l'époque actuelle aura-t-il, sans de grandes secousses, le caractère d'une lutte contre la propriété privée trouvant ainsi immédiatement le lit communiste ? Cela peut dépendre pour une part considérable de l'action de quelques personnes convaincues et d'un caractère fort et énergique.

Transportons-nous dans un des grands centres d'industrie et de communication au moment où, dans une crise générale, le gouvernement est pris à l'improviste et où la population se trouve momentanément maîtresse de la situation :

« L'ancien gouvernement disparu, l'armée, hésitant devant le flot du soulèvement populaire, n'obéit plus à ses chefs ; ceux-ci d'ailleurs

ont aussi déguerpi prudemment. Les bras croisés, la troupe laisse faire, ou, la crosse en l'air, elle se joint aux insurgés. La police, les bras ballants, ne sait plus s'il faut taper, ou crier : « Vive la Commune ! » et les sergents de ville rentrent chez eux, « en attendant le nouveau gouvernement ». Les gros bourgeois font leurs malles et filent en lieu sûr. Le peuple reste. — Voilà comment s'annonce une révolution ».

Nous empruntons au livre de *Kropotkine* cette ébauche du commencement d'une révolution par laquelle l'auteur, assurément, songe à la Commune de 1871.

La forme, du reste, sous laquelle s'annonce un mouvement révolutionnaire peut être différente. A Chicago ou à New-York il pourrait avoir un certain caractère américain spécifique, en commençant par exemple par une victoire, remportée par des milliers de grévistes armés sur l'armée régulière de l'Union et sur la police.

En tout cas nous nous trouverons placés en face de ce phénomène général qu'une multitude de personnes, armées ou non-armées, roulera à travers les rues des cités étant vraiment maîtresse de la situation, mais passionnée, incertaine dans tous ses désirs, prêtant l'oreille à toutes sortes d'avis.

Par hasard un magasin ou un entrepôt pourra être mis à sac, mais, à la longue, le courant se concentrera sur une ou plusieurs grandes places et autour de certains édifices publics. Du sein de ces milliers de personnes s'élèvera la question : « Que faire ? »

Que nous soyons partisans ou non-partisans de proclamations, celles-ci suivront n'importe dans quelle direction. Bien entendu, elles se-

ront accueillies avec des huées, si elles ne répondent pas à tout ce qui vit dans les masses populaires et peut-être les auteurs de ces proclamations mal reçues, seront-ils tout simplement lynchés par les masses, en punition de leur témérité à se poser comme moniteurs. Dans la recherche sur l'importance historique d'un mouvement de masses, ces manifestations spontanées de la vengeance populaire n'ont qu'une signification secondaire, parce que pour les recherches scientifiques c'est de la direction générale qu'il s'agit.

Si, au contraire, de telles proclamations répondent aux sentiments qui animent le peuple, elles seront exécutées et ceux qui les ont publiées seront écoutés et suivis, qu'ils s'appellent « comité révolutionnaire » ou tout autrement.

Il est certain que les communistes convaincus et énergiques exerceront une grande influence personnelle sur les événements ultérieurs d'un mouvement révolutionnaire. Car, quoique les masses révoltées manifestent plus clairement et catégoriquement ce qu'elles veulent, après quelques jours écoulés, les révolutionnaires forts et hardis, resteront l'âme du mouvement, tant qu'ils représenteront vraiment les sentiments populaires. Ils le resteront aussi bien dans les masses du peuple même que dans les comités, qui, éventuellement, se formeront.

Les communistes libertaires, à ce qu'il me semble, feront donc tout leur possible pour éviter que de nouveau les corps gouvernementaux usurpent le pouvoir public, en *proclamant* des *ordres* et en *exécutant* des *lois*, auxquels les masses auront à obéir.

Les communistes libertaires, assurément, fe-

ront tous leurs efforts pour parvenir à ce qu'en principe ne soient publiés que des vœux, des *propositions*, que le peuple pourra exécuter ou non exécuter dans la vie réelle, et que ne seront proclamés que des *avis*, à suivre ou non par les masses dans leurs manières de vivre.

Ils tâcheront donc que l'organisation des masses prenne un caractère libre aussi fort que possible. Là seulement, où il s'agirait de défendre immédiatement les principes fondamentaux de la révolution communiste, et où la révolution devrait être défendue, armes en main, ils seraient contraints de tolérer provisoirement l'*obéissance* et le *commandement catégorique*.

Aussi, selon notre avis, les communistes révolutionnaires convaincus manifesteront-ils à chaque reprise leur opinion comme communistes, lorsque du sein des masses révolutionnaires seront proposées des mesures, qui dès le commencement du mouvement révolutionnaire seront considérées indispensables pour effectuer le bon succès de la révolution même.

Nous pensons à des mesures comme celles qui suivent :

L'organisation de la défense à main armée du nouvel ordre avec la nomination des chefs provisoires par la population armée elle-même.

L'arrestation immédiate, partout où on les trouvera, de tous les membres des anciens collèges de gouvernement : ministres, généraux et commandants de troupes, chefs de police ainsi que les membres du parlement de tous les partis.

On jugera l'arrestation temporaire de ces personnes nécessaire pour qu'ils n'aient pas l'occasion de provoquer une contre-révolution.

La prise de possession immédiate des bureaux de postes, de téléphone et de télégraphe afin que

ceux-ci ne restent pas trop longtemps entre les mains des hauts fonctionnaires de l'ancien gouvernement, celle des bureaux de rédaction des grands journaux réactionnaires et surtout celle des maisons de banque.

La Commune de Paris a éprouvé comment, dès le commencement de l'insurrection populaire, toute la grande presse lui fut hostile, en engageant même dans une déclaration de la Presse (publiée dans le n° 81 — 22 mars 1871 — du *Journal Officiel*), les électeurs de Paris à ne pas tenir compte de la convocation des électeurs par la Commune. Les représentants de plus de vingt-huit journaux de Paris signèrent la déclaration et obtinrent par leur attitude la haute approbation de l'Assemblée Nationale de Versailles.

A la fin, le 18 avril, la Commune fut obligée de décider la suppression de quatre grandes feuilles réactionnaires, pour la raison qu'elles « prêchent ouvertement la guerre civile, donnent des renseignements militaires à l'ennemi, et propagent la calomnie contre les défenseurs de la République. » (n° 109 du *Journal Officiel* du 19 avril 1871). Plus tard suivit la suppression d'autres journaux de la même sorte.

Quant aux maisons de banque, par l'expérience même des révolutions antérieures on remarquera que, si les anciens gouvernants réactionnaires avaient l'occasion de sauver des sommes considérables, ils emploieraient leur argent pour la corruption de l'opinion publique. Le fait que la Commune n'a pas su faire usage du trésor de la Banque de France fut plus tard reconnu par tous les révolutionnaires comme une des plus grandes fautes de la Commune.

La publication d'une proclamation invitant la

population rurale à ne plus payer de fermes, de dîmes ou n'importe quelles autres charges et à rompre en général tous les engagements avec les ci-devant propriétaires fonciers.

En conséquence de cette proposition, prière à la même population de toutes les communes rurales de régler dans les réunions publiques la manière de cultiver les parcelles situées dans leur commune de la manière qu'en décide la population elle-même.

La convocation des syndicats dans les différentes branches d'industrie, de communication, etc., pour le règlement de la production et de la distribution des biens sociaux et de la continuation immédiate du travail dans les fabriques et les ateliers, dans les établissements de communication et de transport, dans les magasins et les halles, ainsi que du travail dans les bureaux de poste, de téléphone, de télégraphie, dans les écoles et les hôpitaux. Tout travail à régler par les ouvriers organisés des établissements respectifs qui le dirigeront sous le contrôle de l'opinion publique.

La Commune de Paris se décida à l'élaboration d'un projet d'esprit analogue pour l'exploitation de certains ateliers. Seulement, ce fut assez tard que la Commune prit cette résolution en se plaçant en outre à un point de vue tout à fait capitaliste. Elle demanda, le 16 avril 1871, aux Chambres syndicales ouvrières, l'élaboration d'une statistique des ateliers abandonnés, ainsi que d'un rapport établissant les conditions pratiques de la mise en exploitation de ces ateliers par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés (1).

(1) Voici le décret de la Commune dans son entier :

Nombre de mesures analogues à celles qui sont désignées plus haut seront mises à l'ordre du jour dès le premier moment d'une révolution prolétarienne. En grande partie elles auront un caractère pressant et impérieux, et la méprise en ce qui concerne la direction de leurs effets pourrait même avoir parfois une influence néfaste.

« La Commune de Paris,

« Considérant qu'une quantité d'ateliers ont été abandonnés par ceux qui les dirigeaient afin d'échapper aux obligations civiques, et sans tenir compte des intérêts des travailleurs ;

« Considérant que par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l'existence des travailleurs comprise,

« *Décrète :*

« Les chambres syndicales ouvrières sont convoquées à l'effet d'instituer une commission d'enquête ayant pour but :

« 1° De dresser une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire exact de l'état dans lequel ils se trouvent et des instruments de travail qu'ils renferment ;

« 2° De présenter un rapport établissant les conditions pratiques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers, non plus par les déserteurs qui les ont abandonnés, mais par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés ;

« 3° D'élaborer un projet de constitution de ces sociétés coopératives ouvrières ;

« 4° De constituer un jury arbitral qui devra statuer au retour des dits patrons, sur les conditions de la cession définitive des ateliers aux sociétés ouvrières, et sur la quotité de l'indemnité qu'auront à payer les sociétés aux patrons.

« Cette commission d'enquête devra adresser son rapport à la commission communale du travail et de l'échange, qui sera tenue de présenter à la Commune, dans le plus bref délai, le projet de décret donnant satisfaction aux intérêts de la Commune et des travailleurs. »

Journal Officiel, n° 108 de lundi 17 avril 1871.

Quelques-unes de ces mesures ne seront exécutées peut-être que partiellement, d'autres pourront échouer ou se montrer inapplicables.

Lorsque nous faisons une énumération de quelques-unes de ces mesures révolutionnaires d'un caractère urgent, en nous référant à des mouvements du passé, comme la Commune de Paris, nous n'avons qu'un but, celui de caractériser scientifiquement l'importance historique souvent décisive de la première période d'une révolution en masse.

Car nous pouvons admettre que même, dans la forme qu'elle prendra dans l'avenir, comparée au passé, la révolution montrera toujours une sorte de progrès et un certain développement qui se manifestera dans la manière d'éviter les fautes d'autrefois et de changer les demi-mesures en mesures définitives et complètes.

Les communistes en tout cela considéreront comme leur tâche à eux, de mettre au premier plan le point de vue communiste partout où se proposent de telles mesures qui pourront amener parfois des conflits sérieux.

Si réelle que soit l'impossibilité d'indiquer par avance et en détail le développement d'un mouvement révolutionnaire, la discussion de ce qui sera fait au jour d'une insurrection populaire restera toujours, dans la lutte actuelle de classes, d'une importance générale pour les deux partis combattants, vu surtout l'influence décisive de la première période d'une révolution.

De telles discussions auront donc lieu dans les cercles gouvernementaux, dans les bureaux des commandants militaires et des chefs de police, de même que parmi les masses des ouvriers révolutionnaires.

L'histoire — on le sait d'un côté aussi bien que de l'autre — n'est pas écrite par le droit, mais par la force. Le fait historique, une fois existant, devient, par la raison même de son existence, la situation légale, reconnue comme « droit » par la masse des hommes.

Par conséquent, nous pouvons déjà prévoir que dans la révolution future, quelle que soit la forme spéciale et imprévue de son développement, le prolétariat placera les classes possédantes en face de faits accomplis.

Cette déduction peut être tirée sans qu'il soit nécessaire de pénétrer dans l'avenir plus qu'il n'est possible de le faire par une étude sérieuse des faits existants et de leur développement historique.

Les faits ne peuvent être effacés que par de nouveaux faits qui y sont opposés, mais jamais par des raisonnements théoriques, et ils ne peuvent être combattus par les conservateurs d'un point de vue de « droit » que lorsqu'ils ne sont pas encore des faits.

CHAPITRE VI

SOCIALISME D'ÉTAT. — PARLEMENTARISME

Le développement de la société, ainsi qu'il est ébauché dans les chapitres précédents, ne suivra son cours naturel que si le prolétariat international peut s'organiser en pleine liberté ; alors, les organisations ouvrières, tout en se renforçant, s'adapteront d'elles-mêmes aux nouveaux rapports de production et de distribution dont, progressivement, elles acquerront toute la direction.

Cependant, dans tous les pays, se révèlent déjà des influences qui, en interrompant le développement naturel, tendent à détourner le mouvement ouvrier du communisme, et cela parce que dans chaque mouvement de masses, à mesure que le mouvement croît, s'introduisent toujours des éléments, qui tendent à modifier son développement et s'efforcent de le rejeter dans des voies détournées où il répondra mieux aux intérêts particuliers de certaines catégories sociales ou à ceux de quelques individus.

La plupart des personnes venues de bonne foi dans le mouvement ouvrier, offrent, au début, l'exemple même de l'ardeur, mais avec le changement de leurs conditions sociales, en vieillissant, elles ne tardent pas à changer de caractère et à modifier leurs primitives conceptions de la lutte de classes, sans qu'on puisse néanmoins incriminer leur sincérité, car le plus souvent cette variation est inconsciente. La formation par certains cercles d'intérêts spéciaux à l'intérieur du mouvement ouvrier, voilà le facteur principal qui produit cet état de choses d'une influence si néfaste.

Lorsque dans les communautés chrétiennes des premiers siècles de notre ère, les anciens, comme conducteurs des croyants, commençaient à s'unir et à former une corporation dirigeante à l'intérieur de l'Eglise, ils jetaient les bases de cette hiérarchie ecclésiastique qui, dans le courant des siècles ultérieurs, se développa de plus en plus pour aboutir à la constitution d'une papauté à pouvoir temporel et politique. Avec ses évêques, d'abord dirigeants presque autonomes, plus tard soumis au gouvernement central d'un pape, cette hiérarchie ecclésiastique fit de la religion chrétienne un instrument spécial pour le gouvernement des peuples, suivant les intérêts des grands potentats du monde. Lorsqu'au commencement du IVe siècle, l'empereur Constantin eut proclamé le christianisme religion d'Etat, il n'y eut plus rien qui empêchât les nobles, rois et empereurs, d'accepter la doctrine chrétienne et de faire cause commune avec la puissance ecclésiastique de l'Eglise romaine.

Mais, dès ce moment, la religion chrétienne, fond primitif de cette Eglise, ne fut plus un

mouvement religieux et social parmi les opprimés du monde, et pendant les siècles suivants, elle s'éloigna de plus en plus de tous les préceptes de fraternité et d'amour, qui avaient présidé à son éclosion et que les premières communautés chrétiennes avaient voulu maintenir, perpétuer et pratiquer réellement.

Dans le mouvement ouvrier révolutionnaire actuel nous voyons se manifester un fait similaire, variant assurément de force suivant le pays, mais se présentant dans sa généralité comme phénomène international.

Certains individus, mis en avant par le mouvement ouvrier : des députés social-démocrates, les conseillers municipaux de quelques communes socialistes, d'autres dignitaires même s'unissent avec les figures prépondérantes des syndicats ouvriers de tous les pays ; ils entrent en relation avec des philanthropes,qui,par leurs sentiments, cultivent en amateur la question sociale.

Cette union se fait nationalement et internationalement, tous ces divers individus commencent déjà à établir dans quelques pays une nouvelle hiérarchie, dont les propres désirs et les intérêts particuliers se font valoir catégoriquement et qui nous préparent un nouveau régime gouvernemental dont l'action se dirige spécialement vers les réformes sociales.

Ils nous font entrevoir un futur mode de vie sociale, sous lequel ce ne seront pas les *producteurs eux-mêmes* qui, dans la mesure de leurs forces, s'empareront de tous les moyens de production et de consommation, mais sous lequel les soi-disant *représentants des producteurs*, unis en corporation gouvernementale, élaboreront un système de réformes sociales qu'on

appelle ordinairement *Socialisme d'Etat* et qui donnera aux gouvernants de l'empire, des provinces, des communes, la haute direction de la vie des peuples modernes. Dès maintenant on peut prévoir que, dans peu d'années, rien n'empêchera plus les Constantins de nos temps de prendre en mains ce funeste mouvement.

Quels sont ceux qui, en tant que réformateurs sociaux, adhèrent de bonne foi à ce système, ou s'illusionnent par la conviction que le pouvoir central est vraiment disposé à entrer comme directeur dans les rapports vitaux des hommes, et est destiné à détruire, par son influence médiatrice, les iniquités et les anomalies sociales présentement existantes ?

En premier lieu, ce sont des économistes ou des hommes d'état bourgeois, ayant rompu avec l'*école de Manchester*, c'est-à-dire avec le système de concurrence libre basée sur la propriété privée, système que l'on caractérise ordinairement par les termes : « Laissez faire, laissez passer. »

Voyant à quelles déplorables conditions sociales nous a amenés ce cruel système de concurrence qui, il y a peu d'années encore, était revendiqué par toute l'économie bourgeoise libérale, ces économistes et hommes d'état bourgeois, veulent faire intervenir la puissance gouvernementale partout où les iniquités de la société bourgeoise se manifestent trop cruellement, sans vouloir cependant s'écarter des bases de la propriété privée.

Tout en acceptant et en maintenant catégoriquement le système capitaliste de production et d'appropriation, ils croient pouvoir enlever les mauvaises conséquences de ce système en exerçant l'influence prépondérante de l'Etat ;

ils cherchent donc les causes inertes des maux sociaux, non pas dans le mode de vie sociale, mais dans les lois.

Lorsque ces réformateurs sont vraiment de bonne foi et qu'ils ne tendent pas seulement à maintenir les bases mêmes de l'ordre social existant, ils font la faute de croire sérieusement que les produits de leur esprit et de leur intelligence, changés en lois nationales dans les parlements ou en règlements de police dans les conseils municipaux, peuvent efficacement diriger la vie réelle des hommes.

Au lieu de reconnaître que tous les phénomènes de transformation et de destruction auxquels les lois sont sujettes, ont pour cause cette vie réelle des peuples, ils aiment mieux croire que les articles de loi, fixés par quelque providence gouvernementale, pourront modifier et endiguer cette vie sociale si complète, si bouillonnante et si turbulente, cette vie compliquée et changeante de masses dont les groupements varient constamment.

Ils ne cherchent pas les lois de la société humaine dans la nature même, en s'efforçant de trouver leur développement naturel et en suivant la transformation des conditions vitales ; pour fabriquer leurs lois, discuter avec leurs co-réformateurs, être assis sur les sièges gouvernementaux leur suffit. Voilà donc notre vie sociale qui aurait à se modeler sur des préceptes fort adroitement inventés et très-soigneusement assortis par nos gouvernants.

Lorsque ces réformateurs voient que la vie sociale des peuples ne se règle pas d'après les articles de leurs lois ingénieuses, ils s'imaginent ne pas les avoir assez nettement formulées

et en conséquence proposent des revisions de loi.

Lorsque les lois, par leur principe même, aboutissent à aigrir les masses et à développer chez elles, dans les manifestations de leur vie quotidienne, des mouvements d'opposition, les réformateurs s'apercevant, avec étonnement et regret, que leurs lois ont eu des effets tout à fait opposés aux résultats qu'ils avaient espérés, commencent alors à proposer leur abolition, mais ordinairement avec l'intention de les remplacer par d'autres.

Même en prenant la meilleure législation, c'est-à-dire celle qui correspond le mieux à l'existence des masses populaires, on ne saurait lui donner plus de deux résultats : d'abord elle peut diriger les citoyens les plus arriérés en les forçant à ne pas perdre pied dans le cours du développement social ; puis avec le secours de la puissance gouvernementale (pouvoir exécutif), elle peut essayer de repousser dans l'ornière générale tous les éléments sociaux, qui, à son point de vue, s'avancent trop ou prennent de mauvaises directions. La législation, prise en grand et en général, n'ayant qu'une force réactive, ne précède pas le développement social, mais le suit. En aucun cas, la législation ne saurait donc diriger la vie sociale dont elle n'est, en définitive, qu'un reflet exact ou faux.

Aux réformateurs bourgeois se joignent, produites par le mouvement ouvrier même, telles personnalités qui sont en très bonne voie pour devenir des économistes ou des hommes d'Etat bourgeois ; ainsi, du reste, que ceux qui, par conviction ou inconsciemment, soutiennent le Socialisme d'Etat seulement pour ce qu'il peut avoir d'influence réglementative dans la pro-

duction déréglée de notre société capitaliste.

Assurément, la plupart de ces personnalités sont poussées dans le mouvement ouvrier par leurs sentiments et par le désir, bien compréhensible en son origine, de faire quelque chose qui puisse être utilisé immédiatement pour améliorer la situation sociale de leurs camarades combattants.

Donner l'essor au développement naturel des antagonismes de classes, favoriser ce développement afin d'atteindre plus rapidement à la fin des luttes de classes, ne leur suffit pas ; ils veulent, disent-ils, intervenir sur le champ et agir *pratiquement*.

En parlant ainsi que veulent-ils exprimer ? Sinon qu'il ne suffit pas de donner aux masses des théories plus ou moins nettement formulées sur le développement de la société dans un sens communiste, mais que ces masses ont besoin de voir des réformes réelles, de ces réformes qui peuvent les attirer pendant les périodes d'élections, lorsque la vie politique du peuple se révèle d'une manière catégorique.

Ces réformateurs parlementaires nous ressemblent donc en ce qu'ils insistent comme nous sur l'action pratique, avec cette différence, toutefois, que cette pratique ils ne veulent pas la chercher dans les masses du peuple, celui-ci n'ayant à leurs yeux qu'à leur donner son assentiment en usant du droit de vote en faveur des candidats de certaines fractions politiques. Ils ne s'adressent pas aux organisations ouvrières pour cette réalisation des réformes immédiatement réclamées, non, ils pensent trouver dans les mesures protectrices des gouvernements cette pratique dont ils se réclament tant.

En qualité d'hommes pratiques, ils se poseront, en premier lieu, ces questions :

« Qu'est-ce que désire le peuple ? Quelles réformes nous donneront le plus de succès comme réformateurs sociaux ? Les masses ouvrières ne désirent-elles pas, avec un travail moins dur, plus de bonheur et de plus grandes jouissances ? »

Eh bien, la première tâche du gouvernement est fixée. Il devra proclamer une loi qui assure la diminution des heures de travail et l'établissement d'une journée de travail maxima. Lorsque sera ainsi établie par décret gouvernemental une journée de travail de huit ou dix heures, la vie sociale se réglera sur ce précepte général et en conséquence sera satisfaite la première réclamation des masses pour un travail moins dur.

Puis le gouvernement devra prescrire que le salaire des ouvriers ne pourra être inférieur à un minimum fixé, pour les différents métiers, par convention internationale, mais pouvant être modifié d'après la diversité des conditions locales ou nationales.

Tout cela permettrait de satisfaire à la deuxième réclamation des masses ouvrières : les ouvriers avec l'augmentation de leurs salaires étant en mesure de se procurer plus de nécessaire et plus de superflu.

Une fois engrenés dans leur travail législatif, ces réformateurs sociaux passent facilement d'une mesure réformatrice à une autre.

Actuellement l'Etat se soucie de l'habillement de ses fonctionnaires ; qu'est-ce qui l'empêche de fonder des ateliers nationaux ou communaux et d'organiser ainsi sous sa haute direction une branche de métier dans lequel le

« système de la Suée » (1) est si florissant?

Lorsque l'Etat prend soin de vêtir, plus ou moins convenablement, l'armée, la police, le personnel des postes, etc., qui peut l'empêcher de fournir une tenue passable aux instituteurs, et autres fonctionnaires n'ayant pas encore d'uniforme? Avec les fournitures nécessaires à ces catégories les ateliers nationaux, fabriquant des vêtements, prospéreraient et offriraient, dans des conditions favorables, du travail à des milliers de prolétaires.

Puisque l'Etat, de nos jours même, monopolise l'exploitation de la poste, des télégraphes, comme services publics, de même qu'en France il a le monopole du tabac et des allumettes, qui l'empêche d'étendre aussi ce système de services publics aux chemins de fer, à l'industrie minière, aux pharmacies? Etc.

Qui empêche les conseils municipaux, ainsi que cela se manifeste de part et d'autre, de s'appliquer avec la haute approbation du gouvernement central au soi-disant « Socialisme Communal », et d'exploiter les tramways, les usines à gaz, les services des eaux, les bains et les piscines publics?

Est-ce que le profit industriel et commercial obtenu ainsi ne servirait pas à toute la population?

En ce qui concerne la possibilité de hausser les salaires ou de diminuer les heures de travail par l'intervention législative, ces réformateurs sociaux ne tiennent aucun compte de la vérité formulée plus haut : que le développement des rapports sociaux ne se laisse pas di

(1) « Système de la Suée » (en anglais *Sweating System*) faire suer du travail aux employés par le marchandage.

riger par des articles de loi, et que la législation ne pourrait avoir comme résultat que quelques minimes modifications, pouvant être défaites très rapidement par la continuation même du développement social.

Entrepreneurs capitalistes et ouvriers salariés resteront toujours opposés les uns aux autres dans leurs intérêts immédiats, parce qu'ils sont groupés en deux classes ayant chacune ses propres prétentions.

Caractérisons les relations, telles qu'elles existent en réalité, entre l'entrepreneur capitaliste et l'ouvrier salarié. L'entrepreneur dit : « Donnez-moi autant de main-d'œuvre que j'en puis placer, et à un prix aussi modéré que possible, afin que je puisse lutter avec mes concurrents ».

« Non, réclame l'ouvrier, donnez-moi un salaire aussi élevé que possible en échange du minimum possible de travail, afin que non seulement je puisse vivre ainsi avec les miens, mais que je conserve le plus longtemps possible ma santé et ma force de travail ».

Quand deux partis sont ainsi poussés par des intérêts différents et tendent de plus en plus à s'opposer l'un à l'autre, une seule question se pose : laquelle de ces deux forces vaincra l'autre dans la vie réelle, c'est-à-dire dans les fabriques, les ateliers, dans les conditions du travail rural.

Celui qui, dans la vie réelle est le plus fort, gagne ; celui qui, ayant besoin d'un autre, escompte l'appui extérieur, est fatalement voué à la perte.

Est-ce que, par hasard, les dispositions de quelque loi morte, seraient propres à suivre sur ce terrain toutes les vicissitudes de la lutte,

toutes les modifications des chances en faveur d'un des deux partis ?

Non, la législation ne saurait intervenir dans toutes ces complications, qu'en acceptant la tâche qui, sur les champs de bataille, incombe aux volontaires de la « Croix Rouge ». Elle ne saurait tout au plus que remettre sur leurs jambes les estropiés, les faibles, les vieillards, mais prendre part à la lutte de classes, mener, diriger cette lutte en faveur de la classe ouvrière, est une chose que la législation ne saurait jamais faire.

Qu'on écrive donc dans les lois tout ce qu'on veut, le possible et l'impossible, jamais, par le texte de ces lois, on ne forcera les patrons victorieux d'avoir pitié de leurs ouvriers vaincus, dont ils auront détruit l'organisation et qui après un mouvement de salaire perdu viendront leur demander du travail. Il se peut toutefois que l'intérêt immédiat des entrepreneurs les porte à mettre eux-mêmes certaines limites, en sorte que l'arc ne soit point trop tendu tout en ayant la ressource de pouvoir éluder et violer la loi.

D'autre part, jamais on ne pourra empêcher les ouvriers triomphant dans une grève de mettre le couteau sous la gorge des patrons, à moins que dans leurs propres intérêts ils trouvent plus utile de ne pas le faire.

Ainsi le parti le plus fort dans la lutte de classes, pourra en général aboutir à ce qu'il voudra, pourvu toutefois que l'effort ne dépasse pas ses forces ; qu'il soit soutenu ou non par la loi il accomplira son programme par la seule raison qu'il sera le plus fort.

Pas plus que dans la vie conjugale il n'est possible à la loi d'intervenir efficacement dans les rapports existant entre l'homme et la

femme, pour éviter que s'accomplisse toujours la volonté du plus fort caractère, que l'un domine l'autre, pas plus dans la vie sociale des hommes il n'est possible à cette loi d'intervenir en directrice dans la lutte de classes.

Suivons la législation du travail dans un pays, où, depuis quelques siècles, elle est pratiquée, où toutes sortes de lois sur le travail se son succédées et mutuellement remplacées, où, enfin, des études sérieuses ont été faites sur le caractère et les résultats de cette sorte de législation. Voyons l'Angleterre.

Nous y observons que sous la législation du travail le développement réel de la société tend constamment à annuler la réglementation législative des rapports de travail et cela particulièrement dans les époques où la protection de la loi fut réclamée de la part des ouvriers.

Si la tendance de la loi était opposée aux intérêts matériels des classes dirigeantes elle était violée et réellement délaissée à condition que la force économique des ouvriers organisés ne pût pas s'y opposer. Si, au contraire, elle répondait véritablement à ces intérêts de classes, elle était appliquée avec vigueur, souvent impitoyablement.

La législation du travail a toujours été en Angleterre une réflexion des rapports réels de la force économique des classes différentes.

Lorsque, au commencement du XVIIIe siècle, les ouvriers anglais s'efforçaient d'acquérir dans diverses régions du pays une hausse des salaires et une diminution de la journée de travail, c'étaient les patrons qui adressaient au parlement des plaintes sur l'esprit de révolte régnant parmi leurs ouvriers. Sur ce, le gouvernement intervenait et réprimait dans plu-

sieurs métiers les mouvements des salariés.

Il fallut que la bourgeoisie parvenue du royaume eût l'occasion de s'enrichir et de jeter les fondements du commerce et de l'industrie de l'avenir pour l'Angleterre. Mais vers la fin de ce même XVIII[e] siècle et dans le commencement du XIX[e], lorsque la grande industrie commença à se développer, ce fut au tour des ouvriers à se plaindre que les machines leur dérobaient le travail successivement dans les différentes branches de métier, pour leur substituer des masses d'ouvriers incapables, voire même des femmes et des enfants, alors qu'eux, artisans habiles, vrais maîtres dans leurs métiers, se morfondaient dans le chômage.

Ces vieilles lois, dont auparavant les patrons avaient exigé l'application, ce furent les ouvriers qui en réclamèrent le maintien, parce qu'au moins elles contenaient des dispositions protectrices de leur travail en réglant l'importation de certaines machines et la protection du système d'apprentissage.

Or, devant chacune des commissions, nommées par le Parlement, les entrepreneurs, avec une insistance intéressée, démontrèrent que l'essor de l'industrie du pays, à cette époque commençant à se développer en industrie mondiale, nécessitait l'introduction du machinisme le plus perfectionné, et, qu'en outre, les rapports de travail étaient tellement changés déjà que le long apprentissage de la période des petits ateliers était tout à fait suranné.

Les entrepreneurs avaient raison, il fut prouvé une fois de plus, que toute protection législative accordée au travailleur est forcément détruite au bout d'un certain temps par suite du développement social. A toutes les de-

mandes en faveur du maintien des anciennes lois, le Parlement anglais répondit en *1802* par le vote d'une loi en vertu de laquelle furent abrogés tous les anciens statuts concernant le travail dans les ateliers de métier.

Dans le courant du XIXe siècle, d'autres expériences n'ont pas manqué à la classe ouvrière d'Angleterre.

Toutes sortes de prescriptions légales se succédèrent dans ce siècle ; malheureusement, quand elles étaient dans l'intérêt des ouvriers, elles ne pouvaient être maintenues qu'autant qu'elles répondaient à ce que ceux-ci avaient pu déjà acquérir par la force de leur organisation dans la vie réelle même.

Chaque fois, cependant, que dans le cours de ce siècle, le commerce et l'industrie anglais furent frappés de crises, l'affaiblissement de l'organisation ouvrière, qui en était la conséquence, montra que la législation du travail était peu capable d'exercer une influence efficace par ses propres forces.

Bien que la liberté des ouvriers, relativement à leur organisation, eût été reconnue catégoriquement par la loi, les patrons refusaient simplement de donner un emploi aux ouvriers membres d'un syndicat, voulant maintenir ce qu'ils avaient si péniblement conquis.

Pendant la fin du XIXe siècle l'incapacité de la législation s'est maintes fois manifestée, en tout ce qui regarde les questions de salaires. Toutes les questions regardant le contrat de travail étaient résolues entre les partis eux-mêmes, soit par une lutte directe, soit par entente. La législation ne pouvait exercer d'autre fonction que de constater le gain ou la perte des partis combattants.

En ce qui concerne au contraire les questions relatives à l'inspection des ateliers et des fabriques en vue de l'amélioration des conditions sanitaires du peuple, la législation pouvait au moins intervenir.

On allège la servitude de l'esclave en prenant un peu plus de soin de sa prison et en blanchissant, en nettoyant sa cellule.

Nous faisons cette dernière remarque, pertinemment convaincu que dans l'avenir les gouvernements tenteront de faire quelque chose en faveur de la classe ouvrière, par exemple au moyen de pensions de retraite pour les vieillards ou les invalides. Cette certitude se place à côté de cette autre : que toutes les réformes de cette sorte contribuent à renforcer le pouvoir de l'Etat sur les individus.

Considérons maintenant une autre région du monde, où le capitalisme s'est développé d'une manière plus formidable encore qu'en Angleterre : Les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale.

Dans cette confédératiòn, la législation reste également en retard, et ne sert qu'à sanctionner ce que les ouvriers ont déjà réellement acquis ; pour tout ce qui est au-delà, la législation du travail, non seulement reste lettre morte, mais, sous des conditions données, nuit même aux intérêts des ouvriers en devenant, entre les mains des grands entrepreneurs, un instrument approprié à leurs vues.

Il y a quelques années, en 1894, *Debs* et les membres de l'administration de l'*Union Américaine des chemins de fer* (American Railway Union) furent arrêtés par suite d'un mouvement gréviste du personnel des chemins de fer, et furent poursuivis en raison d'une loi de com-

merce existant entre les différents Etats de l'Union, la *Inter State Commerce Law*, loi soi-disant destinée à réprimer les machinations des administrations des chemins de fer. Jamais on n'avait entendu parler d'une poursuite exercée contre les compagnies de chemins de fer en vertu de cette loi, ce qui n'empêcha pas cette même loi d'être dirigée contre les ouvriers qu'elle devait protéger, de les faire poursuivre et de les faire condamner.

Voilà les exemples que, cent fois par jour, la réalité nous offre aux Etats-Unis. C'est la plainte commune aux ouvriers de tous les corps de métiers de l'Union.

Que peut faire la loi contre ce développement gigantesque du capitalisme ? Qu'exiger d'elle contre cette cause d'accroissement de la misère et des servitudes, cause universelle, commune aux prolétariats de tous les pays ? Quelle peut être son action contre l'agglomération des grands capitaux, contre la formation des *trusts*, ou contre l'adoption de nouvelles machines, adoption qui augmente continuellement l'armée de réserve du travail, en jetant de plus en plus sur le marché des masses de prolétaires sans travail ? Peut-elle par exemple réagir contre la disparition de métiers et de petites industries, remplacés par d'autres métiers florissant cependant en peu de temps ?

Dans toutes ces questions la loi est incompétente, elle ne peut intervenir, elle est incapable même d'enregistrer toutes les modifications qui se présentent dans les rapports du travail, encore plus le sera-t-elle si on avait l'inconséquence de lui demander de les diriger.

Il y a lieu ici de s'arrêter au fait incontes-

table que par le développement continuel de la législation protectrice du travail sur les bases de la société capitaliste, la propriété privée, ainsi que sa conséquence le salariat, sont forcément maintenues, tandis qu'en même temps la puissance de l'Etat est constamment renforcée relativement aux conditions de travail des salariés.

Caractérisons un peu plus ce courant gouvernemental qui se manifeste dans tant de pays à la fois et que nous avons indiqué déjà sous le nom de *Socialisme d'Etat*.

Selon le Socialisme d'Etat, ayant atteint son entier développement, ce ne sera pas aux ouvriers organisés, aux unions de producteurs qu'appartiendrait la direction de toutes les grandes entreprises financières, industrielles, commerciales, mais à l'Etat, c'est-à-dire au gouvernement central de l'empire, de la province ou de la commune, centralisation qui accaparerait également l'agriculture en la menant peu à peu sous son administration propre. Les membres des corporations gouvernementales pourraient être élus soit par le suffrage universel, soit par tout autre système de nomination.

En tout cas, ce sera le gouvernement central qui laissera diriger et administrer par ses fonctionnaires les sources vitales des peuples ; avec ces sources il entretiendra l'armée de ses fonctionnaires d'Etat et donnera aux masses populaires tout ce dont celles-ci auront besoin afin de pourvoir à leurs besoins matériels et intellectuels.

Ainsi l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement de l'empire, de la province, ou de la commune, ne se contenterait pas de diriger et d'administrer

l'industrie de son ressort respectif, transport des voyageurs, des marchandises, des lettres, des dépêches, commerce, agriculture, mais il se chargerait aussi de l'instruction de la jeunesse, du traitement des malades, des prisonniers, du pensionnement des vieux ouvriers, des invalides, et réglerait les divertissements publics : théâtres, halls musicaux, bains, etc.

Sous ce régime de Socialisme d'Etat ayant atteint le maximum de son développement, le gouvernement central sera donc la toute-puissance, le *pater omnipotens*, le grand régisseur de la vie économique, politique, intellectuelle et morale de nos peuples civilisés.

Lorsque, dans l'avenir, l'Etat exercera non seulement une tutelle perpétuelle sur les rapports de travail, mais se présentera comme entrepreneur national, départemental ou communal — pour nombre de branches industrielles, commerciales et même rurales — il aura mis sous sa domination directe une certaine partie de la population de chaque pays assurément plus considérable que celle qu'il commande actuellement et destinée à augmenter toujours.

Ainsi se développera un système de tyrannie insupportable auquel à la longue ne serait plus applicable que le nom de « servitude d'Etat ».

La monopolisation des usines à gaz, des conduites d'eau, des tramways par les administrations communales, des chemins de fer par le gouvernement central du pays et d'autres mesures du Socialisme d'Etat de la même sorte sont pourtant mises à l'ordre du jour par certains courants du mouvement ouvrier international, principalement par les soi-disant social-démocrates de différents pays.

Il est vrai que la Social-Démocratie, tout en réclamant de telles mesures gouvernementales, se déclare cependant en principe contre le Socialisme d'Etat.

Dans une résolution, votée à un des congrès nationaux de la Social-Démocratie allemande (Congrès de Berlin, 1892) on peut lire ceci « que la Social-Démocratie et le Socialisme d'Etat sont des antinomies absolument inconciliables ».

En vérité, pour les social-démocrates de nos jours, il ne s'agit que de savoir si les autorités qui représentent le pouvoir d'Etat s'appellent « social-démocrates » ou bien « radicaux » ou « libéraux ». Quant au fond, le système est le même.

Quoique les mesures caractérisées plus haut — mesures tendant à faire exploiter par l'État les grandes sources vitales des peuples, — soient propagées et proposées par les soi-disant social-démocrates, elles restent quand même des mesures de Socialisme d'Etat, ou pour caractériser mieux encore la conservation du salariat, ce sont des mesures de « Capitalisme d'Etat » (cette dernière expression est de *Liebknecht*, qui attaqua lui-même le Socialisme d'Etat au Congrès de Berlin.)

Ces mesures gardent leur caractère de Capitalisme d'Etat sous un gouvernement social-démocrate comme sous n'importe quel autre, car elles ne signifient pas *socialisation*, *mise en communauté* des établissements de production et de distribution, mais bien *monopolisation par l'Etat* de ces fonctionnements sociaux, pour la bonne raison que la direction de ces établissements ne sera pas opérée par les producteurs mais sera sous la coupe de différentes corporations gouvernementales.

Le prolétaire, l'ouvrier salarié d'une usine à gaz ou d'une conduite d'eau communale, le conducteur de tramway communal ou de chemin de fer d'Etat, l'ouvrier cigarier et l'ouvrière allumettière travaillant dans une fabrique d'Etat, s'ils ne sont plus des salariés ayant pour maître un entrepreneur particulier ou une société anonyme d'actionnaires, auront seulement changé de patron, étant devenus des salariés de l'Etat ou de la Commune.

Qu'ils travaillent pour le particulier ou pour l'Etat, ils ne perdent plus cette qualité de salariés, ils sont toujours au service de certaines corporations dont les membres peuvent leur être aussi inconnus et indifférents que les actionnaires d'une société anonyme constituée pour l'exploitation d'une entreprise particulière quelconque.

Les ouvriers salariés entrant au service de l'Etat ou de la Commune ne deviennent pas pour cela leurs propres maîtres, ils ne dirigent pas les entreprises où ils travaillent.

Ce Socialisme d'Etat ne fait donc que transporter l'autorité exercée sur les ouvriers, des entrepreneurs particuliers ou des sociétés anonymes aux corps gouvernementaux et ce système, en concentrant ainsi à la longue toutes les formes d'autorité entre les mêmes mains, celles du gouvernement central, développe cette autorité jusqu'à une tyrannie insupportable.

Car, ainsi que le dit si bien *Herbert Spencer*, en nous avertissant de l'esclavage futur qui nous attend : « Un corps cohérent, relativement petit de fonctionnaires ayant des intérêts communs et agissant sous la direction d'une autorité centrale, a un immense avantage sur un public incohérent qui n'a point de règle fixe de

conduite et ne peut être amené à agir de concert que sous l'empire d'une forte provocation (1). »

Dans la constatation de ce fait, le partisan du communisme libre propageant un nouvel ordre social et le libéral-conservateur *Herbert Spencer*, qui se place sur la base de la conservation de la propriété privée, tombent d'accord.

Si les ouvriers salariés, dans leur lutte contre les entrepreneurs particuliers, peuvent généralement trouver dans la grève un moyen de défense de leurs intérêts, il est excessivement difficile, quelquefois impossible même aux salariés de l'Etat d'employer cette action de résistance agressive.

L'Etat, entrepreneur en plusieurs branches de métier similaires à celle où éclate une grève, pourra, bien plus facilement que les entrepreneurs particuliers, amener les intrigants disposés à supplanter les ouvriers grévistes ; d'un autre côté, les ouvriers d'Etat en abandonnant leur travail seront à la fin combattus avec leurs propres contributions. Dès ses débuts, une grève des ouvriers employés par l'Etat, montrerait forcément le caractère d'une révolution contre l'autorité qui se servirait contre eux non seulement du pouvoir judiciaire et militaire, mais en même temps du pouvoir social de l'entrepreneur, ces trois formes du pouvoir économique étant unies sous une seule direction centrale.

Pour caractériser le danger qui menace nos peuples modernes dans cette centralisation de

(1) Voir l'article : « L'esclavage futur » dans *L'individu contre l'Etat*, par H. Spencer. Traduction française. Paris, chez Félix Alcan, p. 42.

pouvoir entre les mains du haut gouvernement, je me réfère à ce qui est arrivé à Paris pendant la Commune de 1871, dans les bureaux de poste :

Le 31 mars, dit le rapport publié par le *Journal Officiel* de la Commune, la capitale se réveillait sous le coup d'une indignation spontanée et manifestée bruyamment par le fait que les bureaux de poste de Paris, qui fonctionnaient la veille, se trouvaient tout à coup fermés et vides de leur personnel. Il s'agissait d'une mesure politique du gouvernement de Versailles.

C'était évidemment sous son influence que le directeur, *M. Rampont*, après avoir désorganisé le service avait pris la fuite. Le délégué de la Commune chargé de la direction générale des postes ne trouva qu'une partie du personnel comme un « état-major sans cadres » car, à part quelques rares exceptions, les commis avaient suivi l'exemple de leur chef en emportant argent, timbre et matériel. Durant plusieurs semaines Paris sentit les conséquences de cette manœuvre, et si malgré les obstacles suscités la Commune réussit à asseoir un service quelque peu stable sur les restes de l'ancienne administration, le rapport du Conseil d'administration témoigne qu'on avait rencontré « plus de zèle que d'aptitude » en escomptant la bonne volonté publique.

Aussi se serait-on trouvé singulièrement embarrassé si par une combinaison adjuvante de l'administration versaillaise, refusant à Paris la correspondance des départements, le service ne se fût trouvé réduit à une simplicité pour ainsi dire réglementaire (1).

(1) Voir le rapport du conseil d'administration dans le n° 113 (du 23 avril 1871) du *Journal Officiel de la République française.*

Si dans une période de troubles sérieux, une seule mesure politique du gouvernement central, ne concernant qu'une branche de service public, peut causer une telle désorganisation et créer ainsi de grandes difficultés pour les masses populaires inexpérimentées, que devrions-nous attendre si l'Etat accaparait l'une après l'autre toutes les grandes sources vitales de la population ?

Ce danger s'accroît encore du fait que les fonctionnaires d'Etat, entre les mains desquels se trouvera la direction effective de la vie du peuple, se sentant alliés par leurs intérêts immédiats, finiront par former une corporation spéciale, une caste même, qui se développera, suivant sa nature intrinsèque. Il se créera ainsi une sorte d' « Etat dans l'Etat », analogue à celui que formèrent la noblesse et le clergé pendant la période féodale de la société, et comme en forme dans nos temps modernes la ploutocratie.

Chaque nouvelle mesure de législation protectrice du travail, chaque nouvelle mise en exploitation par l'Etat d'une branche de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, aura pour effet de renforcer cette corporation de fonctionnaires, et établira de plus en plus la suprématie de ces fonctionnaires sur le travail et sur toute la vie sociale d'une masse de citoyens dont le nombre augmente constamment.

Aussi, qu'on ne croie pas que cette bureaucratie fraternise jamais avec les masses ouvrières, elle ne fera que se développer en aristocratie de ronds-de-cuir. L'influence du suffrage universel, soi-disant propre à renouveler toujours cette bureaucratie nécessaire, n'est qu'illusoire en ce cas.

Le suffrage universel pourra bien substituer Pierre à Paul, mais il ne pourra pas empêcher que Pierre, en entrant dans la corporation, ne suive la même conduite que Paul, puisque cette corporation spéciale se développerait d'après sa propre nature, dirigée uniquement par ses seuls intérêts de corps.

Le suffrage universel ne saurait empêcher non plus, que Paul, non réélu, ne soit dédommagé de son échec par les amis qu'il aurait conservés dans le milieu qu'il abandonnerait forcément.

Nous en avons l'exemple tous les jours; les blackboulés, candidats du gouvernement, sont généralement pourvus d'une sinécure quelconque. En France, et partout ailleurs, cette tactique de secours mutuel est universellement employée.

Pour le processus de développement que nous suivons il est absolument indifférent que les gouvernements s'intitulent libéraux, cléricaux, radicaux ou social-démocrates (1).

(1) Les dénominations, en fait, doivent nous être quelque peu indifférentes, étant donné que leurs significations varient continuellement et sont relatives au développement qu'atteignent les partis politiques qui s'en affublent.

Quelle différence pouvons-nous faire réellement entre la signification attachée actuellement au nom de *social-démocrate* et celle qu'on lui donnait il y a dix ou vingt ans.

Autrefois ce nom désignait un parti révolutionnaire ne tendant à rien moins qu'à bouleverser les bases mêmes de la société capitaliste.

Nous-mêmes — et combien d'autres avec nous — avons autrefois compris sous ce terme social-démocratie, un système de *socialisme démocratique* basé sur une sorte de *communisme de bas en haut* et opposé au système *de communisme autocratique ou patriarcal.*

A l'heure actuelle la signification attribuée à ce terme

Il est indéniable qu'une caste privilégiée se développe de plus en plus, caste s'emparant progressivement des titres et emplois lucratifs.

L'aristocratie actuelle suit celle du passé, surtout dans ses fautes.

Sous Napoléon Ier, ne vit-on pas les républi-

social-démocrate est généralement celle que lui donne la Social-Démocratie allemande, et désignant une démocratie, envisageant un certain nombre de *réformes sociales* qui cependant ne détruisent nulle part les bases de la société bourgeoise et qui aboutissent au Socialisme d'Etat. Ce mouvement social-démocrate met absolument au second plan les anciennes tendances véritablement socialistes et communistes et se borne à réclamer de plates réformes immédiates.

Même parmi les social-démocrates qu'on pourrait appeler les « têtes » du parti il y en a beaucoup qui considèrent le socialisme ou le communisme comme des « utopies », et la plupart d'entre eux ne peuvent réellement être séparés des réformateurs bourgeois qu'à une certaine époque ils combattirent avec tant d'ardeur.

Bien mieux, à certains de ces pseudo-révolutionnaires l'idée de la Démocratie commence à échapper, elle fuit de leurs conceptions politiques ; de ces réformateurs, certains tiennent le prolétariat moderne pour incapable de se servir du pouvoir public d'une manière sérieuse et féconde en résultats efficaces, en supposant qu'il soit à même de conquérir ce pouvoir dès maintenant.

Le député au Reichstag allemand, *George von Vollmar*, dit au congrès national de la Social-Démocratie allemande (Stuttgard, 1898).

« Il ne pourrait arriver de plus grand malheur à la Social-Démocratie allemande, que de nous voir prématurément en état de prendre possession du pouvoir politique, car nous ne serions pas aptes à en faire un usage utile et à le détenir. »

(Voir le compte rendu officiel du congrès en texte allemand, p. 106).

C'est ce même *M. Vollmar* qui, au même congrès national, prétendit que les ouvriers de Paris n'auraient guère plus mal servi leur cause si, pendant les jours de la Commune de 1871, ils avaient « dormi ». Il ne savait pas, assurément, que les affamés ne peuvent dormir !

cains se lancer en véritable meute à la curée des titres, des sinécures grassement rétribuées, et se transformer du jour au lendemain en ducs, comtes et barons, fonctionnaires chamarrés ? A notre époque même ne voit-on pas des parvenues américaines, filles de milliardaires ayant acquis leurs fortunes dans le négoce des charbons, des pétroles, des porcs, remplacer leurs noms roturiers par les titres de la plus vieille noblesse d'Europe, en se mariant avec des marquis, des comtes, des lords, ruinés, ataxiques, mais qui leur permettent de se donner des airs de l'autre siècle.

Nous n'aurions rien d'autre à attendre d'un gouvernement de fonctionnaires !

L'ouvrier ainsi asservi par la bureaucratie perdrait peu à peu, et plus encore que maintenant, la capacité de contrôler son propre travail ; de plus en plus il deviendrait inapte à l'autonomie.

Les peuples s'habituant à être gouvernés dans toutes leurs manifestations, verraient se diminuer de génération en génération l'initiative libre, si nécessaire cependant à tout progrès ; gouvernants et gouvernés finiraient alors par former deux classes absolument séparées et n'ayant plus aucune similitude.

Tout ce que nous avons exposé plus haut nous conduit toujours à cette conclusion historiquement et économiquement incontestable, que l'action réformatrice dans les Assemblées législatives doit aboutir inévitablement au Socialisme d'Etat.

Il est vrai que ce fait est encore discuté.

— Ayant conquis la majorité dans le parlement, nous nous servirons du pouvoir politique

pour révolutionner la société. Nous nous emparerons des pouvoirs publics dans l'Etat pour les faire servir à notre action dans une direction communiste sur la structure économique de la société.

Voilà ce que nous disent certains social-démocrates qui forment la gauche des réformateurs parlementaires.

Mais leur projet est une impossibilité. Tout d'abord, un parti révolutionnaire obtiendrait-il la majorité dans l'une ou l'autre Chambre qu'il n'aurait nullement entre ses mains ce qu'on appelle les pouvoirs publics.

Seraient-ils les maîtres du Parlement qu'ils auraient contre eux le pouvoir exécutif qui dispose de l'armée, de la police et le pouvoir judiciaire avec tout son appareil de répression. Ce n'est que par exception, et dans les cas les plus favorables en apparence, comme en Amérique, que, dans nos pays modernes, le suffrage universel peut exercer directement et effectivement quelque influence sur la composition du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire.

Pour révolutionner les rapports économiques de la société capitaliste, le prolétariat moderne, même s'il pût compter sur la majorité dans les Chambres, devrait encore recourir à la force matérielle en dehors du parlement.

Le prolétariat y serait contraint de nos jours comme le parlement anglais sous *Cromwell* contre *Charles Ier* et l'Assemblée Nationale en France contre le gouvernement de *Louis XVI*.

Ici les utopies théoriques ne sauraient nous servir, la société humaine ne dépendant pas de quelques spéculations philosophiques sur la « loi » ou le « droit », mais des rapports de force économique qui, eux, existent réellement.

Aussi un parlement, par sa constitution même, n'est-il pas appelé à élaborer ni à préparer des mesures essentiellement communistes.

Quoique un membre d'une Assemblée législative puisse employer la tribune à interrompre le cours régulier des discussions parlementaires de discours communistes, ce mode de propagande ne favoriserait aucunement la tactique de réformation parlementaire. Au contraire, il paralyserait l'action du pouvoir législatif et il aiderait à compromettre encore, plus qu'il ne l'est déjà, le régime de gouvernement parlementaire.

Ah ! que cela serait beau, dit peut-être le vrai ennemi du parlementarisme.

Oui, à condition, toutefois, que cela puisse durer.

Pourtant, c'est avec une telle propagande, que l'on qualifie de communiste, qu'à la longue le communisme se trouve sérieusement compromis ; on condamne le parlement à l'inaction complète, en lui empêchant de réaliser des réformes. Au point de vue du réformateur se disant socialiste, c'est une conduite incompréhensible qui ne fait que troubler les séances de l'Assemblée législative et augmenter l'exaspération des masses populaires contre ce même gouvernement, qu'on croit apte, suivant ses propres théories, à perfectionner l'organisation de la société.

A la longue une telle situation devient insupportable, non seulement pour le gouvernement, mais plus encore pour le député qui veut faire de la propagande communiste tout en se refusant à collaborer aux travaux réguliers du parlement.

Nous ne nous attendons pas à ce que cette

première critique convainque les partisans de l'action parlementaire parmi les socialistes.

On ne saurait nier, disent-ils, que parfois, dans le parlement ou dans un conseil municipal, il y ait quelque chose à faire, il y ait certaines mesures à prendre qui soient aptes à soulager un peu le sort non seulement d'une partie de la classe ouvrière (cela diviserait les ouvriers et séparerait certains des plus privilégiés d'entre eux des grandes masses du prolétariat) mais bien de la population ouvrière en général.

Nous ne contesterons pas que certaines réformes profitent à la population tout entière et par conséquent aux masses ouvrières. Nous serons les derniers à considérer comme nuisibles toutes les réformes, sans distinguer entre elles, ou à prétendre que c'est la misère et l'abrutissement général de la population qui nous amèneront dans l'avenir à une forme supérieure de la société.

C'est une théorie surannée et tout convaincu que nous soyons de l'impossibilité pour le prolétariat de parvenir à une amélioration durable de ses conditions sociales sur les bases de la société capitaliste, nous n'appartenons pas à ceux qui vont jusqu'à prétendre que toute amélioration de la situation des masses sert surtout au maintien et au renforcement de la société existante.

Cela est absolument faux. L'amélioration de l'instruction de la jeunesse et le développement intellectuel général des masses ne sert pas plus au maintien de la société capitaliste que certaines améliorations hygiéniques ou l'abolition des lois qui gênent l'organisation des ouvriers. De telles réformes, sans conteste, ont une in-

fluence révolutionnaire et en général elles doivent être extorquées aux classes dirigeantes. Si vrai qu'il soit que les gouvernants ne font ces réformes que lorsqu'ils se sentent poussés par leurs propres intérêts, il serait contraire à la vérité de vouloir, *a priori*, dénier à ces réformes tout effet salutaire.

Cependant les gouvernants seront plus favorables aux réformes au fur et à mesure qu'ils voient les masses populaires se développer d'elles-mêmes économiquement, intellectuellement, moralement et que le peuple, même sans s'occuper des intentions des autorités, commence à réaliser dans la vie journalière ce que les législateurs manquent toujours de faire.

On aurait donc tort de vouloir faire servir le mouvement ouvrier à l'agitation parlementaire en vue de quelques petites réformes à établir dans la société capitaliste par voie législative ; mais on aurait tort aussi de traiter toute réforme comme nuisible en soi. Les masses ne peuvent pas avoir confiance dans les sectaires qui leur exposent les conditions sociales d'une façon injuste.

Par occasion, les corps gouvernementaux peuvent effectuer quelque amélioration sociale non seulement dans le domaine législatif, mais également dans le domaine administratif. Pourquoi le nierions-nous ? On ne peut prétendre qu'il soit indifférent pour la population ouvrière que les magistrats d'une commune posent les réverbères dans les quartiers populaires ou bien dans les quartiers riches, qu'ils prennent soin ou non d'un bon pavage et de la propreté des quartiers ouvriers.

Je me rappelle une réunion publique en période électorale où un candidat social-démocrate

tâchait de convaincre son auditoire de tout ce qu'il y aurait à changer et à réformer dans leur quartier : — Dans votre quartier, disait-il, il n'y a pas assez d'urinoirs ! Personne ne saurait le nier. — La barrière de la voie ferrée dans la rue de X expose la population ouvrière à un péril constant ! On n'aurait pu dire : Non.— Le gaz, continuait l'orateur, livré par la compagnie aux ouvriers diamantiers, qui en ont toujours besoin pour leurs établis, est payé par eux à un prix de deux centimes au-dessus du prix moyen payé par les grands industriels — et c'était bien la vérité.

J'ai prétendu cependant que ce n'est pas notre tâche dans le mouvement ouvrier de nous occuper d'urinoirs et de réverbères ou du pavage et des cloaques communaux. Nous pouvons faire un meilleur usage de notre temps et de notre énergie.

Certains politiciens social-démocrates affirment qu'il est faux qu'ils ne puissent, dans les corps gouvernementaux, rien faire autre que de réaliser de petites réformes sans grande importance pour le renouvellement de la Société.

Nous proposerons des réformes qui attaqueront immédiatement les bases de la propriété privée, nous disent-ils, des réformes telles que *l'abolition du droit de succession*, nous ferons « payer les morts pour les vivants ».

Mais, il semble puéril de le répéter, de telles réformes ne sont pas à faire par les parlements modernes. Y a-t-il plus de raison d'abolir ainsi le droit de succession que, par exemple, l'échange des marchandises ou le mariage ?

Tant que les moyens de production, le sol, les instruments de travail, et, par conséquent, les produits eux-mêmes appartiendront aux in-

dividus en propriété privée, nulle législation ne saurait nous empêcher de transmettre notre propriété à d'autres personnes, soit par testament exécutable à notre mort, soit, si cette manière nous était rendue impossible, par don pendant notre vie même.

Ce qui est la caractéristique essentielle de la propriété, nous le répétons ici, c'est précisément cette faculté d'en disposer librement pour le possesseur.

Le droit d'héritage a le même fondement économique que le parlement lui-même; réclamer du parlement l'abolition de ce droit est vouloir une impossibilité.

Le mouvement en faveur de la nationalisation du sol qui a pris de l'essor ces dernières années dans différents pays, nous fournit encore un exemple pénible de l'esprit de sujétion, qui porte à rechercher l'appui des gouvernements pour la réalisation de certaines utopies.

Les partisans de cette réforme tendent à confisquer partiellement la propriété foncière *en absorbant la rente par les impôts*. Ils sont, à ce point de vue, les disciples de l'écrivain américain, *Henry George*, l'auteur de *Progrès et pauvreté*.

En même temps que l'abolition de *tous les autres impôts*, ils réclament l'introduction d'une *taxe unique* (*single tax*), portant sur les valeurs foncières. Si l'impôt foncier, disent-ils, égalait presque la rente foncière, personne ne pourrait songer à prendre la terre sans la cultiver ; par conséquent, elle serait à la disposition de tous ceux qui voudraient en faire usage.

C'est naturellement le gouvernement central de chaque pays que l'on devrait charger de l'exécution de cette mesure fiscale.

Certains partisans de la socialisation du sol vont moins loin. Au lieu de réclamer, avec *Henry George*, la confiscation de la rente foncière, c'est-à-dire l'expropriation pure et simple des propriétaires, ils se bornent à préconiser un rachat légal.

Mais, cependant, ce serait encore au gouvernement que l'on devrait confier l'exécution de cette mesure.

On commencerait par estimer toutes les parcelles de terrain situées dans les communes ; puis on proclamerait une loi qui conférerait à l'Etat ou aux communes le droit d'exproprier, moyennant le versement du prix fixé, tous les propriétaires de leurs biens fonds. Ce prix, ainsi que les dettes hypothécaires, ne dépassant pas la somme fixée, serait payé trimestriellement par la nation.

Nous n'insisterons pas sur la bizarrerie qu'il y a à vouloir indemniser tous les propriétaires sans distinction. Parmi ces propriétaires ne se trouve-t-il pas en effet des usurpateurs, qui, de génération en génération, ont possédé en propriété privée une des sources de la vie humaine, ont monopolisé une partie du sol, vivant ainsi du travail d'autrui ! Ce serait accorder une indemnité aux exploiteurs, après que l'exploitation elle-même aurait vécu.

Nous n'appuierons pas non plus sur l'inégalité du traitement que les partisans de la nationalisation du sol veulent infliger, d'une part, aux propriétaires fonciers, de l'autre, aux capitalistes industriels, commerçants ou entrepreneurs de transports. Les nationalisateurs du sol appartenant à l'un ou à l'autre système, n'ont pas su éviter d'employer deux poids et deux mesures.

Puis, dans les conditions mêmes les plus favorables et dans chacun des systèmes de nationalisation que nous avons décrits plus haut, on s'en tient toujours à une demi-mesure qui n'attaque pas dans sa racine l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces mesures libéreront peut-être la masse de certaines charges, l'affranchiront peut-être de certains impôts, mais elles ne lèveront pas la nécessité où elle est de se louer, de vendre sa force de travail et sa personne même et de la mettre au service d'autrui, soit de particuliers, soit de l'Etat.

Mais même en faisant abstraction de tout ce que nous venons de dire, nous ne pouvons prendre au sérieux les mesures précédentes. Nous ne pouvons leur accorder que l'importance que l'on attribue à des utopies qui témoignent d'une invention ingénieuse, mais ne possèdent pas de mérite réel.

En effet, dans notre société capitaliste, le gouvernement qui lève les impôts ne se résoudra, dans aucun pays de vieille civilisation, à réaliser la nationalisation du sol. Il ne la réalisera pas, ni en indemnisant, ni sans indemniser les propriétaires.

Même dans l'hypothèse du rachat, l'Etat capitaliste n'ira pas jusqu'à enlever aux propriétaires fonciers une force naturelle productive, la terre, pour leur donner des obligations sur le papier.

Les leçons séculaires que nous donne l'Histoire, auraient dû interdire de présenter au peuple de pareilles billevesées.

Quand, dans notre société capitaliste, le gouvernement qui est chargé de défendre la propriété propose des mesures législatives tendant à augmenter le droit d'expropriation, l'expérience

nous montre qu'il s'agit toujours de cas spéciaux : on veut, par exemple, permettre aux fabricants de s'approprier à vil prix les terres des paysans qui habitent dans le voisinage des villes. « Protéger » de cette manière, ou par d'autres mesures de la même espèce, « l'industrie nationale », voilà à quoi s'entend le gouvernement central dans une société capitaliste. Il faut remarquer en passant, que des mesures qui font ainsi passer les biens-fonds des mains d'un propriétaire en celles d'un autre, n'ont pas de rapport avec l'expropriation communiste des propriétaires fonciers.

Si le parlement et le pouvoir exécutif étaient des puissances nouvelles destinées à répondre aux exigences d'une population flottante, si, dans nos pays modernes, à ce point de vue, les conditions sociales étaient semblables à celles que l'on rencontre en Nouvelle-Zélande ou dans d'autres colonies anglaises, en Australie, nous pourrions nous attendre à quelques mesures d'expropriation atteignant la propriété personnelle de la terre. La législation pourrait, en ce cas, sanctionner la prise de possession effectuée par la masse des nouveaux colons, au détriment des premiers occupants et des indigènes.

Dans les pays où la civilisation capitaliste est implantée depuis longtemps, le gouvernement a pour tâche de maintenir l'ordre social existant et de remplir tous les devoirs de cette charge.

Nous rencontrons chez les réformateurs sociaux de notre bourgeoisie, toujours la même naïveté et la même futilité dans l'utopie.

Si, vraiment, le parlement était capable de réaliser des réformes à tendances communistes,

la participation active de la classe ouvrière à ce qu'on nomme « l'action parlementaire », pourrait sérieusement nous servir dans un sens réellement révolutionnaire.

Si le parlement pouvait réaliser une seule réforme comme « le pain gratuit », il se révélerait assez utile, à notre point de vue, pour que nous nous en occupions en communistes révolutionnaires.

Dès le moment où l'on pourrait envisager le pain comme l'on envisage l'air, ou l'eau potable, dès le moment où chacun pourrait se rassasier de ce produit, suivant ses besoins, la lutte du prolétariat moderne contre l'oppression capitaliste aurait changé de caractère ; aucune grève ne pourrait être perdue par les ouvriers organisés.

Mais attendre, dans notre société capitaliste, une réforme comme celle du « pain gratuit », c'est absolument déraisonnable, surtout parce que cette réforme doit émaner d'un pouvoir législatif qui, reposant sur des bases capitalistes, ne peut être que capitaliste sous peine de ne pas exister. Ce pouvoir législatif ne peut donc aider à saper un régime social dont il est issu et qu'il est appelé à diriger.

Le parlement, ne pouvant intervenir dans les réformes sociales qu'en instrument de la société capitaliste, doit nécessairement déposer entre les mains du gouvernement central toute la direction ou surveillance du travail des citoyens.

En s'avançant graduellement dans ce sens, il réalise donc le programme entier des socialistes d'Etat que nous nous sommes attachés à développer plus haut.

Quelles sont les conséquences de la propagande socialiste dans le parlement pour cette institution même? Il y avait déjà dans les parlements modernes toutes sortes d'animosités politiques, religieuses, nationalistes et même ethniques. De nouvelles hostilités, produites par la Question Sociale, y furent introduites par le désir chimérique de certains socialistes peu convaincus. Ils ont cru que ces parlements s'occuperaient d'affaires non seulement tout à fait hors de leur compétence, mais, qui plus est, dont la solution battrait forcément en brèche le régime capitaliste.

Ces diverses zizanies ont encore plus paralysé l'action, déjà si peu efficace cependant, des parlements et les a rendus l'objet de la risée de tous les hommes sérieux.

Dans notre société capitaliste, quelle institution, qui soit plus triste et méprisable que le parlement?

Quelle est en réalité la besogne, l'œuvre de ce pouvoir apparent, divisé en partis, subdivisé en groupes et fractions? Que peut-on au juste démêler dans ce disparate assemblage de conservateurs, de libéraux, de cléricaux, de radicaux, de social-démocrates, de socialistes, de nationalistes?

Quel spectacle nous offre-t-il? Celui d'une lutte, fatigante par sa futilité, entre mille coteries politiques, que guident les intérêts personnels, les viles rancunes privées et politiques, petites agitations d'individus mesquins, mais qui usent cependant le temps, la force d'un peuple — véritable foire aux vanités!

Celui qui observe attentivement de la tribune publique, voit se remuer ainsi tous ces pitres-politiciens, qui se croient tous des hommes

d'Etat; et en voyant s'agiter parmi eux les petites passions humaines, il passera aisément sur les différences théoriques qui les séparent et comprendra qu'ils n'ont tous qu'un seul but: assurer la victoire du groupe auquel ils appartiennent, établir la prédominance de ce groupe sur ses rivaux, partout où le bon succès du tournoi parlementaire fait surgir des combinaisons politiques et des compromissions réciproques.

Mais l'intérêt même du groupe disparaît vite devant l'intérêt purement personnel, et pour tous le mobile des actes est le désir d'être pourvu d'un portefeuille ministériel, leur donnant une plus grosse part au râtelier gouvernemental.

Dans ce milieu la lutte des grands principes est rejetée dans l'ombre. Et de fait il ne peut s'agir de grands principes dans la lutte parlementaire, puisque l'influence du parlement est restreinte à lui-même et que tous les combats de principes se décident en dehors de lui, dans la vie courante du peuple.

Les députés, de quelque parti qu'ils soient, sentent bien que le monde politique est un monde à part, isolé de la société réelle; aussi n'y laissent-ils pas pénétrer facilement l'influence extérieure. Quoique se combattant mutuellement, ils se ressemblent tous, ils ont surtout un point commun: c'est qu'ils s'occupent peu, souvent même pas du tout, des vœux de ceux qui les ont élus, du jour où ils ont conquis leurs sièges de représentants. Les conditions dans lesquelles ils prennent possession de ces sièges leur disent du reste assez que leur responsabilité vis-à-vis des électeurs est fort minime.

Au lieu que la population dirige elle-même

ses propres intérêts, par le régime parlementaire elle abdique sa souveraineté entre les mains d'un certain nombre de personnages politiques, plus ou moins recommandables, personnages dont le plus grand souci — l'Histoire nous l'a démontré — est d'atteindre le pouvoir exécutif pour s'enrichir, non seulement eux-mêmes, mais encore leurs parents, leurs amis et ceux qu'ils jugent pouvoir leur être utiles, car il semble que le népotisme soit une conséquence nécessaire de l'usage du pouvoir gouvernemental.

On dirait que ces politiciens croient avoir pour unique fonction de jouir, aux dépens du peuple dont ils sont censés les représentants, des faveurs que leur procurent leurs emplois ; autrement il serait difficile d'expliquer pourquoi ils changent continuellement en intérêts communs, des intérêts particuliers pour lesquels en réalité ils sacrifient les forces du pays qui leur sont confiées.

Le parlement actuel ne saurait pas être considéré comme un reflet de ce qui s'agite dans les masses profondes du peuple. Les membres qui le composent ne sont pas des délégués venus des différentes parties du pays pour remplir le mandat dont les ont chargés les électeurs ; ils ne viennent pas avec une mission déterminée, par exemple celle de mettre en accord sur un sujet donné certaines parties ou certaines classes de la population, pour retourner ensuite soumettre le résultat de cette mission au jugement populaire, qui a la résolution définitive, la dernière sanction !

Non, ils forment une assemblée où toute liberté leur est accordée, où ils peuvent, à loisir et selon leur bon plaisir, discuter des affaires

publiques, et ce qui devrait paraître extravagant, si l'on n'avait perdu l'optique nécessaire pour voir les choses en leur place, ils ont la faculté de pouvoir transformer en lois — c'est-à-dire en préceptes suivis par la masse, imposables à tous par la force — toutes les mesquineries que leur auront dictées leurs intérêts ou leur esprit étroit.

Véritablement, si la vie sociale des hommes n'avait pas d'autres facteurs dirigeants que ces lois écrites, fabriquées par les légiférants parlementaires, une telle situation ne pourrait pas être tolérée longtemps. L'indifférence avec laquelle sont considérés les corps législatifs, indique donc que de véritables réformes ne peuvent sortir des officines parlementaires. En apparence, politiciens, hommes d'Etat, parlements, paraissent gouverner les nations, tandis que, en vérité, le gouvernement central fait ce qu'il veut. Il le fait aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, en passant par dessus la tête et de la nation et du parlement même.

En réalité règne, en dehors des Chambres de députés et des bureaux ministériels, le droit du plus fort. Les banquiers, les grands industriels, les grands commerçants et les grands propriétaires, unis internationalement, gouvernent sur les empereurs, les rois et les présidents des différentes républiques, ainsi que sur les parlements de tous les pays.

CHAPITRE VII

INFLUENCES PETITES BOURGEOISES EN DEHORS DU PARLEMENT. COOPÉRATION. LES OUVRIERS PRIVILÉGIÉS

Examinez attentivement les différents courants du mouvement ouvrier international. Au fond de toutes les nuances qui les distinguent, vous découvrirez cette même différence d'intérêts économiques,base de toute notre vie sociale si compliquée dans ses formes.

Les représentants des intérêts ouvriers se combattent violemment malgré qu'ils se dénomment tous « socialistes » et « communistes » ; cependant. pour qui les regarde de très près, ils ne diffèrent qu'en ce qu'ils représentent différentes couches de la population, et qu'ils ont devant eux soit les intérêts immédiats, soit les intérêts secondaires de ces couches.

Plus ces couches se trouvent rapprochées l'une de l'autre, plus elles s'engrènent, et plus violent sera le choc qui se produit ordinairement

entre des opinions opposées, en prenant tout d'abord l'aspect d'une lutte pour la prépondérance.

L'influence de la petite bourgeoisie et de sa séquelle a été constamment un danger sérieux pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, sérieux justement parce que le prolétariat et la petite bourgeoisie se pénètrent mutuellement et parce que des éléments passent, sans cesse, de l'une à l'autre de ces classes de la société actuelle.

Le mouvement réformateur parlementaire, aboutissant inévitablement à un mouvement de Socialisme d'Etat, n'est, à la vérité, qu'une agitation de ces éléments de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière, qui, même s'ils se trouvent dans une aussi déplorable situation que les grandes masses du prolétariat, peuvent attendre encore quelque soulagement passager de la voie des réformes parlementaires réalisables sur les assises de la société bourgeoise.

Ce sont ces éléments qui, incessamment, tentent d'enrayer le mouvement ouvrier international et même d'en modifier le caractère.

C'est derrière eux que s'élèvent les masses prolétariennes,comme force essentielle du mouvement ouvrier.

Les ouvriers ne pouvant trouver par les mesures législatives ni une amélioration décisive et stable de leurs conditions de vie, ni une plus grande liberté, ont besoin avant tout des choses indispensables à la vie humaine.

Pour ces grandes masses, qui en partie manquent de travail, la révolution de la société bourgeoise, ainsi que toute attaque à la propriété, base de cette société, est d'un intérêt immédiat.

Or, c'est une partie de la classe plus aisée,

qui représente, hors de la sphère du parlement, un courant spécial dans le mouvement économique ouvrier et vise également aux réformes dans le cadre des rapports de production capitaliste. Hors du parlement les sociétés coopératives sont surtout favorisées par cette classe.

Abstraction faite des *sociétés coopératives de crédit mutuel* qui n'ont jamais eu une influence importante dans les milieux ouvriers, le mouvement coopératif se présente sous les deux formes principales :

Sociétés coopératives de consommation et *sociétés coopératives de production.*

Des deux formes susdites, les coopératives de consommation sont les plus nombreuses. Elles sont plus aisées à établir que les associations productives. D'abord, elles exigent moins de capacités techniques de la part de ceux qui sont chargés de leur direction et, de plus, la clientèle nécessaire pour leur fonctionnement se recrute spontanément parmi les membres de la société qui deviennent consommateurs de toute espèce de denrées et marchandises.

Les sociétés coopératives de production sont dans la nécessité de faire, aux entrepreneurs particuliers et dans leur domaine spécifique, une concurrence plus immédiate et plus vigoureuse que leurs sociétés-sœurs.

Les deux formes de coopération sont défendues dans le mouvement ouvrier pour cette raison : qu'en définitive les ouvriers consommateurs de toutes sortes de denrées et articles de ménage, sont leurs propres clients ; malheureusement, entre les ouvriers producteurs et les ouvriers consommateurs, de nombreux cercles d'exploiteurs se sont intercalés. Bénéficiant des privilèges que leur octroie la propriété privée,

ces intermédiaires prélèvent une plus-value sur le travail des ouvriers-*producteurs* ; en tant que commerçants, boutiquiers, ils fournissent leurs marchandises à un prix trop élevé aux ouvriers-*consommateurs*.

La coopération tend donc à supprimer ces cercles d'intermédiaires. Elle veut substituer les associations productives d'ouvriers aux capitalistes industriels, et les coopératives de consommation aux capitalistes commerciaux.

Sans avoir égard aux capitalistes, les ouvriers deviendront donc les acheteurs *de leurs propres produits*. Ils prendront les denrées et autres produits dans leurs propres magasins. Dans cette voie on trouve déjà dans plusieurs pays des sociétés coopératives qui font livraison de toutes sortes d'épices, de chaussures, de vêtements, de brosserie; en outre, des boulangeries, des boucheries, des magasins d'ameublements, des laiteries fonctionnent régulièrement. On adopte également la forme coopérative spécialement pour les petits paysans (1).

Par la fondation des sociétés coopératives de production, les ouvriers devront ensuite entreprendre la production de toutes les marchandises dans leurs propres fabriques.

Parfois, on trouve ces deux formes de coopération — coopératives de consommation et de production — combinées dans le système de certains partisans de la coopération et élaborées par eux dans une unité parfaite.

Les sociétés de consommation une fois fondées dans quelques grands centres de com-

(1) Dans le chapitre suivant nous traiterons séparément des *Sociétés agricoles* comprenant les syndicats des paysans.

merce et d'industrie et au milieu d'une population ouvrière intense, on trouvera immédiatement pour ces établissements une clientèle fixe, propre à assurer leur succès. En les combinant avec les établissements de consommation, on pourra donc établir nombre de petites entreprises coopératives de production qui, quoique placées sous une direction centrale, pourront rester indépendantes l'une de l'autre. Si, éventuellement, quelques-unes de ces entreprises de production n'avaient pas un succès immédiat, elles pourraient être secourues à l'aide des profits réalisés par les autres établissements. Peu à peu toute l'entreprise pourra prendre une extension qui l'élève au niveau de la grande industrie, du grand commerce ; devenant une affaire financière, elle pourrait même s'adjoindre certains services contingents tels que la formation d'une caisse d'épargne, etc.

Parmi les différentes entreprises fondées de la sorte, il pourrait se former une sorte de fédération nationale et internationale dans le but de défendre les intérêts communs. Dès ce moment, l'association ouvrière devient la seule grande clientèle procurant le travail à ses propres membres, veillant à ce que, dans ses établissements, le salaire soit suffisant et la journée de travail modérée, assurant ses employés contre les maladies et les accidents, leur garantissant une pension de retraite au cas d'invalidité et de vieillesse, etc. ; toutes choses faites hors le concours de l'Etat, par les propres forces des ouvriers.

En formulant ces principes coopératifs, leur influence funeste sur le mouvement révolutionnaire est, de même, fixée.

Il est donc très compréhensible, même sans

considérer les limites restreintes auxquelles sont bornées les associations productives des ouvriers, que les sociétés coopératives de consommation ne sont accessibles qu'à une partie de la classe ouvrière. Une grande fraction des masses ouvrières restera, par la nature même des choses, en dehors des sociétés coopératives de toute espèce, de sorte que le mouvement coopératif aboutit nécessairement à la division de la classe ouvrière.

La coopération, soit sous les deux formes réunies, soit sous une seule forme, n'est applicable que pour les ouvriers des centres d'agglomération. Quant aux paysans, ils pourront réellement se réunir en associations coopératives pour l'achat et la distribution, entre les membres, des engrais, des semences, des machines, ou pour la livraison à compte collectif de lait ou de beurre à la clientèle de la ville voisine. Mais la grande masse des journaliers et valets de ferme, rétribués encore à la manière féodale, et même quelquefois *in natura*, ne pourra participer à la coopération sous aucune des formes données.

Le système coopératif sera également impraticable pour les milliers d'ouvriers de la grande et de la petite industrie — ainsi que de l'industrie à domicile — qui, dans tant de contrées, et malgré l'interdiction de la loi, sont encore contraints de se procurer leurs marchandises dans des établissements fixes (Truck-System). La participation aux sociétés coopératives de consommation obligerait souvent ces derniers à démissionner. Ils seraient conséquemment rejetés dans une situation misérable.

Ensuite il s'élève encore derrière eux de grandes masses de prolétaires, souvent sans

travail, vivant au jour le jour — au sens exact du terme — qui sont trop pauvres pour faire de la coopération, quoiqu'ils aient assurément, plus qu'autrui, besoin d'être secourus.

Nos coopérateurs de principe peuvent nous renvoyer à l'Angleterre pour nous prouver que les milliers d'ouvriers faisant de la coopération dans ce pays, sont fournis de denrées et d'articles de ménage d'un prix moindre et d'une qualité supérieure que les objets délivrés aux ouvriers, se trouvant hors des coopératives. Mais ils oublient communément de nous mettre clairement sous les yeux le danger sérieux qui se cache précisément sous cette division du prolétariat. Ils n'attirent pas suffisamment notre attention sur ce fait incontestable : à mesure que les prolétaires coopérateurs commencent à améliorer leur situation, fût-ce même de façon passagère, les conditions vitales deviennent de plus en plus tristes pour les masses prolétariennes abandonnées au dehors.

Ainsi, par le fait que la coopération divise les ouvriers, c'est-à-dire par la séparation établie entre une minorité composée des mieux salariés joints aux plus intelligents d'entre eux, et les couches plus profondes de la classe ouvrière, elle contribue à accomplir le *processus* si dangereux pour le mouvement ouvrier moderne : *la création d'un cinquième état.*

Qui pourrait nous persuader, dans un mouvement ouvrier communiste, qu'il faut substituer des associations aux intermédiaires placés entre les ouvriers-producteurs, et les ouvriers-consommateurs ? Comment serions-nous tentés d'introduire dans les rangs des organisations ouvrières elles-mêmes la concurrence qui, jusqu'à

présent, se manifeste si rigoureusement entre les entrepreneurs particuliers !

Si quelques-uns des nôtres, surtout ceux qui ne manquent pas d'énergie et d'initiative, se séparant du mouvement général, s'absorbaient dans le milieu des « affaires », de quelle utilité cela pourrait-il être au mouvement ouvrier communiste? Quel avantage aurions-nous à ce que ces personnes soient placées dans de meilleures conditions d'existence et peut-être aient en perspective une pension de retraite dans leur vieillesse ou une assurance contre les maladies et les accidents?

On voit tout d'abord que le défaut principal de la coopération réside dans la base sur laquelle elle s'appuie. La coopération n'attaque pas le mode de production et d'appropriation capitaliste dans son principe. Bien au contraire! Elle accepte la conservation de l'échange des marchandises, et a en vue la création d'une agglomération de consommateurs privilégiés, parmi lesquels se formeront assurément certaines catégories d'ouvriers qui verront ainsi s'améliorer légèrement leur situation, tout en restant sous le régime capitaliste. Par conséquent, la coopération produit une sorte de nouvelle petite bourgeoisie qui menace de s'interposer entre la petite bourgeoisie proprement dite et le prolétariat.

Dans son origine la coopération contient donc, sous ses deux formes, une tendance conservatrice et même réactionnaire. En outre, comme nous l'avons déjà remarqué, elle prive le mouvement ouvrier de ses éléments les plus capables. Dans ce monde des affaires l'horizon même des plus hardies de ces personnes ne s'étend plus en dehors de leur boulangerie

coopérative ou des glaces de leur magasin de vêtements. Les plus énergiques d'entre elles se transforment en administrateurs ou directeurs d'entreprises capitalistes, deviennent bientôt nécessaires dans leur milieu et installent pour leur compte une administration organisée hiérarchiquement ne différant nullement d'une exploitation capitaliste hiérarchisée. Dans la vie pratique, la coopération se présente sous un aspect bien plus triste encore que le laisseraient supposer ces considérations théoriques.

L'Angleterre a, plus qu'aucun autre pays du monde, expérimenté les effets de la coopération agissant au sein du mouvement ouvrier. La pratique a prouvé dans ce pays que les associations productives provenant des syndicats ouvriers ne pouvaient, en général, se maintenir, surtout à cause de l'insuffisance du nombre d'ouvriers ayant les capacités théoriques et administratives indispensables pour la direction d'entreprises industrielles plus ou moins compliquées.

Il faut noter ici que les ouvriers auront à vaincre des difficultés du fait des capitalistes concurrents et aussi du fait de leurs camarades. Des millions ont été perdus dans les coopératives de production par les associations ouvrières d'Angleterre. Le mouvement en leur faveur qui parfois se manifestait dans les syndicats anglais, leur fit défaut chaque fois qu'elles furent réalisées.

Entre 1848 et 1851 des expériences identiques sur le terrain de l'association productive, faites en France, échouèrent, peut-être les influences politiques contribuèrent-elles à ce résultat. Semblable échec était réservé aux tentatives faites sous la troisième république, quoique

les conditions fussent bien plus favorables.

Le petit nombre d'entreprises de cette sorte qui réussissaient, changeaient complétement de caractères en devenant des associations d'ouvriers patrons qui, eux-mêmes, se servaient de manœuvres salariés. Aussi ces entreprises sont-elles limitées à la petite industrie mécanique.

C'est particulièrement sous cette forme de coopération que fut établie la preuve de ce fait : L'ouvrier n'est pas, de sa nature, préparé au maniement d'affaires capitalistes.

Quant aux coopératives de consommation, elles s'étendaient, en Angleterre, parfois en entreprises gigantesques, dont les profits s'élevaient à plusieurs millions de livres sterling. Mais il y avait une difficulté : Les personnes capables, une fois sorties de la sphère des syndicats ouvriers, pour se placer à la tête d'une entreprise coopérative, étaient perdues pour la cause ouvrière générale. En outre, ces personnes, placées au premier plan dans la coopération, devenaient ordinairement, dans la vie pratique, aussi dures et aussi impitoyables, vis-à-vis de leurs employés subalternes, que les entrepreneurs capitalistes.

C'est là un phénomène dont nous n'avons pas à nous étonner, puisque, dans le monde ouvrier comme ailleurs, le pouvoir mène de sa nature à l'oppression.

Aussi, dans la vie réelle, l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers coopérateurs n'est-elle que relative en ce sens, que les bénéfices procurés par la coopération, réagissent sur les salaires des ouvriers.

On peut se convaincre aisément de l'exactitude de cette assertion, surtout là où des sociétés coopératives rivales sont fondées par

plusieurs partis politiques, tels que libéraux et radicaux, qui ont érigé leurs propres établissements concurremment aux coopératives fondées par des associations ouvrières.

Mais, objectent bien des coopérateurs de principe, la coopération sous ses deux formes prédominantes est, au contraire, apte à servir les ouvriers organisés pour la lutte des classes. Elle peut favoriser le succès de grèves, procurer du travail aux victimes de cette lutte, à tous ces propagandistes de la classe ouvrière, qui, après être chassés par leur patron à cause de leurs idées, sont refusés partout et à jamais dans les fabriques et les ateliers.

En ce qui concerne ce dernier motif, il existe une différence d'opinion entre les coopérateurs de principe du mouvement ouvrier, la question de savoir si la coopération doit avoir pour but de procurer une carrière aux ouvriers congédiés. Les uns désirent voir accepter ces victimes du mouvement émancipateur ouvrier, mais à la condition qu'elles possèdent les mêmes capacités que les autres candidats. D'autres, au contraire, souhaitent que la coopération soit, en principe, un instrument de guerre dans la lutte de classes, où est engagé le prolétariat ; ils considèrent comme moyen essentiel pour ce but, la création de différents emplois aux combattants malheureux du mouvement. Assurément les propagandistes persécutés de la classe ouvrière ne seront pas les moins capables parmi les ouvriers, et posséderont, en général, à un degré supérieur, l'énergie et l'intelligence. Cependant, que deviennent-ils du jour où ils sont entrés dans les coopératives? La pratique nous l'enseigne. Ayant trouvé une situation aisée, ils deviennent bientôt plus prudents et

disposés à abandonner la lutte de ceux qui sont au dehors.

Ensuite, il ne faut pas s'attendre à un soutien effectif donné aux grèves par les coopératives — prises pour instruments de lutte de classes — du moins là où la coopération s'est fixée dans le mouvement ouvrier et y peut défendre ses propres intérêts.

Les chefs d'une entreprise coopérative sont intéressés comme coopérateurs à ce que leurs caisses ne soient pas épuisées au profit d'une grève quelconque ; ils appliquent donc toute leur influence, quelquefois assez importante, à prévenir les grèves.

Sinon, qu'adviendrait-il des dividendes à distribuer, surtout dans des communes où des établissements concurrents sont dirigés par les entrepreneurs bourgeois ?

Réaliser des bénéfices, voilà la nécessité urgente qu'il faut considérer dans le monde des affaires ; les entreprises coopératives ne diffèrent en rien, sous cet objet, des autres entreprises, quelles qu'elles soient.

Les intérêts des directeurs de coopératives ne font qu'un avec ceux de leurs magasins : ils s'accordent aussi peu avec les périodes turbulentes des grèves, qu'avec la révolution sociale. Là, surtout, réside la tendance conservatrice de la coopération.

Précisément, lorsque prospère l'entreprise à la tête de laquelle ils se trouvent, les chefs d'une coopérative ont des intérêts opposés à toute révolution, et en contradiction directe avec ceux des masses prolétariennes.

Si, par hasard, une entreprise coopérative, placée au sein de la classe ouvrière, a parfois soutenu une grève, ce soutien est toujours resté

en opposition avec la tendance de la coopération comme telle.

Toute société coopérative est une entreprise capitaliste; l'intervention de la politique dans son milieu est, au fond, aussi nuisible à sa prospérité que celle de la religion dans les syndicats ouvriers.

Nous devons placer ici quelques mots à l'intention de ceux qui défendent dans la coopération l'amélioration de la situation économique des ouvriers, sous le prétexte qu'elle s'accomplit sans l'immixtion et peut-être en dépit de l'Etat.

A la vérité, la coopération fonctionne hors de la sphère de l'Etat. Mais cette latitude ne lui est donnée qu'autant que l'Etat se tient hors de la coopération.

Celui qui exerce un commerce ou dirige une entreprise industrielle doit tenir compte des lois de son pays pour ainsi dire quotidiennement, autrement les autorités le poursuivront.

Puisque la coopération tend à mettre fin aux intermédiaires établis entre les ouvriers producteurs et les ouvriers consommateurs, il faut se convaincre de ceci : que les intermédiaires, cette masse nombreuse de petits commerçants, boutiquiers, fabricants, réclameront de leur côté la protection de la loi contre les sociétés coopératives.

Or, la coopération, utilisée comme machine de guerre de classes, serait par ce fait antipathique aux classes dominantes qui feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour neutraliser son influence. Les réclamations de la petite bourgeoisie ne feraient que stimuler l'Etat dans ce sens.

Malgré tout ceci, il est des cas où la coopération peut servir indirectement la classe ouvrière,

à la condition toutefois qu'elle ne croisse pas au sein même du mouvement ouvrier; que, par conséquent, elle ne puisse gêner son action par ses propres intérêts.

Parfois, les grandes associations ouvrières peuvent, par leurs membres, déterminer les coopératives voisines à contracter avec elles pour la livraison des denrées à prix fixe et pendant toute la durée d'une grève ou d'un lock-out.

En Angleterre, les syndicats ouvriers exercent déjà quelque influence dans cette direction. Mais cette influence sera plus efficace dès que différentes sociétés coopératives se disputent la clientèle ouvrière d'une certaine région; la menace de *boycottage* aurait un effet immédiat.

Cependant ce soutien positif, accordé par la coopération dans la lutte du prolétariat, ne pourrait être que temporaire. Du jour où la coopération sera jointe au mouvement ouvrier, elle commencera à se faire valoir. Avec le commerce et le trafic, la paralysie et la corruption s'introduiront dans les rangs des ouvriers révolutionnaires. Dans la société capitaliste, nous ne faisons pas commerce et trafic sans nous adapter au milieu où nous vivons, et sans devenir nous-mêmes « hommes-d'affaires ».

S'il est vrai de dire que la grève, même celle qui échoue, a toujours quelque conséquence d'utilité, ne fût-ce que l'éclaircissement des ouvriers sur leur condition, on peut, avec la même certitude, affirmer le contraire pour la coopération lorsqu'elle ne reste pas au dehors de l'organisation de la classe ouvrière.

Que les entreprises échouent ou réussissent lorsqu'elles sont placées au sein des organisations ouvrières, elles auront de funestes consé-

quences sur le mouvement révolutionnaire qui vise à l'émancipation de la classe ouvrière.

Il est même impossible de savoir si, à ce point de vue, l'insuccès ou le succès est désirable. Dans le premier cas, il y a mal financier, dans le second, mal moral.

Le mal moral, dans le second cas, n'est pas compensé par l'argent qui a pu être gagné.

Le danger qui est à craindre hors de la sphère du parlement de par le mouvement ouvrier lui-même — une portion de la classe ouvrière cherchant à se créer une position privilégiée — n'est pas seulement redoutable dans la société coopérative.

Celui qui a pu observer, dans le monde syndical, la tendance des travailleurs, exerçant des professions privilégiées, à se séparer de leurs camarades moins fortunés; celui qui sait, par expérience, la façon brutale avec laquelle s'effectue, dans la classe ouvrière, cette division; celui-là, dis-je, n'ignore pas qu'on ne peut éviter les désavantages inséparables de la constitution définitive d'un cinquième état de prolétaires abandonnés, désespérés, sans volonté ni énergie, autrement que par une révolution complète dans les rapports économiques de notre vieille société.

L'étude sérieuse des intérêts sociaux contradictoires, que nous montre la société capitaliste, amène de pénibles désillusions. On est forcé d'abandonner cette croyance que les exploités jouissent d'un meilleur caractère, de sentiments plus humains, plus sains que leurs exploiteurs; une triste conviction se fait alors : Lorsque la partie la plus relevée du monde ouvrier aidée

de la petite bourgeoisie aura la possibilité de s'élever — avec ou sans l'appui de l'Etat — à la situation plus enviable de classe moyenne, elle ne se fera pas faute d'épargner, pour parvenir à ses fins, les masses retardataires du prolétariat.

Si l'aristocratie de la classe ouvrière unie à la petite bourgeoisie parvient à s'émanciper et rejette ainsi dans une profonde misère la plus malheureuse portion des travailleurs elle le fera — il ne faut pas se le dissimuler — avec la même facilité que notre classe dirigeante, lorsqu'elle arrivera au pouvoir en sacrifiant la force de travail, la santé et le bonheur de toute une population et de sa descendance.

Dans quelques pays, l'Angleterre, par exemple — surtout dans les agglomérations commerciales et industrielles — cette scission est déjà un fait accompli. Ici, la création de nouveaux syndicats ouvriers dans plusieurs branches du travail non qualifié (*unskilled labour*), qui n'exige ni intelligence ni habileté — débardeurs, ouvriers des docks ou du gaz, allumettières — n'a réussi que très imparfaitement à attirer une portion des ouvriers les plus misérables. D'autre part, chaque fois qu'ils réussirent à améliorer leur condition, les ouvriers des métiers privilégiés — bâtiment, industrie textile, mécaniciens — usèrent de tout leur zèle pour exclure de la participation aux avantages acquis, les masses ouvrières dont ils émanaient : aux ouvriers non qualifiés et aux étrangers, ils rendirent intolérable l'existence dans les syndicats et allèrent même jusqu'à leur en interdire l'entrée, limitèrent le nombre d'apprentis pour restreindre celui des ouvriers, et s'efforcèrent pendant plusieurs années de favoriser l'émigration de leurs

propres camarades, partout où une abondance de bras était menaçante.

Appliquant l'hypothèse de l'économie politique orthodoxe qui prétend que les salaires sont prélevés sur une fraction du capital national (le soi-disant « fonds des salaires ») ils faisaient rare l'offre de bons travailleurs dans chaque métier, afin d'exhausser leur rémunération.

Le développement naturel de la société présente a fortement secoué la doctrine étroite du vieux *trade-unionisme* anglais, et brisé une notable partie de ces forteresses : les syndicats ouvriers privilégiés. Le même processus s'accomplit dans d'autres pays, bien que cet accomplissement ne soit peut-être pas aussi rapide que nous, révolutionnaires, le souhaiterions, et nivelle de plus en plus les salaires dans les diverses branches d'industrie et de commerce. Avec l'emploi général de machines perfectionnées, ce développement rompt l'estacade qui s'était érigée autour des vieux syndicats anglais.

Le machinisme n'épargne, pas plus que les simples manœuvres, les ouvriers les plus capables, spécialistes dans leur métier. Il rejette dans la misère des milliers de ces habiles spécialistes, ou les fait tomber de leur état privilégié dans la situation du travailleur serf de la machine.

Le développement social a donc contraint les spécialistes de mêler leurs intérêts à ceux des sans travail et des simples manœuvres, qui, tels des renégats, sont continuellement prêts à remplacer les ouvriers de métier.

Ainsi, tandis que le développement du mode de production capitaliste opère lui-même le nivellement des conditions en créant un prolétariat manuel et intellectuel de plus en plus uni-

forme, il est de l'intérêt de ce prolétariat, ou pour mieux dire de certaines couches du prolétariat, de se prêter à l'accomplissement de ce processus. Son organisation qui va se perfectionnant lui facilite cette tâche.

C'est donc l'organisation de ces éléments de la classe ouvrière, que nous dénommons ouvriers non qualifiés, c'est-à-dire manœuvres exerçant le travail à la fois le plus simple et le plus lourd — débardeurs, portefaix, aide-maçons, terrassiers, dragueurs, boueurs, ouvriers des docks, etc., — que nous avons en vue.

Leurs organisations auront surtout à faire valoir la cause du prolétariat révolutionnaire, contre le courant petit bourgeois et réformateur qui se manifestera au milieu de l'aristocratie ouvrière. Elles ont à faire entendre la voix de ces masses prolétariennes qui peuvent seulement être portées à la prospérité et au bonheur par la prise de possession de tous les moyens de production et de consommation et l'abolition du salariat.

L'organisation de ces ouvriers « non-qualifiés », doit, à notre avis, être favorisée par les communistes les plus capables et les plus dévoués, car ces derniers auront à faire lutte double, du moins s'ils ne veulent rester en arrière dans le progrès général. Leur rôle ne se bornera pas à repousser soit leur exploitation par les patrons, soit l'oppression des gouvernements, mais ils auront aussi à vaincre bien des préjugés et à combattre les intérêts particuliers existants chez les ouvriers privilégiés.

Parmi ceux-ci, il en est trop qui pensent être surélevés au-dessus des autres par ce qu'ils reçoivent quelques francs de plus par semaine

provenant du profit qu'ils rendent à leurs patrons, et peuvent, du fait de cette rémunération, porter chapeau noir, au lieu de la casquette et de la blouse bleue.

CHAPITRE VIII

PROTECTION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

Vis-à-vis de la population agricole, le mouvement ouvrier comprend également un courant petit bourgeois entièrement hostile au communisme.

Certaines revendications décèlent cette tendance ; elles visent à conserver au petit paysan la possession de sa propriété parcellaire là où l'application de la production capitaliste à l'agriculture la menace de ruine. Elles tentent de renforcer la classe intermédiaire, les petits propriétaires, et s'efforcent surtout de les défendre contre les grands propriétaires fonciers, les agents du fisc et les usuriers.

Les partis gouvernementaux ne peuvent évidemment que répandre et encourager de semblables tentatives ; aussi comprendra-t-on parfaitement que c'est surtout dans les pays où le mouvement ouvrier progresse le plus que cette tendance se manifeste avec le plus de force.

La classe intermédiaire nombreuse et opiniâtre formée des fermiers aisés et des petits

propriétaires fortement attachés à leur lopin de terre opposerait une digue solide à la puis, sance croissante du prolétariat révolutionnaire.

Les petits paysans surtout témoignent partout d'une affection passionnée pour leur propriété en réalité purement nominale. C'est avec obstination qu'ils s'attachent à cette terre et il n'est pas rare qu'ils montrent une haine féroce au socialiste qui vient leur parler de propriété commune.

En Hollande, dans diverses tournées d'agitation les travailleurs des champs de plusieurs régions m'ont assuré qu'un abîme profond sépare les petits paysans de leurs ouvriers.

Ils demeureront dans cet état aussi longtemps qu'ils pourront rester des petits paysans, quand bien même leur propriété serait chargée de dettes insupportables et se réduirait par suite à un domaine apparent.

« Le petit paysan, comme on me l'a dit un jour, ne viendra prendre son rang à côté de nous, travailleurs, qu'au moment où la justice l'aura chassé définitivement de sa ferme. Jusqu'alors il sera enclin à attribuer sa misère aux troubles causés par les socialistes qui viennent lui parler d'amélioration de son sort plutôt que de laisser rabaisser son orgueil étroit et entamer ses opinions arriérées. »

La population tiendra certainement une conduite très différente suivant les régions et même, par exception, on pourra constater, là encore, le progrès fait par les idées nouvelles sur la propriété. La propagande socialiste évidemment n'a pas été vaine.

Cependant les renseignements que nous four-

nissent tous les pays où a pénétré le mouvement ouvrier nous affirment qu'en général la population rurale a des tendances très conservatrices et hostiles au communisme.

Les gouvernements réactionnaires ont partout, pendant les dernières années, élaboré des mesures spéciales tendant à conserver et à favoriser le petit paysan-propriétaire.

Ces mesures sont les suivantes :

La diminution de l'impôt foncier et la réduction des droits de mutation pour les petites propriétés.

Des améliorations apportées au système de crédit en faveur des petits tenanciers et des paysans-propriétaires et allégeant les charges hypothécaires, sous lesquelles ils succombent.

Mesures tendant à éviter le morcellement des petites propriétés, morcellement provenant des ventes forcées effectuées à la suite de décès. Ces dispositions ont encore le but particulier de prévenir les pertes énormes que cause si souvent la vente des petits immeubles.

A côté des tentatives faites pour maintenir la petite propriété foncière là où elle persiste encore, toute chargée qu'elle est de dettes hypothécaires, on a proposé ou même introduit dans la législation de divers pays des dispositions visant à reconstituer la petite propriété rurale, là où elle n'existe plus ou même n'a jamais existé.

Ces mesures législatives, bien que très différentes dans le détail, n'en tendent pas moins toutes à la création de petites exploitations paysannes et pour consolider ces dernières on en a fait des *biens de famille*, qui ne sontsusceptibles nide division ni d'aliénation.

Les projets eux-mêmes caractérisent ainsi

brièvement la tendance qui porte les classes dirigeantes à renforcer les éléments de la petite agriculture, à favoriser les paysans petits propriétaires. Il s'agit d'opposer ainsi dans la lutte sociale la population rurale des campagnes aux masses ouvrières des grandes villes. A titre de moyens de défense dirigés contre le progrès du mouvement ouvrier socialiste, ces mesures ne mériteraient pas grande attention si elles ne commençaient pas à être préconisées et fermement appuyées par certains éléments ouvriers et par de soi-disant socialistes.

Comparons le programme agricole élaboré par le « Parti Ouvrier français » en vue du congrès de Marseille (1892) et complété par le congrès de Nantes de ce parti (1894), ou bien encore le programme du « Parti Ouvrier belge » adopté par les congrès de Bruxelles (1893) et de Quaregnon (1894) ; examinons, pour ne prendre que quelques exemples probants, les dispositions proposées par une commission agraire et destinées à être introduites dans le programme de la social-démocratie allemande, dispositions rejetées d'ailleurs par le congrès de ce parti tenu à Breslau (1895) ; mettons ces dispositions en regard de celles que les sous-commissions pour l'Allemagne centrale et l'Allemagne méridionale proposèrent au même congrès.

Tous ces programmes ou projets, ces mesures anti-socialistes au fond, reflètent une même tendance néfaste — on veut gagner les petits cultivateurs et les inciter à voter pour des candidats social-démocrates pendant les périodes électorales.

Cette tentative s'exprime dans une grande partie de la littérature de propagande, dans les

placards, les journaux, etc., distribués en période électorale à la population rurale par les groupes social-démocrates. Il ne s'agit pas ici de quelques régions isolées, où des portions du mouvement ouvrier auraient pu être atteintes par des influences locales. Il s'agit, au contraire, du mouvement social-démocrate en général s'étendant à différents pays : l'Allemagne, le Danemark, la France, la Suisse, la Belgique, la Hollande, etc. Dans les parlements beaucoup de membres de ce parti n'agissent pas autrement et obéissent à une tactique décidément anti-socialiste.

M. E. Vandervelde, social-démocrate et député à la Chambre des représentants de Belgique, nous raconte dans son livre : *Le socialisme en Belgique*, qu'en 1895, dès leur entrée au Parlement belge, les membres de la fraction socialiste prirent l'initiative d'un projet d'impôt général destiné dans leur esprit à se substituer à différents impôts établis, « notamment aux droits de mutation et aux droits de transcription et d'hypothèque, réduits de cinquante pour cent ».

Trois jours après, nous dit cet auteur, le 18 janvier 1895, le gouvernement déposait, à son tour, un projet où il réduisait, lui aussi, ces droits de mutation et de transcription de la moitié, mais bornait cette faveur aux petites propriétés rurales, « pour les ventes d'immeubles ruraux dont le revenu cadastral n'excède pas 200 francs » (ce qui correspond, approximativement, comme l'ajoute *M. Vandervelde*, à une valeur vénale de 7.000 francs).

Des supputations approximatives fixent le sacrifice auquel se résolvait le gouvernement belge à 500.000 francs par an.

Ce projet dont nous n'avons à exposer que la tendance générale a été voté à l'unanimité en mai 1897. Seulement les membres de la fraction socialiste se sont attachés à démontrer que cette faveur d'un demi-million apporterait sans doute un léger soulagement aux petits propriétaires, mais qu'elle n'aurait aucune influence réelle sur les causes dissolvantes de la petite propriété paysanne (1).

Il est indubitable que dans toute cette affaire parlementaire un parti politique belge était jaloux de l'autre.

Lorsque plus tard, en novembre 1896, *M. de Smet de Nayer*, ministre des finances en Belgique, déposa un projet de loi relatif au crédit foncier agricole, le député, *M. Hector Denis*, social-démocrate, lui opposa une autre proposition.

L'annuité à payer par les petits cultivateurs obérés, en y ajoutant l'amortissement de la somme prêtée, comme le demandait le projet gouvernemental, serait trop élevée. Ces cultivateurs n'auraient, suivant *M. Vandervelde*, que le choix entre ces deux alternatives : « payer indéfiniment à leurs créanciers un intérêt hypothécaire, que M. Beernaert, en 1890, fixait, en moyenne, de 4 1/4 à 4 1/2 %, ou bien, payer pendant trente ans à la Caisse d'épargne une annuité de 5 fr. 44 % » (2).

C'est ce spectacle qui éveillait la pitié révolutionnaire des social-démocrates membres du parlement belge !

(1) Voir : *Le Socialisme en Belgique*, par J. Destrée et E. Vandervelde, pages 395 et 396.
(2) *L. c.*, page 403.

La décision que devaient prendre les petits paysans ne pouvait être douteuse. *M. Hector Denis* déposa son projet particulier pour rechercher la solution la plus favorable à leurs intérêts et réduire les annuités à payer à un taux inférieur au montant des intérêts touchés actuellement par les créanciers hypothécaires. Ses illustres camarades l'ont beaucoup applaudi.

On vit de nouveau s'établir ici entre le parti social-démocrate et le gouvernement belge un vrai tournoi dont l'enjeu était les petits paysans conservateurs.

C'est à dessein que, pour caractériser la tendance de notre néo-social-démocratie à protéger la petite propriété rurale, j'ai choisi : *Le socialisme en Belgique. M. Vandervelde,* en effet, entre dans le détail et essaie de défendre en principe cette tactique de classes moyennes, tactique qui a pénétré si profondément le mouvement ouvrier (1).

(1) Si j'ai bien compris les chapitres sur la question agraire et la petite propriété rurale dans le livre de MM. *Destrée* et *Vandervelde*, l'auteur reconnaît qu'en protégeant les petits cultivateurs, les classes dirigeantes poursuivent l'idéal suivant : « le maintien, ou la reconstitution, à l'ombre des châteaux, ou des grandes fermes, de la vieille communauté rurale, avec ses tenanciers soumis et fidèles, vivant paisiblement, sous la dépendance et la protection d'une « *autorité sociale*, » soucieuse de ses droits ». (*L. c.*, page 411).

Notre social-démocrate belge nous dit : « Aussi repoussons-nous formellement, comme des utopies réactionnaires, les plans de réforme sociale qui visent à reconstituer, ou à maintenir, par des moyens artificiels, le régime patriarcal, hiérarchique et autoritaire, dans la famille et dans la société ».

Mais il se hâte d'ajouter : « Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il faille rejeter en bloc, et sans les examiner en

Nous aurions pu, à défaut de l'ouvrage de *M. Vandervelde*, fixer notre choix sur les écrits de *M. Vollmar* en Allemagne, ou des social-démocrates français, MM. *Jean Jaurès*, *Jules Guesde*, *Paul Lafargue*. La source où sont puisés les exemples est indifférente, la funeste tentative dont nous venons de parler se manifeste partout !

Dans tous les pays, il nous faut, au sujet de la question agraire, tenir compte d'un courant réformateur, social-démocrate. C'est une espèce de transition établie entre les partis bourgeois et le mouvement ouvrier socialiste révolutionnaire. On voudrait concilier le culte de Dieu et celui du mammon.

Je crains que nombre de ceux qui sont entrés actuellement dans les rangs de ce parti de transition n'ont pénétré dans le mouvement ouvrier socialiste qu'à la suite d'un malentendu. Bientôt les intérêts électoraux feront disparaître

elles-mêmes, toutes les propositions qui se réclament de l'idéal que nous combattons ».

Notons soigneusement ce que *M. Vandervelde* écrit ensuite : « En partant du principe diamétralement opposé, il arrive fréquemment (!) que l'on tombe d'accord sur certaines mesures d'intérêt immédiat ». (*L. c.*, p. 412).

Malheureusement l'auteur a oublié de nous prévenir si c'est de l'*intérêt immédiat* du mouvement ouvrier qu'il veut parler.

Voici maintenant la conclusion :

« ... De même, si l'on fait abstraction des considérants qui les accompagnent, pour s'en tenir à leur dispositif, la plupart (!) des lois et des projets de loi présentés par le gouvernement belge et ses amis « en faveur de la petite propriété » sont parfaitement (!) acceptables pour tous, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur les avantages ou les inconvénients des biens de famille ». (*L. c.*, p. 412).

Qui potest capere, capiat !

Qui peut comprendre ceci le comprenne ! »

chez eux ce qui subsistait encore de l'idéal socialiste.

En me plaçant au point de vue du prolétariat révolutionnaire pour juger la tactique agraire de la néo-social-démocratie, je n'y puis voir qu'une renonciation aux principes du socialisme et de la lutte de classes. Il n'est pas, en effet, du rôle du prolétariat moderne de maintenir les paysans dans leur petite propriété rurale.

C'est bien moins encore le rôle du mouvement ouvrier révolutionnaire non seulement de maintenir la propriété mais encore d'augmenter le nombre des tenanciers voués à la ruine et des petits paysans.

Il nous faut condamner sans hésitations les mesures de cette espèce que le parti ouvrier social-démocrate hollandais réclame dans son programme électoral agricole. On y fait espérer aux petits fermiers une « meilleure réglementation du contrat de fermage », et l'on réclame en même temps une disposition permettant aux communes de « pourvoir les ouvriers domiciliés dans la commune de terre et d'instruments de travail au plus bas prix possible et en quantité suffisante pour leur permettre de gagner leur vie ». De semblables réformes seraient assurément plus à leur place dans le programme d'un parti conservateur clérical ou libéral que dans celui d'un soi-disant parti ouvrier social-démocrate.

Nous avons développé plus haut la thèse que ce n'est pas l'affaire du prolétariat révolutionnaire de maintenir entre les mains des petits paysans leur propriété rurale alors que celle-ci est menacée par le développement du capitalisme. En opposition avec ce point de vue, on

appuie souvent la politique agraire de la néo-social-démocratie par les considérations suivantes.

«... Si cet état de choses, caractérisé par la propriété paysanne, est fatalement appelé à disparaître, le socialisme n'a pas à précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire, de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production, dont la division entraîne la servitude et la misère des travailleurs tombés à l'état de prolétaires. »

Un tel raisonnement non seulement paraît étrange dans la bouche d'un socialiste, mais même ne s'appuie pas sur des motifs valables. Au point de vue théorique c'est une opinion incontestablement fausse.

Les petits paysans possèdent à un haut degré la tendance à la conservation et un esprit très hostile au communisme. Le développement social aura sans contredit les meilleurs effets en séparant la propriété et le travail là où ces deux facteurs sont affectés du caractère individuel, quitte à les réunir ensuite dans une période ultérieure de la civilisation quand seront établies les formes communes de travail et de propriété. Tous les socialistes ont assurément pour devoir d'agir dans cette direction tant par la parole que par l'action.

Et pourtant on peut trouver cet exposé des motifs sous cette forme même dans le programme agricole du *Parti Ouvrier Français* aux considérants duquel nous les avons empruntés.

C'est ainsi que l'a compris également *Frédéric Engels*, une des lumières de la social-démocratie qui, il est vrai, a publié un jour dans la *Neue Zeit* un article fameux contre les tendances

générales du programme agricole français, mais en a cependant approuvé d'une façon catégorique le passage des considérants que nous avons cité plus haut, passage qui méconnaît si bien le rôle du socialisme (1).

Les opinions d'*Engels* balançaient aussi entre la condamnation de toutes les réformes tendant à maintenir et à renforcer la petite propriété rurale et le désir de voir les petits paysans marcher avec la social-démocratie.

D'un autre côté, *F. Engels* a déterminé la faiblesse et le manque de caractère de la politique agraire de la néo-social-démocratie aussi clairement et aussi nettement que possible. Il a écrit en effet :

« Ils (les camarades français) visent, à ce qu'il semble, à gagner les petits paysans du jour au lendemain, et si cela est possible déjà pour les premières élections générales. Ils ne peuvent espérer d'y arriver que par des assertions générales très hasardeuses, pour la défense desquelles ils sont obligés de jeter à l'eau des considérants théoriques encore plus hasardeux. Si on regarde donc d'un peu plus près, on voit que les assurances générales se contredisent elles-mêmes... »

M. Engels explique tout cela en montrant qu'il y a vraiment contradiction à promettre de maintenir un état que l'on déclare soi-même forcément appelé à disparaître. Il détermine ensuite avec beaucoup de précision la place qu'occupe le petit paysan propriétaire :

« Nous ne pouvons pas admettre comme membre de notre parti le petit paysan qui nous demande de perpétuer sa petite propriété par-

(1) Voir *Die neue Zeit*, 1894-1895, t. I, p. 301.

cellaire, non plus que nous ne pouvons admettre le petit patron, qui veut se perpétuer dans sa qualité de patron. Ces gens-ci appartiennent aux anti-sémites. »

Cependant, en dépit de cette critique sévère, mais juste, *M. Engels* ne veut pas entièrement abandonner le petit paysan propriétaire.

Pendant les périodes électorales, les petits paysans sont des alliés trop précieux ; leur appui semble être absolument nécessaire aux social-démocrates dans ce que ceux-ci appellent « la conquête des pouvoirs publics ». *F. Engels* dit qu'il est évident, « que, si les pouvoirs publics tombaient entre nos mains, nous ne pourrions pas songer à exproprier les petits paysans par la contrainte (que ce soit avec ou sans indemnité) comme nous serions obligés de le faire vis-à-vis des grands propriétaires ». Il dit : « Notre rôle, en ce qui regarde le petit paysan, est d'abord de l'amener à transformer son exploitation privée et sa propriété privée en exploitation et propriété coopérative, non par la force, mais par l'influence de l'exemple et en lui offrant dans ce but le secours de la société. Et nous avons alors, assurément, assez de moyens de faire luire à ses yeux des avantages qui peuvent déjà le frapper à l'heure présente (1) ».

Voilà les intérêts électoraux sauvés. La *coopération* gagnera le petit paysan au mouvement !

Quelques lignes plus bas, *Engels* pousse l'héroïsme jusqu'à nous mettre sous les yeux la croisade qu'il faut prêcher parmi les petits paysans, et la façon dont les social-démocrates

(1) La *Neue Zeit*, *l. c.*, p. 302.

les conduiront jusqu'à Sion. *Engels* écrit :

« Et nous voilà, qui offrons aux paysans la possibilité d'introduire eux-mêmes la grande exploitation, non pas au profit du capitaliste, mais pour leur propre compte commun. Les paysans ne comprendraient-ils pas, que cela soit dans leur propre intérêt, que ce soit leur seul moyen de salut ? »

C'est ainsi que *Engels* comprend la chose. Nous avons développé amplement ses théories pour l'intérêt qu'offre leur application pratique. D'ailleurs les social-démocrates, en Belgique par exemple, ont, au point de vue tactique, envisagé la question agraire de la même façon. Les social-démocrates belges se piquent d'émulation avec les cléricaux, les conservateurs et les gouvernementaux pour décider les petits paysans en faveur de la coopération.

Il est bien regrettable que *Engels* ait négligé de nous expliquer si nous serons obligés d'exproprier aussi « avec ou sans indemnité » les petits paysans coopérateurs lorsque leurs propriétés auront revêtu le caractère de la grande propriété capitaliste exploitée au moyen du salariat. Suivant *Engels* et nombre de social-démocrates nous serons obligés d'en arriver à cette mesure vis-à-vis des grands propriétaires. Pourquoi créer un privilège en faveur d'une catégorie ?

Quoi qu'il en soit il ne convient pas au rôle historique du prolétariat de maintenir les petits paysans dans leur situation privilégiée, soit par la coopération, soit avec une protection législative.

Si les petits paysans veulent garder leur propriété privée, qu'ils commencent d'abord par créer l'organisation indispensable.

Voilà comment doit raisonner le prolétaire en se plaçant à son point de vue de classe.

D'ailleurs si les petits paysans se sentent incapables par manque de développement intellectuel de prendre soin de leurs affaires, qu'ils appellent à leur aide les partis auxquels les renvoie *Engels*, les anti-sémites et les réformateurs cléricaux des différents pays. Le prolétariat révolutionnaire n'aurait cependant rien à gagner à prêter son concours aux petits paysans dans cette occasion et à fournir à une classe antagoniste de petits cultivateurs coopérateurs les moyens d'arriver à une position privilégiée.

Demain, au jour grave de la révolution sociale, cette classe, créée avec l'aide de la classe ouvrière, pourrait bien constituer un des principaux remparts de la réaction, et s'opposer ainsi aux tentatives révolutionnaires du prolétariat !

Pour notre part, nous demanderons toujours qu'on n'entretienne pas, avec l'aide des masses ouvrières, ni ces petits cultivateurs propriétaires dont la coopération pourra peut-être prolonger l'existence, ni les fermiers conservateurs cultivant les terres des grands propriétaires ou étant entrés au service de l'Etat.

Nous réclamerons que l'on ne retombe point dans la faute qu'a commise la Révolution de 1789.

En France, les petits paysans succombaient avant la Révolution sous le poids de charges vraiment excessives : les dîmes et les droit féodaux, les impôts publics dûs au roi et levés souvent impitoyablement par les fermiers généraux. La noblesse et le clergé en étaient exemptés et toutes les charges pesaient sur le Tiers-Etat.

La Révolution ouvrit aux yeux des paysans une perspective de bien-être et de bonheur.

Les dîmes ecclésiastiques furent abolies en même temps que les corvées royales ou seigneuriales.

Mais de plus la Révolution fit espérer aux paysans un avenir meilleur par la vente des biens fonciers de l'Eglise et de la noblesse réfractaire ou émigrée dont les propriétés furent vendues à vil prix. Est-ce que, grâce à ces mesures, la Révolution a donné l'indépendance et l'aisance à la population rurale de la France ?

Non, certes ! Elle a élevé à un degré d'opulence autrefois inconnu les privilégiés qui possédaient déjà quelque argent, les cultivateurs plus ou moins indépendants qui savaient compter, tous ceux qui s'entendaient à la spéculation et saisissaient les occasions favorables.

Mais elle n'a été d'aucun secours efficace pour les millions de pauvres, pour les travailleurs qui ne possédaient que leurs bras et la confiance en la Révolution. Elle n'a rendu aucun service aux milliers de citoyens qui défendaient la Révolution aux frontières et devaient en revenir bientôt dépourvus de tout et *sans-culotte*.

Bien que la Convention eût en effet ordonné qu'un milliard prélevé sur les sommes tirées de la vente des biens des émigrés reviendrait aux défenseurs de la patrie, cette disposition législative ne fut jamais exécutée.

La Révolution n'aboutit qu'à créer une classe moyenne de paysans fort à leur aise, de même qu'elle fit entrevoir la possibilité de parvenir à la fortune aux financiers, aux spéculateurs, aux fabricants qui, au cours du XIX[e] siècle, étaient destinés à former la « haute bourgeoisie ».

Cette classe intermédiaire n'a pas tardé à devenir réactionnaire, elle s'est opposée à toute mesure tendant à l'émancipation de la classe ouvrière ; elle s'est montrée tout aussi tyrannique envers les prolétaires obligés de lui louer leurs services que l'étaient autrefois à son égard les fermiers généraux, les nobles, le clergé.

Le prolétariat révolutionnaire doit mettre à profit cette leçon donnée par l'Histoire ; il lui faut s'interdire de renforcer la classe des petits paysans. Bien au contraire, il a le devoir de s'opposer à la puissance de cette classe qui, partout où elle pourra se maintenir en classe moyenne, rendra impossible la socialisation du sol.

Au lieu de conserver aux cultivateurs leur situation de petits propriétaires, les ouvriers révolutionnaires doivent s'unir au vrai prolétariat rural, aux travailleurs des champs.

A notre avis, c'est surtout aux communistes révolutionnaires qu'il appartient d'organiser ce prolétariat agricole, et de le faire participer à la lutte de classes qui, sous des formes spéciales, se manifeste aussi dans les campagnes.

Notre premier devoir est de relever le prolétariat paysan aussi bien que le prolétariat industriel et commercial. Telle est notre mission immédiate où nous n'échouerons que si le prolétariat agricole a perdu tout ressort. Au lieu donc de soutenir les petits cultivateurs dans leurs revendications, au lieu de favoriser la conservation de la petite propriété par des dispositions législatives ou par la coopération, nous devons plutôt nous employer à écraser les petits propriétaires et les grands fermiers, pris entre les exigences des grands propriétaires du

fisc, de l'usure et les demandes toujours plus pressantes des travailleurs des champs.

Et pourtant, nous dit-on, le concours des petits paysans a bien sa valeur pour le développement de l'industrie agricole.

Ce sont les réformateurs les plus ardents de la néo-social-démocratie qui nous font cette objection.

Toutes ces laiteries et beurreries coopératives, ces sociétés pour l'achat en commun d'engrais, de semences, tous ces syndicats de betteraves, ces distilleries coopératives, ces sociétés d'assurance de toutes espèces favoriseront si bien la disparition de vieilles coutumes campagnardes, transformeront l'agriculture et l'élève du bétail arriérés patriarcaux en une exploitation intensive, mécanique. En somme, toutes ces sociétés coopératives organisent le travail à un degré supérieur, plus parfait et créent une nouvelle forme de « propriété associée ».

Mais le danger est précisément là ! Comme communistes révolutionnaires, nous ne pouvons répondre qu'une seule chose : Cette forme de propriété associée est aussi peu utile à la délivrance du prolétariat que les mesures de socialisme d'Etat grâce auxquelles le gouvernement achèterait les propriétés des grands capitalistes et des grands propriétaires fonciers pour en faire des domaines publics.

L'expropriation des expropriateurs est toute autre chose que cette forme de « propriété associée ». La « dictature révolutionnaire du prolétariat », mot d'ordre si fréquent dans ces derniers temps, ne signifie pas du tout qu'il faille protéger les petits paysans, les engager dans les voies de la coopération ou faire intervenir l'Etat à leur profit.

Certains réformateurs de la néo-social-démocratie nous font part d'un fait qui leur semble propre à nous consoler, nous, révolutionnaires.

Ils viennent nous dire à l'oreille que les coopératives des petits cultivateurs ne pourront se maintenir à la longue.

Les coopérateurs paysans, en lutte contre les petits commerçants, seront obligés d'industrialiser eux-mêmes leurs produits et d'entrer ainsi en concurrence avec les grands capitalistes de l'industrie agricole : distillateurs, fabricants de sucre et de farine de pomme de terre, grands marchands de grains, de tabac, de beurre, de fromage.

Il est à prévoir que dans cette tentative, les petits cultivateurs, privés de l'intermédiaire des grands capitalistes, essuieront une défaite.

A titre de socialistes, nous aurons ainsi convaincu la masse des petits paysans ; ils comprendront que la coopération ne peut être qu'une forme de transition vers la socialisation complète. Ils seront tous prêts à réclamer la socialisation immédiate de toutes les grandes industries agricoles. (Voir par exemple : *Le socialisme en Belgique*, page 442).

Nous répondrons d'abord à nos amis les social-démocrates réformateurs que cette « socialisation » ne sera sans doute que la « monopolisation » par l'Etat ; toutes les améliorations proposées par eux sont en effet des mesures de socialisme d'Etat. Puis nous remarquons que les petits cultivateurs oublieront certainement de réclamer aussi la « nationalisation » de leur propriété foncière, de leur « propriété associée ». En tous cas ils ne demanderont jamais leur propre expropriation sans indemnité. Il ne serait pas prudent à nos amis social-démocrates

de trop leur parler d'une telle expropriation pendant les périodes électorales.

Quoi qu'il en soit, comme communistes révolutionnaires, notre réponse sera brève : Nous ne saurions voir avec déplaisir la concurrence entre capitalistes et propriétaires fonciers venir nous aider dans notre lutte, lutte internationale qui ne peut se terminer que par la destruction définitive de deux catégories : les propriétaires et les capitalistes petits et grands.

Laissons donc avec confiance les petits paysans prendre à cœur leurs propres intérêts, laissons les classes moyennes commencer leur mouvement coopératif sans lancer les masses ouvrières à leurs secours. Ne leur prêtons plus notre aide même s'ils s'engagent dans la lutte contre le grand capitalisme.

Seulement, n'oublions pas le rôle du mouvement révolutionnaire. Nous devons être la deuxième meule pour l'écrasement des propriétaires !

J'ai toujours eu à cœur de fonder des syndicats de travailleurs agricoles. Ce fut toujours pour moi une tâche agréable de répandre parmi les vrais prolétaires de la campagne l'idée que dans l'avenir et dans tous les pays successivement les travailleurs agricoles se trouveront dans cette situation.

Il se peut que ces prolétaires se trouvent eux-mêmes écrasés par l'oppression qu'exerceront sur eux les fermiers et les petits paysans propriétaires de plus en plus accablés sous le poids de charges insupportables. Les petits cultivateurs vaincus par la concurrence internationale, ayant à lutter à la fois contre les grands industriels agricoles de leur propre pays et contre les grains et le bétail de l'étranger essaieront de

diminuer constamment le salaire de leurs ouvriers agricoles.

S'ils veulent éviter leur perte les travailleurs agricoles doivent s'organiser, pour maintenir et relever leur mode d'existence, écraser de leur côté les fermiers et les petits paysans propriétaires et les rejeter dans le prolétariat rural.

Répandons ces vérités, simples, claires, parmi les vrais prolétaires de la campagne.

Le regard brillant des travailleurs agricoles qui connaissent l'orgueil et la tyrannie imbécile des petits paysans, nous montreront qu'ils ont compris.

CHAPITRE IX

ÉDUCATION RÉVOLUTIONNAIRE

Par sa nature même l'homme tâchera de s'adapter au milieu social dans lequel il vit. Il tentera de déployer en pleine liberté ses facultés physiques et intellectuelles selon les conditions d'existence qui l'entourent et en premier lieu selon ses rapports avec les autres hommes.

C'est là son inclination naturelle à chercher le plus grand bonheur personnel, l'inclination à atteindre le plus haut développement de sa propre individualité, inclination qui lui est commune avec tous les autres êtres organiques, végétaux et animaux.

C'est là la base de la morale humaine ainsi qu'une condition nécessaire au développement de notre individu et de notre race, et c'est seulement de cette façon que l'individu et la race peuvent atteindre un plus haut degré de développement.

Puisque nous cherchons le plus grand bien-être personnel possible dans les conditions so-

ciales données, ces conditions mêmes sont du plus grand intérêt pour chacun de nous, le bien-être ou le malaise matériel, intellectuel et moral de la communauté étant toujours capable de réagir sur chacun de ses éléments. Là où le bien-être du corps social tout entier se trouvera lésé, l'individu ressentira le dommage que l'harmonie détruite cause à tous les membres.

Dans le cours de la lutte de classes qu'il a entreprise, le prolétariat aura à s'adapter en masse aux rapports économiques qui changent continuellement et à vivre aussi intensivement que possible selon l'évolution de la société. Il aura à se développer dans tout le domaine de la civilisation humaine et à remplir ainsi ce devoir de l'éducation par soi-même, qui lui donnera les qualités requises pour l'accomplissement de sa tâche devant l'Histoire.

Sa propre émancipation comme dernière couche de la moderne société humaine et en même temps la délivrance de la société entière de l'oppression économique et politique du capitalisme — telle est cette tâche historique.

Ensuite, par leur propre éducation, les masses ouvrières, de leur côté, peuvent réagir sur les rapports vitaux matériels et modifier ainsi la structure économique de la société.

C'est là la réaction de l'effet sur la cause : l'amélioration des conditions économiques agit sur le développement matériel, intellectuel et moral d'un peuple, de même que ce développement exerce une influence réciproque sur les conditions économiques générales.

Cependant, pour que dans la lutte de classes le prolétariat arrive vraiment à l'accomplissement de sa mission historique, le chemin à

parcourir sera long et la marche sera pénible.

La période historique, qui commence après l'abolition de cette dernière forme de l'esclavage humain, le salariat, doit ouvrir en même temps l'ère d'une civilisation générale nouvelle.

Et pourtant, il est évident que les masses ouvrières sont encore en arrière physiquement, intellectuellement et moralement, aussi bien dans la lutte effective contre les patrons qu'en général dans toutes les grandes questions de la civilisation humaine.

Ce qui paralyse surtout dans la lutte de classes les forces des prolétaires, c'est le manque de solidarité, qui se présente partout.

Regardons autour de nous dans les quartiers pauvres !

Nous voyons les pauvres vivre en discorde perpétuelle les uns avec les autres : hommes, femmes et enfants ; nous les voyons se quereller pour mille raisons insignifiantes. Ils se disputent à propos de l'eau qui tombe du ciel et de l'eau qui sort de la terre ; d'un escalier ou d'un trottoir mal nettoyé ; de l'ordure dans l'égout, ainsi que des espiègleries de leurs enfants. Dans la campagne cette désunion se révèle sous d'autres formes encore dans les nombreuses discordes de famille, favorisées par la vie villageoise et attisées par les notaires et les avocats selon le gain qu'ils en espèrent.

Mais quand, après ces disputes entre eux, le propriétaire, le curé, le notaire passent par les quartiers ouvriers, alors nous voyons les pauvres courber le dos comme leurs ancêtres l'ont fait. Les esclaves du travail, ne sachant pas s'entendre entre eux, s'humilient devant leurs seigneurs modernes.

Hélas, ce n'est pas avec un peuple d'esclaves qu'on fait un grand mouvement historique !

La division entre les pauvres du monde entier semble être aussi héréditaire que les marques de leur travail si lourd et si pénible. Aussi a-t-elle été constamment fomentée par tous les potentats ecclésiastiques et séculiers.

Par la religion, par la culture de préjugés locaux et provinciaux, par leur politique chauviniste, ces derniers ont réussi à tenir divisées les masses ouvrières dans toutes sortes de chapelles et d'églises, de clubs et d'associations locales ; ils ont excité les habitants d'un pays contre ceux d'un autre.

Les masses ouvrières sont donc demeurées divisées entre elles dans les villes ainsi que dans la campagne, se croyant ennemies les unes des autres, au lieu de vivre toutes ensemble à l'unisson et d'agir d'accord contre ceux qui les oppriment.

Mettons tout en œuvre, nous qui voulons contribuer au progrès de la civilisation humaine et combattons avec énergie tous les préjugés locaux et nationaux ! Nous aurons plus à démolir que nous ne le pensons nous-mêmes !

Aussi longtemps que les masses opprimées et exploitées de notre société capitaliste n'apprennent pas à faire cause commune contre leurs exploiteurs dans toutes les circonstances de leur vie réelle, intervenant les uns au profit des autres partout où ils peuvent s'entr'aider ; ils n'auront jamais entre leurs mains, tout en étant les producteurs de toutes les richesses, la direction générale du travail, pas plus que chacun d'eux ne pourra, jusqu'à présent, se développer suivant ses facultés personnelles.

A cet égard, comme à tant d'autres, il n'y a

pas besoin de théories, mais d'actes, de bons exemples. C'est la pratique qu'il nous faut avant tout.

La bible chrétienne l'a très-bien compris lorsqu'elle prêche aux croyants :

« Ceux qui me disent : Seigneur, Seigneur, n'entreront pas tous dans le royaume des cieux : mais celui-là seulement y entrera qui fait la volonté de mon Père qui est dans les cieux. »

Pour les prolétaires révolutionnaires de nos temps modernes, comme pour les chrétiens des siècles passés, le signe auquel ils peuvent se reconnaître est dans les actes.

Pour leur émancipation économique et politique, les masses prolétaires auront à se soutenir et à s'entr'aider, aussi bien dans leur travail même que dans la vie sociale en dehors de leurs fabriques et de leurs ateliers.

De même celui qui voudra être utile à la délivrance des masses et à la civilisation humaine de notre époque, devra chercher à mettre ses actes en harmonie avec ses théories et à favoriser tout ce qui peut servir au mouvement révolutionnaire des opprimés contre les oppresseurs.

Là, où dans les fabriques et les ateliers l'individu deviendra la victime de sa résistance contre l'exploitation, ses camarades doivent subvenir à son aide et l'assister, non seulement de leurs conseils pour trouver du travail, mais encore de leurs personnes et de leur secours matériel.

Le célibataire voudra se sacrifier pour le bien-être de l'homme marié et le marié sans enfants pour celui du père de famille.

Au contraire, en refusant de travailler avec le renégat, qui, dans les grèves, a trahi ses ca-

marades, les ouvriers agiront conformément aux préceptes fondamentaux de la lutte de classes.

Les législateurs et les économistes bourgeois nous disent qu'en se refusant de travailler avec le gâte-métier et le traître, nous violons « la liberté personnelle » de celui qui gâte le métier ou qui trahit. Ils prétendent que nous n'avons pas le droit d'empiéter sur « la liberté de travail » de tous ceux qui désirent travailler sous d'autres conditions que leurs camarades organisés.

Les législateurs et les économistes bourgeois nous parlent donc de l'atteinte portée à la liberté personnelle des travailleurs par les organisations ouvrières.

Il est vrai que, si les ouvriers organisés se refusent à travailler dans les fabriques et les ateliers à côté de ceux qui n'acceptent pas les conditions convenues du travail et le contrat commun conclu avec les patrons, ils empiètent sur la liberté personnelle du gâte-métier, ainsi qu'ils empiètent également sur la liberté de l'entrepreneur et de ses argousins, qui, sous de telles conditions, ne seraient pas libres de choisir dans les milieux ouvriers leur main-d'œuvre parmi ceux qui leur semblent les plus propres à être exploités.

Il faut avouer, tout d'abord, que cela est vrai.

Seulement les ouvriers organisés se trouvent de plus en plus dans l'alternative : *d'être ou le marteau ou l'enclume*.

Tout en sachant qu'il y a des compagnons de travail qui sont contraints de se présenter comme gâte-métier par le chômage et la misère, ils ne sauraient pas préférer les intérêts

personnels de ces individus aux intérêts de l'ensemble des autres ouvriers.

Car, si les entrepreneurs ne peuvent pas être forcés d'entrer en négociation avec les organisations de leurs ouvriers, si, dans les milieux ouvriers mêmes, les adversaires de l'organisation ouvrière ne sont pas forcés de faire cause commune dans la lutte de classes avec leurs compagnons de travail plus développés et plus convaincus de leurs intérêts de classe, alors ces derniers seront forcés d'accepter les conditions de travail qui leur sont dictées par leurs maîtres.

Qu'est-ce que la liberté pour la classe ouvrière ? Tout le salariat en fait n'est qu'une seule infraction à la liberté du travail et ainsi une violation du bien-être physique et intellectuel de la grande masse des hommes.

Aussi longtemps que les moyens de production et de consommation resteront la propriété privée d'une minorité, la majorité des hommes sera forcée de produire au service et au profit d'autrui. Aussi les masses ne deviendront-elles libres qu'en attaquant la liberté de ceux qui leur empêchent de se délivrer du joug capitaliste.

Car la liberté est comme le royaume des cieux selon saint Matthieu ; il se prend par violence et ce sont les violents qui l'emportent ! Ainsi nul peuple et nul individu n'aura de liberté que celle qu'il prendra soi-même !

La lutte de classes, que les masses ouvrières salariées ont à soutenir contre leurs exploiteurs, est la conséquence nécessaire, précisément du manque de liberté du producteur à diriger ses propres moyens de production et à régler les conditions de son propre travail.

Ici l'intérêt du capitaliste-entrepreneur s'élève immédiatement contre celui de l'ouvrier salarié. Les conceptions de la liberté de l'un s'opposent à celles de l'autre.

L'entrepreneur, tout en s'appuyant sur la liberté d'entrepreneur et même sur celle des ouvriers, qu'il prétendra défendre, voudra faire le contrat de travail avec ses ouvriers seuls. Il voudra pouvoir engager ou congédier chacun de ses salariés, ainsi qu'il voudra accorder à chacun d'eux personnellement de quitter ses établissements comme cela leur plaira.

Voilà « la liberté du travail », comme elle est comprise par le capitaliste-entrepreneur et défendue par l'économie bourgeoise et par la législation des classes dirigeantes !

Mais l'ouvrier salarié même a acquis une autre conception de la liberté. A la liberté du travail telle que la comprennent les capitalistes qui n'est que la liberté de l'exploitation du faible (ce mot pris dans un sens économique) par le plus fort, il opposera sa propre conception qui est celle de la liberté de s'organiser contre l'exploitation capitaliste.

En opposition au « contrat personnel » voulu par le capitaliste-entrepreneur et défendu avec tant de chaleur par l'économie bourgeoise, les ouvriers organisés défendront le « marché collectif du travail » et le « contrat commun », basé sur la communauté d'intérêts des exploités.

Celui qui nuit à ces intérêts comme gâte-métier ou comme renégat, est aussi bien un traître, au point de vue des ouvriers organisés, que le soldat qui, dans le combat, sort des rangs.

Les ouvriers organisés jugeront donc avoir le droit de boycotter tous ceux qui nuisent à la

cause commune de leurs compagnons de travail, et ils seront contraints par la nature de la chose même à ne pas travailler avec les personnes qui font un contrat individuel avec les patrons et en dépit de leurs camarades.

A mesure que, dans la lutte de classes, les ouvriers salariés seront plus élevés pour le combat pratique, ils tiendront plus rigoureusement à cette tactique générale, puisque, autrement, il leur sera de plus en plus impossible d'obtenir un contrat de travail favorable.

Du reste, l'appel à « la liberté du travail » de la part du capitaliste-entrepreneur et de l'économiste de l'école bourgeoise n'est en vérité qu'un acte d'hypocrisie, apte à couvrir les propres intérêts de classe par un nom spécieux.

Car il ne s'agit pas ici du maintien de la liberté de travail de tous les ouvriers sans distinction. Il s'agit bien ici de choisir entre la liberté de l'un et la liberté de l'autre.

Si la liberté personnelle de l'ouvrier de faire un contrat de travail avec son patron seul à seul doit être respectée, même dans le cas où le contrat est nuisible aux intérêts de ses compagnons de travail, il faut donc respecter également la liberté des ouvriers organisés de refuser le travail à côté de l'individu qui nuit à leurs intérêts, de même que leur liberté de nuire à cet individu réciproquement et autant qu'il leur est possible.

Si l'on se place au point de vue du maintien de la liberté du travail, il faut donc avouer que dans la lutte de classes la liberté de l'un vaut autant que celle de l'autre !

La législation n'a compris cela dans aucun de nos pays modernes, pas plus que l'économie bourgeoise. Il n'en pouvait pas être autrement,

puisque la législation ainsi que l'économie bourgeoise ne peuvent être que le reflet des intérêts particuliers des classes dirigeantes.

Les ouvriers salariés de leur côté ont le devoir de montrer qu'ils le comprennent fort bien, partout où ils travaillent ensemble dans les fabriques et les ateliers et dans les champs.

Le maintien du contrat collectif du travail et des obligations qui en sont la conséquence est un exercice qu'on n'apprend que par l'éducation révolutionnaire et c'est la lutte de classes qui fournit l'occasion de s'exercer.

Les ouvriers organisés n'apprendront pas seulement par cette lutte même à appliquer le boycottage aux renégats, aux faux camarades, mais également aux patrons intraitables.

C'est là une arme qui peut être un précieux auxiliaire de la grève, par la raison que les ouvriers peuvent s'en servir aussi bien comme travailleurs que comme consommateurs.

Quand les grands magasins refusent d'accorder à leurs employés une réduction des heures du travail ou une amélioration des salaires dont la modicité est souvent scandaleuse, là c'est à toute la clientèle de ces magasins, c'est-à-dire aux masses des familles ouvrières, de mettre à l'index ces établissements réfractaires.

Les ouvriers dans certains cas seront obligés d'aider ces employés, puisque dans leurs branches de métier respectives, tous auront besoin à leur tour du concours de l'opinion publique. Dans la grande famille des opprimés tous doivent s'entr'aider pour améliorer ainsi leurs conditions de vie.

Quand dans les imprimeries de livres et de journaux ainsi que dans les grandes brasse-

ries et boulangeries, etc., le personnel salarié est impuissant à introduire par ses propres forces une revendication quelconque, cette revendication doit être soutenue par la force de toutes les associations ouvrières qui peuvent retirer leur clientèle aux entrepreneurs récalcitrants.

J'ai pu constater en pareil cas combien était excellent l'effet produit par l'exhibition devant les établissements boycottés d'une planche noire promenée avec ces mots : « Le patron X paye un salaire de... francs par semaine pour une journée de... heures ».

La « planche noire » inquiétait les patrons intraitables, même les propriétaires de grandes entreprises de commerce ou d'industrie, quand elle paraissait dans les rues habituées par leur clientèle.

Tout cela rendra la lutte de classes plus aiguë et plus violente.

Bien sûr ! Seulement les ouvriers n'auront pas à compter non plus sur quelque compassion, ou quelque clémence de la part des capitalistes, qui savent fort bien manier l'arme du boycottage contre leurs ouvriers organisés.

L'introduction des *certificats de travail* et des *livrets* a offert aux entrepreneurs l'occasion de contrôler la conduite de leurs salariés dans plusieurs branches de métier ainsi que dans des régions entières et des pays entiers. Il leur est possible de connaître ainsi les personnes les plus énergiques du mouvement ouvrier et de les priver de leur travail. Les plaintes qu'on entend dans les milieux ouvriers sur ces machinations des capitalistes sont très nombreuses, comme le sait quiconque a quelque expérience du mouvement ouvrier.

Une seule marque secrète, une lettre, ou un seul point noir, dont les patrons ont coté les certificats de travail pourra témoigner que l'ouvrier qui offre ses services, pourvu d'un tel certificat, est connu comme « un ennemi du bon ordre dans les ateliers », ou du moins comme « suspect ».

Nous avons appris de nombre d'ouvriers qui méritent toute notre confiance et qui sont bien connus dans le monde syndical de leur pays, qu'ils ne pouvaient nulle part trouver du travail, bien qu'ils fussent très-habiles dans leur métier et pourvus en apparence des meilleurs témoignages possibles.

En vain ils frappaient à toutes les portes, errant de fabrique en fabrique, d'atelier en atelier. Ils ne pouvaient réussir à trouver un emploi dans le cas où leur nom était placé, comme on l'appelle en Allemagne, *sur la liste noire*. Ils étaient boycottés par les entrepreneurs et bien souvent ils étaient même obligés de quitter leur pays.

Cela peut motiver un peu la résistance obstinée des ouvriers organisés contre l'introduction des certificats de travail.

A côté de l'arme du boycottage les ouvriers ont bien choisi pendant les dernières années l'arme du *sabottage* ; c'est l'application du système dit : *le travail selon le salaire*, qui, comme système de combat dans la lutte de classes, est tout d'abord mis en avant en Angleterre, où il est connu sous le terme irlandais de *Go Canny* (marchez doucement !)

Ce système est, pour ainsi dire, l'application de la « résistance passive » dans les fabriques et les ateliers, tactique de lutte de la part des ouvriers organisés que nous pouvons paraphraser ainsi :

« Travaillons doucement, en attendant qu'on nous écoute ».

Là, où dans une fabrique ou un atelier les ouvriers se sentaient trop faibles pour pouvoir résister directement à l'augmentation des heures de travail ou à la diminution des salaires par les patrons, ainsi que là où la résistance par l'abandon du travail avait abouti, pour les ouvriers organisés, à une défaite décisive, ces derniers ont souvent décidé de mettre leur travail en concordance avec le salaire et avec toutes les conditions spéciales du travail suivant la règle : « A mauvaise paye, mauvais travail ».

Quand il était convenu entre les ouvriers d'une certaine entreprise d'agir de la sorte, on travaillait plus doucement, à mesure que le patron élevait ses exigences, afin que celui-ci fût convaincu, par son propre intérêt, qu'il serait sage de renoncer à ses projets.

Dans les entreprises où le travail à l'heure ou à la journée était remplacé par le travail aux pièces le sabottage consistait à exécuter l'ouvrage suivant la qualité des matériaux et suivant le prix payé par pièce. La qualité du travail diminuait en même temps que s'abaissait le salaire.

En réalité, les ouvriers salariés ont en tout temps proportionné leur travail à sa rémunération. Ils l'ont fait, pour ainsi dire, instinctivement. Dans les grandes villes, où les salaires sont en général bien plus élevés que dans les petites communes, les ouvriers travaillent en règle générale plus intensivement.

Comme système de résistance systématique, cependant, système qui est appliqué par les ouvriers après délibération dans leurs associations respectives, le sabottage est tout nou-

veau. Il est né de l'acharnement avec lequel la lutte de classes est déjà combattue des deux côtés — corps à corps !

Jusqu'ici les masses ouvrières ont trop combattu sur le terrain théorique et fort peu sur celui de la pratique dans toutes ses formes.

Il existait encore de la part des salariés la jalousie de métier et la rivalité réciproque, c'était plutôt la concurrence que l'entente commune qui prédominait.

Dans les milieux ouvriers, il se présentait autrefois et se présente encore, à plusieurs égards, une lutte de tous contre tous.

Mettre fin à cette lutte des ouvriers entre eux, voilà ce qu'exige tout d'abord l'éducation de la classe ouvrière par elle-même.

Les principes du concours fraternel et de l'entente commune doivent donc être prêchés dans toutes les fabriques et tous les ateliers et portés jusque dans les plus humbles communes.

Ils doivent être prêchés aux travailleurs agricoles comme aux ouvriers de l'industrie et du commerce. Dans plusieurs branches du travail rural et dans des conditions de vie bien différentes, comme l'expérience personnelle nous l'a prouvé, les ouvriers agricoles aiment à les entendre.

Il faut donc leur rappeler :

« Si vous, travailleurs, vous restez divisés, si vous vous supplantez les uns les autres en vous louant comme journaliers, ou comme valets de fermes ; si vous vous jetez sur chaque occasion de travailler comme les chiens sur un même os, alors vous rendrez de plus en plus pénible la lutte de l'existence, non seulement pour d'autres, mais aussi pour vous-mêmes. Car,

pour vous comme pour d'autres, le jour viendra, où vous n'aurez plus la poitrine d'un cheval ni les épaules d'un bœuf et où vous ne serez plus dans des circonstances plus ou moins favorables. D'autres, plus jeunes et plus forts que vous, vous seront donc préférés.

« A quoi vous sert donc votre division et votre discorde ?

« Celui qui loue les travailleurs pour employer à son profit leur force de travail, devra-t-il seul fixer les conditions du travail et du bonheur humain ? »

Il est évident, qu'une propagande fructueuse pour la fraternisation et l'action commune des travailleurs des champs, sera bien difficile dans telles contrées, où l'agriculture a un caractère plus ou moins patriarcal, comme c'est encore dans plusieurs pays de l'Europe.

Sous le régime de la grande culture patriarcale, les valets de fermes, charretiers, vachers, sont, pour la plupart, logés aux grandes fermes mêmes et non pas dans le village voisin ou, comme c'est l'habitude en Angleterre, dans de petites maisons (*cottages*) situées près de la ferme.

Dans certaines régions, où la métairie nous rappelle encore l'ancienne vie familiale, ce n'est que très difficilement que les nouvelles idées pénètrent parmi les ouvriers des champs. Il est très souvent impossible d'y fonder des syndicats d'ouvriers agricoles, ou même d'y tenir des réunions publiques, bien que dans ces contrées les conditions du travail sont ordinairement des plus mauvaises. A cet égard, les conditions du travail sont absolument semblables dans divers pays.

Il faudra donc que les ouvriers d'autres mé-

tiers aident à éclairer l'esprit de ces travailleurs isolés de la campagne sur les causes de leur situation misérable. Ils pourront le faire par la conversation ou par la distribution de brochures de propagande et empêcheront ainsi que la réaction ne s'élève plus tard dans ces régions arriérées.

Différentes raisons — telles que l'isolement de leur habitation et surtout le bas degré de leur développement intellectuel — font qu'il existe souvent, parmi les producteurs de la campagne, une jalousie réciproque et une lutte d'intérêts, dans laquelle les masses de la population s'épuisent, sans murmurer, au profit d'un petit nombre de riches propriétaires.

Aux travailleurs des champs, aux petits fermiers qui peinent tant et dont la situation n'est guère plus élevée au-dessus de celle du prolétaire proprement dit, nous avons à expliquer par quelles manières ils pourront s'entr'aider.

« Pourquoi, aux ventes publiques, faites-vous monter les prix des engrais, des taillis, les locations de vos maisonnettes d'ouvriers et de vos lopins de terres ?

« Pourquoi vous dérobez-vous ainsi les uns aux autres les morceaux de pain noir que vous pouvez encore manger ? Pourquoi avantagez-vous de la sorte les notaires et les grands propriétaires qui savent si bien déjà faire bonne chère au festin de la vie ou le trésor public qui est vidé au fur et à mesure pour l'acquisition de nouveaux fusils et de canons plus perfectionnés ?

« Pourquoi ne vous soutenez-vous pas mutuellement ? Pourquoi ne chargez-vous pas une ou deux personnes d'entre vous, qui seules achèteraient ou loueraient aux ventes et aux locations publiques, pour vous entendre en-

suite sur la distribution de tout ce qui pourra être acquis par cette pratique à prix réduits ?

« Ne craignez pas que les riches fauchent eux-mêmes l'herbe des prés, ou bien qu'ils dirigent la charrue ! Ne craignez pas qu'ils vous dérobent les amas d'engrais pour les entasser dans leurs riches salons. Ils ne le feront pas.

« C'est vous, hommes et femmes du travail pénible et dur, dont les mains couvertes de durillons faucheront, laboureront et engraisseront la terre dans l'avenir comme vous l'avez fait jusqu'ici.

« Aimez-vous donc et soutenez-vous les uns les autres ! »

On ne peut pas dire, assurément, qu'en parlant ainsi aux pauvres campagnards, on fait de la propagande directement communiste, mais on apprendra quand même aux exploités de la campagne à s'entendre et à s'entr'aider, au lieu de se combattre aux dépens de tous.

Voilà ce qu'on appelle l'éducation des masses ouvrières par elles-mêmes ! La nécessité de cette éducation pratique leur doit être mise sous les yeux.

Un autre effet de cette propagande sera, comme nous l'avons expliqué dans un autre chapitre, de contribuer essentiellement à la ruine et à la prolétarisation des petits paysans propriétaires et des grands fermiers qui, mis au pied du mur, seront écrasés entre les grands propriétaires et le fisc impitoyable d'une part et d'autre part les travailleurs agricoles s'entr'aidant et multipliant de plus en plus leurs revendications.

En vérité, c'est là un long chemin d'éducation et d'expérience à faire !

Abstraction faite des rapports de travail si ar-

riérés avec la vie patriarcale des régions rurales, il est néanmoins vrai que, jusqu'à présent, capitalistes, grands paysans et propriétaires ont mieux su s'unir et faire cause commune contre les prétentions de la classe exploitée, que les travailleurs dans leur lutte pour l'émancipation.

En dehors des rapports immédiats du travail dans les fabriques, les ateliers et dans les champs, les exploités peuvent exercer encore une grande influence dans plusieurs domaines de la vie sociale, à condition qu'ils s'entendent et se soutiennent les uns les autres fraternellement.

Dans certains pays il est possible, quand le mobilier d'un camarade sans travail doit être vendu en public pour cause de dettes, que les ouvriers du quartier le remettent en possession de ses meubles au prix de quelques sous. Pour cela ils ont à convaincre le public de laisser acheter les meubles pièce par pièce par une seule personne en mettant obstacle aux intrigants.

En Hollande, où existait, pendant quelques années, un mouvement régulier contre les ventes judiciaires, les propagandistes socialistes pouvaient acheter ainsi, à plusieurs reprises, tout un mobilier à un centime ou à deux centimes par meuble : une table, deux centimes, six chaises, deux centimes, en somme, pour prendre un cas déterminé, cinquante-six pièces pour environ deux francs. Au contraire, il arrivait souvent que la recette faite au profit de la pauvre famille dont les meubles furent vendus, s'élevait au double de la somme qui était nécessaire pour l'achat du mobilier.

Les meubles étaient donc sortis par la porte de devant pour être rentrés par la porte de derrière : bien des fois les pauvres gens persécutés

par la justice, avaient même quelque avantage direct de la vente qui, en outre, offrait une bonne occasion à la propagande socialiste.

Il est évident, sans doute, que de telles ventes peuvent avoir un mauvais résultat pour ceux qui veulent prêter assistance à une famille malheureuse ; il se peut même que les tentatives de ces derniers échouent, pour la plupart, aussi longtemps qu'elles n'arrivent qu'isolément, et ne sont menées que par quelques propagandistes socialistes hardis.

Car ceux-ci seront persécutés de toutes façons par les autorités qui chercheront à les mettre en contravention avec la loi. D'autre part, cependant, cette résistance systématique de la population ouvrière, résistance soutenue par la solidarité commune, a montré son caractère contagieux, de même qu'elle habituait la population à des réflexions et des actions indépendantes.

Ailleurs, il arrivait souvent qu'une pauvre famille digne d'être assistée et incapable de payer le loyer de son habitation, fût aidée par ses amis qui venaient en nombre suffisant pour transférer les meubles dans un autre appartement en exécutant tout le déménagement dans quelques minutes.

Là, où il existe, dans la campagne, des dîmes et d'autres charges féodales qui oppriment la population, comme il y en a encore dans différentes régions mêmes de l'Europe occidentale, les révolutionnaires peuvent soutenir le mouvement effectif contre ces restes de la féodalité. Qu'on se refuse donc à offrir de l'argent pour les produits agricoles vendus aux enchères.

Sans doute, les formes du secours mutuel pratiqué par toute la population laborieuse des

villes et de la campagne, changeront avec les conditions spéciales de la région ou même de la commune.

Quand, pendant l'hiver, des milliers de personnes, dans les quartiers populaires de nos villes et dans la campagne, sont sans travail et en pleine misère, n'est-ce pas une sottise de leur part, de rester paisibles, assises, chacun dans son trou, devant le foyer éteint ou le garde-manger vide? Est-ce qu'ils ne doivent pas s'unir et manifester leur misère à travers les rues, en portant leurs outils avec eux, pour prouver qu'ils veulent bien travailler, mais qu'ils ne le peuvent pas?

C'est surtout l'abandon et l'inexpérience des sans-travail, ainsi qu'une certaine répugnance de montrer leur misère et un sentiment de confusion mal ordonné qui leur empèche si souvent de s'entendre et de se présenter en masse dans les rues.

Que les syndicats ouvriers, mieux expérimentés dans la lutte de classes pratique, soient plus disposés de prêter leur secours à leurs compagnons de travail malheureux! Que les organisations ouvrières des différents métiers veuillent seulement louer les salles de réunion et faire imprimer les affiches et les prospectus pour la convocation des sans-travail. Quand, ainsi, les ouvriers organisés viendraient à l'aide de leurs frères malheureux, les rassemblements des affamés se présenteraient plus fréquemment dans les rues de nos villes.

Ces manifestations de la misère montreront aux classes possédantes les iniquités auxquelles aboutit le régime capitaliste; elles pourront dévoiler toute la souffrance de notre classe ouvrière et faire plus que de longs discours.

Parmi les classes dirigeantes il règne, aussi, à côté d'un esprit insouciant et jouisseur, beaucoup d'ignorance et de manque de connaissance.

Mais de telles manifestations, organisées par les misérables, seront interdites par les autorités !

Ah ! sans doute, les autorités peuvent défendre ce qu'elles veulent ! Elles peuvent même prescrire aux pauvres sans travail, si vous voulez, que ceux-ci restent dans leurs trous derrière le poêle, et qu'ils se mettent un torchon dans la bouche, afin qu'en mâchonnant, ils oublient d'avoir faim.

Pourtant, tout ce que les autorités désirent et prescrivent n'arrive pas !

On dispersera à coups de sabre les rassemblements des sans-travail ; on les pourchassera au moyen d'une police impitoyable, aide fidèle des classes dirigeantes !

Nous avons comme témoignage : Londres, Berlin, Paris, Amsterdam, presque toutes les grandes villes de l'Europe et des Etats-Unis et tant d'autres communes !

Mais, qui empêchera les sans-travail — si les choses en viennent aussi loin — de s'entendre sur une autre forme d'action commune ? Qui les empêchera de se montrer dans toutes les rues de la ville, réclamant du travail à toutes les portes et de s'unir tous les jours, après leurs démarches, dans leurs salles de réunion ?

Il n'est pas permis aux pauvres de demander de l'argent. On peut le leur empêcher par la force. Mais on ne pourrait les contraindre à ne pas chercher de travail ni les empêcher de le faire en grand nombre, organisés, quoique dispersés !

Ces mesures, du reste, ne pourraient être prises qu'avec le concours d'une véritable armée de policiers. C'est pourquoi l'on n'en a pas encore fait l'essai.

Çà et là les sans-travail organisés pourront réussir peut-être à recueillir de l'argent dans les rues par des listes notifiant les noms des donateurs et à prendre des avances pour l'achat de matériaux et d'outils de travail.

Le premier matériel de travail qui est nécessaire, c'est du pain en quantité suffisante.

On ne pourrait pas non plus empêcher les sans-travail de se présenter le dimanche, vêtus de leurs haillons, dans les églises où les prêtres prêchent, des lèvres, l'amour pour leurs semblables, ni qu'ils se dirigent vers les musées et la salle de réunion du conseil municipal, ainsi que vers tous les autres édifices publics qui, du moins, sont chauffés.

Dans une de nos grandes villes j'ai aperçu, un jour, une personne sans travail, qui portait au bout d'un bâton une pancarte indiquant, en même temps que les causes de sa misère, son nom et son adresse.

Le bonhomme promena son écriteau à travers les rues les plus animées et les promenades visitées par les riches. Il faut avouer que cette personne avait fait quelque chose pour manifester sa misère !

Si pourtant vous restez dans vos trous, vous, misérables, attendant patiemment ce qui arrivera, on vous laissera crever de faim. Les riches, assurément, ne témoigneront, au sujet de votre mort, ni douleur, ni remords, ni reproches.

Si vous, misérables, vous restez tranquillement dans vos taudis, les gens heureux prétendront,

tout au plus, que vraiment la pauvreté et la détresse ne sont pas excessives : « Autrement les pauvres se feraient voir et surtout entendre ! »

Dans les petites communes du pays l'accord et l'action commune des non-possédants sont surtout rendus difficiles par le manque d'un nombre suffisant de personnes qui sont aptes vraiment à marcher à la tête d'un mouvement prolétaire.

D'autre part, l'influence de l'opinion publique y est plus puissante que dans les grandes capitales et peut agir plus immédiatement sur la vie quotidienne des classes possédantes.

Quoique nous devions admettre que, parmi les formes de secours mutuel et de résistance essentielle contre l'oppression, il y en ait qui, dans certaines régions du monde, soient rendues inappliquables par les lois du pays, que d'autres échouent ou n'aient pas d'effet essentiel parce qu'opposées au caractère particulier de la population, quoiqu'elles puissent varier suivant les mœurs et les coutumes des peuples, en suivant les conditions spéciales et locales de chaque pays, il n'en est pas moins certain que les formes de secours mutuel des pauvres et de résistance contre l'exploitation capitaliste seront de plus en plus nombreuses.

Que les non-possesseurs sachent seulement s'entr'aider, et par le seul mépris qu'ils témoigneront à leurs oppresseurs ils pourront exercer une influence considérable, car ce mépris sera capable de conduire ceux-ci à des mesures d'amélioration essentielles que leur parlementarisme et leur philantropie ne sauront jamais effectuer. Que l'homme ne soit pas un chien léchant la main qui l'a frappé !

Malgré tout, ce défaut de solidarité et de fraternité entre les malheureuses victimes de l'ordre social actuel est compréhensible.

Les hommes attirés par la tranquillité, montrent de la pusillanimité et de la crainte à adopter de nouvelles idées tant qu'ils jouissent d'un bien-être relatif ; quant à ceux qui sont absolument misérables, leur manque d'énergie est la conséquence immédiate des conditions défectueuses de leur existence et surtout de leur mauvaise alimentation.

A toutes les époques les masses laborieuses ont été trop résignées et ont fait preuve d'un trop bon naturel.

Dans la lutte pour l'existence au sein de la société capitaliste, ce sont moins les individus très développés intellectuellement que les plus rusés et les moins scrupuleux, qui peuvent parvenir. Dans la société capitaliste, ces intellectuels ont ce que *Darwin* a appelé, en parlant de la nature en général, un « avantage naturel », par lequel ils ont plus de chance que les autres de survivre et de propager leur race. Ils peuvent mieux s'adapter aux rapports difficiles, de cette lutte acharnée de tous contre tous.

La masse cependant souffre toujours et peine sous le lourd fardeau du travail abrutissant, stupidement confiante dans ses gouvernants.

Les avantages naturels dont les prolétaires peuvent disposer eux-mêmes ne leur sont que trop peu connus.

Là, où la détresse monte au plus haut point, ils se contentent encore de paroles, de promesses, de lois écrites.

Les quelques rares individus qui font résistance à l'injustice et à la violence, sont frappés par la puissance judiciaire, par les policiers et

les juges de classe ou, parfois même par les baïonnettes des soldats.

Quand on dit au peuple français : Peuple, tu vas fêter le 14 juillet, le glorieux anniversaire de votre Grande Révolution ; tu vas danser aux coins des rues de Paris et de toutes les villes et bourgs de France ; tu vas décorer tes habitations avec des drapeaux et avec des oriflammes ; tu allumeras des lampions et des lanternes vénitiennes, à la mémoire ineffaçable de ta superbe révolution — ah ! les masses populaires sont donc si faciles à satisfaire qu'elles se retirent si paisibles après une seule journée de réjouissance aux impasses sales et aux cavernes surpeuplées des faubourgs !

Confiantes dans la patience et dans l'indulgence de ce peuple bonhomme, les classes dirigeantes de la France peuvent faire inscrire la maxime de la Grande Révolution : *Liberté, Egalité, Fraternité*, comme une sorte de raillerie sur tous les édifices publics. Ils peuvent — cruelle plaisanterie ! — étaler ces paroles même au-dessus des casernes et des prisons :

Liberté — Egalité — Fraternité !

Et les masses se contentent de cela et se courbent. A certains instants seulement elles se redressent pendant quelques jours, comme les bêtes de trait se révoltent parfois sous le fouet du charretier ; même dans ces courts moments pourtant elles ne savent travailler qu'au profit d'autrui.

Elles nous montrent la race humaine dans sa faiblesse : souffrant, souhaitant, gémissant et toujours dans l'attente de sa délivrance de quelque nouveau Messie — mais cependant ne s'élevant jamais jusqu'à des mesures décisives

et n'atteignant que rarement ces moments de puissance créatrice, où l'humanité est si belle et pendant lesquels, en déployant sa pleine force, elle est en état de produire des œuvres gigantesques.

Nous sommes toujours partis ici de cette vérité que le développement intellectuel et moral des hommes ne saurait pas surpasser, en général, la structure économique de la société.

Comme une âme saine ne peut demeurer que dans un corps sain — *mens sana in corpore sano* — ainsi un homme sain ne saurait vivre que dans une société saine — *Homo sanus in societate sana.* Les éléments de cette comparaison sont pris dans un sens général.

Quand, frappés par les désappointements que nous présente la vie en général, ou la lutte des classes en particulier, nous nous plaignons parfois d'un manque de caractère et de bonne volonté dans la masse, nous avons tort, sans doute, et c'est plutôt de leur faiblesse, de leur manque de force, de résistance, que nous aurions à nous plaindre.

Les hommes ne deviennent si souvent infidèles à leurs principes et à tout ce qu'ils croient être vrai et bon, que parce qu'ils se sentent impuissants à résister aux difficultés sociales qui s'élèvent impitoyablement, lorsqu'ils vivent d'après ces principes. Leur énergie succombe alors à la force du milieu dans lequel ils se trouvent placés.

A cause de cela la morale humaine générale répondra toujours au développement des forces productives de la société et ne saurait jamais être plus qu'un reflet des rapports économiques des masses.

Seulement il peut naître dans le sein des masses mêmes des sympathies prononcées pour une morale humaine plus développée, morale qui ne saurait pas encore régler la vie sociale des hommes, mais qui, néanmoins, sera la morale humaine de l'avenir.

Si, pourtant, il est vrai que les hommes ne puissent être améliorés physiquement, intellectuellement et moralement que par l'amélioration des conditions économiques, cette amélioration cependant ne se fait pas d'elle-même.

En définitive nous faisons nous-mêmes notre propre sort d'individus. Notre sort ne nous est pas simplement prescrit. Aussi faisons-nous nos propres sentiments, nos mœurs et nos coutumes dans les rapports sociaux qui nous sont donnés.

Tous ceux qui sont nés dans les conditions sociales, matériellement les plus favorables, ne semblent pas toujours, dans un sens intellectuel et moral, les individus les plus développés.

D'autre part, ceux qui croissent dans un milieu matériel pourri, ne sont pas toujours les plus mauvais individus d'esprit et de cœur, bien qu'ils succombent peut-être physiquement.

C'est une réaction réciproque dont il s'agit ici dans la vie de l'individu.

Le milieu social dans lequel l'homme est élevé sert de base à son développement intellectuel et moral, mais ce développement même doit être accompli sur cette base par l'individu. Ensuite, cet individu s'élevant intellectuellement et moralement jusqu'à un plus haut degré, pourra réagir de son côté sur le milieu social dans lequel il vit — comme nous l'avons expliqué au commencement de ce chapitre pour la société dans son ensemble.

Nous revenons donc à ce que nous avons déjà esquissé à grands traits, que la Question Sociale à résoudre pour l'humanité est non seulement un problème économique, mais en même temps un problème intellectuel et moral.

A côté de la lutte de classes à livrer et qui, dans son essence, n'est qu'une lutte pour la puissance économique, ayant pour but la domination des forces productives, qui règlent la vie sociale des hommes, nous avons à soutenir, en outre, une lutte intellectuelle et morale, qui dépend de la lutte économique et qui comprend tous les problèmes de la culture humaine.

Quand un jour les producteurs immédiats, les ouvriers organisés du travail intellectuel et manuel seront aptes à diriger eux-mêmes leur vie sociale entière et à prendre entre leurs propres mains la direction et l'administration de toute la production et distribution, ils devront pouvoir marcher à la tête de la civilisation humaine dans toutes les formes dans lesquelles celle-ci se manifeste. Cela entendu, c'est leur morale, qui sera la morale humaine générale de la génération future.

Est-ce que la classe ouvrière pourra remplir aussi, à cet égard, sa mission historique ?

Nous pouvons seulement constater, en réponse à cette question, que jusqu'ici et pour tous les grands problèmes de la civilisation, c'est le mouvement ouvrier communiste qui, non seulement dans tous les pays a prêté à la résolution de ces problèmes son concours jusqu'aux dernières conséquences, mais qu'à plusieurs reprises il a été le seul courant politique et social sur lequel on pût compter pour résoudre les problèmes prédominants, les vraies questions vitales de la civilisation.

Les socialistes reconnaissent la complète égalité des deux sexes et, dans différents pays, ils donnèrent la première secousse, avant que les femmes elles-mêmes aient commencé leur mouvement féministe. Aussi, ils veillent à ce que dans ce dernier mouvement ne prédominât pas la séparation des classes, dans ce sens, que les femmes des classes possédantes ne pussent pas proclamer leurs revendications spéciales comme revendications de tout leur sexe.

Les socialistes analysent franchement la politique coloniale de nos Etats industriels et commerciaux modernes.

Ils expliquent cette politique ainsi : C'est par l'avidité et le désir du profit que les gouvernements de nos Etats modernes s'emparent de contrées entières du monde, qui ne leur appartiennent pas et qu'ils massacrent ou chassent la population indigène de ces contrées partout où celle-ci ne veut pas se soumettre à eux.

Les socialistes démontrent que cette conquête de régions étrangères, qu'avec tant d'hypocrisie nos classes possédantes exposent comme une œuvre de « civilisation humaine », n'est plus qu'une œuvre de calcul capitaliste et de l'égoïsme le plus cru et le plus laid.

Ils s'y opposent toutes les fois que les classes dirigeantes de nos pays modernes qui, dans leur propre histoire, honorent encore les champions de leur liberté et de la liberté de leurs ancêtres, traitent cependant les races des colonies, combattant également pour leur liberté propre, comme des « rebelles », tout au plus dignes d'être fusillés sans forme de procès.

Les descendants des hommes qui ne voulaient pas être eux-mêmes civilisés par des fu-

sils et des canons, civilisent si volontiers dans nos temps actuels, par la force des armes, les tribus des colonies pour ensuite les faire servir à leur profit.

En analysant ainsi la politique coloniale de nos Etats modernes, les socialistes sont bien souvent seuls contre tous les partis bourgeois : cléricaux et anti-cléricaux, conservateurs, libéraux et radicaux, et même contre certains soi-disant social-démocrates jouant aux *nationalistes* (1). De même les socialistes se trouvent en opposition avec toute la presse bourgeoise.

Le mouvement pour la libre pensée et contre l'étouffement des masses par les sociétés religieuses, ainsi que celui contre le militarisme et la monarchie sont essentiellement conduits par les socialistes.

Là, où dans certains pays comme l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, la question de la tempérance fut mise à l'ordre du jour comme une question d'intérêt général pour les masses du peuple, les socialistes furent immédiatement l'âme même du mouvement contre l'alcoolisme.

Le mouvement pour la protection des animaux a trouvé tout d'abord la sympathie entière des socialistes.

On peut prétendre, avec pleine raison, que, de quelque côté que l'on regarde, partout où une injustice fut commise, partout où une affaire de corruption et de fraude publique me-

(1) Comparez par exemple la brochure qui, récemment, fut publiée par le social-démocrate allemand, EDOUARD BERNSTEIN. La brochure est traduite en français sous le titre : *Socialisme théorique et Socialdémocratie pratique*. L'auteur y traite la question coloniale en chauvin allemand, tout à fait comme les « nationaux libéraux » et les autres partis bourgeois de son pays.

naça d'être oubliée ou cachée par l'influence des hautes autorités ecclésiastiques ou laïques, civiles ou militaires qui y étaient impliquées, les socialistes furent toujours prêts à tenir tête à toutes les forces supérieures.

Depuis un certain nombre d'années, un mouvement populaire contre une injustice ou un acte de tyrannie quelconque ne peut réussir que si les socialistes en veulent prendre la direction.

Bien plus, sans doute, il leur faudra veiller à ce que, dans un mouvement communiste, cette bannière de la civilisation reste debout !

Il est de leur devoir de rester toujours les mêmes et de tenir ferme, convaincus qu'ils doivent être de leur responsabilité devant la postérité.

Ils auront à veiller particulièrement, là où la Social-Démocratie, comme parti de transition entre les groupes socialistes et les partis bourgeois, tend à maintenir sa communication avec les deux camps et menace de conduire le mouvement socialiste dans une direction petite-bourgeoise. Mais il ne faut pas que l'acharnement avec lequel la lutte de classes est combattue et qui, sans doute, s'agrandira encore de plus en plus les séduise.

On prétend, non sans raison, que la lutte de classes réveillera certains traits rudes de caractère de la nature humaine, qui se manifesteront surtout dans les cercles ouvriers : la haine, la cruauté, l'esprit de vengeance, d'inflexibilité et de domination. Ces traits de caractère se révéleront, de plus en plus, comme on a prétendu, à mesure que les masses du prolétariat organisé sauront élever leurs revendications et ils se manifesteront aussi bien dans les relations

des ouvriers entre eux que dans leur attitude vis-à-vis de leurs adversaires.

Le boucher qui, tous les jours, voit couler du sang, s'accoutume à voir le sang et n'estimera pas la mort sanglante d'un animal comme un fait qui pourrait ébranler ses nerfs. Il tue un animal par habitude et avec calme, pour ainsi dire mécaniquement.

Il nous faut empêcher que dans la lutte de classes du prolétariat moderne, les coutumes de la lutte ne mènent à l'endurcissement des mœurs et à une domination tyrannique des organisations ouvrières victorieuses.

Il est vrai que, bien souvent, une forte organisation peut seule faire obtenir aux ouvriers un succès essentiel dans les grèves, les lock-outs et les boycots et que, dans ces conditions, il est d'une nécessité rigoureuse d'empêcher les renégats d'agir parmi les ouvriers mêmes. D'autre part, cependant, et en compensation pour ainsi dire de cette tendance rigoureuse, il est d'une importance absolue que la liberté d'agir soit défendue avec énergie dans les milieux ouvriers, partout où les exigences de la lutte de classes ne prédominent pas.

En outre, ce qui est vrai pour la lutte de classes, en général, l'est de même pour les formes spéciales dans lesquelles elle se manifeste. Dans tous les cas particuliers, sans doute, les ouvriers organisés ont à prendre soin qu'un certain contre-poids soit donné partout où la lutte de classes montre son revers et pourrait être nuisible au développement intellectuel et moral de la race humaine.

Prenons un seul fait : Le sabottage, comme nous l'avons vu, peut être parfois une arme

puissante pour forcer les patrons intraitables.

Comme supplément de la grève, assurément, il pourra rendre des services considérables dans quelques cas spéciaux. Mais il accoutume les ouvriers qui s'en servent au mauvais travail et il est connu que c'est précisément pour cette raison, que l'application de cette arme de combat a échoué dans plusieurs milieux ouvriers. « Nous ne pouvons pas gâter la main-d'œuvre, nous ne pouvons pas bousiller notre ouvrage », voilà ce qu'ont déclaré parfois des ouvriers habiles.

Ainsi, si, d'un côté, des armes de combat, comme le sabottage, doivent être utilisées, il nous reste, d'autre part, à avoir soin de favoriser tout ce qui peut servir au perfectionnement des arts ainsi qu'au développement de la connaissance du métier parmi les ouvriers.

Nous devrons donc favoriser l'établissement d'écoles des arts et des métiers spéciaux, de cours pour le dessin, les mathématiques, la chimie, la mécanique, etc.

Dans chaque domaine du travail manuel et intellectuel, nous devrons choisir les meilleurs produits de l'art et de l'intelligence humaine et l'exposer dans nos propres cercles ouvriers pour favoriser ainsi l'estime du bon travail.

En dehors des ateliers nous pouvons établir des sociétés de chant et de musique, des clubs de lecture et de discussion, des bibliothèques ouvrières ainsi que des écoles du dimanche pour les enfants.

De plusieurs manières, et chacun de nous sur le terrain spécial où il peut se rendre utile à l'intérêt commun, nous devrons favoriser le développement intellectuel et moral, surtout de la génération ouvrière naissante.

Car, n'oublions jamais qu'une grande mission sociale, comme celle que la classe ouvrière doit remplir vis-à-vis de la société actuelle, ne saurait être accomplie que par une génération humaine très élevée intellectuellement et moralement au-dessus du niveau de la vieille civilisation.

S'il est vrai que tout peuple a le gouvernement et l'ordre social qu'il mérite, consacrons donc toute notre vie à aider au développement d'un peuple autour de nous qui mérite un ordre social plus perfectionné que celui de notre époque capitaliste maudite.

La civilisation humaine n'a guère gagné au développement du capitalisme qui a fait parvenir certains éléments de la bourgeoisie à un bien-être matériel et même à une opulence inconnue auparavant.

Cette bourgeoisie est restée intellectuellement et moralement la même génération bête, présomptueuse et d'esprit étroit, qu'elle est devenue dans le milieu des « affaires ». Pour les hautes aspirations des arts et des sciences, notre aristocratie de finances moderne semble tout à fait émoussée malgré son aisance matérielle.

La cause de la civilisation humaine ne gagnerait pas plus au développement d'une génération ouvrière, tout hébétée par le dur travail dès l'enfance, acharnée dans la lutte de classes et animée de la seule passion de devenir un jour maîtres alors qu'ils étaient auparavant esclaves.

Une génération qui ne soit pas capable de sentir battre le cœur de la haute civilisation humaine et de porter les bienfaits de cette civilisation vers toutes les contrées du monde : voilà ce que, par nos efforts, il nous faut éviter à tout prix !

CHAPITRE X

L'INDIVIDUALISME DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

A l'extrême gauche du mouvement ouvrier on rencontre un courant purement individualiste. Il est connu sous le nom d'*anarchisme individualiste* et il a déjà produit quelques œuvres.

Il est le courant anarchiste conséquent qui part de l'individu, du *Moi*.

Afin que cet individu puisse se développer en pleine liberté, l'anarchiste individualiste rejette tout pouvoir oppressif, toute contrainte, et attaque en premier lieu l'Etat, que l'anarchiste de cette espèce considère « comme son plus grand, voire même comme son seul ennemi (1) ».

Pour juger de l'influence de ce courant spécial sur le mouvement ouvrier, il me faudra surtout caractériser ici sa philosophie en la comparant à celle du communisme.

Pour exposer les tendances économiques des

(1) Voir John Henry Mackay : *Anarchistes*. « Mœurs du jour », ch. v. Trad. franç., p. 168.

principes anarchistes, je me référerai de préférence aux formules données par l'un d'entre eux, *John Henry Mackay*, dans son livre « Anarchistes ». Pour la partie plus profonde et purement philosophique, je me servirai de l'ouvrage de *Max Stirner* : « L'unique et sa propriété ». J'appellerais volontiers le livre de Stirner l'évangile de l'anarchiste, si ce n'était faire tort à l'individualisme en lui attribuant un évangile.

L'individu, l'homme isolé, nous dit l'individualiste, agit toujours de la façon qu'il croit la plus propre à assurer le bonheur personnel le plus grand. Le bonheur individuel, tel est le seul but de son action.

Non, pourra répondre le communiste. Le bonheur, le plaisir particulier n'est pas le mobile, la cause des actions humaines, il en est plutôt la conséquence, la résultante. Votre propre individualité, votre *Moi* n'est qu'une cellule dans le grand organisme de la société humaine et de la nature qui nous environne. Cette cellule est dans son état actuel pour des raisons antérieures. Ce sont les causes qui ont *déterminé*, à l'avance, et les fonctions de l'organisme social dans son ensemble, et celles de la cellule en particulier.

Ce que vous nommez le bonheur personnel n'est pas un but qu'un être indépendant s'est choisi en pleine liberté, c'est la *conséquence*, l'effet de l'adaptation plus ou moins facile de l'individu au milieu social où il se trouve placé. L'adaptation est donc la cause, le bonheur est l'effet, le résultat.

A mon avis, ces deux conceptions différentes n'éveillent que les mêmes notions. Adaptation au milieu social, recherche du plus grand bonheur personnel, ce sont deux expressions

qui, en dernière analyse, disent la même chose. L'individu vit, il *existe*, tel est le fait réel dont je proviens.

L'arbre pousse ses racines et ses radicelles de tout côté par la terre, il veut vivre, c'est sa tendance égoïste. Si ses radicelles rencontrent une pierre qui les gêne et qui les blesse, elles serpentent autour d'elle pour pouvoir fouiller la terre.

Les radicelles s'adaptent au milieu et recherchent ainsi leur souverain bien, la vie pleine et entière !

Non, vous répondra peut-être l'interlocuteur, les racines de l'arbre *doivent* s'adapter au milieu, elles *ne peuvent pas pénétrer la pierre* ; si, à la place de la pierre, ne se trouvait qu'un morceau de bois vermoulu, elles tenteraient de le percer en se développant. Les radicelles, en s'adaptant à leur milieu, trouvent leur souverain bien, la pleine vie ; mais c'est le résultat de leur adaptation et non le but de celle-ci.

L'individu, lui aussi, dès sa naissance, se trouve placé dans un certain milieu, il s'y trouve ayant en sa possession certaines facultés physiques et intellectuelles. Il veut *vivre* ; mais il est sans cesse arrêté par des obstacles. Ces difficultés ne sont pas particulières à lui, locales, elles ne surgissent pas spécialement devant lui, dans le cercle voisin de ses proches, mais il se heurte aussi à des barrières sociales qui ont leur origine dans la structure générale de la société à laquelle il appartient.

Est-ce que c'est comme égoïste qu'il recherche le plus grand bien-être personnel, quand il s'efforce de trouver tout d'abord les conditions matérielles immédiates qui lui permettent de vivre, de mettre à l'écart, de détruire même les obstacles d'un caractère général ou particulier

qui le gênent et gâtent son bonheur personnel ; avoir ainsi contribué à ce que d'autres individus ne soient pas blessés comme lui, est-ce satisfaire une forme plus développée de son égoïsme ?

Ou bien devons-nous comprendre la chose d'une autre façon ? L'individu, l'homme, se sent-il poussé par ses qualités physiques et intellectuelles à s'adapter au milieu social où il est né, à le modifier en repoussant et en détruisant ce qui le blesse ou est propre à blesser d'autres que lui ? Le bonheur personnel ne serat-il alors que le résultat de ses efforts, tandis que l'adaptation même en serait la cause.

En ce qui concerne les effets sociaux, la formule m'importe peu.

Que l'individu travaille *pour* parvenir à certaines conditions d'existence, ce qui serait alors le mobile de son action, ou qu'il parvienne à ces conditions *parce* qu'il travaille, ce qui serait alors le résultat de ses efforts, c'est une question qui, pour la vie réelle de l'individu, peut nous laisser aussi froid que la célèbre dispute des anciens sophistes pour savoir si la poule était antérieure à l'œuf, ou l'œuf à la poule.

L'adaptation au milieu social et le plaisir, le bonheur personnel sont, à mon avis, deux notions inséparables qui se bornent à traduire la différence qui existe entre l'acte de vivre et l'état de vie, c'est une différence analogue à celle qui existe entre le *verbe* et l'*adjectif*.

L'anarchiste individualiste pousse la doctrine de l'égoïsme à l'extrême.

Individualiste conséquent il dira avec *Max Stirner* :

Moi, je suis Moi. Mon semblable n'existe pas, pas un seul moi ne se retrouve. Dieu est esprit, Moi je suis plus qu'esprit. Homme, Etat, Peuple, Société, sont des notions; Moi je suis un corps.

Si on lui demande de combattre pour des idéals : Dieu, l'Empereur, la Patrie, l'Humanité, il répondra que ces « spectres » ne l'intéressent pas : — « Loin de moi cet objet qui n'est pas tout à fait Mon objet. Vous croyez que Mon objet devrait être au moins le « bon objet »? Qu'est-ce que bon, que mauvais? Je suis Moi-même Mon objet et je ne suis ni bon ni mauvais. Ni l'un ni l'autre n'ont de sens pour Moi.

» Le Divin est de Dieu, l'Humain de l'Homme. Mon objet n'est ni le Divin, ni l'Humain, il n'est ni le Vrai, ni le Bon, le Droit, le Libre ; il est uniquement le *Mien*, et ce n'est pas une généralité, il est — *unique*, comme je suis unique, Moi !

» Pour Moi il n'y a rien au-dessus de Moi ! (1) »

Cette célébration de l'égoïsme qui devient la philosophie pratique de l'homme, comporte une difficulté. Son application plus ou moins logique dans la pratique change avec l'individu, de sorte qu'on ne trouve guère deux anarchistes individualistes défendant les mêmes théories, tant sur les principes fondamentaux de la philosophie, que sur l'économie politique.

Aussi est-on forcé de s'en tenir à des personnalités pour caractériser cette philosophie du Moi et son influence dans le mouvement ouvrier.

L'anarchiste individualiste *Mackay* tient en-

(1) Max Stirner : *L'Unique et sa propriété*. Préface.

core au spectre de la « Liberté », dont se moque *Max Stirner* que *Mackay* célèbre cependant.

« La liberté..... absence de toute violence agressive et de toute contrainte », est pour *Mackay* « l'anarchie » ou « l'absence d'autorité (1) ».

Il demande comme « la première des conditions de la liberté », « que chacun puisse prétendre au produit intégral de son travail ». — « l'Indépendance économique est la première chose que réclame l'anarchiste ».

Ainsi pas de propriété collective ! *Mackay* réclame le droit de disposer de sa propre personne ; il ne demande pourtant aucun droit à la société et ne se sent, d'aucune part, obligé envers elle. « Notez, dit-il, que je dis « société » comme j'aurais dit « Etat », « communauté », « patrie » ou « humanité » ; le terme n'importe peu (2). »

Il reste, dans la sphère de la Liberté ce qui, transporté en économie politique, signifie pour lui que l'exploitation de l'homme par l'homme ne deviendra impossible que « le jour où chacun pourra se procurer librement et gratuitement les moyens nécessaires à l'échange des produits du travail, le jour où le capital ne sera plus grevé de l'intérêt reconnu et défendu par la loi, le jour où le crédit sera gratuit, organisé sur le principe de la mutualité : le jour où le marché sera libre et ne connaîtra plus aucune

(1) *Benjamin Tucker* appelle également « anarchie » — « l'absence d'autorité ». On peut voir dans cette formule la signification qui, après *Proudhon* et d'après lui, est attachée généralement au mot anarchie par les anarchistes individualistes.

(2) Voir John Henry Mackay, *Les anarchistes*, v. *l. c.*, p. 170.

entrave à l'échange d'individu à individu ou de pays à pays ; le jour où le sol sera libre et laissé à la disposition de quiconque voudra l'utiliser sans qu'un autre puisse le revendiquer pour lui-même ; le jour enfin où la liberté du travail sera (1) ».

Il est évident que toute cette apothéose de l'individu prenant son essor, en pleine liberté, sans contracter par là des obligations envers quiconque, envers aucune institution sociale, est déjà entamée par les dernières des revendications formulées plus haut.

En disant que le sol doit être libre « sans qu'un autre puisse le revendiquer pour lui-même », *Mackay* formule des restrictions à la liberté au moment précis où il sort de la théorie pour rentrer dans le domaine de la vie pratique.

Max Stirner est plus conséquent. Philosophe, il s'oppose lui aussi à la propriété communiste.

Mais *Stirner* prêche toujours le même égoïsme dans toute sa hardiesse et sa crudité. Pour lui n'existe pas l'objection qu'un autre occupe le sol et l'empêche ainsi de le « revendiquer pour lui-même ». Il est vrai, d'ailleurs, que tout cela cadre parfaitement avec sa philosophie du *Moi*. « La Liberté » n'est sans doute qu'un « spectre », tandis que le *Moi-Stirner* est (était) un « corps ». Ce *Moi* est (était) plus que Dieu même et plus que « la Liberté ». La liberté ou gratuité du « crédit » et du « marché », du « sol » même, dans les conditions connues, constituerait donc une nouvelle espèce de « choses sacrées » qu'il lui faudrait respecter !

(1) *L. c.*, p. 169.

Stirner comprend l'affaire tout autrement. Ecoutons-le :

« Je n'ai nulle objection à faire contre la Liberté seulement, Moi, je Vous souhaite plus que la Liberté ; Vous ne devriez pas seulement être *débarrassé* de ce que Vous ne voulez pas, Vous devriez *avoir* aussi ce que Vous voulez, Vous devriez être non seulement un homme « libre », Vous devriez être aussi un « possesseur ». (1)

Possesseur de quoi ? Seulement du sol non encore utilisé par un autre, comme le propose *Mackay ?* Nullement. La philosophie de *Stirner* ne connaît pas ces restrictions :

« Qu'est-ce donc que *ma* propriété ? Rien que ce qui est en mon *pouvoir* ! Quelle propriété m'est permise ? Toute propriété sur laquelle Moi je Me *donne le pouvoir*. Moi je Me donne le droit de propriété en la prenant pour Moi, en Me donnant le *pouvoir* de propriétaire, le plein pouvoir, l'autorisation ......

« Il faut dire : Ma propriété s'étend jusqu'où va mon pouvoir ; et revendiquer tout ce que j'ai la force d'obtenir et laisser ma propriété se développer aussi loin que je Me donne le droit, c'est-à-dire — le pouvoir (2). »

En face de cette philosophie égoïste et conséquente, une observation s'impose : C'est que dans notre société capitaliste, ceux qui profitent du monopole du grand capital ont été, pour l'époque actuelle, les individualistes les plus rationnels. Ils nous ont bien montré qu'ils voulaient s'emparer de tout ce dont ils avaient le *pouvoir* de se saisir ; ils se sont crus aussi *autorisés* par Eux-mêmes à déposséder d'autres indi-

(1) Max Stirner, *L. c.*, part. II : *Moi*, c. I.
(2) *L. c.*, part. II : *Moi*, c. II. 2. *Ma vie sociale.*

vidus sans être obligés d'épargner tous ceux qui avaient utilisé quelque coin de la terre. Ils l'ont fait dans la mesure où ils se sentaient le *pouvoir* de le faire.

Les autres ne peuvent-ils donc pas agir comme eux ? Ils peuvent se révolter. Ici nous abordons les conceptions de *Max Stirner* sur la propriété collective telle qu'elle est comprise par les communistes :

« Bref », dit *Stirner*, « la question de la propriété ne se laisse pas résoudre si facilement que le rêvent les socialistes ou même les communistes. Elle ne sera résolue que par la lutte de tous contre tous. Les pauvres ne seront libres et possesseurs que quand ils se lèveront, résisteront, se révolteront... »

« La concurrence libre, la lutte de tous contre tous », c'est ce que *Mackay* prône également dans le domaine économique. Il pense que cette lutte amènera le plein développement de l'individu, la possibilité pour celui-ci de prétendre au produit intégral de son travail, mais il faut pour cela que les privilèges maintenus par l'Etat aient disparu avec lui — l'Etat — qui est le grand ennemi.

L'individu libre une fois éveillé, la société se substituera au gouvernement, les « associations libres » à l'Etat, les « contrats libres » aux « lois coercitives ».

Examinons, d'un peu près, cette philosophie de l'égoïsme et sa valeur vis-à-vis du mouvement ouvrier.

Sur tous les théoriciens inconséquents de l'égoïsme comme *Mackay*, et sur tous les anarchistes individualistes que nous avons rencontrés, nous aurons facilement la victoire.

Leur philosophie, se balançant entre deux

principes opposés, est insoutenable et elle n'est pas prise au sérieux même par eux-mêmes. Ils ne peuvent se défendre ni à gauche contre les individualistes plus conséquents qu'eux, ni à droite contre les communistes.

Pour les individualistes conséquents du genre de *Stirner*, leur philosophie est contraire au mouvement ouvrier. Les philosophes comme *Stirner*, *Frédéric Nietzsche*, le continuateur de cette philosophie de l'Ego, n'ont pris qu'en apparence le parti des opprimés. Ils ne l'ont fait qu'autant que leur égoïsme s'opposait aussi au pouvoir des classes dirigeantes.

Au fond, cependant, ces individualistes défendent ce que l'on a appelé le despotisme éclairé. Egoïstes-aristocrates, ils sont diamétralement opposés au mouvement ouvrier.

Dans une introduction qu'il a écrite au livre de *Stirner*, *M. Paul Lauterbach* nous apprend qu'un critique français aurait dit de « l'Unique » que c'est « *un livre qu'on quitte monarque.* » Ces mots expriment nettement mon opinion.

L'hypothèse de *Mackay* est en contradiction avec sa philosophie égoïste même, quand il nous dit que « l'Etat aura vécu » quand l'Individu libre, « l'homme libre, indépendant, maître de lui-même » s'éveillera à la vie. Dire que l'individu, maître de lui-même, s'éveillera, c'est-à-dire qu'un *certain nombre* d'individus le feront, puisque l'Individu, comme tel, n'existe pas et n'est qu'un « spectre » pour employer la nomenclature de *Stirner*. Or, quand cet individu acquerra cette maîtrise de lui-même que désire pour lui la philosophie égoïste, pure et simple, cet individu ne détruira pas l'Etat. Il s'en servira, à son propre profit, comme individu. Et c'est ce qu'ont fait les classes possé-

dantes, surtout les grands monopolisateurs, qui l'ont utilisé pour *se rendre elles-mêmes plus libres.*

L'individu qui s'est réveillé, l'homme libre indépendant, maître de lui-même, tel que le conçoivent *Mackay* et surtout *Stirner*, emploiera l'Etat à son avantage personnel, de la même manière qu'il utilisera sa propriété privée. Il le fera en attendant que d'autres, *s'ils le peuvent*, agissent comme lui. Il sera tout naturellement enclin à conserver ce qu'il possède et il le défendra par tous les moyens à sa disposition et se servira donc pour y arriver de l'Etat moderne. Que lui importent les autres !

Tel le comprend la philosophie de l'Egoïsme que représente *Max Stirner* :

« Je ne Me mesure pas non plus, Moi, à d'autres et je ne veux pas avoir un *Droit* quelconque. Je veux être tout ce que je puis et avoir tout ce que je peux. Que d'autres soient quelque chose de *semblable*, possèdent quelque chose de semblable, que m'importe (1) ? »

L'anarchiste individualiste pourrait, il est vrai, nous répondre que c'est précisément parce que tous peuvent agir comme chacun en particulier qu'il sera impossible que l'Etat subsiste et tombe entre les mains d'un petit nombre. L'Individu en général — diront-ils — sera inévitablement en mesure de développer toutes ses facultés physiques, intellectuelles et morales.

Seulement, remarquons une fois de plus que l'Individu, comme tel, n'existe pas, et que seuls, quelques privilégiés, en nombre restreint d'ailleurs, pourront se développer de préfé-

(1) Max Stirner, *L. c.*, part. I. *L'homme*, c. II, 3, § 3. *Le libéralisme humain.*

rence, devenir des individus plus ou moins indépendants et maîtres d'eux-mêmes au sens que nous avons indiqué plus haut. Si, au Moyen Age, un serf ou un corvéable était peu en état de devenir un chevalier de grand chemin, dans la société actuelle, il sera difficile à un prolétaire de se rendre libre, indépendant et maître de sa personne.

Il se trouve toujours quelqu'un pour dépasser les autres, pour employer sa propre supériorité, la puissance dont il dispose à interdire aux autres de suivre son propre exemple. Il préférera prendre autrui à son service et le faire travailler tout en obéissant aux doctrines égoïstes.

Ne voit-on pas dans le mouvement ouvrier moderne, comment l'égoïsme mène à la jalousie, même parmi des frères d'armes, jalousie qui ne peut que nuire aux intérêts généraux.

C'est ici que se trouve le point faible de *Mackay*, de *Stirner* et des anarchistes individualistes, en général, quand ils combattent le communisme. Leur philosophie égoïste ne deviendra jamais celle du prolétariat. Si leurs doctrines, contraires au communisme, ont pénétré çà et là dans les milieux ouvriers, c'est que, jusqu'à présent, la philosophie du prolétariat n'était pas encore nettement exposé, ni suffisamment comprise par les masses ouvrières.

Devant *Mackay*, *Stirner* et les anarchistes individualistes, vient se dresser le prolétaire ayant la conscience d'être dépouillé de tout bien, et, égoïste, il leur demande :

— Qu'ai-je à faire avec *votre* égoïsme ?

— Nous, prolétaires, nous avons notre égoïsme à nous, notre égoïsme de prolétaires !

— Nous sommes communistes par égoïsme !

— Comprenez donc que nous en avons assez de votre « lutte de tous contre tous ».

— L'Histoire nous prouve que nous, les masses ouvrières, nous aurons toujours le dessous dans une telle lutte.

— Il nous faut pourvoir à notre existence par le travail de nos bras. Il nous manque le temps, l'occasion, la force et l'énergie de nous armer contre les embûches de ceux qui ne font rien et qui bientôt seraient encore une fois nos tyrans sous le règne de votre philosophie égoïste.

— Nous qui, de génération en génération, sommes mal nourris, mal logés, mal vêtus, nous qui, dans l'ensemble, sommes mal développés et physiquement et moralement, nous ne sommes pas en état de résister dans cette « lutte de tous contre tous » aux membres des classes dirigeantes qui, souvent plus habiles que nous, sont toujours mieux armés pour vaincre.

Nous ressemblons à un homme qui, tout nu, voudrait lutter en combat singulier contre un adversaire bien armé.

Telles sont les paroles qu'un prolétaire égoïste pourrait adresser à *Mackay*, à *Stirner* et aux anarchistes individualistes, partisans de la propriété privée.

Il est vrai que le communisme triomphera seulement quand il sera devenu une nécessité pour les masses. Leur égoïsme les rendra alors communistes.

Il faut, pour cela, que le prolétariat croie fermement, qu'avec la propriété privée des moyens d'existence, subsistera toujours la sujétion, la servitude du valet vis-à-vis du maître. Celle-ci pourra, il est vrai, prendre une autre forme que celle du salariat au service de l'entrepreneur par-

ticulier, mais sur les bases de la propriété privée s'élèvera toujours la servitude de classes avec, comme soutien de celle-ci, l'organisation oppressive qu'est l'Etat.

Au moment où cette conviction sera devenue générale, quand les masses seront conscientes que l'individualité ne pourra jamais se développer en pleine liberté tant que les instruments de travail ne seront pas une propriété commune ; quand les soucis impérieux et quotidiens de l'existence passeront à l'arrière-plan et que la lutte de tous contre tous aura cessé, alors le communisme pourra devenir peu à peu la forme dominante de la civilisation humaine.

Le prolétaire sera donc obligé, en se plaçant au point de vue égoïste, de s'opposer aux anarchistes individualistes dont les théories philosophiques ne sauraient conduire, en réalité, qu'à la prédominance des plus forts.

Pourtant, on pourrait nous faire observer que *Mackay* et d'autres anarchistes individualistes demandent encore que le sol et les instruments de travail soient « libres ». Ils réclament la liberté du marché, du crédit, du sol et, en général, de tout ce que vous voudrez.

Liberté par ci, liberté par là !

Il faut que le prolétaire sache qu'il ne peut être .question ici que de « spectres » de liberté

Si *Mackay* avait appelé à son aide la science économique, la plus élémentaire, il n'aurait pas réclamé la liberté du crédit, du marché, du sol, tout en laissant subsister la propriété personnelle des moyens de production.

Il n'aurait pas davantage revendiqué l'abolition de l'Etat, fondée sur cette forme personnelle

de la propriété que, de son côté, l'Etat développe et protège.

Les anarchistes individualistes adressent souvent, avec *Mackay*, l'objection suivante aux communistes :

« Vous dites : supprimons l'Etat pour que la propriété tombe, parce que l'Etat la protège.

« Moi, je dis : Supprimons l'Etat, pour que la propriété existe, parce que l'Etat l'opprime ».

En parlant ainsi, les individualistes font injure aux communistes dont ils inversent les doctrines.

Les communistes, en effet, ne prétendent pas qu'il faille *que l'Etat soit supprimé pour que la propriété disparaisse*, *ils demandent*, *au contraire*, *que la propriété disparaisse afin que l'Etat soit supprimé*. Pour mieux dire, ils le demandent afin que l'Etat, élevé sur les bases de la propriété personnelle, soit frappé d'inutilité et « meure » à la longue.

Il serait impossible que l'Etat s'anéantît tant que la propriété personnelle subsistera. Les propriétaires, en effet, sont décidés à conserver, par tous les moyens possibles, leurs possessions, fruits de leur propre travail et du travail d'autrui. Ils les défendront aussi par l'oppression exercée par l'Etat, oppression qui interdit aux non-possesseurs de s'attaquer d'une manière efficace aux privilèges des propriétaires.

Réclamer, avec les anarchistes individualistes, le maintien de la propriété individuelle tout en préconisant la suppression de l'Etat, est aussi absurde que de vouloir conserver dans l'Eglise catholique son organisation hiérarchique, tout en supprimant le pape à Rome.

Et cela sous prétexte que le pape, à Rome, opprime l'Eglise catholique romaine !

S'il est impossible de supprimer l'Etat dans une société fondée sur la propriété individuelle, tout l'échafaudage des mesures libertaires tombe par là même.

Il suffit au prolétaire de jeter les yeux autour de lui pour s'apercevoir qu'en réalité il ne pourra prendre possession du moindre lopin de terre si l'on sous-entend qu'il faudra, pour cela, que la parcelle choisie par lui ne devra pas avoir été utilisée par un autre. Dans ces conditions, il ne pourra rien revendiquer de son chef. Il lui suffit d'observer un peu pour remarquer, immédiatement, que dans nos pays civilisés, contrairement aux pays sauvages, le sol, en règle générale, est déjà occupé et que, en dehors du monde des livres, dans la vie réelle, on ne peut déterminer la mesure dans laquelle le sol occupé sert à l'utilité personnelle.

Si vingt personnes, mettant en valeur chacune une parcelle de terre, pensent que leur récolte augmentera à condition qu'elles cultivent ensemble le sol appartenant à toutes les vingt, personne ne pourra les en empêcher ni taxer d'injustice leur procédé. Ce terrain qu'elles occupent est-il directement utilisé par elles ? Qui pourrait nous tracer les limites qui décident du point où commence et finit l'utilisation personnelle. Ces limites sont arbitraires et nul n'a à se préoccuper de la circonstance que *Mackay*, ou tout autre anarchiste individualiste, tient à les voir respecter. L'individualiste surtout devra reconnaître la vérité de cette dernière assertion.

Nous pouvons, de plus, apprécier facilement à sa valeur une autre revendication des individualistes : ils nous disent que chacun doit avoir « le produit intégral de son travail ». Il faut en-

tendre le produit de son travail *personnel* et non du travail d'autrui, ni du travail de la communauté.

S'ils ont quelques notions des premiers principes de l'économie politique, les *anarchistes individualistes* n'oseront pas maintenir longtemps cette prétention. Elle pourrait avoir sa raison d'être dans une colonie ou dans les pays sauvages. Elle ne saurait intervenir sérieusement à propos de la vie si complexe de nos sociétés modernes.

Dans la vie moderne, en effet, le travail n'est pas individuel, mais social. Cela signifie qu'il n'existe pas, à proprement parler, de travail individuel distinct.

L'horloger qui seul, dans son petit atelier, raccommode une horloge, peut, sans doute, se livrer pendant un temps déterminé à un travail personnel, distinct du travail de toute autre personne, cependant la quantité même de ce travail particulier, la grandeur de son équivalent, « le produit intégral » ne saurait être mesuré avec précision, que d'ailleurs le marché, le crédit, etc., soient libres ou non.

Bien qu'un tel ouvrier ait la pleine disposition de sa force de travail, il ne saura jamais si ce qu'il reçoit de ses clients est vraiment l'équivalent du « produit intégral » de son travail.

A plus forte raison ne saurait-il être question du produit intégral dans les grandes usines, dans les grands ateliers où l'on fabrique même les plus petits objets, les clous, les aiguilles, les épingles, les allumettes, grâce à une division extrême du travail et en employant les machines les plus compliquées. Des centaines d'ouvriers sont à la besogne et tous collaborent

à la production de ces marchandises dont une fabrique moyenne peut, chaque jour, jeter des millions sur le marché.

Personne, cependant, ne pourrait calculer la participation effective de chacun des ouvriers, contremaîtres, administrateurs, etc., à l'établissement du produit. On ne saurait même approximativement fixer « le produit intégral » du travail de chaque ouvrier.

Nous pouvons retourner en tous sens et tant qu'il nous plaira les théories anarchistes individualistes. Soit qu'on les transporte dans le domaine de la pratique, soit qu'on les critique au point de vue de la science économique, elles nous paraissent insoutenables. Elles essaient, en effet, d'unir la vie sociale complexe de notre époque à un individualisme réalisable seulement dans la vie solitaire des hermitages et des colonies.

Il est vrai d'ailleurs que le propagandiste qui a vécu dans le mouvement ouvrier, y a accompli son œuvre pendant quelques années, saura très bien se rendre compte de l'apparition de cette tendance vers l'individualisme, tendance que l'on a pu remarquer chez les plus forts et les plus énergiques ; le mouvement ouvrier a ses désillusions et ses désappointements communs à toute vie humaine, à tout commerce entre les hommes.

La vie de parti pousse à la même camaraderie que le service de l'Etat, et dans les deux cas les désavantages sont les mêmes. Seules la qualité et l'étendue des abus diffèrent.

On y a vu quelquefois le mauvais côté de la démocratie et ce jugement était assez justifié.

Le fonctionnaire sent que ses intérêts sont

liés à ceux de ses collègues. Il peut leur envier des privilèges particuliers, une promotion plus heureuse, mais cette envie ne se révèle que dans un cercle étroit ! Ses limites dépassées, tous sont solidaires et animés du même esprit de camaraderie.

Les actions d'un collègue qu'on désapprouve personnellement restent cachées aux yeux du monde. Pourquoi frapper dans son existence même un « ami » avec lequel on est peut-être apparenté ou dont les conditions d'existence peuvent être si bien connues.

L'égoïsme intervient dans tous ces cas. Si le collègue, frappé dans sa vie, divulguait les abus, et il y en a toujours, ne devrait-on pas craindre soi-même un dommage personnel ?

La conclusion est : Unissons-nous contre le monde extérieur !

La vie de parti conduit les hommes à de semblables actions.

Nous entendons un orateur émettre des assertions inexactes, des sottises mêmes, — sous prétexte de contribuer au développement intellectuel de son auditoire. Nous voudrions bien nous élever contre ce qu'il dit. Nous sentons, si vous le voulez, le tort fait à la cause qu'il avait mission de propager, seulement — l'orateur est un « membre du parti », un membre de la même organisation que nous. Nous reculons dans certaines circonstances devant le devoir de nous dire la vérité les uns aux autres.

Nous sommes toujours disposés à changer la couleur de certaines actions suivant les relations que nous avons avec leurs auteurs. Nous les blâmons chez nos adversaires, nous déclarons qu'elles sont les conséquences déplorables d'une situation sociale malsaine. Dès que l'au-

teur de ces actes est affilié au même groupe ou au même parti que nous, l'appréciation est différente.

Celui qui a quelque expérience pratique du mouvement ouvrier ne saurait nier l'existence de cette camaraderie spéciale et de cet esprit de parti sans faire tort à la vérité. Ces phénomènes se manifestent même d'une façon trop générale dans le mouvement ouvrier, mais il est tout naturel que certains individus se laissent influencer davantage que les autres. Il en est d'ailleurs de même dans le monde des fonctionnaires.

Puis le règlement, les ordres des supérieurs influent sur le fonctionnaire, agissent sur ses opinions, sur ses propres sentiments. Il suffit d'une prescription du code pour que le juge inflige impitoyablement les peines les plus dures à un malheureux. C'est ce qu'il appelle *son devoir*. Des policiers subalternes, poussés par le même sentiment, maltraiteront l'homme désarmé qu'ils trouvent devant eux et qui ne leur obéit pas. Un fonctionnaire grossier agira souvent sans que sa cruauté soit inspirée par ses chefs. Mais, si cet ordre est donné, tous l'exécuteront.

Au sein des partis, ce sont aussi le règlement, les statuts, le programme qui règnent.

Les administrateurs d'une corporation séviront souvent avec l'inflexibilité d'un juge quand les statuts leur prescrivent de frapper un membre. Un gréviste, par exemple, ayant omis les formules nécessaires ou négligé ses obligations ne pourra recevoir le secours de son organisation ; de même un pauvre, dans la misère, qui aura trahi ses camarades dans une grève. Pour se soustraire aux dures sanctions du règlement

il faut en appeler à l'assemblée générale des membres.

C'est contre tout cela que proteste l'individualisme de beaucoup de personnes appartenant au monde ouvrier.

Donc : A bas les entraves ! A bas cet esprit de parti ! Je veux être indépendant, libre, autonome ! Je veux juger moi-même de ce qui est utile et nécessaire à mon propre intérêt et à celui des autres !

Quand dans les moments les plus critiques de la lutte de classes, les désillusions personnelles affligent l'auteur de ces paroles, quand il se voit trompé dans sa confiance, la tendance à sauvegarder la liberté de ses jugements et de ses actions se transforme peu à peu en une philosophie individualiste déclarée.

Les expériences auxquelles la vie au sein du mouvement ouvrier soumet les individus les plus énergiques, les pousse à prétendre, comme le docteur *Stockmann*, la figure principale du drame d'*Henrik Ibsen* :

L'homme le plus puissant du monde, c'est celui qui est le plus seul.

Quelque explicable que soit cette disposition à l'individualisme, la proposition théorique que nous venons de rapporter est évidemment fausse.

Il n'y a que des hommes du caractère le plus ferme que l'on peut dire que plus ils sont seuls et plus ils sont puissants. Et cela n'est vrai que dans des circonstances déterminées et à un certain point de vue.

Quand on est seul on est plus puissant dans le naufrage, — même dans le naufrage de l'existence — s'il s'agit de quitter ses amis, ses parents, ses compagnons de lutte pour sauver sa vie pure et simple.

Cependant, une fois sur la terre ferme, lorsqu'on a posé le pied sur un sol inculte et solitaire qui réserve au naufragé un pénible travail, on s'aperçoit immédiatement de la faiblesse de sa théorie. Amis, parents, compagnons de lutte, tous vous quittent aussi quand vous les avez abandonnés. Le solitaire n'aurait pas la force de résistance et l'on commence à apprécier la parole de l'Ecclésiaste : « Il vaut donc mieux être deux ensemble que d'être seul : car ils tirent de l'avantage de leur société. Si l'un tombe, l'autre le soutient. Malheur à l'homme seul, car lorsqu'il sera tombé, il n'aura personne pour le relever ».

Mais c'est surtout lorsque la théorie individualiste est appliquée à la lutte de classes que je la combats. Je déteste cette théorie que nous avons rapportée plus haut quand elle intervient dans le mouvement ouvrier.

Si celui-là même, qui n'a pas à pourvoir immédiatement aux premières nécessités de l'existence, se sent plus faible parce qu'il est seul dans diverses circonstances de sa vie, sous différentes conditions, cela s'applique à plus forte raison à la masse des travailleurs. Ce n'est pas lorsqu'il est le plus seul que l'ouvrier est le plus puissant. Aussi longtemps qu'il le sera, il restera assujetti.

Lorsque les masses des travailleurs sauront s'organiser, lorsqu'oubliant leurs différends personnels locaux, nationaux, ils s'uniront dans tous les pays contre ceux qui les exploitent et les oppriment, ils formeront alors une puissance formidable. C'est de cette manière, et de cette manière seulement, en se rendant de plus en plus indépendantes vis à vis de l'exploitation et de la tyrannie de leurs maî-

tres, que les masses ouvrières pourront à la longue arriver à diriger la production et la distribution des richesses.

Simple individu, le prolétaire est tout à fait impuissant et ne peut intervenir en rien dans le procès de production et d'appropriation capitaliste. Il reste sans force devant le capitaliste au service duquel il travaille, sans recours contre le gouvernement qui l'opprime en maintenant l'ordre existant.

Le prolétaire, seul en lutte avec son patron, pourra, il est vrai, abandonner le travail dont les conditions ne lui plaisent pas, mais il s'apercevra tout de suite qu'un autre, vingt, cent autres travailleurs sont prêts à le remplacer. Il pourra voler s'il a faim, mais ce faisant, il ne changera rien au système d'appropriation capitaliste. Il peut refuser d'obéir au gouvernement qui exige de lui le service militaire. S'il se soustrait au militarisme par la fuite, il sauvera sans doute sa personne, mais n'exercera aucune influence sur le système militaire lui-même, qui ne s'en trouvera pas ébranlé. Sa fonction sera tout simplement remplie par un autre soldat. S'il refuse de porter les armes en activité de service, on le fusillera, on l'emprisonnera. Et ce n'est qu'en subissant toutes ces conséquences de son acte, tel que le comprend la doctrine de la « résistance passive », prêchée par le comte *Tolstoy*, que chaque soldat pourra véritablement attaquer le régime militaire dans ses principes; mais il ne le pourra efficacement que s'il est soutenu plus tard par nombre de ses camarades qui, par leur action commune, changeront le caractère même de cette forme de résistance.

En tout cas ce n'est que par exception que

chaque prolétaire isolément pourra exercer une influence réelle sur la formation de la société actuelle et nous pouvons prétendre en général que s'ils veulent résister efficacement à l'oppression économique et politique exercée sur eux par les classes possédantes et par les gouvernements, les ouvriers doivent s'unir en masse dans tous les métiers, dans toutes les fabriques et ateliers, partout où s'étend la civilisation moderne. Il leur faudra fonder et développer ses organisations dans l'agriculture, le commerce et l'industrie, localement, nationalement et internationalement.

Ils devront en même temps s'occuper de leur mieux à neutraliser le tort que leur organisation même fait subir à la liberté d'action des individus. Ils pourront combattre la domination de certaines personnes, ou des administrations partout où elle s'exerce. Au moment d'une lutte décisive on doit parfois accorder aux meneurs du mouvement une sorte de plein pouvoir, mais il faut qu'ils restent dans ce cas responsables pour chacune de leurs actions et qu'ils soient déchargés de leur pouvoir provisoire immédiatement après que la lutte effective est finie.

En réalité les administrateurs ne doivent être plus que les exécuteurs d'un mandat, qui leur est donné par leurs camarades, et non les directeurs d'une organisation ouvrière pouvant s'unir entre eux pour établir dans l'avenir un nouveau gouvernement. L'individualisme des administrations pourrait sérieusement nuire aux organisations ouvrières.

Quant à la pression exercée par la majorité d'une organisation sur la minorité, les ouvriers pourront ménager à cette dernière la faculté

de se retirer et d'agir d'une façon indépendante et lui prêter son appui ; à la condition toutefois que la minorité, de son côté, ne tente pas d'entraver la liberté de la majorité qui, elle aussi, doit être respectée.

Les prolétaires ne peuvent aller plus loin dans cette voie.

Il leur est impossible d'abandonner l'organisation qui doit les délivrer de leur sujétion économique et politique parce qu'elle a des inconvénients inévitables.

Supposons que les ouvriers d'une exploitation quelconque commencent à résister à leur patron pour améliorer leurs conditions d'existence. Trois ouvriers, Pierre, Paul et Jacques, peuvent être affectés de façon toute différente par la réussite du mouvement.

Pierre, par exemple, dans la force de l'âge, pourra créer assez de plus-value, même dans les nouvelles conditions de travail, pour que l'exploitation de sa personne rapporte encore à l'entrepreneur.

Ce dernier aura vis-à-vis de Pierre la même conduite qu'auparavant.

Paul est moins capable que Pierre quoique encore d'une habileté moyenne. Lui non plus ne sera pas immédiatement congédié. Mais le patron s'appliquera à tirer profit le plus possible de sa force de travail.

Pour Jacques, l'entrepreneur lui dira : « Vous êtes trop âgé et le travail commence à être trop pénible pour vous. Les revendications auxquelles le personnel m'a forcé de souscrire sont si onéreuses pour moi qu'il est douteux que dans ces conditions je puisse continuer à faire mes affaires. Je ne puis plus gagner sur votre travail. Vous êtes comme une machine usée, comme un fruit

qui a livré tout son suc. Sous les anciennes conditions, je vous ai encore toléré. Mais ne croyez pas que je sois patron pour mon plaisir. Il me faut maintenant être aussi dur que vous autres et je vous congédie ».

Voilà donc un ouvrier qui est sans pain grâce à l'organisation de ses camarades de travail, à la suite des améliorations que cette organisation leur a procurées.

Si Jacques, prévoyant cette issue dès l'origine, s'était opposé à toute amélioration du sort de ses camarades, il aurait eu, sans aucun doute, et le pouvoir et le droit. Il aurait agi en égoïste, dans son intérêt personnel. Mais ses compagnons de travail auraient eu de même le pouvoir et le droit de le traiter en ennemi pour son attitude.

L'organisation ouvrière ne saurait être abandonnée pour la raison qu'elle fait des victimes, parce que la masse des travailleurs en a besoin pour maintenir ou pour élever leur niveau actuel, matériel, intellectuel et moral. Dans cette période de transition, l'important est de se conserver. Pourrait-il être question de délaisser cette organisation au moment où elle va devenir bientôt le levier puissant de la révolution sociale et mettre fin à l'exploitation de la classe ouvrière ?

C'est aussi impossible que de refuser de combattre pour l'indépendance parce que toute guerre a ses morts et ses blessés.

La seule chose permise aux ouvriers, c'est d'aider et de dédommager autant que possible les victimes de leur mouvement de classe.

L'organisation a ses exigences et ses obligations. Pourra-t-elle jamais répondre aux aspirations et aux besoins du prolétariat tout entier,

de la masse des prolétaires ? Attirera-t-elle à elle ceux qui, tout en n'appartenant pas au prolétariat proprement dit, réservent leur sympathie à ceux qui luttent contre l'exploitation et la tyrannie actuelle ?

Après tout ce que nous avons dit, nous prétendons que l'organisation idéale même semblera trop étroite à beaucoup des plus énergiques d'entre nous.

Les masses prolétariennes, tout en s'efforçant d'appliquer aussi largement que possible les principes de la liberté du groupement et d'action, auront cependant leurs postes avancés et leurs corps-francs.

Dans le domaine intellectuel, dans les lettres et les arts, aussi bien qu'en pleine vie sociale, des lutteurs isolés persévéreront solitaires dans leur œuvre de civilisation et combattront l'oppression sous toutes ses formes, renversant la barrière des préjugés, portant la hache dans les taillis impénétrables qui entravent la marche du progrès.

Estimerons-nous à toute sa valeur l'œuvre de ces pionniers solitaires au service de la civilisation !

Quand leurs efforts individuels ne viennent pas retarder le développement de l'organisation ouvrière et ne causent pas un dommage réel au prolétariat, celui-ci ne peut pousser le dogmatisme assez loin pour ne pas reconnaître les mérites d'un travail pénible qui dépasse ses limites propres.

La valeur de ce travail doit être estimée individuellement pour chacune de ces personnes.

Il en est ainsi pour les actes de vengeance ou de justice exercés personnellement par quelque révolutionnaire soit contre un exploiteur, un

personnage politique influent, ou un membre des classes possédantes comme tel.

Les attentats violents, commis pendant ces dernières années, peuvent-ils donc être jugés à l'avance, approuvés ou condamnés en principe ?

La vérité est que toute action de cette nature doit être appréciée isolément. C'est tellement évident que nous accorderons à un acte une valeur toute autre suivant que se sont produites telles circonstances accessoires et que même nous hésiterons parfois à porter sur certains un jugement décisif, quoique en apparence ces actes semblent être tous équivalents. Pourtant tous ces délits violents, s'attaquant à la propriété ou à la vie des heureux de ce monde, nous paraissent tous parfaitement compréhensibles. On s'explique aussi facilement qu'ils se soient produits surtout dans les pays arriérés de l'Europe méridionale, — l'Espagne, l'Italie — où l'Eglise domine encore et où la pauvreté et l'ignorance sont si générales dans la masse populaire que ces actes se multiplient et se développent avec la misère même.

Mais nous sentons bien que la génération actuelle ne peut estimer avec justice ces actes de violence et déterminer la valeur qu'ils ont dans l'histoire de l'humanité, si explicables qu'ils soient.

La postérité porte un jugement tout différent sur le meurtre de *César* par *Brutus*, sur le régicide de *Ravaillac* sur *Henri IV*, roi de France, et sur le meurtre commandé par *Richard III* d'Angleterre sur la personne des malheureux fils de son frère.

Quand l'ardeur des passions sera éteinte, les générations futures jugeront chacun des attentats politiques de notre époque.

Pour se prononcer à l'heure présente sur ces attentats par rapport à leurs auteurs, il nous faudrait nous placer dans le milieu social auquel ils appartiennent et connaître tous les motifs personnels ayant agi.

Pour donner à ces attentats leur valeur propre, évaluer leur importance pour le développement de la société en un sens donné, il faudrait connaître le niveau de culture de la population, les conditions d'existence de celle-ci, ainsi que la situation politique générale et d'un autre côté la valeur de la victime. De plus, il y a toujours des influences historiques accessoires propres, à modifier profondément les conséquences dernières des faits perpétrés.

L'importance excessive qu'un fait si simple que la prise de la Bastille a eue sur l'histoire de la Révolution de 1789 nous fournit un exemple de la portée que peut avoir également à notre époque la coïncidence des faits historiques, sur la conséquence de nos attentats.

Nous ne pouvons décider si le meurtre du ministre espagnol *Canovas del Castillo* par *Angiolillo* a exercé une influence effective sur la situation politique de l'Espagne et a influé sur la guerre néfaste entreprise par cette nation contre les Etats-Unis.

La signification et l'importance de pareils faits individuels ne peuvent être déterminées que par l'avenir, d'après leurs conséquences dernières. Dans bien des cas l'appréciation sera tout à fait impossible même pour l'avenir.

A l'heure présente il nous faudrait connaître trop de détails particuliers sur chacun des attentats politiques modernes pour être sûrs de notre jugement, savoir : si l'acte a une vertu éducative et instruit la masse ouvrière ou s'il

n'inspire à cette dernière qu'horreur et aversion ; c'est-à-dire : si le fait a été favorable ou désavantageux au mouvement ouvrier.

Abstenons-nous donc de porter un jugement général sur les attentats politiques. Constatons seulement que ces attentats si fréquents dans ces dernières années sont la conséquence nécessaire de l'oppression et de la tyrannie qu'exercent internationalement les classes possédantes sur le prolétariat et de la connaissance qu'ont les masses de la nature de cette oppression. Ils sont favorisés en outre par l'appauvrissement des masses qu'accélèrent si puissamment les guerres coloniales et commerciales ainsi que la paix armée que les gouvernements bourgeois imposent à nos pays modernes.

Constatons, d'autre part, que les actes individuels ne sauraient être considérés comme une lutte d'émancipation proprement dite par la classe ouvrière. Ils sont étroitement liés à cette lutte, mais ces expressions d'un individualisme qui s'éveille ne peuvent modifier la structure économique de la société.

Pour la classe ouvrière, il ne s'agit ni de juger ni de tuer des personnalités, un homme d'État ou un monarque, ou un grand capitaliste quelconque. Ce qui lui importe, au contraire, c'est de savoir comment ses groupements conquerront la prédominance dans le procès de production et d'appropriation des richesses.

Les ouvriers pourraient tuer des centaines de leurs exploiteurs ou de leurs tyrans politiques sans avoir introduit pour cela la plus petite modification dans les rapports de dépendance où se trouve le prolétariat organisé vis-à-vis des classes possédantes.

Ce que nous appelons actuellement la Question Sociale, c'est la nécessité d'une modification profonde apportée dans les rapports matériels, intellectuels et moraux, dans toute la structure de la société.

Dans ce processus révolutionnaire, l'individu ne peut prétendre à être davantage qu'une cellule d'un organisme social. L'ensemble tout entier, aussi bien que la cellule, croît et se développe suivant les lois propres à sa nature.

CHAPITRE XI

APERÇU A VOL D'OISEAU

Pour juger le cours final que prendra la lutte ébauchée dans les chapitres précédents, nous retournerons toujours à cette question : si le développement de la production et de l'appropriation capitaliste nous mène d'une façon décisive vers un ordre social communiste.

Ce n'est, en effet, que lorsqu'ils seront convaincus que la société humaine doit inéluctablement aboutir au communisme, que les hommes les plus énergiques, les plus portés à se sacrifier, pourront avec enthousiasme se jeter dans la lutte de classes actuelle, sans même escompter un succès immédiat de leur œuvre personnelle.

Lorsque nous, communistes, nous aurons acquis cette conviction, nous pourrons poursuivre notre travail révolutionnaire avec patience et ténacité. Nous le pourrons toujours, quelque petit que soit le nombre de ceux qui peuvent sacrifier et leur temps et leurs facultés au milieu de cette vie sociale si agitée et engloutis-

sant déjà tant d'efforts pour l'entretien matériel.

Dussions-nous n'être qu'un nombre restreint nous resterons donc fermes dans nos convictions, même si parmi nos camarades quelques-uns abandonnent l'idéal d'autrefois pour se jeter dans la politique, la coopération, ou dans le mouvement syndical petit bourgeois et réactionnaire.

Examinons encore une fois, à la fin de cet ouvrage, le développement général des forces productives de notre société capitaliste, voyons quelles doivent être les conséquences inévitables de ce développement.

On ne peut nier, comme l'ont démontré si clairement nos économistes socialistes, qu'il existe un antagonisme entre la socialisation du travail et la forme individuelle de propriété, tant des moyens de production que des produits eux-mêmes.

Actuellement le travail collectif seul est à même de satisfaire à tous les besoins de l'homme, mais l'organisation de la société fait que nous sommes obligés, afin d'être pourvus des moyens indispensables, de recourir à quelques individus, propriétaires fonciers et capitalistes.

L'antagonisme résultant de ce mode de fonctionnement a même acquis un tel degré d'intensité, qu'il est impossible de dire que la production se règle d'après les besoins sociaux.

Ce n'est pas l'humanité qui dirige ses moyens de production et en règle l'usage, ce sont les moyens de production qui asservissent pour ainsi dire l'humanité et la forcent à *diminuer* ou *augmenter* ses besoins suivant que la production rencontre des conditions *favorables* ou

défavorables. Et quoique cela puisse paraître au premier abord absurde et paradoxal, on est forcé de constater que plus les masses ouvrières produisent, plus elles sont misérables, plus elles manquent de produits ! Plus les docks, les magasins, les entrepôts, les greniers, regorgent de denrées, de vêtements, de productions diverses, plus le peuple travailleur se voit retirer de bien-être et souffre de la production des objets les plus nécessaires.

Aussi le premier soin des fabricants n'est pas de mettre leur production en relation avec les besoins des masses. Ce n'est pas parce que des milliers d'individus sont déguenillés, sans chaussures, et ayant faim, ce n'est pas parce que des milliers d'enfants, faute d'une nourriture suffisante, mourront de maladies infantiles que l'on augmentera la production du drap, de chaussures, du blé, du lait ! Non, ce que cherchent les industriels, les commerçants, les propriétaires ruraux ou autres, c'est à réaliser le plus gros bénéfice. Pour cela ils fabriquent, ils vendent ce qui leur semble rapporter le plus, en entassant, d'une façon désordonnée, articles de ménage et de luxe, comestibles, vêtements, machines, bimbeloteries, etc.

Qu'une marchandise ne soit pas suffisante aux besoins du pays où elle est fabriquée, on la transportera quand même à l'étranger et dans les colonies du pays.

Chose plus incroyable, alors que tant de gens manquent de tout, ne voit-on pas les grands capitalistes réunis en « trusts » et en « cartels », limiter la production de certaines marchandises, ou détruire de ces mêmes produits qui ailleurs font défaut, afin de faire hausser les prix !

Bien que les gros commerçants, industriels, agriculteurs, élargissent incessamment le marché international, bien qu'ils répandent leurs marchandises dans tous les coins du monde, aussi bien dans les grandes villes d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie, que dans les modestes hameaux de leur propre pays, pourvu qu'ils trouvent le débit nécessaire — ils ne pourront que reculer les conflits inévitables résultant de l'antagonisme entre la forme de production et celle de la propriété.

Cette extension commerciale et industrielle n'aura réellement qu'un effet, ce sera de rendre plus aigu le choc des forces sociales en présence, et de donner à la destruction du régime capitaliste un caractère international.

Tout ce qui est, porte *en soi* le germe de sa destruction; le capitalisme n'échappe pas à cette loi ; il succombera par ses propres défauts.

Les capitalistes, forcés, par la concurrence, de perfectionner de plus en plus leur matériel industriel et d'exiger de leurs ouvriers des efforts physiques et intellectuels de plus en plus considérables, doivent subir les contrecoups de cette méthode de production intensive et non réglée, car c'est en l'employant qu'ils ont créé autour d'eux ces masses de sans travail, terribles masses miséreuses s'augmentant de jour en jour et auxquelles se joignent l'armée des invalides et des estropiés, qui après s'être exténuée au profit des classes possédantes se voit rejetée comme un rebut méprisable.

Alors qu'au commencement les capitalistes trouvaient dans ces masses de miséreux un moyen d'augmenter l'exploitation des ouvriers, ils commencent à y sentir une puissance franchement hostile à la production capitaliste.

Ainsi qu'est-il advenu là, où ils ont remplacé le travail de l'homme par celui de la femme dans l'espérance de pouvoir substituer à ce dernier, si bon marché soit-il, celui plus profitable encore de l'enfant ? Une augmentation rapide dans la population mâle de ces ennemis qui peuvent tout oser parce qu'ils n'ont rien à perdre.

L'arme se retourne ainsi contre celui qui la manie.

C'est d'un semblable phénomène que le marché international nous offre le spectacle. Progressivement la production capitaliste s'est emparée de ce marché ; à l'aide de guerres coloniales et d'épouvantables massacres elle s'est créé des débouchés parmi les peuplades arriérées, les tribus jusqu'alors rebelles à notre civilisation. Ces expéditions sanglantes et coûteuses, ces hécatombes, tout en enrichissant les classes dirigeantes, eurent un autre résultat — socialement plus important. Elles servirent de dérivatif; elles permirent d'éviter, dans les pays conquérants, la collision violente entre les forces productives et le système d'appropriation capitaliste.

Mais ce résultat n'est que momentané, et rien ne peut empêcher le développement des nouvelles contrées, développement qui non content de battre en brèche le capitalisme par ses armes mêmes, menace encore d'accélérer les antagonismes existants et de rendre plus étendus les conflits qui en résultent.

Que l'on examine, en effet, la production moderne, que l'on suive la progression de son développement et l'on sera surpris de son accroissement presque fabuleux. Autant que l'on puisse prévoir l'extension des marchés et l'aug-

mentation des besoins, on est forcé d'admettre que cette masse de produits ne pourra plus s'écouler, que les nouveaux marchés subiront le sort de ceux de nos pays européens, lesquels, depuis longtemps déjà sont encombrés, et ne peuvent plus servir de débouchés.

Le temps est passé des petites crises nationales du milieu du XIXe siècle, embrassant le commerce, l'agriculture ou l'industrie d'un seul pays, d'une seule contrée. L'extension des moyens de transport, le réseau des voies de communication de toute sorte, ont rendu impossible le retour de tels phénomènes locaux. Le marché mondial quant à cela agit en niveleur. Mais maintenant l'arrêt général se dessine devant nous avec netteté ; il doit frapper inévitablement la production le jour où dans les pays dont l'influence est décisive, le marché regorgera de produits.

Les petites crises nationales du milieu du XIXe siècle étaient des phénomènes qui accompagnaient le développement du capitalisme ; dans la crise internationale la forme mondiale de la civilisation affectée par le capitalisme périra.

Les délibérations parlementaires ne peuvent pas pallier à la longue à un tel événement ni en prévenir le résultat, c'est-à-dire la ruine du système de production et d'appropriation capitaliste.

Toute réforme ne tendant pas au communisme, — même la plus radicale — n'aura, dans ce cas, pour effet qu'un inutile déplacement de la propriété privée qui de Pierre passera à Paul, sans que de ce changement puisse résulter une amélioration effective du sort des masses laborieuses.

Un exemple suffira pour caractériser la situation actuelle.

Une parcelle de terre prise sur le territoire d'une grande capitale représente actuellement une valeur cent fois, mille fois plus élevée que celle que la même parcelle avait il y a quelques siècles.

Qu'est-ce qui a donné une telle valeur à cette parcelle de terrain ?

Est-ce le propriétaire qui y a fait construire cette maison à sept étages, ces magasins somptueux, ou cette usine productive ? Assurément non !

Cet accroissement de valeur est un résultat complexe, tous y ont coopéré ; la population du lieu, tout entière, est un facteur de cette augmentation de valeur ; disons mieux : elle est le résultat du labeur humain tout entier.

Un commerçant loue un magasin, boulevard Haussmann, à Paris, supposons 22.000 francs par an. Cette somme va directement dans les poches du propriétaire qui, moyennant le sacrifice d'une part de ce revenu, achète la protection de l'Etat et peut s'assurer ainsi en toute quiétude une vie improductive.

L'injustice n'existerait-elle pas toujours si une réforme législative quelconque enlevait au propriétaire ce revenu de 22.000 francs pour le donner au commerçant sous prétexte que celui-ci est travailleur et véritable facteur de cette valeur locative ?

Pareille idée ne viendra à l'esprit d'aucun homme sensé ; il est certain que la valeur locative de ce magasin est le produit d'une multitude de causes, ainsi que le chiffre des transactions auxquelles se livre le commerçant.

Toute l'agglomération parisienne, par suite

de son agencement, concourt à produire cette valeur, chaque quartier — aussi bien populaire que bourgeois — l'étranger de passage autant que l'habitant sédentaire, le citadin actuel autant que l'ancêtre, dont la pauvre hutte s'élevait à l'emplacement où maintenant s'édifient de gigantesques habitations. A la formation de cette valeur locative ont contribué et les générations actuelles et les générations antérieures.

Mais qui plus est, cette valeur est un résultat universel, car l'agglomération formant Paris est solidaire non seulement des autres agglomérations constituant le département de la Seine, mais de toutes celles qui sont ses clients au point de vue de l'échange des produits, ou ses fournisseurs des matières premières.

Le commerçant lui-même n'entre donc dans ce produit général que comme un très faible facteur et pour chaque fonction, pour chaque individu il en est de même. On ne pourrait donc pas admettre comme équitable une répartition de la richesse basée sur l'appropriation par chacun du fruit de son propre travail, comme du reste nous l'avons déjà exposé dans un chapitre précédent.

Toute réforme ne tendant qu'à favoriser un individu comme le commerçant susdit, ou une catégorie d'individus comme les commerçants et boutiquiers en général, n'aurait qu'un résultat identique à celui qu'eut la vente des biens nationaux opérée pendant la Révolution de 1789 ; ces biens cédés pour presque rien contribuèrent à renforcer la classe des propriétaires fonciers.

Aussi toute mesure réformatrice en faveur du petit commerce n'aurait-elle d'autre effet que de créer une nouvelle catégorie de propriétaires,

une aristocratie de boutique, peut-être ni plus ni moins mauvaise que celles existantes ; ce ne serait toujours qu'un transport de propriété des mains d'un possesseur entre les mains d'un autre.

La société ne pouvant s'établir en équilibre stable sur la propriété privée, sur quel mode d'appropriation édifier la production et la consommation afin que le véritable producteur, l'ouvrier, reçoive une part équitable du produit de son travail ?

Toute valeur étant le résultat du labeur commun, des générations passées et présentes, il n'y a qu'une forme communiste qui sache répondre à une répartition acceptable des richesses, forme sous laquelle il n'y aura plus ni marchand, ni client et où chacun pourra aller prendre dans les magasins les produits nécessaires à sa subsistance. Dans la civilisation future, la production pour le seul usage domestique de l'humanité sera seule pratique, autrement dit il ne sera plus établi que des *valeurs d'usage*, les *valeurs d'échange* disparaîtront.

La régularisation de la production d'après les besoins des peuples et non d'après les intérêts personnels d'entrepreneurs particuliers, voilà la solution de la Question Sociale de notre époque.

Cette solution est inévitable, elle se développe sous nos yeux comme un phénomène naturel, localement, nationalement et internationalement. Transformation aboutissant, à un moment donné, à la prise de possession de tous les moyens de production par le prolétariat qui les établira en propriété commune, correspondant au travail commun et aux besoins communs qui lient déjà tous les hommes.

C'est sous la poussée de la misère générale

que s'accomplira la prise de possession des propriétés privées et que s'ébranleront les masses révolutionnaires.

Quand les usines ferment partout, les banques et les établissements de crédit font banqueroute, les uns après les autres, quand le capital-argent se cache, attendant pour circuler des périodes plus favorables à la fructification; quand, malgré les greniers bondés de blé, les paysans en sont réduits à errer dans les campagnes le ventre affamé, c'est alors que se décharge l'électricité qui s'est accumulée peu à peu dans la société capitaliste grosse de tempêtes, et dans une pluie bienfaisante tombera la foudre de la révolution.

C'est cet avenir que l'on prévoit pour la société actuelle lorsqu'on examine le procès de son développement et c'est ce développement même qui est l'agent le plus efficace pour implanter dans l'esprit de la masse la nécessité de cette solution.

Si, actuellement, un grand nombre d'hommes n'ont pas encore acquis cette conviction, c'est que la société capitaliste n'est pas assez décrépite pour qu'ils en voient les vices de structure ; dans les pays commerciaux et industriels comme nos pays modernes, la société, pour ainsi dire, se survit à elle-même, phénomène auquel coopère particulièrement l'expansion coloniale.

Des milliers d'individus, sans doute, périssent lentement sous le système capitaliste, mais pour la population en général, celui-ci semble encore supportable, de sorte qu'elle ne se révolte pas.

Même dans les milieux socialistes on n'est pas encore assez convaincu que le corps gou-

vernemental est impuissant à agir sur la production sociale et à la régler d'une manière définitive, suivant les besoins de l'Humanité.

Ce qui a surtout empêché cette constatation de pénétrer dans les milieux socialistes est l'influence exercée par les doctrines de *Karl Marx*, notamment par sa théorie sur *la concentration du capital*, si étroitement liée à la tactique néo-marxiste et parlementaire. Cette théorie réclame donc un moment notre attention.

Par elle *Marx* a trop insisté sur la détermination de la ruine du régime capitaliste comme devant s'accomplir « avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature », c'est-à-dire comme un processus naturel, s'achevant *de soi-même* et surgissant du « jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux ». Cette théorie attribue à l'intervention des hommes même et particulièrement à l'action révolutionnaire du prolétariat un rôle trop secondaire (1).

(1) Voir le chapitre : « *Tendance historique de l'accumulation capitaliste* » à la fin du premier volume de l'œuvre de KARL MARX : *Le Capital*. Qu'on n'en déduise pas, cependant, que Marx ait prêché, ainsi que l'ont prétendu beaucoup de ses adversaires, *une doctrine purement fataliste*. *Marx* reconnait l'intervention des hommes suivant le degré de développement intellectuel et moral auquel ils se trouvent, comme un facteur apte à agir sur la structure économique de la société. Mais il n'est pas toujours identique dans ses conceptions historiques. Dans sa brochure : *Le* XVIII *Brumaire de Louis Bonaparte*, il dit : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas d'après leur libre arbitre, dans des conditions choisies par eux, mais, au contraire, dans des conditions qu'ils ont trouvées toutes faites, dans des conditions données, transmises. »

Je suis tout à fait d'accord avec la conception matérialiste de l'Histoire propagée par *Karl Marx*, lorsqu'elle est formulée ainsi.

Elève de *Hégel*, *Karl Marx* a, selon son expression, « retourné » la philosophie dialectique de son maître, qui était, selon lui, « placée la tête en bas » ; dans le domaine économique il a développé (voir son livre *Le Capital*), que la production capitaliste engendre elle-même sa propre « négation ». L'expropriation des capitalistes particuliers, explique-t-il, s'accomplit par *la concentration des capitaux*, autrement dit par « l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit ».

« Chaque capitaliste particulier en tue beaucoup d'autres », ainsi prétend *Marx* (1), et, selon lui, l'expropriation de ces « potentats du capital », dont le nombre « diminue » toujours, serait bien plus facile que le fut autrefois la transformation de la propriété morcelée en propriété capitaliste actuelle :

« Là il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs ; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse. »

Cette hypothèse de la concentration des capitaux, posée sous une forme aussi fausse, a fait beaucoup de mal dans les milieux socialistes et y cause bien des malentendus (2). Elle a ré-

(1) Voir *Das Kapital*, texte allemand, dans la traduction française du livre, traduction du reste défectueuse, cette phrase ne se trouve pas.

(2) Ce n'est que dans ce dernier temps que les disciples de *Karl Marx* ont découvert que c'est le développement « tendentiel » de la société, et non pas son vrai développement, que *Marx* a visé ici. Il se pourra donc que dans le monde non-philosophique la société elle-même se développe tout autrement. On voit que la dialectique de *Karl Marx* reste, après tout, chose obscure. Elle flotte dans les sphères de la métaphysique bien qu'elle se dise « scientifique ».

pandu cette idée que le nombre des capitalistes diminuerait inévitablement de lui-même, et qu'aussi inévitablement dans le développement du processus capitaliste, la petite minorité des possesseurs dépouillerait de leurs propriétés la majeure partie de ce qu'on appelle les classes moyennes, dont les membres seraient ainsi forcés d'entrer dans les rangs du prolétariat.

Par exemple, le programme de la Social-Démocratie allemande qui, si fréquemment, a servi de modèle aux social-démocrates de divers pays, attribue une grande importance à la ruine de ces « classes moyennes périssantes » (*die versinkenden Mittelschichten*).

Si réellement le capital s'accumulait entre les mains d'un nombre toujours décroissant de grands capitalistes, alors que, d'autre part, les petits capitalistes et les classes moyennes se prolétariseraient de plus en plus, la lutte des classes pourrait s'accomplir très facilement.

Il est même fort compréhensible que cette doctrine de la concentration des capitaux ait pénétré dans les masses populaires en leur donnant l'espérance de pouvoir acquérir assez d'influence dans les corps représentatifs pour conquérir les pouvoirs publics et exproprier légalement, un jour, les quelques grands capitalistes restant.

Une telle théorie était, pour ainsi dire, prédestinée à progresser ; — elle offre une issue pour certains éléments de la petite bourgeoisie, sympathiques à la cause ouvrière, mais que l'expropriation pure et simple effraye.

Ne pourrait-on pas racheter les capitalistes menacés, par exemple (1)?

(1) Il semble que *Karl Marx* et son ami *Frédéric Engels*

Ce qu'il y aurait de mieux à faire, dans ce cas, serait d'établir un certain marché dans ce système d'expropriation et de rachat, et de racheter ou d'exproprier d'abord les grands propriétaires de mines, les compagnies de chemins de fer, celle de tramways, puis les propriétaires des grands établissements industriels et commerciaux, etc., méthode proposée déjà par certains social-démocrates. Pour ceux qui veulent se soustraire aux conséquences de la lutte de classes, le premier pas seul peut coûter.

En réalité, la société humaine s'est développée autrement que *Marx* se l'est imaginé, en suivant la méthode dialectique et en suppo-

aient, par instant, pensé ainsi. Le dernier, du reste, écrit dans sa critique sur le programme agricole du *Parti ouvrier français* (voir la *Neue Zeit* — année 1894-95, p. 305). « Nous ne considérons pas du tout l'indemnisation des propriétaires comme inadmissible, quelles que soient les circonstances ; combien de fois *Marx* ne m'a-t-il pas exprimé l'opinion que, si nous pouvions racheter toute la bande, ce serait encore le moyen de s'en débarrasser au meilleur marché. »

On peut remarquer qu'un tel rachat présenterait néanmoins de sérieuses difficultés. Si le gouvernement fait ce rachat suivant le prix courant des propriétés, au moment de l'expropriation, c'est qu'il considère que les mêmes charges, dues autrefois aux capitalistes particuliers, pèseront sur les masses populaires, soit comme « dettes nationales », soit autrement ; la forme du tribut à payer seule changerait. D'autre part, ce rachat ne ratifierait pas quand même les capitalistes, même dédommagés à ce prix, car, en définitive, ils pourraient prétendre que ce n'est qu'une expropriation dont l'indemnité n'est pas équivalente à ce qu'ils ont perdu.

On ne peut sortir de ce cercle vicieux, car il ne faut pas oublier que les capitalistes disposent actuellement, non de capitaux improductifs, mais de capitaux productifs, et que, dans une telle opération de rachat, ils exigeraient l'équivalent de ces capitaux, exigence tout à fait juste avec ce système.

sant que « les lois générales du mouvement, aussi bien celles du monde extérieur que celles de la pensée humaine », seraient deux séries de lois qui sont « identiques, quant à l'essence (1) ».

Le développement des rapports économiques s'est passé réellement d'une toute autre façon que celle indiquée par la théorie marxiste ; le nombre des capitalistes n'a pas diminué pendant la fin du XIXe siècle ; au contraire, il n'a pu qu'augmenter avec l'extension du capitalisme à beaucoup de contrées où il n'avait pas encore pénétré jusque-là. La statistique nous donne à ce sujet des chiffres exacts pour divers pays. Même les disciples de *Karl Marx* ne peuvent plus nier l'existence de ce phénomène.

Ainsi que nous l'avons montré au commencement de cet ouvrage, beaucoup de contrées qui, il y a un demi-siècle, ne comptaient pas comme producteurs pour le marché international, viennent maintenant faire concurrence aux pays producteurs de l'Europe et de l'Amérique ; des besoins nouveaux et constamment croissants ont, pour leur satisfaction, créé des entreprises nouvelles.

Il est vrai que l'on peut constater une agglomération et une concentration de capitaux sous la forme de « trusts » et de « cartels », syndicats de différentes sortes, industriels, commerciaux, ou agriculteurs, mais ce phénomène ne révèle pas une diminution du nombre des capitalistes. Les actionnaires des grandes entreprises capitalistes ne sont-ils pas, eux aussi, des capitalistes ?

(1) Voir la brochure de *F. Engels* sur *Ludwig Feuerbach*, brochure dans laquelle l'auteur expose nettement sa philosophie dialectique et celle de Marx.

Pour la classe moyenne il en est de même. La statistique nous montre que les petits entrepreneurs si nombreux, sont loin de diminuer, quelque pays du monde que l'on examine ; ce qui se déplace, en réalité, c'est la sphère de leur production ; débusqués d'une industrie, les petits entrepreneurs trouvent une issue en en exploitant une autre, c'est pourquoi nombre de nouvelles branches d'industrie furent mises en exploitation pendant la dernière moitié du siècle. Aussi, si l'on prend l'agriculture, on voit que la culture maraîchère, employant des méthodes et des instruments nouveaux, a pu parfaitement se maintenir et prospérer à côté de la grande agriculture, soutenue par de gros capitaux.

On peut nous objecter, il est vrai, qu'une grande partie des classes moyennes sont absolument dépendantes des grands capitalistes, n'étant plus en fait que leurs dépositaires et leurs agents commerciaux ; on peut prétendre que l'indépendance de tant de petits bourgeois est tout apparente, mais, par cela même, on ne peut s'éviter de conclure que, après tout cela, il se manifeste quand même une certaine extension de la petite propriété, quoique celle-ci n'existe que par la grâce du grand capitalisme.

Lorsqu'on constate qu'après la fondation des grands syndicats de capitalistes, des centaines de petits propriétaires, fabricants, commerçants, banquiers, seront ruinés par la banqueroute d'une seule maison de banque, on ne pourra échapper à cette conclusion que ce résultat n'est que la conséquence de la complication de la vie sociale actuelle.

En général, on peut constater que, durant les cinquante dernières années de ce siècle, il

s'est créé un nombre considérable de petits propriétaires dans les pays à vieille civilisation capitaliste.

Ces propriétaires, accablés de charges de toutes sortes et courbés sous le joug du grand capitalisme, sont souvent dans un état plus précaire que celui de la masse des non-possesseurs, et pourtant, parmi eux, il n'en est peut-être pas qui veuillent perdre leur propriété, si minime soit-elle ; ils s'y cramponnent de plus en plus à mesure qu'ils la possèdent moins.

Nous avons vu que les classes dirigeantes s'efforcent d'augmenter le plus possible le nombre de ces petits possesseurs, afin de se prémunir contre les exigences du prolétariat révolutionnaire.

Qu'on constate, dès lors, la signification du fait que, dans tous les pays du monde, de vastes contrées ne soient venues au régime d'exploitation capitaliste que depuis ces dernières années seulement.

L'immense empire russe n'est pas seul à nous montrer, en Europe, les restes de l'ancienne propriété communale sous la forme de « biens communaux » ; cette propriété s'est maintenue aussi dans l'Europe occidentale, quoique sur une moindre échelle qu'en Russie ; à l'heure actuelle on y peut trouver des champs, des prés, des forêts qui sont la propriété des communes.

A mesure que ces contrées peu peuplées entrent dans le mouvement général par le développement des voies ferrées, la population s'accroît, la concurrence se développe ; exigeant une production plus intensive, la propriété communale se morcelle, des bien-fonds nouveaux commencent à se former.

La question de savoir si la communauté paysanne russe, la *Mir*, pourra se développer en propriété communiste sans se fragmenter en propriété parcellaire, est un problème de la plus haute importance pour le prolétariat russe (1).

Ici nous devons être prudents dans l'estimation des chiffres que nous donne la statistique officielle concernant l'augmentation des petites entreprises, surtout lorsque ces chiffres ont rapport à l'agriculture proprement dite.

Le morcellement de la grande propriété agricole, exploitée patriarcalement, et sa transformation en petites entreprises, peut aussi bien marquer le développement capitaliste pour une contrée quelconque, que la ruine de petites propriétés paysannes, qui sont détruites dans la lutte de concurrence contre le grand capital, peut le marquer pour une autre.

Suivant le développement des rapports économiques tel que nous l'avons caractérisé, on peut considérer comme une utopie naïve la croyance que la transformation de la propriété personnelle en propriété commune peut s'accomplir par décret gouvernemental.

Ce ne sera que lorsque le développement capitaliste aboutira à une crise internationale que la société actuelle succombera et ce seront les masses ouvrières elles-mêmes qui accompliront le processus de sa destruction. Cette crise internationale on peut la reconnaître inévitable, étant donné le développement des rapports de production dans la société actuelle.

(1) Voir la réponse donnée sur cette question, par KARL MARX : *Manifeste Communiste*. Préface de 1890 par F. ENGELS.

La « théorie du cataclysme », comme on l'a appelée, ne peut être niée que par une méconnaissance absolue du développement du système de production et d'appropriation capitaliste.

CHAPITRE XII

CONCLUSION

Parmi les socialistes qui croient encore à une solution pacifique et parlementaire de ce qu'on appelle la Question Sociale, il y en a beaucoup à qui nous voulons maintenant nous adresser, pour leur demander d'abandonner leur naïf espoir dans l'action gouvernementale.

Nous avons en vue tout particulièrement ceux qui sont des prolétaires dans le vrai sens du mot et qui ne sont nullement portés par leurs intérêts matériels et immédiats à entrer dans les partis réformateurs bourgeois ou dans la Social-Démocratie, parti de transition.

Il suffira à beaucoup d'être convaincus du caractère utopique de leurs espérances dans le concours gouvernemental pour renoncer à la lutte par les moyens légaux et prendre rang dans le prolétariat communiste révolutionnaire.

Nous avons eu assez de rêves et d'utopies dans le mouvement ouvrier !

Qu'on se pénètre bien de cette conviction, que ce n'est pas avec des droits, politiques ou

autres, que nous conquerrons le monde, mais que nous n'aurons jamais d'autres « droits » que ceux que nous maintiendrons réellement par la force dans la société même.

Qu'on se convainque bien que nous devons tendre vers une forme sociale qui, dans ses principes fondamentaux, rompra avec le salariat et garantira, en même temps, à l'individu, la plus grande liberté possible.

L'Humanité marche dans la direction d'une société communiste libre, qui assurera la vie matérielle, la liberté dans le choix du travail et dans tous les mouvements de la vie sociale et familiale, aboutissant à la plus grande somme de bonheur sous toutes les formes et pour tous, y compris ceux qui, dans les différentes conditions sociales, n'ont jamais connu que la misère et la servitude. A nous tous d'accélérer aussi énergiquement que possible le progrès général de la société par notre mouvement révolutionnaire.

Il ne faut pas que notre mouvement ouvrier révolutionnaire se mette au service des éléments petits bourgeois : ni des petits commerçants, boutiquiers et cabaretiers qui ne demandent qu'une diminution des impôts ; ni des petits fonctionnaires qui ne réclament qu'une élévation des salaires ou la concession de quelques privilèges particuliers ; ni des petits paysans qui ne désirent que le maintien de leur petite propriété et la satisfaction de leur orgueil mesquin ; ni même des ouvriers salariés qui, plus ou moins favorisés par le sort, veulent s'ériger en une nouvelle classe moyenne privilégiée.

Lorsque nous disposons de tant de courage et d'énergie, lorsque nous nous sentons capables

d'assez de sacrifice pour nous vouer à un grand mouvement historique, occupons-nous donc, avant tout, de ceux qui ne sont pas encore capables de s'aider eux-mêmes : de ces millions de pauvres qui, dans l'Histoire ont toujours eu le dessous ; qui, dans tout mouvement révolutionnaire jusqu'à maintenant, ont servi les intérêts de quelque classe parvenue, et qui sont menacés maintenant encore du danger d'être sacrifiés au service d'autrui, particulièrement aujourd'hui au service de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie de la classe ouvrière.

Ne contribuons pas à la formation d'un cinquième état !

Ne croyons pas, surtout, que la Question Sociale consiste dans le remplacement des députés et des fonctionnaires qui gouverneront les peuples, mais, au contraire, dans ceci : que les masses apprennent à se diriger elles-mêmes, qu'elles doivent l'apprendre par leur propre force, leur propre expérience, et par le développement de cette conviction qui commence à s'éveiller, que, dans notre société, les faibles doivent s'entr'aider et se maintenir de plusieurs façons dans toutes les conditions de la vie.

Quelque estime que nous ayons pour tout ce qui est fait pour le progrès de l'Humanité dans la vie réelle, nous ne saurions attacher une grande valeur à l'œuvre de ces précurseurs qui se retirent dans des *colonies anarchistes ou communistes* libres pour tenter de réaliser, dans un cercle restreint, leurs propres idées sur le groupement libre.

Ces petites colonies sont créées pour être des fondations modèles pour les générations futures ; ce sont des fleurs cultivées en serres et

destinées à nous montrer ce que peuvent devenir, dans l'avenir, les plantes demi-sauvages ou à demi-cultivées.

Sans rechercher si ces fondations artificielles pourront avoir quelque valeur réelle pour la vie sociale moderne, supposé même qu'elles réussissent, je pense que ces expériences sont déjà, par leur nature même, condamnées à disparaître successivement.

Ces entreprises fondées dans les terres incultes et sauvages : l'*Icarie* de *Cabet* au Texas, ou la colonie *Cecilia* de *Giovanni Rossi*, dans les contrées du Parana, au Brésil, même si elles ne sont pas condamnées à échouer, ne présentent pas d'intérêt pour la vie si compliquée de la grande société capitaliste. Commencées, cependant, avec l'aide des capitalistes au milieu même de cette vieille société, ces colonies ne pourront subsister que par de grands sacrifices d'argent, étant donné cette circonstance particulière que leurs membres y seront journellement, et dans des conditions très différentes, en relation avec la société extérieure.

En tant que fondations modèles, ces colonies ne sauraient être des entreprises capitalistes et, cependant, si elles ne sont pas telles, elles ne pourront pas se maintenir au milieu de la civilisation capitaliste.

En général, il en sera de tous ces essais, au milieu de la vieille société, comme de la *Harmony Hall* de *Robert Owen* à *Tytherly*. La vie y sera assez agréable ; on y sacrifiera à la conversation et aux arts ; peut-être y fera-t-on de la bonne musique et jouera-t-on de belles comédies ! Mais l'entreprise ne sera d'aucun rapport et, après quelques années d'expérience, ces colonies ne pourront pas se maintenir financièrement.

Lorsque, pour un moment, et grâce à beaucoup d'argent et l'énergie de quelques-uns, les affaires sembleront prospérer, les visiteurs, venus de tous côtés, exerceront une mauvaise influence sur la production. Les bourdons viendront distraire du travail les abeilles ouvrières, pour ne plus venir dès qu'ils auront introduit dans la colonie le désordre, le relâchement des mœurs, l'affaiblissement de l'énergie et de l'amour du travail.

Des entreprises, établies comme une sorte de champ d'expérience, dans des conditions tout à fait spéciales et excessivement favorisées, ne peuvent guère servir de modèle à la vie sociale générale. Cette impuissance leur enlève toute valeur essentielle pour l'émancipation du prolétariat international. *Ce n'est qu'un relèvement général du niveau social tout entier qui constituera un véritable progrès de l'Humanité et ce n'est que par les propres forces des masses que ce relèvement s'opérera.*

C'est ce qu'oublient ordinairement ceux qui, sortis des classes possédantes, s'appliquent avec zèle à quelque question spéciale du problème de la civilisation, par exemple au *mouvement anti-alcoolique* ou à la *protection des animaux*, sans apporter aucune attention à la lutte émancipatrice des masses prolétariennes contre la servitude du salariat.

Ils ont donc l'espoir qu'une génération humaine d'un développement moral supérieur croîtra sur un sol social tout à fait pourri où, par la grossièreté de la vie, les sentiments moraux se trouvent nécessairement émoussés. Ils ne seront donc pas récompensés de leurs efforts.

Nous ne ferons que signaler, dans cette courte conclusion, comme ayant le même caractère : le *mouvement bourgeois en faveur de la paix,* le mouvement contre l'*antisémitisme*, le *mouvement féministe*.

Comment réaliser ce principe, si noble en soi, du *désarmement général,* au milieu d'une civilisation basée sur l'oppression de l'homme par l'homme ?

Est-ce possible dans une société où les classes possédantes sont obligées de maintenir le prolétariat par la force armée ; où, de plus, chacun des grands Etats commerciaux : Etats-Unis, Angleterre, France, Allemagne, Italie, s'efforce d'élargir son domaine colonial par la soumission violente des races moins civilisées ? Les gouvernements de ces Etats se disputent, l'un après l'autre, chaque contrée des diverses parties du monde, ne se tenant mutuellement en respect que par leurs armements respectifs.

Dans ces conditions, toutes les récriminations contre la guerre, ainsi que toutes les tentatives de désarmement international, ne peuvent être que de misérables utopies. C'est de ce nom qu'on doit qualifier ces tentatives, même dans le cas où il n'y a pas lieu de suspecter la bonne foi de leurs instigateurs. Elles resteront des utopies, bien qu'elles nous soient présentées, comme dans ces derniers temps, par les gouvernements mêmes et par leur diplomatie hypocrite.

L'*antisémitisme* est en partie une lutte de races entre les peuples aryens et les peuples sémitiques se révélant actuellement par la haine et la persécution des juifs dans presque tous les pays modernes ; de même, la persécution des Chinois dans l'Amérique du nord et l'Aus-

tralie nous indique la lutte de races entre les aryens et les peuples mongoliques.

Ce qui pourtant a accentué l'antisémitisme, comme mouvement politique, dans ces dernières années, ce sont les influences économiques qui se font sentir spécialement dans notre société capitaliste. C'est la capacité pour le commerce, dont incontestablement les juifs sont, dans plusieurs pays, mieux doués que les chrétiens.

Après avoir été dans chaque pays successivement et pendant des périodes entières de persécution religieuse exclus de tout travail manuel et intellectuel autre que le commerce, et voués ainsi à celui-ci par les circonstances sociales mêmes, les juifs ont tant développé dans une direction toute moderne leurs dispositions naturelles aux échanges, que leur supériorité y est évidente.

Il est donc certain que la question juive restera à l'ordre du jour dans nos pays civilisés aussi longtemps que persistera la concurrence sous la forme moderne de la spéculation commerciale, financière et usuraire ; cela veut dire que la question juive ne saurait être résolue dans la société capitaliste, bien qu'on prêche la fraternité des peuples et des races, et la liberté de religion. Aussi longtemps que régnera le système capitaliste, les chrétiens et les juifs seront séparés par leurs intérêts immédiats.

La *question féministe*, telle que la comprennent les femmes des classes dirigeantes, ne saurait également être résolue que dans une société communiste. Dans le cercle de nos rapports sociaux, l'égalité complète de l'homme et de la femme est purement chimérique.

Les femmes des classes possédantes, propa-

gandistes de l'émancipation de la femme, nous enseignent que dans l'Histoire, il y a eu non seulement oppression d'une classe par une autre, mais en même temps d'un sexe par l'autre.

L'Histoire, disent-elles, nous montre dans l'Antiquité la lutte des esclaves contre leurs maîtres, au Moyen Age des serfs contre les nobles, des artisans contre les aristocrates, dans les temps modernes des salariés contre les capitalistes et les propriétaires fonciers — mais tout cela ne représente qu'un seul côté de la médaille.

Les apôtres du féminisme prétendent que, durant les cours des siècles et aussi bien chez les opprimés que chez les oppresseurs, il y a eu lutte continuelle de la femme contre l'homme. La lutte de classes et la lutte de sexes seraient donc simultanées.

Voilà de quelle façon s'expriment les partisans les plus ardents de l'émancipation féminine.

Ces femmes, apôtres de leur propre sexe et en même temps de leur propre classe, négligent des particularités cependant remarquables.

Elles oublient tout d'abord que les conditions sociales des femmes, en général, ont toujours été très variables. Ce qui est appliquable à une reine, ne l'est pas à une mendiante.

S'il est vrai, d'une façon générale, que les diverses législations ont toujours favorisé le sexe mâle, il faut remarquer aussi que la femme elle-même s'est chargée de nous démontrer maintes fois l'inanité des lois dans la vie réelle. La question de savoir qui des deux conjoints sera le maître ou le serviteur, dépend de toute autre influence, matérielle ou intellectuelle, que de la sanction des lois.

Il faut avouer que la lutte pour l'existence, la difficulté de subvenir aux besoins de la vie est bien plus pénible pour la femme que pour l'homme. Il faut ajouter aussi, qu'il n'en peut pas être autrement, dans le cercle des rapports de production capitaliste.

Il est évident que dans notre régime de concurrence impitoyable, le sexe masculin, physiquement le plus fort, a encore la prépondérance sur le sexe féminin. Pendant certaines périodes de sa vie, particulièrement pendant le temps de sa maternité, la femme est matériellement incapable de travailler dans les fabriques et les ateliers.

La femme dans quelques branches d'industrie, accordons-le, a suppléé par la patience, l'attention, l'habilité et le sens pratique, au manque de force musculaire. Par cette raison, elle a déjà supplanté l'homme non seulement dans un grand nombre de bureaux de commerce, de postes et télégraphes, mais aussi dans différents ateliers et fabriques.

Mais nous constatons aussi que tout cela n'a pour effet que de déplacer dans ces établissements la supériorité économique du sexe mâle au profit du sexe féminin. La généralisation de ce phénomène pourra donner d'autres proportions à la lutte d'intérêts entre les deux sexes, mais cette lutte sera toujours inhérente aux rapports de production capitaliste.

C'est dans ces rapports économiques qu'on doit chercher la raison pour laquelle les femmes des classes possédantes trouvent si peu de sympathie parmi les femmes ouvrières dans leur lutte particulière en faveur des droits politiques de leur sexe.

Dans la classe ouvrière l'homme et la femme subissent ensemble la même oppression.

Les marchands d'esclaves vendaient à la fois des esclaves mâles et des esclaves femelles ; de même aujourd'hui, les patrons capitalistes exploitent non seulement des hommes et des jeunes garçons, mais aussi des femmes et des petites filles. L'oppression commune rapproche dans une même fraternité ceux qui la subissent.

Entre l'ouvrier et sa femme qui travaille elle-même pour joindre les deux bouts avec son maigre salaire, il n'y a plus d'antagonisme d'intérêts. Leurs intérêts sont solidaires. La question du pain quotidien repousse toutes les autres au second plan (1).

Tandis que dans la bourgeoisie, où la question du pain quotidien est moins aiguë, l'homme et la femme sentiront plus la différence de leurs droits respectifs, celle-ci ne se manifestera pas avec la même acuité pour l'homme et la femme prolétaires.

Ils ont tous deux le même ennemi : l'exploiteur, fabricant, commerçant qui diminue peu à peu le salaire et qui jettera sans merci sur le pavé, pendant la morte saison, la maladie ou la vieillesse, celui ou celle qui gagne par son travail le pain de toute la famille.

Or, cet exploiteur peut être aussi bien une femme qu'un homme.

Qu'importe à la femme de la classe ouvrière,

(1) Nous parlons ici plutôt des pays du nord et surtout des pays démocratiques comme les Etats-Unis, l'Angleterre, la Hollande, que de la France où la question féministe a même une valeur tout à fait particulière par la situation servile de la femme de toutes classes.

que les femmes riches aient le droit, dans l'avenir, de pratiquer la profession de médecin, d'avocat, de notaire, de maire, ou de devenir, comme leurs maris, conseillers municipaux ou députés. La femme de la classe ouvrière sera-t-elle jamais docteur ou député? Tout au plus dans la société capitaliste deviendra-t-elle sa propre sage-femme, pour le cas où elle ne pourra se payer le médecin et obtenir le secours de l'assistance qui, ordinairement, laisse tant à désirer!

Que lui importe que les hautes fonctions et les postes lucratifs soient occupés par des hommes ou par des femmes?

Pourquoi aiderait-elle les femmes riches, qui sont encore rapprochées d'elle par quelques griefs communs, à s'évader de la grande masse des opprimés de toutes sortes?

Il est donc évident que, dans les conditions sociales actuelles, la femme prolétaire devra combattre avant tout avec son mari contre les classes possédantes sans distinction des sexes. Aussi la lutte particulière pour les droits politiques de la femme, cette *lutte des dames* doit être essentiellement distinguée de ce qu'on appelle en général *la lutte des femmes*. Mais cette lutte des dames ne pourra être résolue non plus en restant dans les limites de la propriété privée. Le succès en est rendu impossible déjà par cette raison que les classes dirigeantes ont intérêt à ce que la législation favorise le sexe masculin.

Prenons comme exemple les rapports sexuels. Les parvenus de la bourgeoisie volontiers font servir les femmes du peuple à leurs plaisirs intimes, sans qu'il en résulte pour eux ni charges, ni obligations.

Dans les conditions sociales présentes, les fils des classes riches : négociants, industriels, officiers, banquiers, médecins, etc., ne peuvent se marier qu'à un âge relativement avancé. Les classes dirigeantes s'efforcent de maintenir à tout prix le mariage, parce que famille et propriété sont étroitement liées l'une à l'autre ; il faut donc que notre législation capitaliste accepte ou favorise la liberté des relations entre les filles du peuple et les jeunes bourgeois qui n'en supportent aucune responsabilité.

Nous ne pouvons pas espérer non plus que la femme, même en dehors de la sphère législative, soit traitée sur le même pied que l'homme, tant que toutes les institutions sociales, basées sur la propriété et la famille, rendent sa subordination nécessaire.

Quand, d'une façon générale, nous reconnaissons que la prépondérance du sexe masculin sur l'autre est consacrée non seulement par la législation, mais aussi par un grand nombre de mœurs et de coutumes, nous devons avouer en même temps que ces mœurs et ces coutumes ne sauraient changer que par un bouleversement radical de la société actuelle.

Et maintenant considérons un peu de près la question féministe prise dans son sens général et hors de la sphère particulière de la législation.

Les femmes, sans distinction de classes, ont à lutter sérieusement d'une façon particulière contre bien des préjugés qui sont profondément enracinés dans les mœurs et qui ont directement leur source dans la structure économique de la société. Ne croyons pas que ces préjugés disparaîtront et que la femme sera complètement l'égale de l'homme, tant que le genre hu-

main n'aura pas accompli son affranchissement de la servitude du salariat.

Dans cette lutte particulière pour leur affranchissement, les femmes ne peuvent attendre un ferme soutien que de la part des communistes libertaires, du moins autant que des hommes peuvent les aider dans cette occasion.

Nous ne prétendons pas que les communistes soient tout à fait délivrés des nombreux préjugés qui emprisonnent encore les hommes de toutes classes en général.

Nous avons pu nous apercevoir que certains soi-disants communistes révolutionnaires et libertaires professaient encore cette opinion, que l'isolement de la femme dans le ménage était chose naturelle, « ayant toujours existé » et devant toujours exister.

Combien de communistes par leurs paroles et, bien pis, par leurs actions, nous ont prouvé que pour eux la femme ne devait servir qu'à élever les enfants et à surveiller le pot au feu.

Si, pour l'aide que les femmes peuvent attendre des différents partis politiques, nous faisons exception en faveur des communistes libertaires, c'est que tous les autres groupes et partis, aussi bien la Social-Démocratie que les réformateurs bourgeois, sont enclins par leur manie à « protéger » la femme. Ils veulent étendre sur toutes choses leurs mains protectrices, qui, cependant, font tant de mal.

Ils réclameront des mesures législatives prescrivant, par exemple, l'égalité des salaires pour l'homme et pour la femme. Or, ces mesures aboutissent généralement à l'exclusion des femmes des fabriques et des ateliers.

Non contents de cette sorte de « protection »,

beaucoup d'eux feront leur possible pour que la loi exclue entièrement les femmes de tout travail, dans l'industrie comme à la campagne, ceux-ci prétendent que la place de la femme est dans son ménage. Leurs efforts ne réussiraient qu'à rendre dans l'avenir la femme plus dépendante encore du travail de l'homme.

Ces réformateurs bourgeois sont habitués à considérer l'émancipation de la femme à leur point de vue de mâles.

De même, aux Etats-Unis et en Australie, les blancs traitent le problème chinois à leur point de vue de race privilégiée. Nous placerons ces deux problèmes de protection l'un à côté de l'autre, pour les comparer.

Lorsque les Européens et les Yankees se sentent menacés par les salaires si minimes demandés par les ouvriers chinois, ils réclament une loi qui interdise aux Chinois l'immigration en masse dans ces pays ou qui prescrive l'égalité des salaires pour les jaunes et les blancs.

Ces deux façons de protéger les Chinois aboutissent aux mêmes résultats.

A cet égard, les intérêts des Chinois sont tout à fait opposés à ceux des blancs.

Les ouvriers chinois préféreraient, sans doute, débuter avec un salaire médiocre qu'ils élèveraient progressivement que d'être repoussés vers leur patrie trop peuplée.

Les partis bourgeois et la Social-Démocratie, parti de transition, protègent les femmes dont les bas salaires menacent ceux des hommes, de la même façon que les Européens et les Yankees protègent les Chinois.

Les réformateurs bourgeois ne peuvent se résigner, semble-t-il, à laisser les femmes faire leur émancipation elles-mêmes.

Il n'y a que les communistes libertaires dont on puisse attendre qu'ils ne gêneront en rien les femmes dans leur lutte particulière.

Ils prêteront leur concours à tout mouvement fait par les femmes pour établir dans la réalité une égale rémunération du travail de l'homme et de la femme. Mais ils s'opposeront à toute intervention coercitive de la législation dite « protectrice ».

Ils détestent, ici comme ailleurs, l'influence de la loi qui veut imposer le même joug dans la vie sociale, si variée de formes, à des individus de conditions et de caractères si différents.

Pour toutes les raisons développées plus haut, nous prétendons que les femmes — en tant que femmes — ont intérêt à ce que les tendances communistes révolutionnaires et libertaires pénètrent, de plus en plus, dans la société actuelle. C'est vrai pour les femmes des classes possédantes aussi bien que pour les femmes ouvrières.

Et cette question des intérêts immédiats comment se pose-t-elle pour les hommes des classes possédantes ?

Est-ce que les riches, favorisés par le sort, peuvent être réellement heureux au milieu de l'oppression et de la misère qui les entourent ? En vérité, ils ne sauraient jouir largement de leurs biens, si enviés par la grande masse des malheureux. L'incertitude du lendemain, la crainte de perdre leur situation privilégiée et de partager la vie de ces malheureux, doivent troubler leur repos.

Le sort des privilégiés de ce monde, c'est bien plutôt d'empêcher les autres de trouver le bonheur que de le posséder eux-mêmes. La conscience de tout cela troublera leur jouissance per-

sonnelle, à mesure que leur sensibilité grandira.

Est-ce que toute famille, même des plus privilégiées, n'a pas quelques-uns de ses membres qui succombent, faute de pouvoir s'adapter aux rapports sociaux ou de remplir les obligations ou les charges de la vie sociale, même la plus favorisée ?

Est-ce que magistrats, gouvernants, écrivains, artistes, ne sont pas souvent obligés de fouler aux pieds l'idéal qu'ils se sont fait dans leur jeunesse d'une vie irréprochable, au service de l'Humanité ? Ne sont-ils pas souvent contraints de faire des actes qui leur répugnent? d'appliquer des lois qui affermissent l'oppression effrontée du faible par le plus fort ? de vendre leur esprit, leur parole, ou leur plume, de faire marché de leurs pinceaux ou de leurs ciseaux ?

Grâce à cette dépendance réciproque, tous les membres de la société, riches et pauvres, ont intérêt à la solution de la Question Sociale.

C'est à cause de tout cela que nous croyons, à la fin de cet ouvrage, devoir faire un chaleureux appel à toutes les bonnes volontés, à tous, hommes et femmes, et même aux privilégiés de notre société.

Nous avons besoin du concours des esprits éclairés, des cœurs sensibles, de tous les courages et de toutes les énergies, pour cette longue lutte sociale qui doit aboutir à la disparition de la société capitaliste.

Sans doute plusieurs siècles seront nécessaires au genre humain pour s'affranchir des tristesses, des misères, des servitudes, de l'oppression, nées du souci des besoins matériels primordiaux.

Mais, pour l'avenir le plus proche, la solution du grand problème social de notre époque dépend d'une façon décisive de cette question : *Est-ce que le prolétariat international trouvera en soi la force de remplir la mission historique à laquelle le destine l'évolution sociale et à laquelle il commence à se préparer dans tous les pays modernes?*

Or, cette mission, c'est la transformation de la société capitaliste actuelle en société communiste, c'est l'abolition de la servitude du salariat et, corrélativement, la disparition de toutes les distinctions de classes !

Le prolétariat international sera-t-il à la hauteur de cette mission ?

Qui vivra, verra !

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie BUSSIÈRE.







